

Volume XV

N° 3

1963

3(100)

# revue internationale des sciences sociales

---

*Le troisième âge*

12 SEP 1963

11 SEP 1963

Revue trimestrielle

6 F \$2 10/- (stg.)

---

unesco

24 AUG 35 07 5072

100-11-60-11-111

La *REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES* assure, en accord avec les intéressés, la publication officielle des Actes et documents concernant les organisations internationales suivantes :

Conseil international des sciences sociales;  
Association internationale des sciences économiques;  
Association internationale de science politique;  
Association internationale de sociologie;  
Association internationale des sciences juridiques;  
Association mondiale de recherches sur l'opinion publique (WAPOR);  
Comité international de documentation dans les sciences sociales.

#### DERNIERS NUMÉROS PARUS

- Vol. XIV, n° 1 Images de la femme dans la société  
Vol. XIV, n° 2 Communication et information  
Vol. XIV, n° 3 Changements dans les structures familiales  
Vol. XIV, n° 4 Aspects économiques de l'éducation  
Vol. XV, n° 1 Étude des opinions dans les pays en voie de développement  
Vol. XV, n° 2 Compromis et résolution des conflits

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

La reproduction gratuite des articles de ce numéro est autorisée après accord avec la rédaction.

Toute correspondance relative à la présente revue doit être adressée au rédacteur en chef de la *Revue internationale des sciences sociales*, Unesco, place de Fontenay, Paris-7<sup>e</sup>.

---

#### PRIX ET CONDITIONS D'ABONNEMENT [A]

Prix du numéro : 6 F; \$2; 10/- (stg.)

Abonnement annuel : 20 F; \$6.50; 32/6 (stg.)

Adresser les demandes d'abonnement aux agents généraux de l'Unesco (*voir liste*), qui vous indiqueront les tarifs en monnaie locale. Toute notification de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'expédition.

# U N E S C O

## REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES

REVUE TRIMESTRIELLE

VOL. XV, N° 3, 1963

### TABLE DES MATIÈRES

#### PREMIÈRE PARTIE

##### LE TROISIÈME AGE

Introduction : La gérontologie sociale, ses origines, sa portée, ses tendances, par Clark Tibbitts . . . . .	353
Le vieillissement démographique, par Alfred Sauvy . . . . .	371
Vieillesse et problèmes d'adaptation, par Hans Thomae. . . . .	381
Nouvelles réflexions sur la théorie du désengagement, par Elaine Cumming. . . . .	393
Les aspects économiques du vieillissement, par Dorothy Cole Wedderburn. . . . .	413
Essai d'une théorie sociologique de la vieillesse et de la famille, par Leopold Rosenmayr et Eva Köckeis . . . . .	432
Faut-il renoncer aux maisons de retraite ? par Peter Townsend. . . . .	449
Troisième âge et loisirs, par J. Dumazedier et A. Ripert . . . . .	462

#### DEUXIÈME PARTIE

##### LES SCIENCES SOCIALES DANS LE MONDE

#### I. ÉTUDES EN COURS ET CENTRES DE RECHERCHE

Les recherches de gérontologie comparée, par Henning Friis . . . . .	475
Organisation de la recherche dans quelques pays, par P. Paillat . . . . .	480
Contacts universitaires internationaux pour l'enseignement de l'adminis- tration des entreprises (IUC), par D. J. Prins . . . . .	490
Institut canadien de recherches pour la paix . . . . .	494
Conselho de Ciencias Sociais du Brésil . . . . .	495
Faculté internationale d'économie comparée, Luxembourg . . . . .	497
Instituto Nacional de Antropología e Historia, Mexico . . . . .	497
Council on Economic and Cultural Affairs, Inc., New York . . . . .	499

#### II. DOCUMENTS DES NATIONS UNIES ET CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Documents et publications des Nations Unies et des institutions spécialisées. . . . .	501
Chronique bibliographique . . . . .	516
Livres reçus . . . . .	527

### III. INFORMATIONS

Un stage d'études à Mexico sur l'analyse des communautés latino-américaines, par Peter Heintz . . . . .	538
Publication des Actes du V <sup>e</sup> Congrès mondial de sociologie . . . . .	544

### *ONT COLLABORÉ AU PRÉSENT NUMÉRO*

Elaine CUMMING, Mental Health Research Unit, Syracuse.  
Joffre DUMAZEDIER, Centre d'études sociologiques, Paris.  
Henning FRIIS, Institut national danois de recherches sociales, Copenhague.  
Peter HEINTZ, Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLASO), Santiago du Chili.  
Eva KÖCKEIS, Centre de recherches sociales de l'Université de Vienne.  
P. PAILLAT, Institut national d'études démographiques, Paris.  
Peter TOWNSEND, Université de Londres et London Hospital.  
Leopold ROSENMAYR, Centre de recherches sociales de l'Université de Vienne.  
Aline RIPERT, Centre d'études sociologiques, Paris.  
Alfred SAUVY, Collège de France, Paris.  
Hans THOMAE, Université de Bonn.  
Clark TIBBITTS, Department of Health, Education and Welfare, Washington.  
Dorothy Cole WEDDERBURN, Université de Cambridge (Royaume-Uni).



P R E M I È R E P A R T I E

LE TROISIÈME AGE

# I N T R O D U C T I O N

## LA GÉRONTOLOGIE SOCIALE, SES ORIGINES, SA PORTÉE, SES TENDANCES

CLARK TIBBITTS<sup>1</sup>

*La gérontologie sociale est un domaine nouveau, où les recherches et l'enseignement ne concernent pas directement les aspects biologiques du vieillissement mais se rapportent plutôt à ses aspects économiques, sociopsychologiques, sociologiques et politiques. Ces recherches visent non pas le corps humain, mais les hommes groupés en populations, membres de la société et de ses subdivisions, créateurs et vecteurs de culture. La gérontologie sociale étudie spécifiquement la condition et le rôle des personnes âgées, leurs formes de culture, leur organisation sociale et leur comportement collectif pour autant que ces divers éléments subissent les effets de l'évolution sociale ou, à l'inverse, influent sur cette évolution. [Burgess, 1958, p. 1].*

D'une façon plus précise, la gérontologie sociale traite des changements qui interviennent dans les caractéristiques sociales, ainsi que dans la situation, le rang et le rôle des individus pendant la seconde moitié de leur existence, de la nature et des modalités de l'adaptation, du développement de la personnalité et de la santé mentale de l'individu vieillissant, enfin, des processus biologiques et psychobiologiques du vieillissement, dans la mesure où ils influent sur l'activité et les aptitudes sociales, vers la fin de la vie. En second lieu, la gérontologie sociale s'efforce de déterminer quel est le rôle du milieu, de la culture et de l'évolution sociale dans le vieillissement, et quels sont le comportement et la situation des vieilles gens dans la société ; comment les personnes âgées se comportent en tant que groupes et dans leur ensemble ; quelle action elles exercent sur les valeurs et les institutions sociales, ainsi que sur l'organisation, la structure et les fonctions économiques, politiques et sociales. A l'heure actuelle, les spécialistes de la gérontologie sociale ne semblent pas s'intéresser beaucoup au vieillissement des sociétés elles-mêmes, sauf du point de vue démographique ; mais il se peut qu'ils changent un jour d'attitude à cet égard.

---

1. Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne correspondent pas forcément à celles du Department of Health, Education and Welfare des États-Unis.

2. Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article.

## ORIGINES ET DÉVELOPPEMENT DE LA GÉRONTOLOGIE SOCIALE

La gérontologie sociale se situe au point de rencontre de plusieurs thèmes de recherche qui remontent à différents stades de l'évolution sociale. L'inventaire des publications ethnologiques auquel Simons s'est livré en 1945 a montré qu'avant même d'avoir inventé l'écriture les hommes s'intéressaient déjà beaucoup aux moyens de prolonger leur vie, de subvenir à leurs besoins en dépensant moins d'énergie, de conserver la possibilité de participer à la vie sociale et d'exercer leurs prérogatives jusqu'à un âge avancé. Ils imaginèrent des systèmes assez compliqués d'accommodement entre les différentes générations, permettant à tous les groupes d'âge de profiter de l'expérience et du jugement des anciens et sauvegardant les espérances des jeunes, tout en ménageant la situation des vieux. L'histoire écrite nous montre, de même, que les problèmes de la vieillesse retenaient déjà l'attention avant l'apparition des civilisations grecque et romaine et continuèrent à le faire pendant toute la période correspondant à ces civilisations. Bien que l'espérance de vie à la naissance ne dépassât pas en moyenne une vingtaine d'années, certaines gens parvenaient jusqu'à la vieillesse et cherchaient à conserver aussi longtemps que possible leur vigueur physique et leur rang social. Cicéron [trad., 1951] nous a laissé un brillant essai sur la nature de la vieillesse et les occupations qui conviennent aux hommes à partir d'un certain âge.

La période qui s'étend de la chute de l'Empire romain à la fin du moyen âge est très mal connue à cet égard ; mais on sait [Townsend, 1962, p. 17-18] que des institutions pour vieillards furent créées en Europe aux <sup>iii</sup><sup>e</sup> et <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècles de notre ère. Dès le début du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne était obligée d'étendre ses œuvres sociales et mettait en place les premiers éléments d'un dispositif permanent d'aide aux personnes âgées [*Ibid.*, p. 18-39]. Des mesures plus ou moins analogues étaient prises dans les autres pays d'Europe. A mesure qu'augmentait le nombre des vieillards, les études visant à éclairer leur situation se multipliaient [Booth, 1894]. Les systèmes institutionnalisés de secours et de soins aux vieillards s'étendirent d'Europe aux colonies américaines.

Aux États-Unis d'Amérique, la gérontologie tire son origine scientifique des recherches d'ordre biologique et, plus tard, psychologique entreprises au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle au sujet du vieillissement [Tibbitts, 1960b]. Les hommes de science s'intéressèrent d'abord aux effets du temps et du vieillissement sur les animaux dont la vie est brève et, graduellement, reportèrent une partie de leur attention sur les processus du vieillissement humain. Le premier ouvrage consacré à la sénescence psychologique parut en 1922 [Hall], mais c'est entre 1930 et 1940 que les recherches prirent un caractère systématique. Une évolution analogue se produisit en Europe ; elle aboutit à la fondation, en 1939, d'une société de recherches sur le vieillissement.

Les spécialistes des sciences sociales abordèrent ce domaine de recherche un peu plus tard. En 1943, M. E. W. Burgess, doyen des sociologues amé-

ricains, obtint du Social Science Research Council la création d'un comité sur l'adaptation sociale des personnes âgées. Ce comité publia un rapport sur la planification des recherches [Pollak, 1948], qui soulignait la nécessité d'étudier l'adaptation des individus au vieillissement et à la retraite, ainsi que les problèmes relatifs à la place des vieillards dans la famille, aux effets du vieillissement sur l'emploi et le revenu, et à la situation des personnes âgées par rapport aux institutions sociales. La publication de ce rapport fut suivie par la mise en train, dans plusieurs universités américaines, d'un programme méthodique d'études et de recherches et par une participation accrue des spécialistes des sciences sociales aux travaux de la Société de gérontologie, fondée en 1944. En 1943, la création de la Nuffield Foundation avait assuré un soutien financier aux activités de recherche et permis, notamment, d'octroyer des bourses de recherches gérontologiques dans le Royaume-Uni [Anderson, 1960, p. 362].

L'intérêt porté au vieillissement par les spécialistes des sciences sociales résulte aussi de la nécessité de fonder sur des bases rationnelles l'étude des problèmes posés par l'accroissement extrêmement rapide du nombre des vieillards et par le fait que l'urbanisation et l'industrialisation tendent à chasser les personnes âgées des positions qu'elles occupaient traditionnellement dans l'économie, la famille et la communauté. L'existence de ces problèmes, ainsi que d'autres, qui leur sont associés — maladies chroniques, maladies mentales, dépendance financière, logement, relations familiales et retraite — a été à l'origine d'un nombre croissant d'enquêtes menées entre 1930 et 1950 et, finalement, de la mise en train des recherches. Pollak [1948] résume la situation en disant que les principaux facteurs qui expliquent le développement des recherches sociales consacrées au vieillissement sont les suivants : d'une part, le fait que les vieillards se remarquent davantage parce que leur nombre va croissant et qu'une proportion croissante d'entre eux ne vivent plus au sein d'une famille et n'exercent plus d'activité ; d'autre part, le fait que notre système de valeurs accorde une grande importance au bien-être individuel ; enfin, les progrès mêmes de la recherche. Ce qui était vrai pour les États-Unis l'était sans doute également pour les pays du nord-ouest de l'Europe, dont la culture et l'échelle des valeurs ressemblent à celles des États-Unis, et où le vieillissement de la population a commencé plus tôt.

L'intérêt croissant porté aux recherches de gérontologie sociale a été mis en lumière par Anderson [1960, p. 357-361], qui a analysé à cet égard les publications scientifiques et les communications faites aux congrès internationaux de gérontologie. Le tableau qu'il a dressé [*Ibid.*, tabl. 3] et qui montre quels sont les principaux domaines d'intérêt, à en juger d'après les programmes des congrès internationaux de gérontologie, est reproduit ci-après, après mise à jour et révision partielle.

Au cinquième congrès, en 1960, le nombre total des séances consacrées à des communications traitant de gérontologie sociale pure et appliquée a été aussi élevé que celui des séances consacrées aux communications d'ordre biologique et clinique.

Principaux domaines d'études gérontologiques, d'après le nombre des communications présentées à trois congrès internationaux de gérontologie.

Domaines d'études	Troisième congrès (Londres, 1954)		Quatrième congrès (Merano, 1957)		Cinquième congrès (San Francisco, 1960)	
	Nombre de communi- cations	Pourcen- tage	Nombre de communi- cations	Pourcen- tage	Nombre de communi- cations	Pourcen- tage
Recherches d'ordre médical et biologique	99	51	162	46	170	48
Soins médicaux	21	11	87	26	31	9
Recherches psychologiques	15	8	24	7	38	11
Recherches socio-économiques	0	0	9	3	62	18
Sécurité sociale	41	21	36	11	41	12
Statistiques économiques et statistiques spéciales	20	10	25	7	9	3
Ensemble des communica- tions d'ordre biologique et médical	120	61	249	73	201	57
Ensemble des communica- tions d'ordre psychologique, sociologique et économique	76	39	94	27	150	43
Total des communications	196	100	343	100	351	100

Nous traiterons, à la fin du présent exposé, de la situation actuelle en ce qui concerne la formation des chercheurs et l'organisation de la recherche.

#### ASPECTS DE LA GÉRONTOLOGIE SOCIALE

Nous avons dit, en commençant, que la gérontologie sociale s'étend aujourd'hui à un vaste domaine aux multiples subdivisions, embrassant à la fois les aspects individuels et les aspects sociaux du vieillissement. A plusieurs égards, le phénomène individuel et le phénomène social du vieillissement sont liés et se conditionnent réciproquement. C'est pourquoi il est très difficile de diviser la gérontologie en un certain nombre de chapitres nettement distincts. Nous nous bornerons ici à grouper sous trois rubriques les thèmes de recherche qui suscitent actuellement le plus d'intérêt : les aspects sociaux du vieillissement des individus ; le comportement des personnes âgées en tant que groupes ou dans leur ensemble ; le vieillissement, du point de vue de la société, notamment en ce qui concerne l'adaptation des pratiques et des institutions sociales aux vieillards.

*Le vieillissement et l'individu*

Jusqu'à une époque récente, l'intérêt scientifique porté à la gérontologie se concentrait principalement sur les changements que le temps apporte à l'organisme et à la personnalité de l'individu. Lorsque les études de cet ordre se sont développées, on a pu distinguer quatre aspects principaux du problème : *a*) modifications biologiques ; *b*) changements psychologiques (aptitudes et réalisations) ; *c*) modifications de la situation matérielle et morale de l'individu dans la société ; *d*) façon dont l'individu vieillissant organise ses sentiments, sa conception de lui-même et son comportement pour s'adapter aux changements internes ainsi qu'aux pressions et aux classifications de la société.

Les biologistes considèrent que le vieillissement est un processus normal d'affaiblissement graduel de la composition des cellules et de l'aptitude à la croissance, de la structure et de la fonction des tissus, de la rapidité, de la vigueur et de l'endurance du système neuromusculaire, du fonctionnement des glandes et autres systèmes d'organes, et de l'aptitude à intégrer les systèmes d'organes [Shock, 1951]. Parallèlement à ces changements, et sans aucun doute en relation avec eux, on constate la fréquence, croissant avec l'âge, des maladies chroniques à évolution lente [Confrey et Goldstein, 1960]. Les conséquences de ces modifications sont importantes du point de vue du gérontologue social lorsqu'elles conditionnent les capacités et le comportement social de l'individu et lorsqu'elles influent sur l'organisation et l'action sociales [Rosen, 1960].

L'étude du vieillissement psychologique se concentre actuellement sur les modifications du système nerveux central, des capacités sensorielles et perceptives, ainsi que de l'aptitude à organiser et à utiliser des éléments d'information [Anderson, 1956 ; Birren, 1959*a*]. On constate une abondance croissante d'études sur les performances intellectuelles et motrices, en particulier sur les modifications de la faculté d'apprendre, de la mémoire, de l'activité créatrice, de la rapidité d'assimilation et de production, de la dextérité technique et de la qualité du travail [Welford, 1958 ; Birren, 1959*b*]. Les psychologues s'intéressent aux influences extérieures (espérances culturelles, effets du milieu, etc.) sur l'activité mentale. S'il paraît prouvé que, d'une façon générale, les aptitudes psychologiques déclinent au cours de la vieillesse, d'autres indications permettent de penser que la maturation de certaines capacités se prolonge fort avant dans l'âge adulte, que le déclin est graduel, et qu'il ne se produit pas de la même façon pour toutes les facultés d'un même individu, ni chez tous les individus [Birren, 1959*b*].

Le troisième aspect du vieillissement de l'individu — l'aspect sociologique — a trait aux changements de conditions ou de situation de l'individu en tant que membre de la famille, de la collectivité et de la société. Les modifications et événements liés à l'écoulement du temps comprennent les éléments suivants : changement de groupe d'âge, attitudes et comportement de la société à l'égard des personnes vieillissantes, achèvement

du rôle de parents et de travailleurs, amoindrissement du revenu, réduction de l'activité et de la mobilité, mort du conjoint, mort des amis et connaissances, large extension des loisirs, absence relative d'espérances sociales nettement définies. Ces modifications peuvent intervenir progressivement, comme pour la réduction de l'activité et l'extension des loisirs, ou brusquement, comme c'est généralement le cas, pour la mise à la retraite et la réduction du revenu.

Le vieillissement de l'individu présente, pour la gérontologie, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, un quatrième aspect, à savoir : la signification que revêtent, pour l'individu, les modifications mentionnées aux paragraphes précédents, ainsi que la façon dont il s'y adapte, intérieurement et extérieurement. On signale d'assez nombreux travaux sur la manière dont évolue la vision que l'individu a de lui-même, sur ses sentiments, ses réactions et son aptitude à faire face aux modifications de sa physiologie et de son milieu, sur ses changements de préoccupations et d'attitude devant la vie, sur sa motivation. De même, des chercheurs de plus en plus nombreux s'intéressent à l'étude des changements de rôles et à l'évolution du comportement lié aux rôles [Havighurst, 1957], à l'étendue des activités, des contacts sociaux et des dimensions d'existence [Cumming et Henry, 1961], à l'emploi des loisirs et aux passe-temps, au comportement des individus de santé fragile ou physiquement diminués. Nous reviendrons sur certaines de ces questions dans la section consacrée au comportement de groupe.

De nombreuses études, tant théoriques qu'expérimentales, concernent la nature et les modalités de l'adaptation au vieillissement, les incidences de la retraite [Friedmann et Havighurst, 1954], l'élaboration de théories rendant compte de la manière dont la personnalité évolue avec l'âge. Linden et Courtney [1953], Peck [1956], Anderson [1959] et Kuhlen [1959] ont formulé diverses hypothèses au sujet des modifications (parfois par expansion) d'activité, d'intérêt et de motivation liées au processus de développement dans la seconde partie de la vie. Plus récemment, Rosen et Neugarten [1960], puis Cumming et Henry [1961], ont avancé des théories sur le déclin de l'aptitude à l'intégration du moi, le « désengagement » à l'égard des contacts sociaux et des responsabilités, et le rétrécissement des dimensions d'existence. Buhler [1961] et Reichard, Livson et Petersen [1962] rattachent les changements et les modes d'adaptation à certains types fondamentaux de personnalité. En corrélation étroite avec ces études, et parfois dans leur cadre même, on s'est attaché à trouver des échelles permettant de mesurer l'adaptation au cours de la vieillesse [Cavan, Burgess, Havighurst et Goldhamer, 1949 ; Kutner *et al.*, 1956].

Il y a un autre domaine auquel on s'intéresse de plus en plus : c'est celui de la psychopathologie vers la fin de l'âge mûr et dans la vieillesse [Busse, 1959]. L'attention se concentre, en particulier, sur la sénilité fonctionnelle et les facteurs qui l'expliquent. On étudie l'étiologie [Lowenthal, 1963] et les effets que l'on obtient en remplaçant des sujets atteints de



dégénérescence sénile dans des situations qui leur assurent une stimulation normale [Donahue, 1963].

Il ressort de cet aperçu que le vieillissement de l'individu est reconnu comme un processus complexe de maturation et de déclin (encore que les potentialités d'accroissement n'en soient pas exclues) qui embrasse toute la seconde moitié de l'existence adulte. Bien que de nombreux travaux de recherche portent actuellement sur la période qui commence aux environs de 65 ans, on admet de plus en plus que le début du vieillissement se situe en fait beaucoup plus tôt. Dès la fin de la quatrième décennie de leur vie, les individus prennent généralement conscience du déclin de leur énergie physique et éprouvent le besoin de rechercher, dans l'activité mentale, la source de leur satisfaction personnelle [Peck, 1956]. De nombreuses personnes, libérées de leurs responsabilités envers leurs enfants et des rivalités qui accompagnent l'exercice d'un métier, ont apparemment l'impresion d'avoir atteint les buts qu'elles s'étaient fixés au début de leur vie ou d'être, tout au moins, parvenues à un certain plafond dans leur carrière. Aussi en vient-on à considérer l'âge mûr comme caractérisé à la fois par des accroissements et des diminutions, les éléments positifs étant la maturité mentale, qui accroît la liberté de choix dans l'action, et une gamme plus large de possibilités d'expression.

Un second tournant paraît se situer vers la soixantaine ; il marque le début d'une seconde maturité, qui entraîne une nouvelle diminution de l'énergie, une prédisposition accrue aux longues maladies et à l'invalidité, un ralentissement des facultés mentales, diverses déperditions déjà mentionnées, une certaine difficulté à préserver ses facultés d'intégration personnelle et d'orientation dans une société tournée vers l'avenir [Weinberg, 1959]. Au cours de cette période, les pertes excèdent fréquemment les gains et l'on a plus de peine à mettre au point un comportement compensatoire. La période finale est celle que l'on appelle communément la vieillesse ; elle est marquée par un déclin généralisé, par l'abandon de toute activité, par un état de dépendance résultant d'une santé fragile et de revenus insuffisants, par un souci accru de soi-même et le sentiment de la mort prochaine. On s'attache actuellement à définir de manière plus précise les étapes de la vieillesse, ainsi que des changements et adaptations qui caractérisent chacune de ces étapes [Tibbitts, 1960b].

### *Les personnes âgées en tant que groupes*

Toutes les sociétés primitives ont eu des vieillards. Mais, de même que les sociétés peu développées de notre temps, elles en avaient relativement peu et, comme l'a montré Simmons [1945, 1960], les vieillards continuaient d'y jouer un rôle positif et y conservaient à tout le moins un rang social acceptable. C'est l'accroissement continu des populations et l'augmentation de l'espérance de vie qui entraînent, dans presque toutes les sociétés, une augmentation (absolue et relative) du nombre des personnes âgées [Hauser et Vargas, 1960]. Le changement fondamental, en ce qui concerne

la situation de ces personnes, au sein des sociétés industrialisées et urbaines, réside peut-être dans le fait qu'elles sont de plus en plus écartées de leur rôle et de leur rang traditionnels, dans la société comme dans l'économie [Burgess, 1960b]. Dans les sociétés très évoluées d'aujourd'hui, les personnes âgées forment un groupe dont la position n'est pas clairement définie, sans cesser, cependant, d'éprouver le besoin de participer à la vie sociale et de jouer des rôles propres à leur assurer un certain rang.

C'est pourquoi, à l'heure actuelle, l'intérêt se concentre, en grande partie, sur les personnes âgées en tant que groupes ou éléments importants de la société et sur leur comportement en tant que membres de ces groupes. Jusqu'à présent, la recherche a porté essentiellement sur les domaines suivants : démographie, rôle des vieillards dans la famille et dans les relations entre générations, conditions de vie, rôles en matière de travail, retraite et utilisation des loisirs, activité au sein d'organisations diverses. Quels rôles, quel comportement institutionnalisé, quelles formes et structures sociales nouvelles les personnes âgées acceptent-elles ou créent-elles pour elles-mêmes ?

Toutes les sociétés s'intéressent aux données démographiques de base relatives à leurs populations âgées [Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 1953, 1956]. Pour les États-Unis, Sheldon [1958] a analysé les tendances et l'état actuel des chiffres et des pourcentages, la répartition par âge et par sexe, la situation familiale et la répartition géographique de la population âgée. Burgess [1960a] et Hauser et Vargas [1960] ont présenté des données comparatives sur les pays sous-développés et les pays très évolués. Enfin, une tentative, au moins, a été faite pour prévoir comment l'espérance de vie se modifie aux différents âges [Tarver, 1959].

Dans plusieurs pays, les rapports des personnes âgées avec leur famille retiennent l'attention des chercheurs. Dans toutes les sociétés en voie de développement, le système de la parentèle, qui, dans les régimes socio-économiques simples, assignait à chacun son rôle, déterminait son rang et garantissait sa sécurité, fait place à la « famille nucléaire », limitée à une ou deux générations, les couples âgés menant souvent, avec des « contemporains » non apparentés, une existence relativement indépendante. Un certain nombre d'études [Burgess, 1960b] ont été entreprises sur les rapports entre générations, sur les rôles des personnes âgées au sein de la famille élargie [Townsend, 1957], et sur les nouvelles façons de concevoir la responsabilité de la famille à l'égard des personnes âgées [Streib et Thompson, 1960]. Un colloque sur la structure de la famille et les rapports familiaux, organisé à l'occasion du cinquième congrès international de gérontologie, a réuni des spécialistes de toutes les parties du monde [Tibbitts et Donahue, 1962, p. 405-534], qui ont rendu compte des tendances constatées dans leurs pays respectifs. On ne s'est guère occupé jusqu'à présent des rapports entre les personnes âgées et leurs petits-enfants, des structures et des problèmes liés à l'existence en commun de trois générations, des rapports qui s'établissent entre époux, une fois leur rôle de parents terminé.

Une autre question connexe intéresse les chercheurs : celle des conditions de logement des personnes âgées. Lors du cinquième congrès international [*Ibid.*, p. 301-399], on a signalé des recherches sur les attitudes et les préférences des personnes âgées à l'égard de différents types de logements, ainsi que sur l'intégration sociale et sur l'adaptation personnelle et sociale des vieillards vivant dans des logements spéciaux et des institutions.

Le maintien en activité des personnes âgées et, inversement, leur retraite professionnelle sont devenus, pour les gérontologues sociaux, des questions d'intérêt capital. Si la retraite revêt rapidement le caractère d'une institution dans les sociétés hautement développées [Donahue, Orbach, et Pollak, 1960], le principe en est cependant loin d'être accepté partout, et son application soulève maints problèmes. On signale des recherches sur, par exemple, le temps plus ou moins long pendant lequel les gens s'attendent à rester en activité, les changements d'emploi et la proportion de vieux travailleurs dans la population active [Slavick et Wolfbein, 1960], les capacités, les caractéristiques et le rendement des vieux travailleurs, leur aptitude à recevoir une formation [Welford, 1950], les critères dont dépend l'âge de la retraite, les attitudes à l'égard du travail et ce qu'il représente pour le travailleur [Friedmann et Havighurst, 1954]. On reconnaît que le passage du rôle de travailleur à celui de retraité est l'un des changements les plus radicaux qui interviennent vers la fin de la vie ; en conséquence, d'assez nombreux travaux sont actuellement consacrés aux modalités de la retraite, aux attitudes et au comportement des futurs retraités, à l'adaptation des retraités et des membres de leur famille [Streib et Thompson, 1958 ; Donahue, Orbach, et Pollak, 1960].

Un grave problème, pour les personnes âgées, est celui de l'utilisation des loisirs supplémentaires que leur valent la diminution de leurs heures de travail, la disparition de leurs responsabilités de parents, et la retraite. Des spécialistes de la gérontologie sociale se sont intéressés à des questions telles que la persistance des rôles antérieurs et les changements de rôles [Havighurst, 1957], l'activité et le mode de vie des retraités [Cumming et Henry 1961], la façon dont les personnes âgées conçoivent les loisirs et ce que les loisirs représentent pour elles [Kaplan, 1960]. Kleemeier [1961] a publié, sous le titre *Vieillesse et loisirs*, une série d'études visant à ordonner les connaissances actuelles de cet ordre et à proposer de nouvelles recherches. Havighurst [1960] a passé en revue l'évolution des rôles et des activités de loisir dans divers pays d'Europe occidentale.

L'étude du vieillissement embrasse aussi celle du rôle que jouent les organisations dans l'existence des personnes âgées. Burgess [1960a] a émis l'idée que, dans les sociétés industrialisées, les organisations pourvoient de plus en plus aux besoins des personnes âgées. Bien que, selon Cumming et Henry [1961], la participation aux activités organisées diminue avec l'âge, on assiste actuellement à un essor remarquablement rapide des clubs, et foyers communautaires destinés aux personnes âgées. Nous devons à Schramm et Storey [1961] une étude approfondie sur les différents genres

de vieillards qui les fréquentent et sur la nature de leur participation aux activités et à l'exercice des fonctions de direction.

On s'intéresse également au rôle des personnes âgées dans le domaine politique [Donahue et Tibbitts, 1962], à l'apparition de « groupes de pression » formés de personnes âgées [*Ibid.*] et à la création éventuelle de « sous-comités des vieux ». Barron [1953] a montré que les vieillards, considérés dans leur ensemble, présentent certaines des caractéristiques d'un groupe minoritaire, et Rose [1962] a analysé la possibilité de définir un certain nombre de groupes en fonction de l'âge et des préoccupations communes. Rosow [1962] a étudié la formation de groupes homologues de référence, à propos du problème des rôles attendus et des modes de vie, au cours des dernières années de l'existence.

### *Adaptation de la société aux personnes âgées*

Les sociétés ont toujours pris en considération leurs personnes âgées, créant des rôles et réservant des tâches à leur intention, prenant au besoin des mesures propres à garantir leur position et à assurer leur protection. L'intervention de la société — la collectivité prenant à sa charge de nombreux services — caractérise toutes les sociétés en voie de développement, ou déjà évoluées [Cottrell, 1960a]. L'importance numérique croissante de la population âgée oblige d'ailleurs presque toutes les sociétés à s'intéresser aux besoins des personnes âgées ou vieillissantes et à prendre les dispositions nécessaires pour les satisfaire. C'est pourquoi la gérontologie sociale s'intéresse à l'influence que les personnes âgées exercent sur le système social et à la nature des responsabilités que la société assume à leur égard.

On commence seulement à s'intéresser à un nouvel aspect de la gérontologie sociale : l'influence éventuelle des personnes âgées sur la qualité et la vitalité des populations [Valaoras, 1958 ; Hauser et Vargas, 1960]. Cette question est étroitement liée à celle de la place que la société accorde aux vieillards et retraités. Rosow [1962] fait observer que nous avons créé une population âgée sans lui proposer toutefois rien de positif à attendre de la vie. Autre aspect intéressant de la gérontologie sociale : Une société peut-elle avoir un système de valeurs qui confère à l'individu un certain rang, correspondant au travail qu'il accomplit au début et au milieu de son âge adulte, et lui laisse plus tard un rang égal, en considération du rôle qu'il joue comme retraité ? Ou bien s'achemine-t-on vers l'idée que le travail est simplement un moyen de produire des biens et des services qui sont nécessaires pour multiplier les occasions d'activités de loisir ? Nous avons déjà fait remarquer que les personnes âgées s'efforcent généralement de ne pas dépendre de leurs enfants adultes. Cependant, aux États-Unis, un vieillard sur quatre cohabite avec un de ses enfants devenu adulte, et le genre de responsabilités qu'est censée assumer la « génération du milieu » demeure un important sujet d'étude.

L'influence de la population âgée sur l'économie s'impose également à l'attention des spécialistes de la gérontologie sociale. Nous avons déjà dit

que l'évolution des méthodes de production et de distribution a profondément modifié le prestige qui s'attache aux rôles joués par les adultes âgés, dans toutes les économies industrialisées. Inversement, les personnes âgées créent certaines demandes sur le marché. On étudie beaucoup, à l'heure actuelle, le problème de l'utilisation du nombre croissant de travailleurs d'âge mûr et d'âge avancé, en particulier dans les industries mécanisées à évolution rapide. La façon de venir en aide aux personnes âgées qui ne travaillent plus fait l'objet d'études dans tous les pays industrialisés [Corson et McConnell, 1956 ; Steiner et Dorfman, 1957 ; Cohen, 1960]. Les besoins financiers de la population âgée, les impératifs budgétaires et l'aptitude des économies à y répondre constituent un autre secteur important des recherches [McConnell, 1958]. L'institution de régimes de retraites a abouti à l'accumulation d'importantes réserves qui, à leur tour, posent la question de savoir quel est le meilleur parti à en tirer et si elles pourraient contribuer à stimuler ou, au contraire, à ralentir la production [Harbrecht, 1959].

On s'intéresse, enfin, à l'influence que la population âgée exerce sur la structure et le fonctionnement des institutions gouvernementales. Si l'on n'a guère fait encore de recherches dans ce domaine, de nombreux problèmes s'y posent [Cottrell, 1960*b*]. Dans quelle mesure l'intervention de l'État est-elle nécessaire pour assurer la sécurité financière, les services sanitaires, le logement et le bien-être, l'organisation de l'éducation et des loisirs ? Quelle est la meilleure façon de répartir les responsabilités entre les divers échelons administratifs, entre les organismes d'État et les institutions non gouvernementales ? Quelles sont les structures et les modalités d'organisation qui assurent l'efficacité des services communautaires ? Une autre série de questions a trait à l'attitude de l'exécutif et du législatif devant les revendications de la population âgée, désireuse d'obtenir une plus large part du revenu national et des services publics. Comment fait-on face à ces revendications et quels conflits risquent de surgir entre les personnes âgées et les groupes qu'anime le souci d'autres intérêts ?

#### FORMATION ET RECHERCHE ORGANISÉE

La formation de type universitaire et la recherche organisée en matière de gérontologie sociale ont fait, depuis quinze ans, des progrès assez rapides, notamment aux États-Unis. La Gerontological Society réunit actuellement 2 300 membres en chiffres ronds, dont près de 350 appartiennent à la section Psychologie - Sciences sociales (gérontologie sociale), et 200 à la section Bien-être social (gérontologie sociale appliquée). La première de ces deux sections s'est particulièrement attachée à stimuler l'enseignement et la recherche.

L'activité du Conseil interuniversitaire de gérontologie sociale, qui fonctionne sous les auspices de l'Université du Michigan et comprend 16 membres, a donné une vive impulsion à cette discipline [Donahue, 1960]. Entre 1957 et 1960, le conseil, avec le concours des instituts nationaux de

santé, a produit trois manuels définissant et organisant les connaissances de cet ordre [Birren, 1959a ; Burgess, 1960c ; Tibbitts, 1960b] ; pendant l'été, des cours d'une durée de deux mois lui ont permis d'exposer à 75 membres de l'enseignement supérieur les aspects fondamentaux du vieillissement de l'individu et de la société. Ces professeurs étaient, pour les quatre cinquièmes, des spécialistes de l'enseignement fondamental des sciences sociales et des sciences du comportement. En outre, le conseil a établi les programmes de cinq séries de cours sur le vieillissement et procédé à trois enquêtes nationales sur le travail de recherche et de formation accompli par les universités dans le domaine de la gérontologie sociale.

L'élaboration de deux manuels a fourni à la section Psychologie - Sciences sociales de la Gerontological Society l'occasion d'explorer et de jalonner, par un travail de définition, deux importants domaines où les recherches étaient encore embryonnaires. Dans l'un des deux cas, ses travaux ont abouti à la publication de l'ouvrage *Ageing and leisure* [Kleemeier, 1961], déjà mentionné, qui expose une façon d'aborder méthodiquement le problème. Dans l'autre cas, le travail, aujourd'hui en voie d'achèvement, a consisté à étudier, suivant la même méthode, le problème des rapports des personnes âgées avec les membres de leur famille et ceux des autres générations.

Diverses universités se sont attachées à faciliter l'enseignement de la gérontologie sociale ou l'étude d'un de ses aspects particuliers. A l'heure actuelle, 10 universités américaines sont dotées d'instituts de gérontologie, où l'on se livre à des travaux de recherche ; elles donnent à leurs étudiants la possibilité de faire des recherches sur le vieillissement, organisent des cours de brève durée à l'intention des cadres en activité et aident de leurs conseils les personnes ou les groupes qui s'occupent des vieillards. Dans 13 universités, un comité ou un conseil interdisciplinaire est chargé d'encourager les recherches et d'organiser la formation des personnes désireuses de se spécialiser en gérontologie. Huit universités ont institué des centres de recherche qui relèvent, pour la plupart, d'une faculté de médecine ou d'un département de biologie mais encouragent et favorisent généralement les recherches de gérontologie sociale.

Au niveau de la licence et du doctorat, il est possible de se spécialiser en gérontologie à l'Université de Chicago, à l'Université Washington (Saint-Louis), où l'on s'occupe surtout de la psychologie du vieillissement, à l'Université Purdue, qui s'intéresse plus particulièrement à la sociologie du vieillissement, et à l'Université du Michigan, où les programmes sont adaptés aux préoccupations des élèves. Au total, 70 collèges et universités, répartis dans l'ensemble du pays, assurent une centaine de cours de gérontologie.

L'enseignement et la recherche sont encore stimulés par l'établissement de programmes d'études sur la psychologie du vieillissement et la gérontologie sociale, par le soutien de diverses institutions fédérales et par les efforts méthodiques de l'Office of Ageing (Welfare Administration, Department of Health, Education and Welfare) en vue de favoriser la création d'instituts de gérontologie sociale dans les universités.

Des centres analogues se sont constitués dans plusieurs pays d'Europe en vue, notamment, de procéder aux études et recherches demandées par des administrations gouvernementales. C'est le Royaume-Uni qui s'est engagé le premier dans cette voie. Les travaux du Nuffield Research Unit sur les problèmes du vieillissement, qui ont bénéficié, pendant plusieurs années, d'encouragements à l'Université de Cambridge, retiennent l'attention des pays étrangers. A l'Université de Bristol et à la London School of Economics, d'importantes équipes de recherche s'occupent des aspects socio-économiques du vieillissement. La National Corporation for the Care of Old People [Beavan, 1960] encourage la recherche et tient à jour un répertoire des recherches en cours dans l'ensemble du pays. Au Danemark, l'Institut national de recherches sociales, en Suède, l'Institut social de Stockholm, et, aux Pays-Bas, la Fondation pour la recherche scientifique appliquée, étudient les problèmes sociaux, économiques et de santé publique que pose le vieillissement. La France possède un Centre de gérontologie qui effectue des recherches de psychologie et de sciences sociales ; l'Institut des sciences sociales du travail et le Centre national de la recherche scientifique s'occupent également de recherches sur le vieillissement social et psychologique. Anderson [1960], Van Zonneveld [1958] et Welford [1958] ont rendu compte des recherches de gérontologie sociale entreprises en Europe.

Les congrès qu'organise tous les deux ans l'Association internationale de gérontologie ont grandement favorisé les progrès dans ce domaine. La gérontologie sociale et la gérontologie sociale appliquée ont fait l'objet, en 1951, 1954, 1957, 1960 et 1963, de programmes distincts de ceux de biologie et de médecine clinique. Les quatrième et cinquième congrès (1957 et 1960) ont donné lieu à la publication de rapports concernant spécialement la gérontologie sociale [International Association of Gerontology, 1959a ; Kaplan et Aldridge, 1962 ; Tibbitts et Donahue, 1962]. Le Comité de recherches en matière de sciences sociales de l'Association internationale de gérontologie comprend une section américaine et une section européenne, également florissantes. La section européenne a organisé, en 1956, un stage d'études et de recherches [International Association of Gerontology, 1958], et les deux sections en ont organisé d'autres conjointement en 1957, 1960 et 1963 [International Association of Gerontology, 1959b, et Williams, Tibbitts et Donahue, 1963]. Ces stages d'études réunissent des universitaires désireux d'échanger des idées, de confronter les enseignements de leur expérience, leurs constatations et leurs problèmes méthodologiques ; ils conduisent à des échanges internationaux de personnel de recherche et à des études parallèles ou communes. C'est ainsi qu'on analyse actuellement les résultats d'une vaste enquête sur l'adaptation, la condition économique, la santé et la situation familiale des personnes âgées au Danemark, au Royaume-Uni et aux États-Unis d'Amérique.



## GÉRONTOLOGIE SOCIALE APPLIQUÉE

Nous avons dit, au début de cet exposé, que la gérontologie sociale doit, en grande partie, son existence à la nécessité reconnue d'une information scientifique propre à faciliter la solution des problèmes individuels et sociaux que pose le vieillissement. Divers genres de programmes (santé publique, garantie des moyens d'existence, santé mentale et réadaptation, logement, préparation à la retraite, activités de retraite et services sociaux) ont pris un essor rapide. Les spécialistes des domaines connexes se sont montrés soucieux d'améliorer leurs compétences et leurs aptitudes en matière de gérontologie et d'appliquer les connaissances scientifiques à l'élaboration de programme d'action en faveur des vieillards et à l'aménagement de leur cadre d'existence.

Dans la plupart des pays de l'Europe occidentale et également aux États-Unis, on recourt fréquemment aux enquêtes scientifiques pour déterminer les caractéristiques des personnes âgées, la nature et l'étendue de leurs besoins et les ressources dont on dispose pour les satisfaire [voir, par exemple, Van Zonneveld, 1961]. On relève également un indice favorable pour l'avenir dans le nombre croissant des études scientifiques consacrées aux institutions qui sont actuellement destinées aux vieillards : on peut citer, à cet égard, l'étude sur Little House, centre d'activités pour les personnes âgées [Schramm et Storey, 1961], et le récent rapport de Townsend [1962], *The last refuge*, qui est consacré aux asiles de vieillards d'Angleterre et du pays de Galles. Des études et des recherches visant à l'établissement de programmes et à la détermination de la politique à suivre sont menées ou subventionnées par les gouvernements de la plupart des pays d'Europe et d'Amérique; il en est de même dans d'autres pays, notamment en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Japon. Il n'existe pas de ligne de démarcation vraiment nette entre les prétendues recherches qui visent à faire la synthèse de nos connaissances sur les processus de base et les recherches organisées qui ont pour objet l'exploration ou l'évaluation scientifiques de programmes particuliers et de politiques déterminées. Certaines études sont utiles à ces deux points de vue. D'où les cas fréquents de coopération des chercheurs et d'intégration des recherches dans les deux domaines de la gérontologie sociale et de la gérontologie appliquée.

L'enseignement de la gérontologie se développe également dans le cadre professionnel. Les pays scandinaves et le Royaume-Uni organisent depuis longtemps des cours intensifs à l'intention du personnel des asiles de vieillards; aux États-Unis, un cours d'une durée de quatre années assure la formation des étudiants qui se destinent à ces fonctions. De son côté, l'American Association of Homes for the Aged, récemment constituée, se préoccupe d'élever le niveau de compétence du personnel et de lui assurer une formation qui lui permette de faire carrière. En cours d'emploi, ce personnel peut suivre des cours, assister à des conférences, participer à des stages d'études consacrés à l'éducation des adultes, à l'utilisation des loisirs, au travail social, au bien-être public, à la religion, au logement, à

l'architecture et à l'éducation communautaire. Enfin, l'American Public Welfare Association, qui reçoit une importante subvention de la Fondation Ford, travaille activement à la réalisation d'une série de projets visant à améliorer la compétence du personnel appelé à s'occuper des personnes âgées, en créant des écoles de service social et en développant la formation en cours d'emploi.

Aux États-Unis, on reconnaît, entre autres impératifs, la nécessité de donner une formation générale en matière de gérontologie et d'organisation communautaire aux cadres parmi lesquels se recruteront les planificateurs, les coordonnateurs et les consultants nécessaires à tous les échelons des organisations gouvernementales et privées. A cet effet, le Department of Health, Education and Welfare vient de publier, avec le concours de nombreux spécialistes de la gérontologie et à l'intention des universités et instituts spécialisés, un projet de programme d'études gérontologiques supérieures s'étendant sur deux années.

#### CONCLUSION

Le présent exposé avait pour objet de montrer que le nombre croissant de personnes âgées et les transformations radicales qui sont intervenues dans le domaine social et technique ont amené les milieux scientifiques à attacher aujourd'hui une importance capitale aux aspects individuels et sociaux du vieillissement. La gérontologie sociale prend rapidement une place prépondérante dans l'ensemble du domaine gérontologique. Elle s'est déjà scindée en plusieurs branches : vieillissement de l'individu en tant qu'unité sociale, influence de la société sur le vieillissement individuel, et, inversement, influence de la population âgée sur le système de valeurs et sur la structure et les institutions de la société. La nécessité de travaux de recherche et d'une formation en matière gérontologique est ouvertement reconnue et les universités et collèges s'efforcent de satisfaire ces besoins.

#### BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON, J. E. 1956. Summary and interpretation. In : J. E. Anderson (ed.), *Psychological aspects of ageing*, p. 267-289. Washington, D.C., American Psychological Association.
- . 1959. The uses of time and energy. In : J. E. Birren (ed.), *Handbook of ageing...*, p. 769-796. Chicago, The University of Chicago Press.
- . 1960. Research in ageing. In : E. W. Burgess (ed.), *Ageing in Western societies : A comparative survey*, p. 354-376. Chicago, The University of Chicago Press.
- BARRON, M. L. 1953. Minority characteristics of the aged in American society. *J. Geront.*, 8, p. 477-482.
- BEAVAN, J. C. 1960. The Nuffield Foundation and the study of ageing. In : E. W. Burgess (ed.), *Ageing in Western societies...*, Chicago, The University of Chicago Press.
- BIRREN, J. E. 1959a. Principles of research on ageing. In : J. E. Birren (ed.) *Handbook of ageing...*, p. 3-42. Chicago, The University of Chicago Press.

- . 1959b. *Handbook of ageing and the individual, psychological and biological aspects*. Chicago, The University of Chicago Press.
- BOOTH, C. 1894. *The aged poor in England and Wales*. London, Macmillan and Co.
- BUHLER, Charlotte. 1961. Meaningful living in the later years. In : R. W. Kleemeier (ed.), *Ageing and leisure...*, p. 345-388. New York, Oxford University Press.
- BURGESS, E. W. 1958. Preface. *The J. Social Issues*, XIV, p. 1-2.
- . 1960a. Ageing in Western cultures. In : E. W. Burgess (ed.), *Ageing in Western societies...*, p. 3-28. Chicago, The University of Chicago Press.
- . 1960b. Family structures and relationships. In : E. W. Burgess (ed.), *Ageing in Western societies...*, p. 271-298. Chicago, The University of Chicago Press.
- (ed.). 1960c. *Ageing in Western societies : A comparative survey*. Chicago, The University of Chicago Press.
- BUSSE, E. W. 1959. Psychopathology. In : J. E. Birren (ed.), *Handbook of ageing...*, p. 364-399. Chicago, The University of Chicago Press.
- CAVAN, Ruth ; BURGESS, E. W. ; HAVIGHURST, R. J. ; GOLDHAMER, H. 1949. *Personal adjustment in old age*. Chicago, Science Research Associates.
- CICÉRON. 1951. *On old age*. In : M. Hadas (ed.), *The basic works of Cicero*. New York, Modern Library.
- COHEN, W. J. 1960. Income maintenance and medical insurance. In : E. W. Burgess (ed.), *Ageing in Western societies...*, p. 76-105. Chicago, The University of Chicago Press.
- CONFREY, E. A. ; GOLDSTEIN, M. S. 1960. The health status of ageing people. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology*, p. 165-207. Chicago, The University of Chicago Press.
- CORSON, J. J. ; MCCONNELL, J. W. 1956. *Economic needs of older people*. New York, The Twentieth Century Fund.
- COTTRELL, F. 1960a. The technological and societal basis of ageing. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 92-119. Chicago, The University of Chicago Press.
- . 1960b. Government functions and the politics of age. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 666-697. Chicago, The University of Chicago Press.
- CUMMING, Elaine ; HENRY, W. E. 1961. *Growing old*. New York, Basic Books, Inc.
- DONAHUE, Wilma. 1960. Trends in social gerontology. *Geriatrics*, 15, p. 801-809.
- . 1963. Rehabilitation of long-term aged patients. In : R. H. Williams, C. Tibbitts et Wilma Donahue. *Process of ageing...* New York, Atherton Press.
- . ORBACH, H. L. ; POLLAK, O. 1960. Retirement : The emerging social pattern. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 330-406. Chicago, The University of Chicago Press.
- ; TIBBITTS, C. (eds.). 1962. *Politics of age*. Ann Arbor, Division of Gerontology, The University of Michigan.
- FRIEDMANN, E. A. ; HAVIGHURST, R. J. 1954. *The meaning of work and retirement*. Chicago, The University of Chicago Press.
- HALL, G. S. 1922. *Senescence : The last half of life*. New York, Appleton and Co.
- HARBRECHT, P. P. 1959. *Pension funds and economic power*. New York, The Twentieth Century Fund.
- HAUSER, P. M. ; VARGAS, R. 1960. Population structure and trends. In : E. W. Burgess (ed.), *Ageing in Western societies...*, p. 29-53. Chicago, The University of Chicago Press.
- HAVIGHURST, R. J. 1957. The social competence of middle-aged people. *Genetic Psychol. Monographs.*, 56, p. 297-375.
- . 1960. Life beyond family and work. In : E. W. Burgess (ed.), *Ageing in Western societies...*, p. 299-353. Chicago, The University of Chicago Press.
- INTERNATIONAL ASSOCIATION OF GERONTOLOGY. 1958. *The need for cross-national surveys of old age. Report of a conference at Copenhagen, October 19-23, 1956*. Ann Arbor, Division of Gerontology, University of Michigan.

- . 1959a. *Ageing and social health in the United States and Europe. Report of an international seminar held at Merano, Italy, July 9-13, 1957.* Ann Arbor, Division of Gerontology, University of Michigan.
- . 1959b. *Fourth Congress. V.III. Sociological Division.* Fidenza (Italie), The Association.
- KAPLAN, M. 1960. The uses of leisure. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 407-443. Chicago, The University of Chicago Press.
- ; ALDRIDGE, G. J. (eds.). 1962. *Social welfare of the ageing. Ageing around the world.* Proceedings of the Fifth Congress of the International Association of Gerontology. New York ; London, Columbia University Press.
- KLEEMEIER, R. W. (ed.). 1961. *Ageing and leisure : a research perspective into the meaningful use of time.* New York, Oxford University Press.
- KUHLEN, R. G. 1959. Ageing and life-adjustment. In : J. E. Birren (ed.), *Handbook of ageing...*, p. 852-897. Chicago, The University of Chicago Press.
- KUTNER, B., et al. 1956. *Five hundred over sixty.* New York, Russell Sage Foundation.
- LINDEN, M. E. ; COURTNEY, D. 1953. The human life cycle and its interruptions : a psychological hypothesis. *Am. J. Psychiat.*, 109, p. 906-915.
- LOWENTHAL, Marjorie F. 1963. Some social dimensions of psychiatric disorders in old age. In : R. H. Williams, C. Tibbitts et Wilma Donahue (eds), *Process of ageing...* New York, Atherton Press.
- MCCONNELL, J. W. 1958. The impact of ageing on the economy. *J. Geront.*, 13. (Suppl. n° 2), p. 42-47.
- NATIONAL CORPORATION FOR THE CARE OF OLD PEOPLE. 1960. *Old age. A register of research.* London, The Corporation.
- NATIONS UNIES. Département des affaires économiques et sociales. 1953. *Causes et conséquences de l'évolution démographique.* New York, Nations Unies. (Études démographiques, 17.)
- . 1956. The ageing population and its social and economic implications. New York, United Nations. (Population studies, 26.)
- PECK, R. 1956. Psychological developments in the second half of life. In : J. E. Anderson (ed.), *Psychological aspects of ageing*, p. 42-53. Washington, D.C. : American Psychological Association.
- POLLAK, O. 1948. *Social adjustment in old age.* New York, Social Science Research Council.
- REICHARD, Suzanne ; LIVSON, Florine ; PETERSEN, P. G. 1962. *Ageing and personality.* New York ; London, John Wiley and Sons, Inc.
- ROSE, A. M. 1962. The subculture of the ageing: a topic for sociological research. *The Gerontologist*, 2, p. 123-130.
- ROSEN, G. 1960. Health programs for an ageing population. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 521-548. Chicago, The University of Chicago Press.
- ROSEN, Jacqueline L. ; NEUGARTEN, Bernice L. 1960. Ego functions in the middle and later years: a thematic apperception study of normal adults. *J. Geront.*, 15, p. 62-67.
- ROSOW, I. 1962. Old age: one moral dilemma of an affluent society. *The Gerontologist*, 2, p. 182-191.
- SCHRAMM, W. ; STOREY, Ruth T. 1961. *Little house. A study of senior citizens.* Menlo Park (Calif.), Peninsula Volunteers, Inc.
- SHOCK, N. W. 1951. Biology of ageing. In : T. L. Smith (ed.), *Problems of America's ageing population*, p. 37-46. Gainesville, University of Florida Press.
- SHELDON, H. D. 1958. *The older population of the United States.* New York, John Wiley and Sons.
- SIMMONS, L. W. 1945. *The role of the aged in primitive society.* New Haven (Conn.), Yale University Press.
- . 1960. Ageing in preindustrial societies. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 62-91. Chicago, The University of Chicago Press.

- SLAVICK, F. ; WOLFBEIN, S. L. 1960. The evolving work-life pattern. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 298-329. Chicago, The University of Chicago Press.
- STEINER, P. O. ; DOREFMAN, R. 1957. *The economic status of the aged*. Berkeley, The University of California Press.
- STREIB, G. F. ; THOMPSON, W. E. (eds.). 1958. Adjustment in retirement. *J. Social Issues*, vol. 14, n° 2, p. 3-60.
- ; —. 1960. The older person in a family context. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...*, p. 447-488. Chicago, The University of Chicago Press.
- TARVER, J. D. 1959. Projections of mortality in the United States. *The Milbank Memorial Fund Quarterly*, 37, p. 132-143.
- TIBBITTS, C. 1960a. Origin, scope and fields of social gerontology. In : C. Tibbitts (ed.), *Handbook of social gerontology...* Chicago, The University of Chicago Press.
- . 1960b. *Handbook of social gerontology : Societal aspects of ageing*. Chicago, The University of Chicago Press.
- ; DONAHUE, Wilma (eds.). 1962. *Social and psychological aspects of ageing. Ageing around the world*. Proceedings of the Fifth Congress of the International Association of Gerontology. New York ; London, Columbia University Press.
- TOWNSEND, P. 1957. *The family life of old people*. London, Routledge and Kegan Paul.
- . 1962. *The last refuge. A survey of residential institutions and homes for the aged*. London, Routledge and Kegan Paul.
- VALAORAS, V. G. 1958. Young and aged populations. *Ann. Am. Acad. Political and Social Sci.*, 361, p. 69-83.
- VAN ZONNEVELD, R. J. 1958. Public health and the aged in Europe: research and programs. *J. Geront.*, 13 (Supplement No. 1), p. 68-91.
- . 1961. *The health of the aged*. Assen (Pays-Bas), Van Gorcum and Co.
- WEINBERG, J. 1959. Ageing of groups. In : Veterans Administration, VA Prospectus, *Research on ageing*. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office.
- WELFORD, A. T. 1950. *Skill and age*. London, Oxford University Press.
- . 1958. Psychological and social gerontology in Europe. *J. Geront.*, 13 (Supplement No. 1), p. 61-67.
- WILLIAMS, R. H. ; TIBBITTS, C. ; DONAHUE, Wilma (eds.). 1963. *Processes of ageing: social and psychological perspectives*. New York, Atherton Press.

# LE VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

ALFRED SAUVY

Le vieillissement, au sens démographique du mot, concerne la répartition par âges de la population. A priori, une population qui compte, en proportion, plus de vieux et moins de jeunes qu'une autre est dite plus vieille. Une population peut donc vieillir, si elle évolue en ce sens. Ce vieillissement pose de nombreux problèmes économiques, sociaux, politiques. Mais le concept a besoin d'être précisé.

## DÉFINITION DU VIEILLISSEMENT

On pourrait définir le vieillissement par l'âge moyen de la population. Mais cet indice, rarement employé, n'est pas adéquat. D'une part, il est peu sensible aux changements de répartition, d'autre part, il ne traduit pas suffisamment l'influence de la vieillesse.

### *Les groupes d'âge*

On préfère, le plus souvent, diviser la population en trois groupes — jeunes, adultes et vieux — en attachant à ces mots soit un sens biologique, soit un sens économique. De toute façon, on se trouve, pour toute population, à un moment donné, devant la répartition :  $P = J + A + V$ , où  $P$  représente la population totale;  $J$  le nombre des jeunes;  $A$  le nombre des adultes;  $V$  le nombre des vieux.

Ces trois groupes permettent de calculer trois indices du vieillissement : *a)* le rapport  $V/P$  du nombre des vieux à la population totale; *b)* le rapport  $V/J$  du nombre des vieux au nombre des jeunes; *c)* le rapport  $V/A$  du nombre des vieux au nombre des adultes.

Dans les trois cas, c'est le nombre des vieux qui figure au numérateur. Examinons maintenant les avantages respectifs de ces trois indices :

Le rapport  $V/P$  est le plus fréquemment employé, parce qu'il est le plus simple et le plus facile à interpréter. C'est lui qui correspond le mieux au concept initial de vieillissement.

Le rapport  $V/J$ , qui a été appelé indice de vieillesse d'une population, est plus sensible que le précédent. Il a, en outre, l'avantage de faire inter-

venir un second facteur, le nombre des jeunes. Tant que la répartition par âges évoluait dans le sens décrit plus loin, par une sorte de pivotement de la population autour des âges moyens, cet indice était, en somme, l'équivalent du précédent, avec la sensibilité en plus. Il traduisait, lui aussi, le degré d'évolution de la population, dans la marche de l'état primitif à l'état évolué (au sens démographique de ces mots).

Mais, depuis la reprise de la natalité dans les pays occidentaux, le mouvement traditionnel est troublé, parce que le nombre des jeunes a cessé de diminuer, même proportionnellement, au rythme antérieur, et que, parfois même, il s'accroît. Certes, la connaissance du nombre des jeunes reste d'une grande utilité, mais, pour le problème qui nous préoccupe, le rapport  $V/P$  semble préférable.

Enfin le rapport  $V/A$  est utile surtout en ce qui concerne les problèmes économiques et, particulièrement, la question des retraites et des pensions de vieillesse.

Le plus souvent, dans cette étude, nous utiliserons le rapport  $V/P$ , ou proportion des vieux.

### *L'âge de la vieillesse*

Reste à définir l'âge où commence la vieillesse. Jusqu'à la guerre, le nombre de 60 ans prévalait, de sorte que beaucoup de tableaux statistiques ont été établis d'après cette définition. Depuis la guerre, on tend à lui substituer le nombre 65; ce changement est lui-même une des conséquences du vieillissement.

Peut-être, un jour, calculera-t-on un indice spécial, relatif aux grands vieillards, de plus de 75 ou de 80 ans, lorsque leur proportion aura fortement augmenté, pour tenir compte de leurs caractères spéciaux.

### CAUSES DÉMOGRAPHIQUES DU VIEILLISSEMENT

Par causes démographiques, nous entendons le mécanisme purement numérique du vieillissement, sans faire intervenir les facteurs économiques et sociaux. Ainsi conçues, les causes possibles de vieillissement sont : a) la composition initiale, par âges, de la population; b) la mortalité et, plus précisément, les taux de mortalité à chaque âge; c) la natalité et, plus précisément, les taux de fécondité à chaque âge; d) les migrations.

L'influence de la composition initiale par âges est évidente : une population composée presque uniquement de jeunes et d'adultes verra naturellement sa proportion de vieillards augmenter progressivement; c'est ce qui arrive dans certaines villes nouvelles et, plus encore, dans de grands ensembles d'habitation, initialement peuplés surtout de jeunes ménages.

L'influence de la composition initiale par âges doit évidemment être retenue dans les cas pratiques. Pour vérifier les lois du vieillissement, il faut, au contraire, l'éliminer.



Laissant de côté les migrations pour le moment, nous nous trouvons devant les deux facteurs fondamentaux : natalité (fécondité) et mortalité.

Pendant longtemps, on a cru — et beaucoup de personnes croient encore — que le vieillissement résulte, en tout ou en partie, de la baisse de la mortalité. Il est assez naturel de penser que l'allongement de la vie de 30 à 70 ans a provoqué ou, tout au moins, accentué le vieillissement démographique. Nous allons voir qu'il n'en est rien.

### *Influence de la mortalité*

Jusqu'ici, la baisse de la mortalité n'a pas eu d'influence sensible sur la répartition par âges et, quand elle en a eu, c'est plutôt dans le sens du rajeunissement. De ce phénomène, nous sommes en mesure de fournir une vérification expérimentale et une explication logique.

Pour isoler l'influence de la mortalité, nous pouvons : *a)* suivre la composition par âges, dans les pays où seule la mortalité a varié; *b)* voir ce que serait devenue cette composition par âges dans le passé, si la natalité était restée la même; *c)* voir ce que deviendrait une population actuelle si la natalité restait la même et si la mortalité diminuait; *d)* étudier l'évolution d'une population type, soumise à une natalité constante et à une mortalité décroissante.

Ces diverses méthodes ont été utilisées et elles ont toutes abouti au même résultat. Contentons-nous ici de mentionner quelques vérifications, parmi d'autres<sup>1</sup> :

On peut déjà observer que, dans les populations d'Europe occidentale, où la baisse de la mortalité (commencée dès 1800) a largement précédé la baisse de la natalité (commencée souvent après 1870 ou même 1880, excepté en France où elle a commencé avant 1800), le vieillissement ne s'est produit qu'à partir de celle-ci.

C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus s'élevait, en 1850, à 4,64 %, nombre sans doute très voisin de celui de 1780 ou 1800, et n'était encore que de 4,62 % en 1880. A ce moment seulement, elle a notablement augmenté (5,22 % en 1910; 6,03 % en 1930 et 10,83 % en 1950); or la natalité avait commencé à baisser en 1875-1880.

Voici maintenant le cas de Formose : de 1905 à 1940, la mortalité a baissé notablement, l'espérance de vie à la naissance étant passée de 28 ans 1/2 à 44 ans et le taux de mortalité de 25,3 ‰ en 1920-1924 à 10 environ, de 1940 à 1950. La natalité n'a que peu progressé, passant de 40,9 en 1920-1924 à 45 environ de 1940 à 1950.

La proportion des personnes de 60 ans et plus est passée de 4,5 % en 1905 à 4,4 % en 1925 et 4,8 % en 1940.

1. Le lecteur pourra se reporter utilement à la publication *Le vieillissement des populations et ses conséquences économiques et sociales*, p. 21-49, éditée par les Nations Unies en 1956. (Études démographiques, 26.)

Tous les exemples analogues permettent de conclure dans le même sens. De telles mesures sont toutefois grossières : la constance de la fécondité n'est qu'approximative et la composition initiale par âges a pu jouer un rôle, ainsi que les migrations.

Plus significatives sont déjà les projections faites sur une population donnée, passée ou présente, car elles permettent de respecter rigoureusement les conditions de fécondité constante et de migrations nulles, tout en faisant varier à volonté la mortalité.

C'est ce qui a été fait par de nombreux démographes. Citons ici les projections de M. Depoid, parce qu'elles portent sur une gamme très étendue : à fécondité constante, et quelle que soit cette fécondité, la proportion des 60 ans et plus reste presque la même.

La démonstration la plus probante s'effectue sur une population stable modèle (au sens démographique du mot stable). Elle aboutit aux conclusions suivantes : « La baisse de la mortalité, telle qu'elle s'est produite jusqu'ici dans les pays évolués, n'a eu qu'une très faible influence sur la proportion des vieux » ; elle a, par contre, diminué un peu la proportion des adultes et augmenté celle des jeunes.

#### *Influence de la natalité (fécondité)*

La vérification expérimentale historique à l'état pur n'est pas possible ici, car on ne connaît pas de population dont la natalité ait baissé notablement, avec une mortalité constante. Mais la méthode des projections sur une population passée ou présente et celle de la population modèle stable conduisent à une même conclusion : c'est la baisse de la fécondité qui a été, jusqu'ici, la cause spécifique du vieillissement des populations ; on peut même dire la cause unique, si l'on écarte les phénomènes en quelque sorte accidentels (composition initiale par âges et migrations).

#### *Mécanisme de ces influences*

L'influence de la baisse de la natalité est évidente : puisqu'elle réduit le nombre des jeunes, et, un peu plus tard, celui des adultes, sans toucher à celui des vieillards avant 60 ans, la proportion de ceux-ci augmente. A son tour, la baisse du nombre des adultes réduit encore le nombre des jeunes, tout cela en valeur relative.

L'influence de la baisse de la mortalité est plus complexe : quand elle touche les tout jeunes enfants, elle augmente leur nombre et agit ainsi, comme le ferait une augmentation de la natalité, dans le sens du rajeunissement. Par contre, aux âges élevés, elle contribue évidemment au vieillissement. Dans des âges intermédiaires, l'influence peut être neutre.

M. J. Bourgeois-Pichat a montré qu'une baisse de mortalité au-dessus de 30 ans (âge approximatif) a pour effet d'accroître, dans l'état stable final, la charge des vieux par rapport aux adultes. C'est une des définitions du vieillissement et elle équivaut aux autres dans une population stable.

A priori, par conséquent, on ne peut rien affirmer ; c'est la loi de baisse de la mortalité qui décide.

Or, il se trouve que, jusqu'ici, l'allongement de la vie a été dû beaucoup plus à la baisse de mortalité des jeunes qu'à celle des vieux et des adultes. Pour les populations occidentales, on peut estimer que la seule baisse de la mortalité infantile a allongé d'une dizaine d'années la vie moyenne.

Elle a contribué à accroître le nombre absolu des vieux (d'où l'illusion courante), mais non leur proportion.

Mais, si les causes de décès endogènes peuvent être efficacement combattues (appareil cardiovasculaire, cancer, sénescence en général), la baisse de la mortalité pourra contribuer fortement au vieillissement. Dans une population stationnaire où la vie s'étendrait pour tous les hommes jusqu'à 100 ans, la proportion des sexagénaires serait de 40 %, chiffre qui n'est approché, ni prévu, en aucun pays.

De toute façon, il semble que la baisse de la mortalité doit, à l'avenir, contribuer au vieillissement de la population.

D'autre part, il ne faut pas oublier qu'il existe une certaine dépendance entre la mortalité et la fécondité ; nous quittons ici les modèles précédents. Cette dépendance est loin d'être rigide, puisque, au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, au XX<sup>e</sup> dans le Tiers Monde, divers pays ont conservé la même fécondité malgré une baisse importante de la mortalité ; mais on ne peut ignorer qu'à la longue, et pour diverses raisons sociologiques ou simplement économiques, la baisse de la fécondité est favorisée par la baisse de la mortalité et, en particulier, de la mortalité infantile.

Toutes les populations semblent devoir passer, comme l'ont fait les populations occidentales, d'un état peu éloigné de la stabilité (au sens démographique du mot), comportant haute fécondité, haute mortalité et population jeune, à un nouvel état peu éloigné également de la stabilité, comportant basse fécondité, basse mortalité et population plus âgée.

Entre ces deux états de relative stabilité se place une phase évolutive, qui n'est encore qu'amorcée dans certains pays, seule la mortalité ayant varié.

### *Vieillesse selon le sexe*

Le problème est ici différent, puisque les deux sexes diffèrent plus par la mortalité que par la natalité. La mortalité différentielle exerce ici une certaine influence, le vieillissement étant plus accentué pour le sexe féminin.

### *Influence des migrations*

Qu'il s'agisse d'immigrations ou d'émigrations, leur influence dépend évidemment de l'âge auquel elles s'effectuent. Il est nécessaire, naturellement, de faire intervenir non seulement les migrants, mais les enfants qu'ils doivent avoir (immigration) ou auraient eus (émigration).

En fait, les migrations portent rarement sur des personnes âgées, mais

surtout sur de jeunes adultes de 20 à 35 ans. Si ces migrants ont la même fécondité que le reste de la population et s'ils emmènent leurs enfants avec eux, l'effet normal va dans le sens du rajeunissement (immigration) et du vieillissement (émigration). Tout se passe, en effet, dans les proportions, comme si l'on avait ajouté (émigration) ou enlevé (immigration) des vieux.

Si ces migrations sont permanentes et se poursuivent au même rythme, l'effet est, lui aussi, permanent. Si elles ne concernent qu'une période limitée et s'interrompent, l'effet n'est que passager et la population retrouvera, à la limite, la composition par âges que lui donnent ses taux de fécondité et de mortalité.

On peut rappeler que la baisse de mortalité au-dessus de 30 ans a pour effet de vieillir la population stable finale. Or l'immigration de personnes d'un âge donné a le même effet qu'une baisse de mortalité à cet âge.

Dans les raisonnements qui précèdent, on a supposé que les migrations se faisaient par couples, avec les enfants. Or il arrive souvent que les migrations portent principalement sur les hommes. Plaçons-nous dans le cas d'une migration purement masculine.

Comme le nombre des hommes mariables diminue dans le pays d'émigration, le vieillissement y est presque aussi élevé que si l'émigration se faisait par couples. Par contre, dans le pays d'immigration, cet apport n'a presque aucun effet de rajeunissement durable.

Ces résultats ne sont pas surprenants : la séparation des sexes entraîne, pour l'ensemble des deux pays, une réduction de natalité, donc un vieillissement.

Les migrations vers les villes portent le plus souvent sur les deux sexes et ont pour effet de faire vieillir les populations des campagnes et de ralentir le vieillissement de celles des villes, qui résulte de la faiblesse de leur natalité.

#### AMPLEUR DE LA POPULATION AGÉE ET VIEILLISSEMENT DANS LES DIVERS PAYS OU RÉGIONS

Les populations démographiquement primitives, à haute fécondité et à haute mortalité, sont relativement jeunes. La proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus y est inférieure à 4 %.

Par contre, cette proportion varie largement aujourd'hui d'un pays à l'autre, allant de 2,5 à 12 %. Cette dispersion est donc aussi celle du vieillissement dans le monde, depuis un siècle ou deux.

Comme les recensements de 1960 ne sont encore que très partiellement connus, nous allons mettre en lumière cette dispersion par un examen de la situation, d'après les recensements de 1950.

*La situation vers 1950*

Voici tout d'abord un certain nombre de pays à population jeune, c'est-à-dire où la proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus est inférieure à 4 % :

	%		%		%
Ghana	1,5	Colombie	2,9	Chili	3,5
Brésil	2,45	Angola	2,9	Ceylan	3,5
République de		Costa Rica	2,9	Inde	3,6
Chine (Formose)	2,5	Égypte	3,1	République de Corée	3,7
Guatemala	2,6	Philippines	3,1	Honduras	3,9
Algérie	2,7	Cuba	3,3	Jamaïque	3,9
Venezuela	2,7	Turquie	3,4		
Birmanie	2,8	Mexique	3,4		

Ce sont tous des pays peu développés. Il ne faut pas attacher une grande importance aux différences d'un pays à l'autre, car, dans plus d'un de ces pays, le recensement de 1950 a été le premier ; dans de telles populations sans état civil ancien, les vieux ne connaissent leur âge que très approximativement.

Voici maintenant, pour les principaux pays à population âgée, la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus vers la même époque :

	%		%		%
Hongrie	7,6	République fédérale		Suède	10,3
Canada	7,8	d'Allemagne	9,3	Irlande	10,7
Pays-Bas	7,9	Suisse	9,6	Royaume-Unis	10,8
Australie	8,0	Norvège	9,6	Belgique	11,0
Italie	8,1	Nouvelle-Zélande	9,6	France	11,8
États-Unis	8,2	Allemagne orientale	10,0		
Danemark	9,1	Autriche	10,1		

C'est toujours dans des pays évolués, européens ou anglo-saxons, que la natalité a reculé notablement au cours du siècle.

Entre ces deux groupes importants et bien définis, se trouvent un certain nombre de pays qui sont dans une situation intermédiaire :

	%		%		%
URSS	4,6	Afrique du Sud	6,2	Portugal	7,0
Japon	4,9	(blancs)		Espagne	7,2
Pologne	5,1	Grèce	6,3	Islande	7,5
Yougoslavie	5,7	Finlande	6,6		

Ce groupe, plus hétérogène, comprend des populations diverses, dont la baisse de natalité est relativement récente.

*La situation vers 1960*

On peut obtenir, par cheminement à l'estime, la population par âges postérieurement au dernier recensement.

Depuis 1950, les pays du premier groupe n'ont guère changé. Nous pouvons, dans une étude sommaire, les laisser de côté. Par contre, dans les deux autres groupes, le vieillissement, tel qu'il est défini ci-dessus, s'est accentué, même dans les pays dont la natalité a remonté après la guerre. Le vieillis-

sement ne s'exerce en effet que progressivement. Voici, pour les populations les plus âgées, la proportion des personnes de 65 ans et plus en 1960 :

	%		%		%
République fédérale		Belgique	12,0	Berlin-Est	17,0
d'Allemagne	10,6	France	12,0	Berlin-Ouest	17,5
Autriche (1959)	11,9	Suède	12,0		
Royaume-Uni	11,9	Allemagne orientale	13,5		

Ainsi, le vieillissement s'est poursuivi ; la population nationale la plus âgée n'est plus celle de la France, mais celle de l'Allemagne orientale, la Suède venant en seconde position, compte tenu des différences de taux de vieillissement.

### *Perspectives*

Les lois de la mortalité étant relativement stables, il est possible d'établir des perspectives avec une certaine précision, tout au moins pour la population déjà née au moment du départ du calcul. Les variations à venir résultent d'ailleurs assez largement de la composition initiale par âges. Si, par exemple, la population âgée de 40 à 60 ans est anormalement élevée, la population totale est évidemment appelée à vieillir dans les vingt années qui suivent. L'aléa des perspectives sur la fécondité est certes sensible, mais n'affecte sérieusement la proportion des vieux par rapport à l'ensemble de la population qu'après une période assez longue.

Quoi qu'il en soit, nous présentons ici les résultats des projections, pour un certain nombre de pays. Il s'agit, cette fois, de la proportion des personnes âgées de plus de 60 ans. Commençons par l'Europe :

Pays	Fécondité	Mortalité	1956 %	1976 %
Allemagne (Républ. féd.)	Constante	Déclinante puis constante	14,7	19,6
Autriche	Constante	Constante	16,7	19,7
Belgique	Constante	Déclinante	17,2	20,4
Danemark	Constante	Constante	14,8	17,3
France	Constante	Constante	16,2	17,3
Italie	Constante	Déclinante	12,6	17,1
Norvège	Constante	Déclinante	16,0	18,9
Pays-Bas	Déclinante	Déclinante	12,4	16,4
Portugal	Déclinante	Déclinante	10,8	13,5
Espagne	?	?	11,2	13,2
Royaume-Uni	Déclinante	Déclinante	16,2	19,6
Suède	Constante	Déclinante avant 60 ans	15,9	21,0
Suisse	Constante	Déclinante	18,1	19,2
États-Unis	Déclinante	Déclinante	12,6	14,0

En raison de la dispersion des hypothèses, les résultats ne sont pas tout à fait comparables.

En Allemagne orientale, la proportion des sexagénaires serait, en 1976, de 21,3 %, c'est-à-dire la plus élevée du monde entier.

Le vieillissement ainsi défini doit donc se poursuivre dans tous les pays

évolués, et parfois assez rapidement. Le vieillissement le plus faible sera celui de la France, en raison de la reprise de la natalité, les plus élevés ceux de l'Italie (à cause d'une baisse de la natalité depuis la guerre) et de la République fédérale d'Allemagne (à cause de l'immigration adulte, de 1955 à 1960, actuellement interrompue).

Voyons maintenant les pays démographiquement moins évolués. Partout le vieillissement doit se poursuivre : en Union soviétique, la proportion de sexagénaires doit passer de 9,4 % à un taux variant de 11,3 à 12,9 % selon les hypothèses portant sur la fécondité.

Au Japon, dont la politique malthusienne a considérablement réduit la natalité, le vieillissement est appelé à prendre une grande extension. La proportion des sexagénaires doit passer de 8,7 % en 1960 à 13,4 % en 1985 et 25,5 % en 2015.

Au Portugal et en Espagne, le mouvement se poursuit également, le pourcentage devant passer respectivement de 10,8 et 11,2 % en 1956 à 13,5 et 13,2 % en 1976.

Reste le Tiers Monde : là, les données sont moins sûres. Il semble cependant que le vieillissement commence lentement, même si la fécondité demeure constante. Au Brésil, par exemple, le pourcentage des sexagénaires passerait de 4,2 % en 1950 à 5,1 %, à fécondité constante, et à 5,8 %, à fécondité déclinante ; de même en Inde, où les pourcentages correspondants sont 4,9, 5,8 et 6,6.

Si la fécondité baissait rapidement, comme c'est le cas à Singapour, un vieillissement important se produirait.

De ce tour d'horizon, on peut conclure que le vieillissement va s'étendre maintenant au monde entier.

#### LE DILEMME : CROÎTRE OU VIEILLIR

Restant toujours sur le terrain démographique, nous voyons qu'un dilemme se pose aujourd'hui dans tous les pays du monde : croître ou vieillir.

Ce dilemme résulte de la baisse de la mortalité. De son fait, nous l'avons vu, le nombre des vieux augmente. Même si, au départ, la population est stationnaire, une baisse de la mortalité, même limitée dans le temps, va accroître pendant longtemps le nombre des hommes dans toutes les générations déjà nées. Dès lors ou bien la population augmente à tous les âges dans la même proportion : c'est la solution de la croissance ; ou bien elle augmente moins, et c'est la solution du vieillissement.

Précisons un peu ce point : dans une population stationnaire où l'espérance de vie est de 30 ans, la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus est de 3,9 %. Dans une population stationnaire où l'espérance de vie est de 70 ans, cette proportion est de 15,1 %. Ainsi, si, tout d'un coup, les générations nouvelles avaient la mortalité basse correspondant à une espérance de vie de 70 ans, la population âgée quadruplerait.

En fait, le mécanisme est un peu plus complexe : au point de départ,



les populations sont plus proches de l'état stable que de l'état stationnaire ; d'autre part, la baisse de mortalité n'est que progressive.

Enfin, si le passage de 30 à 70 ans exige une longue durée, le nombre des vieux, dans l'état final, dépend de la fécondité elle-même.

Quel que soit le modèle choisi, le passage de l'état stable initial à l'état stable final accroît la population âgée dans une proportion supérieure à 4. En France, le nombre des sexagénaires a effectivement un peu plus que quadruplé déjà, depuis le début de l'évolution démographique, et cela sans avoir encore atteint l'état de stabilité. Dans d'autres pays, l'accroissement a été beaucoup plus élevé : de 1 à 8 ou même 10. Si la population avait suivi la même progression, de façon à éviter tout vieillissement actuel, la population des pays démographiquement les plus évolués (Europe occidentale) devrait être presque deux fois et demie plus élevée qu'aujourd'hui, ce qui donnerait à la Belgique 22 millions, à la France 113, au Royaume-Uni 127 millions d'habitants. La croissance continue sans aucun vieillissement aurait, en fait, conduit à des chiffres plus élevés encore.

Non seulement, sur le plan statique, de telles populations pourraient poser certains problèmes de pénurie (eau, espace, terres), mais surtout une croissance aussi rapide soulèverait de graves difficultés économiques.

Par contre, une population qui entendrait rester constante, en dépit de la baisse de la mortalité, devrait réduire profondément sa natalité, ce qui entraînerait des perturbations excessives.

Entre les deux solutions extrêmes existe toute une gamme de solutions intermédiaires qui comportent à la fois croissance et vieillissement.

### *Conscience du phénomène*

Bien que ce dilemme soit le plus impérieux et le plus précis qui existe (puisque la seule façon d'y échapper serait de tuer les vieux ou d'accroître la mortalité au-dessus de 30 ans), il est très peu connu. En France, selon les enquêtes d'opinion les plus récentes, la majorité souhaite que la population reste stationnaire, tout en sachant que le nombre des vieux augmente.

C'est que le vieillissement démographique appartient à la catégorie des événements déplaisants qui n'attirent pas l'attention et que l'esprit cherche à oublier, s'il en est, par hasard, informé. Ainsi, le phénomène le plus sûr, le mieux observé, qui se prête le mieux à la prévision, et peut-être aussi le plus important des temps modernes, échappe à la conscience de ceux qui le vivent.

# VIEILLISSEMENT ET PROBLÈMES D'ADAPTATION

HANS THOMAE

Plusieurs études récentes ont été consacrées à l'art de vieillir [Kuhlen, 1959 ; Jyrkilä, 1960 ; Havighurst, 1962]<sup>1</sup> et notamment à l'un de ses principaux aspects, le « désengagement » : adaptation du retraité à sa nouvelle place dans la société [Stauder, 1955], abandon par les vieillards de leurs rôles et rapports sociaux antérieurs, réduction de leur espace vital [Cumming et Henry, 1961].

Or de nombreuses observations ont montré que les problèmes d'adaptation inhérents au processus de vieillissement apparaissent relativement tôt dans la vie de l'adulte ; et l'on sait, grâce aux nombreux travaux publiés depuis une quarantaine d'années sur la prise de conscience, par le sujet, du « vieillissement » de sa personnalité, que c'est au plus tôt vers 25 ans que le sentiment de son âge commence de poser un problème à l'individu [Giese, 1928 ; Lehr et Puschner, 1963].

De même, il ressort des expériences relatives aux performances psychomotrices et à l'apprentissage, ainsi que des études sur l'adaptation à la circulation routière à différents âges [Maier, 1961], qu'une certaine tendance au « déclin » se manifeste dès le début de l'âge adulte ou, au moins, de la maturité.

Il semble, par conséquent, légitime, du point de vue psychologique, de ne pas réserver le terme de « vieillissement » à la période relativement courte de la vieillesse (au-delà de 70 ans par exemple), mais d'étendre le champ des recherches concernant ce processus à la vie entière depuis le début de l'âge adulte [Anderson, 1958 ; Welford, 1958 ; Birren, 1959]. Dans bien des secteurs de recherches sur le vieillissement, l'étude de groupes relativement jeunes n'aura pour objet que de fournir matière à comparaisons avec la vieillesse ; mais, lorsqu'il s'agit des problèmes d'adaptation liés au vieillissement, cette étude trouve une raison d'être supplémentaire dans le fait que les problèmes d'adaptation de la vieillesse ne sont très souvent que des variantes de ceux qui se posent déjà dans la force de l'âge ; or — c'est là ce qui compte le plus — l'individu ne parvient à résoudre les grands problèmes de la vieillesse que dans la mesure où il a su faire face à ceux du début ou du milieu de l'âge adulte.

---

1. Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article.

Ce fait a été mis en évidence par les travaux que l'auteur du présent article a entrepris en 1955, afin de constituer le dossier biographique de personnes d'un certain âge [Lehr et Thomae, 1958 ; Lehr, 1961 ; Thomae, 1962], au moyen d'entretiens poussés (huit à seize heures), fractionnés en 3, 4 ou 5 séances. Jusqu'ici, la documentation ainsi réunie comprend les autobiographies et les réponses à différents questionnaires de 185 hommes et 141 femmes. Près de 50 % des sujets ont été suivis pendant trois à cinq ans. Quoique peu nombreux, cet échantillon peut être considéré comme suffisamment représentatif pour les besoins d'une étude psychologique approfondie du vieillissement. Ce genre de recherches est très souvent complété par des observations de portée plus générale.

Dans l'analyse des dossiers individuels, on s'est surtout attaché jusqu'ici aux principales solutions de continuité dans l'évolution de la personnalité des sujets, aux conséquences des événements importants, à la fréquence des conflits (variable suivant l'âge) et à la façon dont des sujets d'âges différents « voient » les divers âges de la vie.

Le compte rendu de cette étude sera complété par une liste bibliographique de travaux du même ordre effectués par de nombreux centres de recherche, particulièrement aux États-Unis d'Amérique, où la gérontologie psychologique a réalisé, depuis vingt ans, ses plus grands progrès.

#### INFLUENCE DES FACTEURS SOCIAUX SUR LE VIEILLISSEMENT

De notre étude principale (Thomae, 1962), il ressort que la différenciation et la structuration de l'existence de l'individu, telle qu'elle lui apparaît, résultent des faits marquants de sa biographie. Le mariage, les grands changements dans le travail et la profession, la guerre, la captivité, la réunion de la famille, la coupure marquée par la reconstruction sociale et économique sont les événements qui structurent la vie en plusieurs périodes et étapes. C'est parmi ces événements qu'on trouvera, le plus souvent, l'origine des problèmes d'adaptation que pose le vieillissement, ce qui signifie que les transformations intervenant dans la situation sociopsychologique de l'individu appellent de sa part des réactions d'adaptation. Ces transformations peuvent être dues à l'action du milieu. Elles peuvent aussi être provoquées par des changements dans l'idée que l'intéressé se fait de sa situation. Quoi qu'il en soit, les facteurs biologiques n'ont pas, en eux-mêmes, d'effet important sur la genèse des problèmes d'adaptation dans le processus de vieillissement [Karsten, 1959] — ce que Lehr a bien mis en évidence dans son étude sur la conscience du vieillissement [Lehr, 1963]. Si le sentiment de vieillir était lié au déclin biologique, il devrait se rencontrer surtout chez les sujets les plus âgés ; or, c'est précisément parmi eux (plus de 60 ans) que Lehr a obtenu le plus grand nombre de réponses négatives ; en d'autres termes, les sujets déclarant qu'ils ne se sentiraient jamais « vieux » étaient nettement plus nombreux dans le groupe le plus âgé que dans les groupes plus jeunes. Apparemment, il existe, chez de nombreuses personnes âgées,

un mécanisme de « défense perceptuelle » qui les empêche de prendre conscience de leur vieillissement.

Lehr a également constaté que les soucis de santé et de diminution physique viennent au dernier rang des expériences qui motivent cette prise de conscience. Les sujets interrogés ont, en effet, mentionné en premier lieu les soucis concernant l'évolution du fonctionnement psychologique et l'identification affective au milieu. Après ces changements de la personnalité, la constatation de l'altération des rapports sociaux (dans le milieu professionnel, la famille, le voisinage) est le plus fréquemment citée parmi les désagréments qui provoquent la prise de conscience du vieillissement.

De nombreuses autres études sur l'adaptation au vieillissement [Weinberg, 1956 ; Jyrkilä, 1960] insistent également sur les effets de ces aspects sociaux de la vie. Nous axerons donc notre étude sur les constatations relatives à ces aspects sociaux et psychologiques du vieillissement.

#### LES PROBLÈMES D'ADAPTATION DANS LE DOMAINE PROFESSIONNEL

En premier lieu, vient la carrière professionnelle, avec ses hauts et ses bas. On s'attendrait normalement à voir ce genre de problème se poser uniquement chez les sujets jeunes ; mais une évaluation des conflits signalés par les sujets que nous avons interrogés montre que, chez les hommes, les soucis professionnels, les conflits se rapportant au travail, à l'employeur ou aux employés sont les plus fréquents, au moins pour l'âge de référence<sup>1</sup> le plus voisin de l'âge chronologique. Chez les sujets les plus âgés (50 à 65 ans), les conflits liés à la profession viennent en tête, à tous les âges de référence. Apparemment, le souci qu'inspire au sujet sa condition professionnelle est si puissant qu'il « projette » ces problèmes sur tous les âges de référence.

Il semble évident, d'après ces résultats, que le fait d'atteindre un certain rang professionnel, l'expérience du travail et le prestige qui s'attache à l'âge [Karsten, 1959] ne diminuent pas les problèmes d'adaptation chez les employés ou les employeurs âgés. En revanche, les problèmes d'adaptation auxquels se rapportent ces résultats n'ont pas pour cause principale un déclin des aptitudes ou de la performance. On connaît naturellement assez bien le déclin des fonctions intellectuelles, perceptuelles et motrices, dans la mesure où ces fonctions sont mesurables au moyen de tests et d'expériences. Welford [1958] et ses collaborateurs ont réuni de nombreux faits concernant ce sujet. Jones [1959] a passé en revue les données sur le vieillissement et l'intelligence, examinant les nombreuses exceptions à la règle générale qui veut que le déclin commence après 30 ans. D'un autre côté, il ressort de toutes les études relatives au rendement du travail que les pertes fonctionnelles sont compensées par l'expérience acquise et les connaissances pratiques accumulées, du moins dans les métiers où la rapidité de réaction et

1. Nous entendons par « âge de référence » l'âge auquel se situent les événements (conflits) rapportés par le sujet.

d'adaptation à des situations nouvelles n'est pas essentielle [Clark et Dunne, 1956 ; McFarland, 1959]. La fréquence des conflits d'ordre professionnel dépend donc, dans une large mesure, de la stabilité du processus de production. Les changements que ce processus subit forcément dans l'industrie sont autant de difficultés supplémentaires pour les sujets vieillissants ; c'est ce que confirme l'étude sur la prise de conscience du vieillissement [Lehr, 1963]. Un des cas les plus fréquents où le sentiment de vieillir devient un souci est celui où le travailleur se sent inférieur, en rendement, à ses collègues plus jeunes, ou s'effraie de la concurrence des jeunes. De même, l'avancement de collègues plus jeunes dans la même entreprise exige, de la part des personnes âgées, certains processus d'adaptation dans lesquels la conscience de vieillir peut devenir un facteur d'inquiétude déterminant.

Au cours de nos entretiens [Lehr et Thomae, 1958 ; Thomae, 1962], les problèmes d'adaptation que le vieillissement pose sur le plan professionnel sont très souvent apparus comme liés à la « monotonie » de l'existence. Il ne s'agit pas ici des problèmes que pose la monotonie du travail industriel, si importants soient-ils même sous ce rapport. Nous pensons à un problème d'adaptation professionnelle plus complexe. D'après de nombreuses études, on se satisfait mieux de son emploi passé 50 ans [Bergler, 1963]. D'autre part, on se montre, à cet âge, beaucoup moins disposé à en changer [Lipset et Bendix, 1952]. Chez les hommes âgés, l'attitude vis-à-vis de l'emploi est nuancée par un besoin accru de sécurité sur le plan social.

Toutefois, lorsque nous avons demandé aux sujets interrogés s'ils choisiraient un autre métier, à supposer qu'ils eussent de nouveau 15 ans, c'est des hommes les plus âgés que nous avons reçu le plus grand nombre de réponses positives. Bien évidemment, le besoin de sécurité ne supprime pas l'aspiration au changement, ni la réaction affective ambivalente que provoque la prise de conscience des restrictions inhérentes à une situation professionnelle dénuée d'imprévu et quelque peu monotone.

Un certain nombre de résultats expérimentaux et de réponses concernant la « rigidité » croissante de la vieillesse étayent l'idée que le vieillissement s'identifie à une crainte de plus en plus grande du changement [Riegel, 1958 ; Riegel et Riegel, 1960]. Cependant, en ce qui concerne l'attitude à l'égard de l'emploi, ce n'est là qu'un aspect d'une réalité plus complexe. En fait, cette attitude dépend de plus en plus de tout un ensemble de facteurs, parmi lesquels on peut ranger le besoin de sécurité et de stabilité, l'affaiblissement plus ou moins marqué du désir de changement et d'expansion, et la conviction croissante que certains espoirs d'ordre professionnel sont désormais irréalisables.

Les problèmes de personnalité qui se posent dans la vie professionnelle des individus vieillissants peuvent se définir comme la recherche d'un compromis entre le besoin de sécurité et le désir d'expansion ou de changement, y compris la crainte de la « monotonie ».

Il en va tout autrement chez les femmes. Les conflits relatifs au travail ne tiennent jamais une grande place, à aucun des âges de référence, qu'il

s'agisse de femmes mariées ou de célibataires. Chez les premières, notamment, ces problèmes passent après ceux de la vie familiale, même chez les femmes qui exercent un métier en dehors de leur foyer. En revanche, c'est surtout le désir de changement et d'expansion qui les pousse à prendre et à conserver un emploi, notamment les plus âgées [Lehr, 1961]. Bien que nous fassions une large place au rôle des motivations et des attitudes dans le problème de l'adaptation à la vie professionnelle, il faut se garder de sous-estimer l'importance des facteurs fonctionnels que nous avons déjà mentionnés : difficulté accrue qu'on éprouve à faire face à des situations nouvelles et à analyser des structures complexes lorsque l'expérience accumulée n'est d'aucun secours [Welford, 1958], difficultés d'apprentissage et de désapprentissage (au sens « psychotechnique » de ces termes) qui apparaissent à la trentaine et ne font plus désormais que croître.

En revanche, on constate que l'enrichissement de l'expérience aide à surmonter ces « difficultés » et peut ajouter aux ressources de tout système de réaction. Les auteurs des textes réunis dans le *Handbook* de Birren [1959] ont passé en revue l'énorme masse de connaissances réunies en ce qui concerne ces problèmes d'adaptation « technique ». Nous les connaissons certainement un peu mieux chaque année, à mesure que progresseront les travaux de gérontologie expérimentale. Malheureusement, nous ne savons pas grand-chose de la manière dont l'individu fait face à ces problèmes « techniques », dans la pratique quotidienne de son métier. Outre ces multiples problèmes « individuels » d'adaptation de la personnalité au vieillissement, dans la vie professionnelle, il faut considérer les effets du milieu, qui se manifestent principalement par l'attitude de la société à l'égard des personnes âgées. A. Karsten [1959] a brossé un tableau assez favorable de ces attitudes dans son étude sur la Finlande. D'autres auteurs [Arnold et Bergler, 1955] constatent des tensions et un manque de tolérance. Les spécialistes de la psychologie industrielle se sont demandé si les rapports entre les générations posent, dans l'industrie, un problème général dont les chefs d'entreprise devraient s'occuper spécialement.

L'âge et les modalités de la retraite présentent un problème aussi bien sociopsychologique qu'individuel au cours du processus de vieillissement. Divers rapports ont signalé des cas alarmants d'effondrement complet à la suite d'une retraite soudaine, notamment en Allemagne [Stauder, 1955]. Toutefois, certains de ces rapports s'appuyaient sur une documentation insuffisante.

Les études de Friedmann et de Havighurst [1954] et de Tartler [1961] révèlent de grandes différences sociales en ce qui concerne les attitudes à l'égard de la retraite. Selon Meis [1953], 72,6 % des employés et 67,8 % des travailleurs manuels âgés de 66 à 72 ans désirent continuer à exercer leur profession. Cependant, les mineurs qui possèdent un jardin ou une maison souhaitent se retirer même avant 60 ans. D'après les résultats d'une enquête de Tartler [1961, p. 92], l'âge de la retraite semble très variable : sur un groupe de 94 hommes de plus de 65 ans, 51 % étaient encore en activité. Quoi qu'il en soit, l'âge de la retraite pose de nombreux problèmes d'adap-

tation. Si certains peuvent être résolus par voie législative et au moyen d'une réorganisation sociale, d'autres, en revanche, exigeront toujours une initiative personnelle et un effort individuel d'adaptation.

#### LES PROBLÈMES D'ADAPTATION DANS LA VIE FAMILIALE

Chez les femmes, c'est la vie familiale qui pose le plus grand nombre de problèmes d'adaptation sociopsychologique au cours du processus de vieillissement. Mais, chez les hommes aussi, il semble que le maintien du bonheur et de l'harmonie dans la famille constitue un problème capital. De nombreuses études sociologiques [Schelsky, 1958 ; Wurzbacher, 1958 ; Emnid] montrent qu'il n'y a pas lieu de redouter une désintégration complète de la famille [A. Salomon *et al.*].

On constate, chez l'individu, une tendance à s'identifier à sa famille, qui lui apparaît comme un refuge contre le monde inamical de la société industrielle moderne (Schelsky, 1955). Cette tendance à l'intégration était, sans doute, plus marquée dans les dix années qui ont suivi la guerre, alors que les problèmes socio-économiques de la famille conduisaient souvent à chercher un « refuge » de ce genre contre l'hostilité du monde.

En tout cas, on ne peut imputer à un mauvais échantillonnage le fait que 33 % des hommes sur lesquels a porté notre étude [Lehr et Thomac, 1958] ont signalé de graves crises dans leurs rapports avec leur conjointe. Le nombre des désaccords conjugaux signalés par les hommes augmentait avec l'âge jusqu'à la cinquantaine.

Selon Lehr [1961], la principale préoccupation des femmes de 25 à 50 ans semble être de rester en contact étroit avec leur mari. Dans presque chaque biographie de femme, on trouve des périodes où les relations avec le conjoint semblent troublées, et qui sont marquées par des crises graves dans la vie du couple et de la famille ; elles sont parfois suivies de périodes que l'intéressée considère comme heureuses et harmonieuses ou de périodes pendant lesquelles les relations conjugales se distendent. D'après les réponses recueillies, ces changements dans le contexte familial se produisent le plus souvent au cours des troisième et quatrième décennies : de 50 à 60 ans, on constate une attitude plus positive envers le mari durant de plus longues périodes.

Lorsque nous serons mieux renseignés sur ces changements, il nous faudra peut-être apporter certaines rectifications ou additions à ces données chronologiques. Jusqu'ici, l'ensemble des problèmes d'adaptation qui se posent dans la vie familiale indiquent une certaine divergence des tendances évolutives des deux sexes. Si les hommes éprouvent fortement le « sentiment » de « crise » après 50 ans, les femmes du même âge semblent mieux adaptées à la vie. C'est chez les sujets de 60 à 65 ans, tant hommes que femmes, que les conflits de ce genre sont le moins fréquents.

Faut-il en conclure que les conflits entre conjoints s'estompent d'eux-mêmes avec le temps ou, au contraire, que les exigences de la lutte pour la

vie atténuent l'acuité de ces problèmes conjugaux ? Seuls des travaux plus poussés pourront nous renseigner sur la pertinence de ces données et la vraie nature de ces conflits familiaux. Nous examinerons, dans la section suivante, une des principales causes de ces changements ; il est certain, en effet, que l'individu qui a appris à composer avec les réalités de la vie règle plus facilement certains conflits.

Quoi qu'il en soit, ces statistiques sur la fréquence des conflits ne révèlent aucune désintégration de la vie familiale dans la société actuelle. Elles éclairent les problèmes d'adaptation inhérents à la vie comme depuis le début de l'âge adulte jusqu'à la vieillesse. Certains sondages d'opinion et certaines enquêtes sociologiques ont abouti à des conclusions plus favorables. Les entretiens intensifs auxquels nous avons procédé sont plus propres à manifester la réalité qu'une interview de trente minutes menée par un enquêteur dépourvu de formation psychologique.

Nos données sur les conflits des sujets avec leurs enfants ont conduit à des résultats assez inattendus. Les âges de référence pour lesquels les sujets interrogés ont signalé le plus grand nombre de conflits sont les plus voisins de leur âge chronologique. Ainsi, nous constatons que, pour les sujets dont l'âge chronologique est compris entre 50 et 65 ans, la plupart des conflits avec leurs enfants se situent aux âges de référence compris entre 45 et 60 ans. Ces résultats indiquent une participation active des sujets vieillissants à la vie de leurs enfants. Les conflits signalés par les sujets de ce groupe d'âges tiennent à ce que les enfants prennent de plus en plus d'indépendance affective ou sociale. Les projets de mariage d'un enfant peuvent rendre ces problèmes plus aigus, particulièrement lorsque le fiancé appartient à une autre confession religieuse. D'autres conflits signalés par nos sujets les plus âgés sont liés aux problèmes que pose la « préparation » au rôle de « belle-mère » ou de « beau-père », à celui de grand-mère ou de grand-père, etc.

Ce genre de conflit coïncide avec un accroissement du nombre des problèmes posés par les relations avec les ascendants. Très souvent, ils ont pour origine l'état de santé des parents, qui exigerait que leurs enfants les accueillent à leur foyer. Cette situation est considérée comme une occasion de conflit ; car, très souvent, l'installation des parents au foyer des enfants semble y accroître les tensions existantes ou — cas plus fréquent encore — les conditions de logement interdisent aux enfants de prendre leurs parents chez eux. Beske [1960] a montré qu'une des principales raisons pour lesquelles les personnes âgées entrent dans des maisons de retraite est que leurs enfants sont mal logés — une autre raison étant la mauvaise santé des personnes en cause.

Au cours de l'enquête, les difficultés que les enfants, en pareil cas, éprouvent à s'occuper de leurs parents ont été évoquées plus souvent par les femmes que par les hommes. De même, les femmes mentionnent plus souvent que les hommes les conflits que suscitent les différends avec les ascendants au sujet de l'éducation des enfants. Il y a bien des explications à ces désaccords ; une des plus valables est qu'il existe un problème général de la sociologie de la famille. Il a semblé que la famille des sujets que nous avons



interrogés avait des liens plus étroits avec les parents de la femme qu'avec ceux du mari. Ce phénomène ne s'explique pas encore pleinement, même compte tenu de la façon dont s'est modifiée la prépondérance traditionnelle de la lignée paternelle dans notre civilisation.

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'individu trouve au sein de la famille un refuge contre bien des rudesses de la vie et le moyen de faire face à de nombreuses difficultés. Cependant, il y rencontre aussi des problèmes d'adaptation qu'il doit résoudre, s'il veut réellement s'adapter à la vie. Nos données sur les soucis relatifs au bonheur familial ne doivent donc pas être interprétées comme des indices d'une désintégration de la société actuelle. Elles ne font que traduire la complexité des problèmes d'adaptation qui se posent, depuis le début de l'âge adulte jusqu'à la vieillesse.

#### LE VIEILLISSEMENT ET LE « PRINCIPE DE RÉALITÉ »

Un troisième groupe important de problèmes d'adaptation liés au vieillissement se rapporte à l'intégration de la réalité au système personnel de comportement et de vie intérieure. Ces problèmes intéressent divers secteurs de la vie professionnelle et familiale, mais présentent également des aspects plus généraux, concernant la vie sociale de l'individu.

La structuration de la personnalité et de son comportement selon un « principe de réalité » ne correspond pas tout à fait à la fonction que Freud assigne au « moi ». En particulier, il n'est pas question ici de pensées ou de désirs gênants qu'il faudrait refouler, pour réaliser ou préserver l'équilibre de la personnalité.

Dans le présent contexte, il faut entendre par structuration du comportement selon un « principe de réalité », l'intégration, aux espoirs et aux aspirations de l'individu, de ce qu'il sait des possibilités d'échec et de frustrations et des imperfections de la vie.

L'intégration de la réalité au système individuel de comportement commence dès l'enfance. Depuis vingt-cinq ans, nous avons beaucoup appris sur le processus continu de « socialisation » par lequel l'individu apprend à ajuster ses actes, ses désirs et ses attentes aux circonstances déterminées par son milieu social [Child, 1954 ; Thomae, 1959].

Ce processus d'apprentissage, dont l'un des premiers buts est de minimiser l'échec et la frustration en ajustant les espérances intérieures aux circonstances extérieures, présente de nombreux aspects et stades différents. Même chez le jeune adulte, l'acceptation de certaines réalités sociales est souvent considérée par l'individu lui-même comme un signe de faiblesse et d'insécurité. Les jeunes gens ont tendance à tout exiger de la vie ; aussi leur niveau d'aspiration est-il très élevé.

A mesure qu'il vieillit, l'homme acquiert de plus en plus l'art de composer avec les nombreuses imperfections de l'existence. Selon Dykman, Heimann et Kerr [1952], les hommes d'affaires souffrent dès 30 ans (âge médian) d'avoir à renoncer à de grands espoirs et à de vastes ambitions ;

les psychologues le font dès 40 ans (âge médian). Les soucis dus aux difficultés conjugales apparaissent chez les hommes d'affaires à 39 ans et chez les psychologues à 41 ans (âge médian). Tant que ces soucis existent, le compromis est imparfait. Il faut percevoir les aspects positifs d'une situation pour l'accepter telle qu'elle se présente. Peck [1956] appelle acquisition de la « sagesse » cette sorte d'apprentissage qui se fait avec l'âge.

Ce processus, qui se situe pendant la « maturité », met notamment l'individu devant la nécessité d'une option entre la sagesse et la prouesse physique. L'étude de la structure de la personnalité de « quelques milliers d'hommes d'affaires » a donné à Peck l'impression que « la plupart passent par une phase critique entre la fin de la trentaine et la fin de la quarantaine ». Un manque de réalisme dans les réactions consécutives à la prise de conscience du déclin de la vitalité organique peut conduire à une inadapation généralisée. Selon Peck, cet acheminement vers la « sagesse » peut prendre aussi la forme d'une option entre « souplesse cathectique » et « appauvrissement cathectique ». Cette alternative devient critique après la mort d'ascendants, d'amis ou de parents, ou une fois que les enfants sont parvenus à une complète indépendance socio-économique. L'« appauvrissement cathectique » est une attitude dépourvue de réalisme devant cette situation, tandis que la « souplesse cathectique » représente une intégration de l'affectivité tout entière par la prise de conscience du caractère mouvant et transitoire des relations humaines.

La structuration de la personnalité par la « sagesse », c'est-à-dire par les exigences d'un « principe de réalité », présente de nouveaux aspects dans la vieillesse, de nouvelles conditions physiques ou sociales exigeant de nouveaux efforts d'adaptation. Peck souligne qu'« une des conditions déterminantes d'une bonne adaptation à la vieillesse est sans doute la constitution d'un ensemble diversifié d'activités et d'attributs personnels auxquels le sujet attache du prix, de sorte qu'il peut choisir entre plusieurs voies qui lui procurent toutes un sentiment de satisfaction et d'utilité ».

Au cours de nos entretiens [Thomae, 1962], nous avons constaté que cet « acheminement vers la sagesse », cet art du compromis, atteint un premier sommet à un âge compris entre 35 et 45 ans. Nous pouvons considérer que le nombre des conflits signalés par nos sujets donne la mesure d'une sorte d'inadaptation à la situation du moment. Chaque fois qu'il y a conflit, c'est que l'individu attend d'autres solutions ou d'autres satisfactions que celles que lui offre la réalité. Les sujets de tous les groupes d'âges ont signalé un plus grand nombre de conflits entre 15 et 25 ans qu'entre 30 et 45 ans. Les plus âgés ont de même signalé un plus petit nombre de conflits pour les âges de référence compris entre 30 et 45 ans que pour les âges de référence suivants. Cela montre que, dans l'adolescence et au début de l'âge adulte, les réactions s'expriment avec intransigeance ; l'individu recherche l'expansion sans beaucoup se préoccuper de la situation du moment. Si, entre 30 et 45 ans, le nombre des conflits est relativement faible, c'est sans doute grâce à certains modes d'adaptation nouvellement acquis, mais c'est sans doute aussi qu'ayant une plus grande indépendance,

l'homme et la femme de 30 à 45 ans éprouvent moins de « frustrations ». Certes, cette explication ne rend pas compte de l'augmentation du nombre des conflits, qui commence à croître après 45 ans pour culminer pendant la cinquantaine ; mais il ne faut pas perdre de vue les problèmes que posent alors les changements ou conflits de rôles (passage du rôle de « parents » à celui de « grands-parents », conflit entre le rôle d'enfants et celui de parents, etc.), ni les nouvelles exigences de la vie professionnelle, les difficultés ou préoccupations d'ordre religieux, etc.

On voit ici que le processus de structuration de la personnalité par le « principe de réalité » comprend de nombreuses étapes et que tout changement, toute restriction ou extension de l'espace vital lui confère une intensité nouvelle.

Il ressort des données que nous avons recueillies que la soixantaine est marquée par un acheminement vers l'harmonie. Après 75 ans, en revanche, Kutner et Jyrkilä ont montré que l'individu est de moins en moins satisfait de la vie, ce qui indiquerait que le processus d'intégration du « principe de réalité » au système de comportement se poursuit pendant toute la vie.

Moers [1953] et Bühler [1959] ont essayé de préciser les différentes formes que revêt ce processus aux diverses étapes de la vie. Plus récemment, notre équipe de chercheurs a étudié le rapport entre l'âge et le genre d'inadaptation qui se manifeste par des symptômes psychosomatiques. Erfmann [1963], dans une étude de 762 cas individuels de ce genre, a constaté que 17,7 % des sujets présentaient leurs premiers symptômes entre 1 et 19 ans, 37 % entre 20 et 29 ans et 29,3 % entre 31 et 39 ans. C'est seulement chez 5,2 % des sujets que les symptômes de psychonévrose apparaissent pour la première fois après 50 ans. Si les manifestations psychonévrotiques peuvent être considérées comme des symptômes de conflit chronique, la fréquence des conflits signalés, au cours de nos entretiens, chez des adolescents et de jeunes adultes, est à rapprocher des indications que fournissent les dossiers individuels de malades psychosomatiques. De même, la diminution du nombre des conflits entre 30 et 45 ans ressort aussi bien de nos entretiens avec des personnes « normales » que des travaux d'Erfmann sur des cas de psychonévrose. Cependant, nous constatons que la fréquence des conflits augmente de nouveau après 50 ans, alors que les manifestations psychosomatiques se font extrêmement rares.

La seule façon d'expliquer ce phénomène est d'admettre que le problème de l'intégration du « principe de réalité » à la structure de la personnalité n'est pas abordé de la même manière au début et à la fin de la vie. Ayant appris à composer avec la réalité, l'individu d'âge mûr n'en est pas réduit à la solution extrême de la névrose lorsqu'il n'arrive pas à résoudre son problème. Sans doute a-t-il conscience du conflit et souffre-t-il de l'écart entre son attente et la réalité ; mais il est devenu capable de réagir à cette inadéquation autrement que par la névrose. Ses réactions ne vont guère au-delà de la dépression.

## CONCLUSION

La relation entre le vieillissement et l'adaptation est un problème qui se pose tout au long de la vie. L'étude de cette relation fournit une base solide à qui veut suivre les principales tendances évolutives liées au vieillissement. Toutefois, dans l'examen des données recueillies au cours de cette enquête et de celles que fourniront les recherches en cours, nous devons veiller à bien distinguer différents stades d'adaptation au vieillissement. Vu le grand nombre des tendances et des facteurs en cause, il serait judicieux de concevoir le processus de vieillissement comme une succession de « tâches évolutives » (*developmental tasks*) [Anderson, 1958 ; Havighurst, 1962] plus ou moins expressément assignées à l'individu par la société et par le cours normal de la vie. Ces « tâches » comportent toujours une adaptation. En les définissant, nous ne devons pas perdre de vue qu'une parfaite adaptation est plutôt un idéal qu'une réalité.

## BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON, J. E. 1958. A developmental model for ageing. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 1)*.
- ARNOLD, W. ; BERGLER, R. 1955. *Die psychologischen Hintergründe der Arbeitslosigkeit älterer Angestellter*. Lüneburg.
- BERGLER, R. *Das Problem der seelischen Entwicklung im Erwachsenenalter*. Basel (sous presse).
- BESKE, R. 1960. *Das Gemeinschaftsleben in Altersheimen*. Stuttgart.
- BIRREN, J. E. (ed.). 1959. *Handbook of ageing and the individual, psychological and biological aspects*. Chicago, The University of Chicago Press.
- BHÜLER, Ch. 1959. *Der menschliche Lebenslauf als psychol. Problem*. 2<sup>e</sup> éd. Göttingen.
- CHILD, I. L. 1954. Socialisation. In : Lindzey, G. (ed.). *Handbook of social psychology*. New York ; London ; Toronto.
- CLARK, F. J. ; DUNNE, A. C. 1956. *Ageing in industry*. New York.
- CUMMING, E. ; HENRY, W. E. 1961. *Growing old. A view in depth of the social and psychological processes of ageing*. New York.
- DYKMAN, R. A. ; HEIMANN, E. K. ; KERR, W. A. 1952. Lifetime worry patterns of three diverse adult cultural groups. *J. Soc. Psychol.* 35.
- ERFMANN, I. 1963. Age and manifestation of psychosomatic disorders. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 5)*.
- FRIEDMANN, E. A. ; HAVIGHURST, R. J. 1954. *The meaning of work and retirement*. Chicago, University of Chicago Press.
- GIESE, F. 1928. *Erlebnisformen des Alterns*. Halle.
- HAVIGHURST, R. J. 1962. The measurement of successful ageing. In : *Social and psychol. aspects of ageing* (publié sous la direction de Tibbitts et W. Donahue). New York ; London.
- JONES, H. E. 1959. Intelligence and problem-solving. In : Birren, J. E., *Handbook of ageing....* Chicago, The University of Chicago Press.
- JONES, L. W. 1955. Personality and age. *Nature*, 136. London.
- JYRKILÄ, F. 1960. *Society and adjustment to old age*. A sociological study on the attitude of society and the adjustment of the aged. Copenhagen Turkn. (Transactions of the Westerman Society, vol. V.)
- KARSTEN, A. 1959. Adjustment to old age in industry. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 2)*.

- KUHLEN, R. G. 1959. Ageing and life-adjustment. In : Birren, J. E., *Handbook of ageing...* Chicago, The University of Chicago Press.
- LEHR, U. 1961. Veränderungen in der Daseinsthematik der Frau im Erwachsenenalter. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 4)*.
- ; PUSCHNER, I. 1963. Untersuchungen über subjektive Alternssymptome. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 6)*.
- ; THOMAS, H. 1958. Eine Längsschnittuntersuchung bei 30-50 j. Angestellten. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 1)*.
- LIPSET, S. M. ; BENDIX, R. 1951-1952. Social mobility and occupational career patterns. *Amer. J. Sociol.*
- MAIER, O. 1961. Lebensalter und Strassenverkehrsangepassung. *Arch. ges. Psycho. Ergdb. 5*. Frankfurt am Main.
- McFARLAND, R. ; O'DOHERTY, B. D. 1959. Work and occupational skills. In : Birren, J. E. ; *Handbook of ageing...* Chicago, The University of Chicago Press.
- MEIS, W. 1933. *Hamburgs Beschäftigungslage und der ältere Angestellte*. Hamburg.
- MOERS, M. 1953. *Die Entwicklungsphasen des menschlichen Lebens*. Ratingen.
- PECK, R. 1956. Psychol. Developments in the second half of life. In : Anderson, J. E., *Psychol. aspects of ageing*. Washington, D.C.
- RIEGEL, K. F. 1958. Ergebnisse und Probleme der psychologischen Altersforschung. I and II. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 1)*.
- ; RIEGEL, R. M. 1960. A study on changes of attitudes and interests during later years of life. *Vita humana (Intern. J. Human Developm., 3)*.
- SCHELSKY, H. 1955. *Wandlungen der deutschen Familie in der Gegenwart*. 3 A. Stuttgart, Enke.
- STAUDER, K. H. 1955. Ueber den Pensionierungsbankrott. *Psyche* 9, p. 481-497.
- TARTLER, R. 1961. *Das Alter in der modernen Gesellschaft*. Stuttgart, Enke.
- THOMAE, H. 1958. Entwicklung und Prägung. In : Thomae, H. (Hg.) *Entwicklungspsychologie. Hbdch. d. Psychol.* Bad 3, 2. A. Göttingen.
- . 1962. Thematic analysis of ageing. In : Tibbitts and Donahue, *Social and psychological aspects of ageing*. New York.
- WEINBERG, J. 1956. Personal and social adjustment. In : Anderson, J. E. *Psychol. aspects of ageing*, Washington, D.C.
- WELFORD, A. T. 1958. *Ageing and human skill*. London.
- WURZBACHER, G. 1958. *Leitbilder gegenwärtigen deutschen Familienlebens*. 3. A. Stuttgart, Enke.

# NOUVELLES RÉFLEXIONS SUR LA THÉORIE DU DÉSENGAGEMENT

ELAINE CUMMING

Une théorie n'est utile que si elle permet d'expliquer le présent et de prévoir l'avenir. Je voudrais essayer, dans le présent article, de préciser et de développer la théorie du « désengagement » lié à l'âge, qu'Henry et moi-même avons élaborée, avec le concours de nos collègues, entre 1957 et 1960<sup>1</sup>. J'espère permettre ainsi de mieux analyser et de mieux prévoir, à la lumière de cette théorie, la portée aussi bien que les limites du processus de vieillissement. En effet, sous sa forme originale, la théorie était trop simple et ne faisait qu'expliquer ce processus dans ses grandes lignes. L'introduction de nouveaux éléments et l'exposé plus détaillé des principes donneront peut-être quelque idée de la complexité et de la diversité que nous constatons chez les hommes et les femmes âgés.

## THÉORIE GÉNÉRALE DU DÉSENGAGEMENT

La théorie du désengagement est le résultat d'une étude de cinq années portant sur un échantillon de personnes âgées d'une grande ville des États-Unis. Cet échantillon se composait de 275 personnes de 50 à 90 ans, toutes en bonne santé et jouissant d'un minimum d'indépendance financière<sup>2</sup>. En bref, la théorie est que, dans ces conditions, le vieillissement normal s'accompagne d'un éloignement ou « désengagement » réciproque de la personne qui vieillit et des autres membres du système social dont elle fait partie — éloignement provoqué soit par l'intéressé lui-même, soit par d'autres membres de ce système. Une fois le désengagement achevé, l'équilibre qui existait pendant l'âge mûr, entre l'individu et la société, a fait place à un nouvel équilibre caractérisé par un éloignement plus grand et par une solidarité fondée sur une base différente.

- 
1. La théorie a été exposée pour la première fois dans : Elaine Cumming, Lois R. Dean et David S. Newell, « Disengagement, a tentative theory of ageing », *Sociometry*, vol. 23, n° 1, mars 1960, et reprise sous une forme plus développée, dans : Elaine Cumming et William E. Henry, *Growing old*, New York, Basic Books, 1961.
  2. Cela signifie que les membres de cet échantillon pouvaient vivre de leurs revenus, quelle qu'en soit la source, sans faire appel à la charité publique.

L'engagement se définit essentiellement par l'interpénétration de l'individu et de la société à laquelle il appartient. L'individu pleinement engagé joue un grand nombre de rôles extrêmement variés au sein d'un système de division du travail et s'estime tenu de répondre à l'attente de ses partenaires dans ces différents rôles. Il existe, cependant, divers types d'engagement. On peut être *largement* engagé dans un certain nombre de systèmes sociaux qui n'exercent que peu d'influence sur le reste de la société, ou *profondément* engagé dans des rôles dont l'influence se manifeste sur un grand nombre d'autres individus. Il est possible d'être engagé *symboliquement* en qualité de représentant d'un attribut hautement estimé, par exemple en tant que savant, poète ou patriote célèbre. Quelques hommes ont des rôles qui combinent ces trois types d'engagement et auxquels sont associées les contraintes extrêmes qui accompagnent nécessairement des obligations aussi nombreuses et variées ; les chefs d'État et les premiers ministres sont au nombre de ces hommes. On peut mesurer approximativement la profondeur et l'étendue de l'engagement d'un homme d'après le degré de bouleversement virtuel que causerait son décès soudain<sup>1</sup>. Cependant, la disparition d'un homme qui a un engagement symbolique important au sein de la société dont il fait partie peut se traduire à la fois par une perte et par un gain, car ceux qui lui survivent peuvent se rallier autour des symboles qu'il incarnait et réaffirmer ainsi leur valeur. Aux yeux de beaucoup d'Américains, la mort de Dag Hammarskjöld a fait clairement apparaître la nécessité d'un ordre mondial.

Sous sa forme initiale, la théorie du désengagement portait sur le cas le plus fréquemment observé qui, en Amérique, est caractérisé, d'abord, par le départ des enfants du foyer familial, puis par la retraite, pour les hommes, et par le veuvage, pour les femmes. Elle ne tenait pas compte de cas tels que le veuvage avant le mariage du dernier enfant ou la continuation du travail au-delà de l'âge normal de la retraite. Chose plus importante encore, elle ne portait pas, et ne porte toujours pas, sur les effets des grands fléaux de la vieillesse : la pauvreté et la maladie<sup>2</sup>. Dans le présent article, nous modifierons et approfondirons la théorie dans une certaine mesure et nous signalerons certaines caractéristiques importantes des personnes en voie de vieillissement, qui pourraient modifier sensiblement les formes que revêt leur désengagement. De même que l'exposé initial de la théorie, cette modification se présente comme un ensemble d'hypothèses. Certains des éléments sont presque en état de recevoir une application pratique, tandis que d'autres ont encore un caractère trop général pour pouvoir être soumis à une vérification.

1. C'est là, évidemment, une simplification excessive. Il existe, dans toute société, un grand nombre de dispositifs de protection structureaux qui maintiennent ce genre de bouleversement au niveau le plus bas possible ; parmi ces dispositifs figure le système juridico-rationnel de l'autorité.

2. La population étudiée était un échantillon représentatif de la zone urbaine de Kansas City, après élimination des deux groupes socio-économiques situés au niveau le plus bas et au niveau le plus élevé et de toutes les personnes incapables de jouer leurs rôles principaux pour des raisons de santé.

Avant d'aller plus loin, il convient de traiter d'une asymétrie qui apparaissait dans les observations formulées précédemment sur la théorie. On a conçu le désengagement comme un éloignement mutuel de l'individu et de la société, et le processus devrait donc varier selon les caractéristiques de ces deux éléments. Dans les exposés antérieurs, il a été tenu compte des différentes façons dont le milieu s'éloigne (retraite, perte d'un parent ou d'un conjoint, départ des enfants, etc.), mais la seule différence d'ordre individuel qui ait été examinée en détail est la différence entre les sexes. Pour décrire le processus de façon satisfaisante, nous devons avoir, en fin de compte, à notre disposition des typologies de l'éloignement et de la retraite. Les différences de caractère profondément enracinées constituent, à mon avis, un bon point de départ, car il est raisonnable de supposer qu'elles colorent l'ensemble de la vie, y compris le processus de désengagement.

#### TEMPÉRAMENT ET DÉSENGAGEMENT

Sous sa forme initiale, la théorie du désengagement ne faisait que suggérer une base biologique ultime à la diminution de l'intérêt pour le milieu ou de l'engagement dans le milieu. Les variations du processus étaient attribuées à des pressions sociales, notamment dans la mesure où elles sont différemment ressenties par les hommes et par les femmes. Toutefois, on peut s'attendre à constater une différence de comportement fondamentale entre des personnes de tempérament dissemblable, sans considération de sexe. En combinant des variables biologiques et sociales dans le cadre de la théorie du désengagement, on pourrait déceler une plus grande variété de modes d'interaction dans la vieillesse qu'il ne serait possible de le faire autrement.

Nous proposons notamment comme variable caractérielle, de nature fondamentalement biologique, le mode d'adaptation au milieu. Il semble bien établi que les êtres humains doivent entretenir un minimum d'échanges avec le milieu, ou prévoir clairement le renouvellement de ces échanges, afin de garder une connaissance solidement fondée du milieu comme d'eux-mêmes<sup>1</sup>. Il existe apparemment différentes façons de maintenir ces relations, que nous pourrions peut-être appeler l'attitude « dynamique » (*impinging mode*) et l'attitude « sélective » (*selecting mode*)<sup>2</sup>. L'individu qui adopte une attitude dynamique (*impinger*) semble mettre à l'épreuve l'idée qu'il se fait de lui-même par interaction avec les autres dans le milieu et s'appuyer sur les réactions appropriées des autres pour confirmer l'exactitude de ses déductions au sujet de lui-même, du milieu

1. Philip Solomon, *et al.*, *Sensory deprivation*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1961.

2. Les conséquences de cette typologie du tempérament pour la psychopathologie sont examinées dans : John Cumming et Elaine Cumming, *Ego and milieu*, New York, Atherton Press, 1962.



et de ses relations avec le milieu. Si les réactions des autres lui donnent à penser qu'il se trompe, il essaiera de rendre ces réactions conformes à sa propre façon de concevoir les relations appropriées. C'est seulement en cas d'échecs répétés qu'il modifiera l'idée qu'il se fait de lui-même. Au contraire, l'individu qui adopte une attitude sélective (*selector*) a tendance à attendre des autres la confirmation de ses hypothèses à propos de lui-même. Dans le flux continu des stimulations, il choisit les indications qui confirment ses relations avec le monde. Si elles font défaut, il attend, et ce n'est qu'à contrecœur qu'il met ses propres notions en harmonie avec les réactions qu'il enregistre. Le « sélectif » peut être capable d'utiliser plus efficacement que le « dynamique » les résidus symboliques d'anciennes interactions pour maintenir le sentiment qu'il a de sa personnalité, et être ainsi en mesure d'attendre plus longtemps des indications appropriées.

Nous supposons que le tempérament est une caractéristique multidéterminée et à base biologique et, par conséquent, que les types de tempérament sont répartis normalement dans la population, avec un petit nombre d'individus aux points extrêmes. Nous supposons aussi que l'individu peut adopter, selon ce qu'exigent les circonstances, une attitude dynamique ou une attitude sélective, même s'il est porté vers l'une plutôt que vers l'autre de ces attitudes. Un individu normal passera d'une attitude à l'autre quand il y est obligé pour se conduire d'une manière conforme à un certain rôle ou pour prévenir des « sentiments de diffusion » (*diffusion feelings*)<sup>1</sup>. Si l'ego ne pose pas de problèmes qui puissent susciter des complications, un individu nettement sélectif sera probablement considéré comme « réservé », « suffisant » ou « entêté », tandis qu'un individu nettement dynamique sera considéré comme « capricieux », « plein d'entrain » ou « inconsideré ». Nous nous attendons à ce que le « dynamique » éprouve, avec l'âge, une plus grande anxiété à l'égard du manque d'interaction, car il a besoin de l'interaction pour maintenir son orientation<sup>2</sup>. Étant capable de recourir plus largement aux symboles, le « sélectif » rencontrera peut-être moins de difficultés aux premiers stades du désengagement<sup>3</sup>.

1. L'expression est employée dans le sens que lui donne Erikson dans *Childhood and society*, New York, W. W. Norton, 1950. Elle désigne, d'une manière générale, l'anxiété associée au fait de se demander si les autres confirmeront, dans l'avenir, les relations actuellement établies ou l'identité qu'implique présentement l'interaction.

2. Il est assez évident que les tempéraments dont il est question ici sont liés à la dimension psychologique introversion-extraversion.

3. Cela pose le problème de la différence entre la façon d'apparaître et l'expérience de l'engagement. Le problème prend une acuité accrue du fait qu'il existe une tendance à opposer le désengagement à l'activité (voir : Robert Havighurst, « Successful ageing », *Gerontologist*, 1, 1961, p. 8-13). En fait, l'activité et l'engagement ne se situent pas sur le même plan. Une personne désengagée conserve souvent un niveau élevé d'activité dans un petit nombre de rôles peu variés, bien qu'on puisse se demander s'il est possible d'être à la fois fermement engagé et inactif. En tout cas, le contraire du désengagement est l'engagement, notion différente, bien que parente, de celle d'activité. La confusion de ces deux variables a pour résultat que l'on considère les individus actifs comme engagés. Mais ils peuvent être des dynamiques relativement désengagés,

On peut s'attendre que le « dynamique », lors du désengagement, soit plus actif et apparemment plus juvénile que les autres personnes du même âge. Son jugement sera peut-être moins sûr qu'auparavant, mais on dira de lui qu'il est extraordinaire pour son âge. Finalement, à mesure qu'il deviendra moins capable de dominer les situations qu'il crée, il pourra éprouver des sentiments d'anxiété et de panique, parce qu'il lui sera impossible à la fois de provoquer les réactions appropriées et de les interpréter. Le problème qui se posera à lui dans la vieillesse sera d'éviter la confusion.

Contrairement au « dynamique », le « sélectif » participe d'une façon plus mesurée aux interactions. Jeune, il peut paraître trop réservé, mais, à mesure qu'il vieillit, son comportement devient plus conforme à son âge. Dans la vieillesse, par suite de sa répugnance à provoquer une interaction, il pourra tomber dans une sorte de marasme, comme un jeune enfant privé de soins. Il souffrira d'apathie plutôt que de confusion.

Ce ne sont pas là, bien entendu, des processus de vieillissement ordinaires ; le « dynamique » et le « sélectif » extrêmes se heurteront presque certainement à des difficultés à quelque point critique, parce qu'ils ne pourront pas se tourner vers le mode d'interaction opposé quand ils devraient le faire pour s'adapter. En général, dans une société orientée vers la réussite, le « dynamique » sera peut-être, par nature, mieux équipé pour l'âge mûr et le « sélectif » pour l'enfance et la vieillesse.

En résumé, on peut s'attendre que des différences à base biologique entre les individus imposent une certaine configuration à leur façon de vieillir. En gardant cette variable présente à l'esprit, nous reviendrons maintenant à la théorie et nous indiquerons, en même temps, d'autres notions qui pourraient utilement y être incluses.

---

Ils peuvent aussi, selon le type d'activité, être particulièrement en bonne santé ou remuants. Il n'existe aucun véritable moyen de se prononcer, car le problème n'a pas été étudié expérimentalement. Malheureusement, un grand nombre des populations sur lesquelles portent les études gérontologiques étant composées de sujets bénévoles, on peut penser qu'elles comprennent une proportion excessive de dynamiques. Par exemple, Marc Zborowski dans « Ageing and recreation », (*Journal of gerontology*, vol. 17, n° 3, juillet 1962) signale que les membres d'un groupe de sujets bénévoles soumis à une enquête ont répondu que leurs activités et leurs préférences en matière de distractions n'avaient guère changé avec le temps. Il en conclut que ces sujets ne sont pas désengagés, en utilisant ce terme dans le même sens que Havighurst, c'est-à-dire comme le contraire d'actif. Le résultat qu'il a obtenu n'est inattendu que dans la mesure où la théorie du désengagement ferait prévoir un accroissement des activités récréatives, après la retraite, dans une population qui pourrait comprendre beaucoup de dynamiques désengagés. On peut opposer à cet article une étude systématique d'une population générale de personnes âgées en Nouvelle-Zélande (voir : J. R. McCreary et H. C. A. Somerset, *Older people in Dunedin City: A survey*, Wellington, Dept. of Health, 1955), parmi lesquelles 10 % seulement appartenaient ou désiraient appartenir à des groupes de caractère récréatif, tandis que 9 % seulement des personnes qui ne travaillaient pas se déclaraient disposées à chercher du travail si les conditions attachées au versement de leur pension le leur avaient permis.

## LE DÉBUT DU DÉSENGAGEMENT

Le désengagement commence probablement à un certain moment de l'âge mûr, lorsque les représentations subissent certains changements, dont le plus important est probablement une prise de conscience nouvelle et impérieuse de l'inévitabilité de la mort. Il est certain que les enfants ne saisissent pas le sens de la mort et l'on dit qu'« aucun jeune homme ne croit qu'il mourra un jour ». Il est fort possible que le sentiment très net de la mort — qui apparaît peut-être au moment où la fin de la vie semble plus proche que son commencement — marque le début du processus de vieillissement. Paradoxalement, le sentiment de la fuite rapide du temps peut naître au moment où l'engagement atteint son maximum ; en d'autres termes, la lutte contre le temps peut en montrer à la fois la brièveté et la valeur. Il existe peut-être un point critique au-delà duquel l'établissement de nouveaux liens avec les autres conduit automatiquement l'individu à penser qu'il manque de temps pour tout ce qu'il doit faire — ce qui l'amène ensuite à évaluer ce qu'il a fait par comparaison avec ce qu'il espérait, puis à s'assigner, pour l'avenir, des tâches déterminées avec un ordre de priorité. Si ce processus est commun à beaucoup d'individus, ceux qui n'ont jamais été très fortement engagés devraient éprouver un sentiment d'urgence moins aigu que ceux qui ont des liens très étroits avec la société — toutes autres choses, y compris le tempérament, étant égales.

En même temps qu'il ressent le besoin d'opérer un choix et de fixer l'emploi de son temps, l'individu se détourne de la réussite. La réussite, comme le dit Parsons<sup>1</sup>, exige un avenir ; lorsqu'on cesse de croire à l'existence d'un avenir, on ne peut rechercher la réussite sans se demander si c'est telle tâche plutôt que telle autre qu'il faut mener à bien. Se poser la question, c'est commencer à examiner le sens et la valeur des diverses possibilités offertes<sup>2</sup>. Dans la vie américaine, où la réussite représente peut-être la plus haute valeur, le renoncement à la réussite a toujours été lié à une impression d'échec. Dans ces conditions, il faut s'attendre à ce que le renoncement à la réussite provoque une crise et, en fait, nos connaissances générales et certaines recherches indiquent qu'une fois parvenus à l'âge mûr, des hommes compétents, connus pour leurs réalisations, éprouvent soudain les angoisses du doute sur la valeur de ce qu'ils ont accompli<sup>3</sup>. Dès que l'on renonce à une partie quelconque des réalisations, certaines obligations disparaissent et, même si elles sont remplacées par des liens moins exigeants, il s'est cependant produit un certain désengagement.

Le désengagement peut commencer d'une autre façon, qu'on pourrait

1. Talcott Parsons, « Toward a healthy maturity », *Journal of health and human behavior*, vol. 1, n° 3, automne 1960.
2. Naturellement, à tous les moments de l'existence, il faut se fixer un ordre de priorité, parce qu'il est impossible de faire plus d'une chose en un temps donné. Mais, aussi longtemps qu'il est possible de remettre un projet à une date ultérieure, le problème de l'emploi du temps n'a guère d'acuité.
3. William E. Henry, « Conflict, age and the executive », *Business topics*. Michigan State University.

décrire ainsi : l'individu d'âge moyen qui n'a pas traversé une période d'interrogation intime atteint un point où les pertes qu'il subit, sur le plan personnel aussi bien que sur le plan public, commencent à dépasser son aptitude à les réparer. Un ami meurt, une entreprise cesse son activité, les enfants quittent le foyer. Le « dynamique » vieillissant et en bonne santé pourra compenser ces pertes ; mais le « sélectif » en sera peut-être incapable, et la conscience qu'il prend de leur caractère définitif risque de constituer un tournant. Chaque perte oblige l'individu vieillissant à renoncer à certains sentiments et actes potentiels et à les remplacer par leurs résidus symboliques dans sa mémoire<sup>1</sup>. En un certain sens, cette substitution de symboles à l'action sociale modifie la qualité du moi. Même si les partenaires de rôle sont remplacés, il leur est souvent impossible d'apporter quelque chose qui tienne lieu des liens perdus, car des sentiments formés au cours des ans ne peuvent pas être copiés.

L'étape la plus délicate du processus de désengagement consiste peut-être à trouver un nouvel ensemble de récompenses. A l'estime née de la réussite peut se substituer l'affection qu'engendre une activité socio-affective. L'approbation accordée à celui qui s'est acquitté d'obligations contractées peut être remplacée par les réactions spontanées d'autrui à des actes expressifs. Les récompenses intimes que l'individu trouve en tirant du passé les éléments d'un bilan moral satisfaisant peuvent remplacer, en partie, les récompenses publiques de la réussite. Néanmoins, on constate aujourd'hui, en Amérique, une perte nette à cet égard, car la réussite est plus appréciée que l'intention ou l'expression, et ses symboles peuvent être plus facilement mesurés. A la richesse, on reconnaît la réussite ; au contraire, la sagesse, souvent, trouve en soi sa seule récompense.

Enfin — ce qui est peut-être le plus important — l'individu est libéré de ses obligations et n'a plus à subir de contraintes parce qu'on a besoin de lui dans un système de division des tâches où tout se tient. L'homme pleinement engagé est, par essence, lié ; l'homme désengagé est libre — s'il a des ressources et une santé qui lui permettent de faire usage de cette liberté. Jouir de la vieillesse, c'est peut-être être en état et avoir la possibilité d'utiliser sa liberté<sup>2</sup>.

Quels que soient les effets de la prise de conscience du temps et de la transformation des récompenses, le désengagement a pour caractéristique essentielle de tendre à se perpétuer lui-même une fois qu'il a commencé. Si la recherche d'une signification devient urgente et si l'élan qui l'incite à aller au-devant des autres commence à être moins récompensé, l'indi-

1. Aucune idée d'« économie de libido » n'est impliquée ici. Nous voulons dire tout simplement qu'une personne riche de souvenirs accordera probablement moins d'attention au monde qui l'entoure qu'une personne qui possède moins de résidus symboliques pouvant retenir son attention. Bien entendu, il existe des limites évidentes à l'intérêt accordé au passé, y compris un certain niveau *minimum* d'interaction, qui semble presque indispensable à la vie elle-même.
2. Voir : Emile Durkheim, *Suicide*, Glencoe, Ill., Free Press, 1951, p. 157-159. (Traduction de : Emile Durkheim, *Le suicide, étude de sociologie*, Paris, Alcan, 1897.)

vidu sera porté à ne pas remplacer les liens brisés du fait d'une perte.

Une fois que le repli a commencé, l'établissement de nouveaux contacts peut devenir plus difficile. Le fait de ne pas savoir exactement comment se conduire dans des circonstances inhabituelles détourne de l'exploration et cette difficulté, de son côté, peut accélérer le processus de désengagement. C'est ainsi que beaucoup de personnes âgées refusent de voyager par avion, non parce qu'elles ont peur, mais parce qu'elles ignorent les règles à observer dans les aéroports. Bien entendu, un sentiment d'étrangeté ne peut, par lui-même, provoquer un repli ; tout adulte d'âge mûr se sent mal à l'aise s'il se trouve dans une situation inconnue où il n'a pas de rôle à jouer. Les anciens prisonniers de guerre ont besoin d'une aide pour se réengager, lorsqu'ils sont restés longtemps éloignés de leur milieu culturel. Chez les gens âgés, ces sentiments de diffusion accentuent un processus en cours — processus rendu inévitable du fait que l'homme est mortel.

Ainsi, dans la pratique, nous constatons que les personnes âgées participent à un moins grand nombre d'interactions et jouent moins de rôles. Le plus souvent, les liens avec les membres de la famille prennent plus de relief, tandis que les liens plus distants, plus impersonnels et plus récents se relâchent, pour disparaître finalement. Ce processus de réduction et de simplification libère l'individu d'une partie des pressions qu'il subit quand il est engagé dans des rôles plus nombreux et plus variés. Du point de vue concret, cela signifie que l'individu largement engagé reçoit en moins grand nombre les sanctions positives et négatives qui accompagnent et guident toutes les interactions et qui déterminent le style du comportement quotidien : ainsi, un comportement personnel idiosyncrasique devient possible. En même temps, les idées, détachées du cadre où elles peuvent être mises à l'épreuve, deviennent plus stéréotypées et plus générales<sup>1</sup>.

Il se peut que les individus qui ont été profondément engagés dans des rôles dont l'influence s'exerce sur des secteurs très étendus de la société ou qui possèdent des talents rares et précieux restent engagés plus longtemps que ceux qui sont moins étroitement liés aux affaires de leur génération. Cela tient à ce que les valeurs qui sont à la base des grandes décisions se modifient plus lentement que les normes de la vie courante, et ceux qui ont consciemment incarné ces valeurs peuvent, dans leur vieillesse, en symboliser la continuité aux yeux des autres hommes. Ceux qui ont été des mathématiciens, des hommes politiques ou des poètes célèbres peuvent être sûrs que la société restera plus proche d'eux que de ceux qui n'ont pas influencé ou représenté leurs contemporains.

A mesure que diminue le nombre des groupes auxquels appartient un individu qui vieillit, son affiliation aux groupes restants revêt une importance accrue, car il doit garder un minimum de stimulation. Les affiliations

1. Lors de l'enquête faite à Kansas City, il a été demandé notamment : « Que pensez-vous de la jeune génération ? » ; les personnes d'âge mûr ont fourni des exemples de comportement juvénile qui leur paraissaient remarquables ou dépourvus d'attrait, tandis que les personnes plus âgées ont répondu par de vastes généralisations, le plus souvent négatives.

de la vieillesse — la famille, les amis et, peut-être, l'église — se caractérisent toutes par un degré élevé d'entente entre les membres et l'existence d'un grand nombre de valeurs communes explicites. Dans ces groupes, il est très difficile de s'écarter beaucoup du point de vue commun. Ainsi, plus le vieillard se désengage de divers rôles et moins il est probable qu'il adoptera des idées nouvelles. Le conservatisme de la vieillesse est, en partie, une mesure de sécurité, liée à la nécessité de maintenir l'harmonie parmi les compagnons qui demeurent.

La libération à l'égard des pressions normatives étant un aspect essentiel de la théorie du désengagement, il convient de se demander pourquoi les personnes âgées doivent s'engager sur la voie en spirale d'une conformité décroissante, alors que les gens d'âge mûr, sauf dans des cas extrêmes, sont capables de supporter des bouleversements interpersonnels prolongés et de reprendre rapidement contact avec les normes. Quitter une ville pour une autre est une crise interpersonnelle, mais ce départ déclenche rarement un processus aboutissant à une nouvelle orientation de la vie. La différence semble être que les personnes âgées ne peuvent pas résister à une situation qui combine la diminution de l'énergie biologique, la séduction de la liberté, l'attention accordée aux symboles accumulés du passé et la possibilité d'une nouvelle forme d'égoïsme. En outre, on attend tout cela des gens âgés, ce qui renforce encore le cercle.

Par contraste, l'homme d'âge mûr qui se sent placé dans une situation où la pression sociale est moins forte a l'énergie, en même temps que la possibilité, de rechercher de nouvelles contraintes et, s'il s'écarte trop de la conformité, il est frappé d'une sanction. A certains égards, l'individu qui vieillit est comme un adolescent. Il bénéficie d'une plus grande liberté et a plus de possibilités de s'exprimer qu'un adulte d'âge mûr ; par la suite, quand il atteint un âge très avancé, on lui permet d'être aussi dépendant et individualiste qu'un jeune enfant.

Selon cette conception, la socialisation encourage l'enfant à renoncer à ses perspectives limitées et à son individualisme, ainsi qu'à accepter de se conformer aux exigences des principales institutions de la société, tandis que le désengagement est la permission de retourner à l'individualisme. Au total, pour l'individu âgé, le processus circulaire du désengagement a pour effet de rendre les tâches sociales plus pesantes et les autres possibilités plus satisfaisantes, alors que les jeunes continuent à trouver leur récompense dans les tâches sociales et considèrent les autres possibilités comme une aliénation. N'était la valeur attachée à la réussite, l'adulte pourrait rejeter aussi facilement qu'il les accepte les chaînes avec lesquelles il se laisse si volontiers lier.

#### LE REPLI DE LA SOCIÉTÉ

La théorie du désengagement suppose que la société s'éloigne de la personne qui vieillit, dans la mesure même où cette personne s'éloigne de la

société — ce qui revient à dire que le processus est déterminé normativement et qu'il est, en un sens, admis par tous les intéressés. Chacun sait dans quelle mesure il lui est permis de se libérer des contraintes et où se situe la ligne de démarcation entre les singularités de la vieillesse et ses symptômes de déviation. Ce processus d'éloignement semble avoir des raisons profondément enracinées, à la fois dans la culture et dans la structure sociale.

En premier lieu, l'organisation de la société moderne exige que la concurrence pour les rôles de direction repose sur la réussite. Cette concurrence favorise les jeunes parce qu'ils ont des connaissances plus récentes. En outre, il est impossible de multiplier de façon illimitée les rôles de direction dans une bureaucratie pour répondre à la pression que les jeunes exercent sur les rôles les plus élevés. Pour leur faire de la place, il faut donc se séparer des éléments les plus âgés. En Amérique, un nombre exagérément élevé de jeunes adultes entreront bientôt en compétition pour obtenir des emplois qui deviennent relativement moins nombreux à mesure que l'industrie progresse vers l'automatisation complète<sup>1</sup>. Si les Américains doivent conserver quelque engagement sérieux après leur soixante-dixième année — ce que beaucoup d'observateurs estiment indispensable — il faut trouver pour eux des rôles que les jeunes ne peuvent pas remplir<sup>2</sup>. C'est seulement par un aménagement des rôles existants que cet objectif peut être atteint, car une société dont l'organisation est fondée sur des normes de réussite et d'efficacité ne peut pas assigner les rôles essentiels à un groupe dont le taux de mortalité est extrêmement élevé. Lorsqu'il meurt, un individu d'âge mûr et pleinement engagé laisse derrière lui un grand nombre de liens brisés et de situations bouleversées ; les personnes âgées, au contraire, peuvent, en raison de leur désengagement, disparaître sans provoquer de perturbations dans des activités essentielles.

Enfin, pour l'individu parvenu au terme de sa vie et ayant survécu à tous ceux de sa génération, l'éloignement social consiste à ne plus pouvoir établir de contacts. En ce sens, les jeunes s'éloignent des vieillards parce que, pour eux, le passé n'a guère de réalité. Ils ne peuvent imaginer une personne âgée autrement que dans un rôle marginal ; c'est ainsi qu'ils l'abordent avec condescendance ou ne s'en approchent pas, parce qu'ils sont embarrassés. Ce fossé entre les générations est un sous-produit d'une société

---

1. Tout le problème de la rééducation en vue de l'automatisation est complexe. A première vue, la rééducation d'une personne âgée semble être un gaspillage, mais, si le rythme des transformations techniques reste le même, la rééducation pourra être si souvent nécessaire qu'il sera rentable d'étendre le programme à des travailleurs relativement âgés. La rééducation peut être inutile si Parsons a raison de penser qu'à mesure que la société américaine deviendra plus complexe, une plus grande variété de rôles s'offrira aux personnes âgées, de même qu'il existe un plus grand nombre de rôles à la disposition des femmes ayant dépassé l'âge de la maternité. Si cette hypothèse est exacte, on devrait relever des différences sensibles entre les attitudes adoptées à l'égard des vieillards par des groupes parvenus à des niveaux différents de complexité et dans des pays présentant des formes différentes d'évolution culturelle.

2. Cette possibilité est examinée en détail dans Parsons, *op. cit.*

orientée vers l'avenir ; quand il sera comblé, l'Amérique se sera transformée.

En attendant, il semble clair qu'une personne âgée peut éprouver plus de satisfaction à revivre un moment de gloire passée qu'à essayer de nouer de nouvelles relations, en particulier avec les jeunes. Dans le cercle de l'intimité, aucun effort de ce genre n'est nécessaire ; le seul problème social réel pour les personnes d'un grand âge — si elles sont en bonne santé et ont des ressources suffisantes — peut être l'absence d'un cercle de ce genre<sup>1</sup>.

#### LE DÉSENGAGEMENT A L'ÉGARD DES RÔLES

Que l'initiative du désengagement soit prise par la société ou par l'individu qui vieillit, il en résulte toujours que ce dernier joue un moins grand nombre de rôles et que la qualité de ses relations se trouve modifiée.

Grâce à la socialisation, chacun apprend à exercer les deux types fondamentaux de rôles, appelés respectivement « instrumentaux » (*instrumental*) et « socio-affectifs » (*socio-emotional*). Dans le présent article, nous entendons par rôles instrumentaux ceux qui, dans tout système social, se rapportent principalement à l'adaptation active au monde extérieur à ce système, pendant la poursuite des fins du système. Les rôles socio-affectifs se rapportent à l'intégration interne du système et au maintien des configurations de valeurs qui influent sur ses fins<sup>2</sup>.

Pour des raisons à la fois trop évidentes et trop complexes pour qu'il soit possible de les examiner ici, les hommes doivent jouer des rôles instrumentaux au bénéfice de leur famille — ce qui, pour la plupart d'entre eux, signifie exercer une occupation professionnelle. Bien qu'ils jouent des rôles socio-affectifs dans les affaires et dans d'autres domaines, les hommes ont tendance à laisser les tâches d'intégration aux femmes, lorsqu'elles sont présentes. Dans une société patriarcale, on peut concevoir qu'un homme ne joue aucun rôle socio-affectif au cours de toute sa vie d'adulte si, dans sa famille comme dans son travail, d'autres sont disposés à intégrer les systèmes sociaux autour de lui. Une femme mariée, d'autre part, doit jouer un rôle instrumental à l'égard des jeunes enfants, outre le rôle socio-affectif qu'elle joue dans l'ensemble de sa famille. Très peu de femme, et peut-être seule-

1. Il est intéressant de noter que, selon l'idéologie américaine, il n'est pas bon qu'un vieillard vive au foyer d'un de ses enfants ayant atteint l'âge adulte. Néanmoins, un très grand nombre de personnes âgées adoptent cette formule et, semble-t-il, avec succès. En pareil cas, on paraît avoir tendance à dire qu'il s'agit d'une situation en quelque sorte extraordinaire, de façon à continuer de rendre hommage au principe traditionnel, alors qu'on le viole (voir : Seymour Bellin, « Family and kinship in later years », thèse de doctorat, Columbia University).
2. Dans cet exposé de caractère général, le mot « système » désigne tout système social. Dans chaque cas particulier, il faut préciser de quel système il s'agit, car les mêmes actes peuvent ressortir à un rôle instrumental, du point de vue d'un système, et à un rôle socio-affectif, du point de vue d'un autre système. Le pasteur joue un rôle d'intégration dans l'ensemble de la société en général, mais un rôle instrumental à l'égard de sa famille, et tous ses actes professionnels peuvent être classés différemment selon le système auquel on se réfère.



ment les plus fortunées, peuvent totalement se dispenser d'un rôle instrumental. Ainsi, les femmes ont l'habitude de faire passer au premier plan l'un ou l'autre des types de rôles plus aisément que les hommes.

Il est difficile de dire s'il existe quelque qualité inhérente grâce à laquelle il est plus aisé de jouer tel rôle que tel autre, mais un tempérament « dynamique » peut prédisposer à un rôle socio-affectif. Dans la pratique, nous constatons l'existence d'une gamme englobant : les hommes orientés vers un but à atteindre, dont tous les rôles sont instrumentaux (par exemple, l'officier de l'armée active, dont la femme tremble lorsqu'il élève la voix), les hommes qui jouent un rôle socio-affectif dans certaines circonstances (par exemple, le père consolant l'enfant qui vient de tomber), les hommes qui sont à la recherche de rôles socio-affectifs (par exemple, peut-être, en Amérique, l'homme qui s'occupe du personnel) ; les femmes qui jouent un rôle instrumental chaque fois que la situation le leur permet (par exemple, les présidentes de clubs), les femmes qui passent d'un rôle instrumental dans leur profession à un rôle socio-affectif dans leur famille, et les femmes qui jouent presque continuellement des rôles socio-affectifs (par exemple, la tante non mariée qui aide à tenir la maison d'un parent).

Dans la plupart des couples mariés avec enfants, quels que soient les rôles secondaires des deux conjoints, il existe une division fondamentale des tâches : le mari joue un rôle instrumental essentiel à l'égard de sa famille en exerçant une profession et la femme un rôle socio-affectif essentiel en s'occupant du ménage et des enfants. Lorsque les enfants ont quitté le foyer familial et que le mari a pris sa retraite, la division du travail initiale a perdu une grande partie de ses raisons d'être.

Un homme à la retraite n'a aucun rôle nettement défini. Il peut continuer à jouer un rôle instrumental par rapport à sa femme, mais ce rôle n'a plus de caractère public et ne s'exerce pas dans un lieu déterminé ; l'intéressé ne reçoit pas de salaire régulier en rémunération de son travail quotidien ; il doit se montrer souvent apte à une activité d'intégration et peut-être même partager avec d'autres retraités les rôles instrumentaux qui restent disponibles. Aussi pensons-nous, selon la théorie du désengagement, qu'il est plus difficile à un homme de se tourner vers des rôles socio-affectifs et des activités d'intégration que d'assumer de nouveaux rôles instrumentaux, à la fois parce que cette attitude lui est moins familière et parce qu'il court le risque d'entrer directement en concurrence avec sa femme, et peut-être avec ses petits-enfants, à propos de rôles qui se situent à l'intérieur du cercle de la famille ou des amis. En conséquence, la théorie du désengagement prévoit que la retraite sera une période d'inadaptation pour beaucoup d'hommes américains.

La réaction d'un homme au moment de la retraite peut varier selon le type d'activité professionnelle qu'il abandonne. Si cette activité s'insère dans un système de division du travail « authentique » et lui permet de voir la contribution qu'il apporte au fonctionnement de la société, il éprouvera probablement un très vif attachement personnel pour son travail — qui est, à ses yeux, comme les enfants aux yeux d'une femme, une réalisation tan-

gible et durable. En revanche, si la division du travail est telle qu'il ne peut pas voir le résultat de son activité, il sera porté à se désintéresser de la valeur de son travail et il trouvera sa récompense dans ses relations personnelles avec ses compagnons. Dans le premier cas, son rôle instrumental présente trois aspects, car l'intéressé peut voir la contribution qu'il apporte à la société en général, au groupe dans lequel il travaille, et à sa famille ; dans le second cas, il ne peut apercevoir que la contribution qu'il apporte aux groupes primaires (compagnons de travail et famille). Les hommes placés dans ces deux situations peuvent réagir de manière tout à fait différente lors de leur retraite. Dans le premier cas, on peut s'attendre à les voir éprouver plus vivement le sentiment d'une perte au moment même où ils se retirent — comme les femmes, lorsque leurs enfants les quittent pour la première fois — mais on peut penser qu'ils finiront par trouver beaucoup de satisfaction à se rappeler leur contribution à une œuvre d'intérêt social et, peut-être, à en voir d'autres poursuivre le travail sur les bases qu'ils ont jetées. Dans le second cas, les intéressés pourront être soulagés de ne plus avoir à exercer une activité professionnelle dénuée de sens, mais ils finiront peut-être par souffrir de l'absence d'un lien symbolique avec leur passé, surtout s'ils sont du type « sélectif » et s'ils ont l'habitude de recourir à des symboles pour s'orienter et prendre conscience de leur moi.

Le désengagement à l'égard des rôles centraux de l'existence se présente d'une façon fondamentalement différente chez les femmes. Cela tient, semble-t-il, à ce que les rôles des femmes restent essentiellement identiques, de leur adolescence à leur mort. Au cours de leur vie, les femmes ne sont appelées qu'à renoncer à certains éléments de leurs rôles socio-affectifs fondamentaux ou à en modifier les détails. Les transitions sont donc plus faciles pour elles<sup>1</sup> et la femme d'un retraité peut user de sa capacité d'intégration pour faire entrer celui-ci dans de nouveaux groupes. Elle peut, avec du tact, aller encore plus loin dans la voie de l'intégration, en lui abandonnant celles de ses tâches domestiques qui se prêtent le mieux à l'adaptation. De même, les problèmes posés par le veuvage sont résolus plus facilement que les problèmes de la retraite. La perte d'un statut social stable, qu'une femme subit lors du décès de son mari, est moins grave que la perte du même ordre consécutive à la retraite, parce que le veuvage, à la différence de la retraite, ne s'accompagne d'aucune idée d'échec<sup>2</sup>. Il est le terme irréfutable d'un rôle apprécié. De plus, le taux de mortalité dif-

1. C'est ce que prouve de façon frappante Peter Townsend, qui a montré dans *The family life of old people*, Glencoe, Ill., Free Press, 1957, comment des femmes de la classe ouvrière, à Londres, passent sans heurts par les rôles de fille, de mère et de grand-mère. La situation est peut-être un peu moins simple en Amérique, mais la rupture semble beaucoup moins grave pour les femmes que pour les hommes.
2. Lorsque les données qui ont permis d'énoncer la théorie du désengagement ont été rassemblées, les grands organes d'information n'avaient pas encore appelé l'attention du public sur le fait qu'il appartient aux femmes de nourrir leur mari de manière à lui éviter des coronarites. Depuis lors, il se peut qu'on ait tendance à considérer le veuvage, dans certaines circonstances, comme un échec du point de vue du rôle à jouer.

férentiel, qui laisse 20 % environ des femmes américaines sans lien conjugal à l'âge de 60 ans, a pour effet de créer un groupe prêt à accueillir les veuves<sup>1</sup>. En revanche, les hommes trouvent difficilement des affiliations qui compensent la perte des relations de travail.

D'une façon générale, nous pouvons dire qu'une femme, du fait qu'elle est préparée, pendant toute sa vie, à un rôle principalement socio-affectif, qui demande néanmoins des capacités d'adaptation, est plus capable de s'adapter d'une manière diffuse qu'un homme qui cesse de travailler, parce que celui-ci n'a pas besoin automatiquement de capacités d'intégration. Ces dernières sont en quelque sorte la *lingua franca* employée dans toute interaction entre individus. Les capacités d'adaptation, au contraire, sont, en général, plus fonctionnellement spécifiques et il est moins facile de les transférer. L'inclination vers un rôle instrumental peut persister après la retraite, mais les compétences particulières deviennent sans objet. Il est rare qu'une femme se trouve dans l'impossibilité de s'affilier à un groupe qui puisse mettre à profit sa contribution sur le plan de l'intégration.

Enfin, un retraité n'a plus de modèles appropriés pour son rôle, c'est-à-dire de partenaires avec lesquels faire l'essai de diverses formes d'adaptation et, par suite, apprendre d'autres solutions possibles. Il doit aller à la recherche d'autres retraités — qui suggèrent également dans son esprit une idée d'échec — ou suivre les leçons des femmes. Quant aux femmes — ici encore à cause du taux de mortalité différentiel — elles ont un plus grand nombre de modèles et ces modèles leur sont plus familiers. Cependant, les hommes et les femmes doivent, les uns et les autres, s'initier aux rôles de la vieillesse auprès d'autres personnes, elles-mêmes relativement libres de contraintes — à la différence des enfants qui apprennent les rôles auxquels ils aspirent auprès d'adultes aussi pleinement engagés et chargés de contraintes qu'ils le seront eux-mêmes.

Pour les couples mariés, le transfert du rôle représentatif de l'homme à la femme peut être un événement capital après la retraite. Tant qu'il travaille, l'homme confère à sa famille la position qu'elle occupe dans la société, mais, lorsqu'il est entré dans l'univers des femmes et du loisir, sa femme représente généralement la société conjugale aux réunions familiales et dans la vie sociale — même en ce qui concerne les activités religieuses. A cet égard également, la retraite libère plus les hommes que le veuvage ne libère les femmes.

Si ces différences entre les hommes et les femmes sont importantes, il devrait y avoir un contraste visible dans leur aptitude à faire face aux discontinuités du processus de désengagement. A ce sujet, nous disposons de deux exemples probants, qui semblent liés, d'une part, à l'aptitude des femmes à trouver des rôles dans les systèmes sociaux et, d'autre part, à la

---

1. Cela ne veut pas dire que les femmes s'en vont apporter leur « adhésion » à un groupe de veuves. Nous avons l'impression qu'elles renouent des liens anciens, ou se rapprochent d'autres femmes qui ont perdu leur mari ou sont restées célibataires. Il est probable qu'elles resserront également leurs relations avec leurs enfants à ce moment-là.

soudaine libération à l'égard de la contrainte qu'apporte la retraite. Le tableau 1 nous indique les proportions relatives d'hommes et de femmes sans

TABLEAU 1. Proportion des hommes et des femmes sans foyer<sup>1</sup> dans un échantillon à base chronologique de personnes ayant sollicité une aide de deux organismes d'assistance.

Sexe et âge	Nombre de personnes	Personnes sans foyer
	%	%
<i>Hommes</i>		
Moins de 60 ans	185	27,6
60 ans et plus	42	28,6
	227	27,7
<i>Femmes</i>		
Moins de 60 ans	100	6,0
60 ans et plus	44	6,8
	144	6,3

1. Non compris les travailleurs migrants et les personnes temporairement éloignées de leur foyer.

Ces données sont tirées d'une enquête sur la division du travail parmi les agents d'intégration de la société, financée partiellement grâce à la subvention M4735 du National Institute of Mental Health (NIMH). Enquêteur principal : Elaine Cumming.

foyer et sans ressources relevées dans un échantillon de personnes qui sollicitaient l'aide de deux organismes publics d'assistance. A aucun âge, les hommes dénués de ressources ne sont aussi aptes que les femmes à demeurer membres d'une unité domestique. En fait, la contrepartie féminine de l'homme sans foyer est inconnue en Amérique. Le tableau 2 montre que,

TABLEAU 2. Conditions de vie de 100 personnes âgées de 60 ans et plus, admises consécutivement, pour la première fois, dans un hôpital psychiatrique<sup>1</sup>.

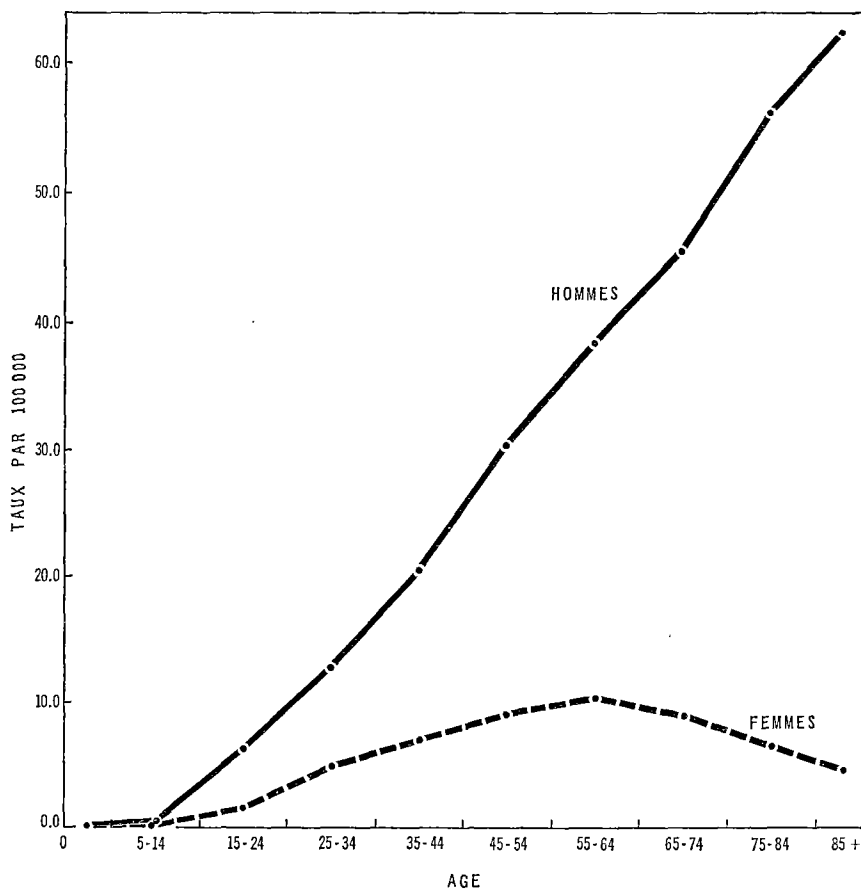
Sexe et situation conjugale	Nombre	Lieu d'où viennent les personnes		
		Foyer familial	Hôpital ou maison de santé	Asile ou hospice de vieillards
		%	%	%
<i>Hommes</i>				
Mariés	16	81,3	12,5	6,2
Non mariés	27	44,4	18,5	37,1
	43			
<i>Femmes</i>				
Mariées	16	87,5	12,5	0,0
Non mariées	41	63,4	26,8	9,8
	57			

1. J'exprime ma gratitude à Mary Lou Parlagreco et John Cumming, qui m'ont permis d'utiliser ces données tirées d'une étude inédite.

dans un groupe d'hommes et de femmes de plus de 60 ans admis pour la première fois dans un hôpital psychiatrique, un tiers des hommes non mariés avaient vécu précédemment dans des asiles et des hospices de vieillards, tandis que moins d'un dixième des femmes non mariées venaient d'institutions de ce genre. Les femmes sans mari semblent s'adapter plus aisément que les hommes sans épouse à un foyer étranger et à l'atmosphère de l'hôpital<sup>1</sup>. Les différences qui apparaissent dans les deux tableaux sont statistiquement significatives à un niveau de confiance meilleur que 1 %.

La figure ci-après indique les taux de suicide, par âge, pour les hommes et les femmes.

Taux des suicides pour 100 000 habitants, dans l'ensemble de la population blanche du territoire continental des États-Unis, 1957\*.



\* D'après le tableau CO, *Summary of mortality statistics: United States, 1957*, Washington, D.C., National Office of Vital Statistics.

1. Dans le cadre de la présente étude, un asile — qui est, en réalité, une institution pour les pauvres — et même un hospice de vieillards sont considérés comme beaucoup moins souhaitables qu'une maison de santé ou un hôpital.

A l'âge où se poursuit le désengagement, selon notre théorie, c'est-à-dire de 65 à 75 ans, le taux des suicides parmi les femmes fléchit et continue à décroître tandis qu'il ne cesse de s'élever chez les hommes<sup>1</sup>. La figure donne à penser que les femmes passent d'une contrainte un peu trop forte à un degré de liberté qui est exactement celui qui leur convient, alors que les hommes vont d'un excès de contrainte à un excès de liberté. En dépit de cette différence frappante, il est peu probable que les hommes qui surmontent la crise de la retraite soient aussi désavantagés que ces données semblent l'indiquer ; il est plus vraisemblable qu'ils ressembleront à Charles Lamb, qui commente en ces termes sa retraite soudaine et inattendue :

« Au début, pendant un jour ou deux, je me suis senti étourdi, accablé. Je ne pouvais qu'avoir conscience de ma félicité, mais j'étais trop troublé pour la goûter vraiment. J'errais de-ci de-là, en pensant « je suis heureux », mais en sachant que je ne l'étais pas. Je me sentais comme un prisonnier, libéré de la Bastille après quarante années de détention. Je pouvais à peine me fier à moi-même ; j'avais l'impression d'être passé du temps dans l'éternité — car c'est une sorte d'éternité pour un homme que d'avoir tout son temps à lui. Il me semblait avoir à ma disposition plus de temps que je ne pourrais jamais en utiliser. Au lieu d'être un homme pauvre — pauvre de temps — je me trouvais soudain à la tête d'une vaste fortune ; et, pour gérer toutes ces ressources, il me faudrait un intendant, un régisseur avisé. Et, qu'il me soit permis ici de mettre en garde les personnes qui continuent à exercer une profession tout en avançant en âge, contre la tentation de se décider à la légère, sans avoir pesé leurs propres ressources, à renoncer tout d'un coup à leur occupation habituelle, car il peut y avoir là un danger. J'en ai conscience moi-même, mais je sais que mes ressources sont suffisantes ; et, maintenant que cette griserie initiale s'est dissipée, je ressens avec quiétude et tout à mon aise le bonheur de ma condition<sup>2</sup>. »

#### CHANGEMENTS DU POINT DE VUE DE LA SOLIDARITÉ

Nous avons décrit jusqu'ici le désengagement en tant qu'il influe sur les types de tempérament, en tant qu'expérience intime, en tant qu'impératif social et en tant que réaction à la transformation des rôles. Mais la façon la plus simple de le décrire consiste peut-être à se placer au point de vue des transferts de solidarité qui peuvent avoir des racines dans l'âge mûr. En général, le vieillissement provoque une transformation caractérisée par le fait que les liens de solidarité reposant sur des différences de fonction

1. Il y a peut-être là un phénomène exagéré en Amérique. En Angleterre, par exemple, les taux enregistrés pour les hommes et les femmes tendent beaucoup plus à être parallèles.

2. Charles Lamb, « The superannuated man », *Ageing in today's society*, p. 99-100. Publié sous la direction de Clark Tibbitts et Wilma Donahue, New York, Prentice-Hall, 1960.

et, par conséquent, de dépendance réciproque sont remplacés par des liens fondés sur des similitudes et des sentiments communs. On peut donc considérer l'existence d'un homme après sa retraite du point de vue d'une transformation en deux stades de la nature de ses relations avec sa femme, les membres de sa famille et le reste du monde — transformation qui commence avec le départ des enfants et la retraite. D'une part, la « solidarité organique » dans la division du travail qui caractérisait sa vie conjugale est affaiblie, parce qu'après sa retraite il n'a plus de rôle instrumental bien défini et publiquement reconnu ; en conséquence, la « solidarité mécanique » des croyances et sentiments communs qui doit précéder et accompagner la division des tâches prend un relief accru<sup>1</sup>. D'autre part, l'homme et son épouse, en tant qu'unité, n'ont plus pour fonction de transformer des enfants en adultes et sont donc rattachés désormais à d'autres secteurs de la société par des caractéristiques communes. Ainsi, les hommes aussi bien que les femmes abandonnent les obligations mutuelles et les problèmes de puissance qui résultent de la division du travail entre eux, de même qu'entre eux et la société. Ils s'orientent vers des rapports plus égalitaires entre eux et avec le monde — rapports dans lesquels la solidarité repose presque uniquement sur la communauté des valeurs et des intérêts. Chose extrêmement importante, la nouvelle solidarité segmentaire se caractérise par une superfluité fondamentale des parties<sup>2</sup>. Un système fondé sur la division du travail est bouleversé par la perte d'un de ses membres. Lorsqu'un groupe d'égaux perd un de ses membres, la société considérée est moins nombreuse, mais elle n'en est pas pour cela désorganisée.

La deuxième phase de la vieillesse apparaît lorsque le vieillard n'est plus capable d'avoir le comportement adaptatif minimum nécessaire au maintien de la santé, de la propreté et de la bienséance. A ce stade, un tiers doit entrer dans la société conjugale pour y remplir les fonctions adaptatives de l'homme aussi bien que de la femme, qui retournent ainsi à la condition sociale asymétrique des très jeunes enfants membres d'une famille par droit de naissance — leur contribution à la solidarité ne résidant pas dans ce qu'ils font, mais dans ce qu'ils sont. Une personne très âgée sans liens de famille se trouve, du point de vue affectif, dans la situation d'un orphelin, et la société la traite en conséquence. Cette dépendance ultime exclut toutes autres relations sociales. A vrai dire, parmi les per-

---

1. Il est, bien entendu, impossible d'imaginer une division du travail entre des individus qui ne sont liés par aucun sentiment commun.

2. Il n'en est pas ainsi pour la société conjugale vers la fin de la vie. Immédiatement après sa retraite, le mari semble superflu à beaucoup de femmes qui se sont fait une existence personnelle depuis qu'elles ont achevé d'élever leurs enfants. Cependant, les personnes extrêmement âgées, entre lesquelles il n'existe aucune division du travail, finissent par dépendre l'une de l'autre à un tel point que la mort de l'une est généralement suivie à bref délai par le décès de l'autre. Ce cas particulier d'une solidarité mécanique très forte résulte probablement du fait que ces personnes extrêmement âgées n'ont, pour ainsi dire, plus qu'une seule identité, comme des jumeaux en bas âge.

sonnes très âgées, des « monologues collectifs » analogues à ceux que Piaget décrit chez les enfants peuvent se substituer à la conversation, car, ainsi que le dit Durkheim, la société s'est retirée du vieillard, ou, ce qui revient au même, il s'est retiré d'elle.

Pour résumer en termes plus concrets le changement qui se produit sur le plan de la solidarité, nous pouvons dire que les hommes, dans le travail, sont liés l'un à l'autre par leurs sentiments au sujet du travail lui-même, tandis que les femmes sont liées l'une à l'autre par leurs sentiments touchant les enfants, l'école<sup>1</sup> et les problèmes domestiques. Au moment de la retraite, les liens qui unissent un homme à ses compagnons de travail doivent être littéralement forgés à nouveau pour pouvoir subsister, parce que la substance doit en être renouvelée. Quand les enfants ont quitté le foyer, beaucoup d'éléments des relations entre les femmes doivent être reconstruits, mais cela est moins difficile pour elles que pour les hommes, car elles ont toujours en commun les rôles d'épouse et de mère, même si ce dernier rôle est parfois quelque peu diminué.

Entre les membres d'une famille, il existe des valeurs et des sentiments qui sont le résultat d'une vaste expérience commune ; aussi la solidarité peut-elle se maintenir facilement après le désengagement. En d'autres termes, ce sont les solidarités diffuses qui survivent et les liens spécifiques qui s'affaiblissent. Si un lien spécifique s'accompagne d'une certaine division des tâches, l'attachement est plus fort, mais, une fois que les conditions de dépendance réciproque ont disparu, il s'affaiblit. Dans les relations diffuses, dont les liens de parenté sont le prototype, des sentiments, valeurs et traditions communs prennent inévitablement naissance autour d'un grand nombre d'activités et d'événements. C'est pourquoi ces solidarités stables subsistent à travers les transformations des rôles et deviennent les relations principales dans la vieillesse, tandis que la force qui tend à créer des liens solides, du genre de ceux qui unissent les enfants de mêmes parents ou des amis de très longue date, parce qu'ils ont une histoire et une expérience communes ainsi qu'un même réseau d'affiliations, peut disparaître lorsque l'énergie biologique commence à décliner.

Il convient de noter que les hommes ont à leur disposition certains rôles « intemporels » qui ne se périment pas et qui peuvent servir de base à une division du travail jusqu'à un âge extrêmement avancé. Le rôle du pasteur, par exemple, se rapporte à des valeurs permanentes ; il résiste à la désuétude, parce qu'il lie la société à ses valeurs éternelles. En tant que chef de famille, le pasteur joue un rôle instrumental, mais, du point de vue de la société considérée dans son ensemble, il remplit une fonction d'intégration, car il a un rôle socio-affectif important. De tels rôles à l'égard de la société tout entière rappellent les fonctions que les femmes remplissent dans la famille : ils maintiennent le système des valeurs qui forme les

1. La société américaine encourage fortement les femmes à s'affilier à des organisations en rapport avec l'école et à faire ainsi la connaissance des mères d'autres enfants.



objectifs et réduisent la tension engendrée par l'effort d'adaptation. Leur contenu est la *lingua franca* de la culture globale.

#### PERSPECTIVES FUTURES

Dans cet exposé discursif de la théorie du désengagement, nous avons soulevé plus de questions que nous n'avons commencé à en résoudre. Les additions apportées à la théorie ont été greffées en désordre sur l'énoncé initial, sans souci de savoir si elles le contredisaient ou si elles en modifiaient la portée. La tâche suivante consistera à donner une forme systématique aux propositions et, chaque fois qu'il sera possible, à les énoncer en termes qui puissent être mis à l'épreuve — mais c'est là une autre entreprise qu'il convient de remettre à une date ultérieure. Nous trouvant en face d'une alternative, nous avons choisi la solution la plus commode, qui était d'offrir un vaste champ à nos réflexions plutôt que de réfléchir avec rigueur et, ce faisant, nous avons mis en lumière la nécessité de donner à la théorie une plus grande rigueur.

# LES ASPECTS ÉCONOMIQUES DU VIEILLISSEMENT

DOROTHY COLE WEDDERBURN

Une étude des aspects économiques du vieillissement peut se concevoir de deux façons. Ou bien l'auteur, se plaçant au point de vue de l'ensemble de l'économie, analysera soit l'influence que les modifications de l'effectif et de la structure par âges de la population active peuvent avoir sur le volume de la production, soit les incidences économiques que peuvent avoir divers modes de financement des régimes de retraites. Ou bien il s'enquerra de l'origine et de l'importance des revenus dont disposent les membres âgés de la population considérée et analysera les forces qui déterminent la part du revenu national constituée par ces revenus, ainsi que la répartition de ce pourcentage entre les différentes catégories de personnes âgées. C'est ce second mode d'approche que j'adopterai dans le présent article. J'y examinerai tout d'abord la question du travail et de la retraite, ainsi que de la dépendance économique des personnes âgées. Puis j'analyserai : *a*) l'évolution récente des régimes de retraites de l'État ; *b*) l'importance que conservent les gains des personnes âgées ; *c*) la situation financière relative des hommes âgés, des femmes âgées et des ménages âgés ; *d*) les problèmes d'équité et d'économie qui se posent en matière de pensions ; *e*) les solutions autres que les systèmes de pensions de l'État.

## TRAVAIL ET RETRAITE

Dans toute société où les ressources dont disposent les individus dépendent de la contribution que leur travail apporte au processus de production ou des biens qu'ils possèdent, des difficultés surgissent pour les personnes dont l'aptitude au travail se trouve interrompue ou réduite. Le problème n'est pas nouveau. La dépendance économique des personnes âgées a toujours posé un problème social. Mais ce qui est nouveau dans les sociétés évoluées, c'est l'ampleur que prend ce problème. En effet, le nombre des personnes âgées s'y accroît absolument et relativement. Depuis le début du siècle, le pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans, par rapport à la population totale, a augmenté de 20 % en Suède et de 40 % en France ; il a doublé aux États-Unis d'Amérique et en République fédérale d'Allemagne, et augmenté de plus de 125 % en Grande-

Bretagne<sup>1</sup>. Dans ce dernier pays, par exemple, le nombre des hommes et des femmes âgés de plus de 65 ans est passé de 1 700 000 en 1900 à plus de 6 millions en 1961 ; il représente aujourd'hui près de 12 % de la population totale<sup>2</sup>.

Outre cette augmentation numérique, certains changements d'ordre institutionnel ont eu, dans la société industrielle moderne, d'importantes répercussions sur l'état de dépendance des gens âgés. Le problème est complexe. Cette complexité nous apparaît si nous cherchons à définir le sens de l'expression « interruption ou réduction de l'aptitude au travail ». Selon l'explication la plus simple, l'aptitude physique à travailler diminue avec l'âge ; mais des recherches récentes ont montré que l'on ne peut donner de sens à l'expression « aptitude au travail » qu'en fonction d'activités ou d'occupations déterminées, dont certaines paraissent plus favorables que d'autres à une prolongation de la vie active. En ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, Steiner et Dorfman formulent le jugement suivant :

« La continuation, après 65 ans, de l'appartenance à la population active est, de toute évidence, en rapport avec les divers groupes professionnels. Les deux tiers des membres des professions libérales, des cadres et des techniciens continuent après 65 ans d'appartenir à la population active ; moins du tiers des manœuvres ou des employés de bureau continuent à travailler ou à chercher activement du travail après cet âge<sup>3</sup>. »

Examinant des données relatives à un certain nombre de pays d'Europe occidentale et aux États-Unis, Wolfbein et Burgess notent que le pourcentage d'agriculteurs dans la population active augmente avec l'âge, et qu'il en va de même pour le pourcentage de travailleurs indépendants. Ils ne constatent pas de changement notable dans le cas des travailleurs non manuels<sup>4</sup>.

Nous ne pouvons cependant pas prétendre que nous comprenons entièrement les raisons de telles différences. Un facteur important (mais ce n'est qu'un facteur) réside peut-être dans le fait que les membres de certaines professions peuvent proportionner l'intensité et le rythme de leur travail aux forces que leur laisse la sénescence. Mais, si incomplète que soit notre connaissance du phénomène, la plupart des auteurs s'accordent à reconnaître que l'environnement professionnel et industriel change, et de façon telle que l'homme plus âgé devient moins « apte » au travail, selon les normes et les exigences de l'industrie moderne.

« ... L'accélération des progrès de la mécanisation et de l'automatisation commence à influencer sur l'avenir du travailleur relativement âgé.

1. Nations Unies, *Le vieillissement des populations et ses conséquences sociales et économiques*, New York, 1956. (Études démographiques, 26.)

2. *Annual abstract of statistics*, n° 99, London, HMSO, 1962.

3. Peter O. Steiner ; Robert Dorfman, *The economic status of the aged*. University of California Press, 1957.

4. S. L. Wolfbein ; E. W. Burgess, « Employment and retirement », in : C. W. Burgen (ed.), *Ageing in Western societies*, University of Chicago Press, 1960.

Outre la difficulté qu'un tel homme peut avoir à s'adapter à des techniques nouvelles, nous pouvons distinguer deux conséquences importantes de l'introduction de ces techniques. On constate une tendance, d'une part, à mesurer les possibilités d'un homme par des tests plus rigoureux que ceux qu'auraient utilisés les chefs d'entreprises moins mécanisées et, d'autre part, à limiter le nombre des emplois peu fatigants auxquels auraient pu être transférés, le cas échéant, les ouvriers d'usine âgés<sup>1</sup>. »

Par « aptitude au travail », il faut donc entendre l'aptitude à occuper les emplois offerts dans le cadre professionnel particulier où se trouve le travailleur. Or, ce cadre évolue avec le temps.

L'« aptitude au travail » dépend également de facteurs institutionnels tels que la plus ou moins grande généralisation de la retraite obligatoire. Il s'agit là d'une pratique qui se répand de plus en plus dans de nombreux pays, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. En Grande-Bretagne, des enquêtes ont montré récemment que près de 30 % des retraités de sexe masculin avaient pris leur retraite contre leur gré, soit qu'ils eussent atteint la limite d'âge, soit pour cause de renvoi, de fermeture de l'usine, etc.<sup>2</sup>. Des évaluations du même ordre ont été faites pour les États-Unis<sup>3</sup>. Ces retraités malgré eux constituent une minorité importante. Le fait que les vieillards ne peuvent recevoir de l'État une pension de retraite qu'à partir d'un certain âge est également de nature à influencer sur le comportement des gens à l'égard de la retraite. Cet âge minimal varie beaucoup d'un pays à l'autre ; généralement compris entre 60 et 70 ans, il est le plus souvent fixé à 65 ans<sup>4</sup>. Mais le fait qu'un certain « âge de la retraite » soit ainsi inscrit dans la législation contribue sans doute à faire considérer comme normal qu'on se retire à cet âge-là. Dans certains pays, comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, une pression supplémentaire s'exerce dans le même sens, du fait que l'État ne verse le montant intégral de la pension de vieillesse qu'à ceux qui renoncent plus ou moins complètement à leur activité professionnelle.

Qu'est-ce qui détermine l'âge fixé par l'État ou l'industrie privée pour l'admission au bénéfice d'une pension de retraite ? Ici encore, des facteurs très divers interviennent. Pour les professions où l'espérance d'un avancement joue un certain rôle, la fixation d'un âge de la retraite est importante, car elle accroît les possibilités de promotion offertes aux jeunes. Dans les régimes de retraites de l'État, des pressions peuvent s'exercer dans le sens d'un relèvement de l'âge minimal de la retraite, soit parce qu'on tient à maintenir le niveau des effectifs, soit parce qu'on désire

1. F. Le Gros Clark, *Growing old in a mechanised world*, London, The Nuffield Foundation, 1960.

2. *Reasons given for retiring or continuing at work*, London, HMSO, 1954.

3. Margaret S. Gordon, « The older worker and retirement policies », *Monthly labor review*, vol. 83, n° 6, 1960.

4. *Rapport du Directeur général*. Première partie : *Les aspects sociaux de l'âge ; emploi et retraite*, Genève, BIT, 1962.

réduire la charge qu'impose à l'État le paiement des pensions de retraite<sup>1</sup>. Inversement, lorsqu'il y a chômage, l'âge ouvrant droit aux prestations de retraite peut être abaissé, afin de retirer du marché du travail les personnes âgées. Il est certain que les variations du niveau général de l'activité économique influent sur la mesure dans laquelle les gens relativement âgés peuvent trouver du travail. Lorsqu'il y a chômage, ce sont les travailleurs les plus âgés qui ont le plus de peine à trouver un emploi, ou qui sont congédiés les premiers<sup>2</sup>.

Enfin, l'« aptitude au travail » peut aussi être influencée par le besoin. Au début du siècle, rares étaient les pays dotés d'un système assurant un revenu à toutes les personnes âgées. Comme Rowntree l'a écrit à propos de la Grande-Bretagne :

« En 1899, une personne trop âgée pour travailler et ne possédant aucune source particulière de revenus n'avait généralement le choix qu'entre deux solutions : soit vivre chez une fille ou un fils marié, pas toujours très hospitalier, soit aller au *workhouse*<sup>3</sup>. »

Si un homme n'a le choix qu'entre travailler ou mourir de faim, il restera « apte au travail » beaucoup plus longtemps que s'il sait qu'il peut s'arrêter. Il semble très probable que la perspective d'une pension exerce une certaine influence sur le travailleur qui décide de prendre sa retraite. On a dit que : « ... plus le niveau des prestations de retraite par rapport aux gains moyens est élevé dans un pays, plus le pourcentage de gens âgés dans la population active a des chances d'être faible<sup>4</sup> ».

De tout cela, on peut retenir un fait. Dans presque tous les pays industrialisés, le pourcentage de gens relativement âgés que comprend la population active a tendance à diminuer depuis un demi-siècle<sup>5</sup>. En ce sens, également, il y a donc eu amplification du problème économique posé par la vieillesse.

#### PENSIONS DE VIEILLESSE VERSÉES PAR L'ÉTAT

Ainsi comprise, l'inaptitude au travail, qui se traduit, pour la personne âgée, par un état de dépendance, apparaît comme déterminée en grande partie par des facteurs sociaux et soumise à l'influence de la pratique industrielle, du niveau du progrès technique, de la législation (souvent inspirée par des considérations tout à fait étrangères) et des normes sociales. L'importance attachée à ces facteurs sociaux est capitale lorsqu'il s'agit, par exemple, de parer aux besoins économiques des personnes âgées. De

1. *Report of the Committee on the Economic and Financial Provisions for Old Age*, London, HMSO, 1954. (Cmd. 9333.)

2. *Rapport du Directeur général*, BIT, *op. cit.*

3. B. Seebohm Rowntree, *Poverty and progress*, Longmans, 1941.

4. Margaret S. Gordon, « A critique of the paper presented by L. E. Troclet », in ; Clark Tibbitts et Wilma Donahue (ed.), *Social and psychological aspects of Ageing*, Columbia University Press, 1962.

5. S. L. Wolfbein ; E. W. Burgess, *op. cit.*

plus en plus, on admet que c'est là un devoir gouvernemental ou social.

Il y a aujourd'hui une soixantaine de pays où les gens âgés bénéficient d'un système de retraites de l'État<sup>1</sup>. Depuis la deuxième guerre mondiale, l'ampleur et les principes d'un grand nombre de ces systèmes ont été profondément modifiés. Le nombre des ayants droit a augmenté et l'on a de plus en plus tendance à lier le montant des prestations aux gains, soit aux gains antérieurs des divers bénéficiaires, soit au niveau général des gains de la collectivité. En 1952, la convention de l'OIT concernant la sécurité sociale (norme minimum) a institué une norme pour le niveau des prestations payables au titre des régimes nationaux de retraite ; selon cette norme, le niveau de ces prestations doit être égal, si tous les versements requis ont été effectués, à 40 % des gains moyens d'un travailleur non qualifié (gains normaux)<sup>2</sup>. Deux ans plus tard, le directeur général de l'OIT écrivait ce qui suit :

« Les rapports adressés récemment au BIT par 10 États membres qui ont ratifié la convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et par 46 autres États membres de l'OIT, montrent que, dans la plupart des régimes nationaux, le montant de la pension représente 50 % environ des gains normaux. Toutefois, il n'en est pas toujours ainsi. Dans certains pays, ce montant n'est que de 20 à 35 % des gains, alors que, dans d'autres, il atteint ou dépasse 60 %.<sup>3</sup> »

Si l'on songe que cette « norme » minimum représente les gains d'un ouvrier non qualifié, la diminution de revenu qu'une personne subit au moment de la retraite doit être, dans de nombreux pays, considérable. Cependant, la situation financière dans laquelle se trouvent, en fait, les retraités peut être encore pire que ces chiffres ne l'indiquent. Dans certains des plus récents systèmes de retraites, plusieurs années s'écoulent avant que les prestations maximums ne soient perçues. La législation suédoise de 1959 sur les pensions prévoit des pensions supplémentaires progressives qui, venant s'ajouter à la pension de vieillesse à taux uniforme pour tous, assureront aux bénéficiaires jusqu'à un maximum de 60 % de leurs gains passés, réévalués en fonction du coût de la vie. Mais, pour que ce niveau soit atteint, des versements doivent être effectués pendant vingt ans<sup>4</sup>. En attendant, la plupart des retraités reçoivent — et recevront pendant plusieurs années — la pension de vieillesse à laquelle tout le monde a droit et dont le montant, pour un ménage, représente actuellement 30 % environ des gains moyens d'un ouvrier de l'industrie. En Grande-Bretagne également, le montant de la pension de retraite versée par l'État est partiellement fonction du salaire depuis 1961. Mais, même après quarante années de versements, le montant de la pension maximum, pour

1. *Social security programmes throughout the world*, U.S. Department of Health, Education and Welfare, 1961.

2. *Bulletin officiel de l'OIT*, vol. 34-35, 1952, Genève, OIT.

3. *Rapport du Directeur général*, BIT, *op. cit.*

4. Supplementary pensions in Sweden, *Industry and labour*, vol. 22, 1959.

un ménage, ne représentera que 40 % des gains moyens<sup>1</sup>. Dans ce cas encore, la plupart des retraités d'aujourd'hui et des années qui viennent auront droit seulement à la prestation uniforme de base qui, dans le cas d'un ménage, représente 30 % des gains moyens d'un homme. En Allemagne, la réforme du régime des pensions, opérée en 1957, a été, à certains égards, plus radicale qu'en Suède et, à coup sûr, qu'en Grande-Bretagne. Comme on a gardé trace, dans ce pays, du montant des salaires touchés à diverses époques par beaucoup des retraités d'aujourd'hui, on a pu proportionner non seulement les pensions futures, mais même les pensions actuelles, au niveau des gains passés de chaque travailleur. La législation allemande prévoit, en outre, de façon expresse, le relèvement des pensions en cas d'augmentation effective des salaires ; de tels ajustements ont déjà eu lieu. Même dans ces conditions, cependant, le taux moyen des pensions versées en 1960 aux assurés (à l'exclusion des veuves d'assurés), au titre du système de pensions à l'intention des salariés, était égal à 35 % du salaire moyen actuel<sup>2</sup>. Les assurés qui prennent actuellement leur retraite bénéficient de taux sensiblement supérieurs ; mais on nous a fait observer que :

« Dans le calcul du taux moyen des pensions ont été comprises les pensions versées à des personnes qui n'ont cotisé que pendant un temps relativement court — par exemple, pendant les quinze ans correspondant au minimum ouvrant droit à une pension de vieillesse<sup>3</sup>. »

Pour chaque nouveau régime de retraites fondé sur la constitution de droits par versement de cotisations pendant la vie active, plusieurs questions se posent : En combien d'années ces droits doivent-ils être constitués ? Comment et dans quelle mesure les retraités actuels doivent-ils bénéficier des nouvelles dispositions ? On peut résoudre les problèmes des gens qui prendront leur retraite dans vingt ans ; mais les retraités d'aujourd'hui et ceux qui prendront leur retraite dans les premières années d'application de tout régime de retraites sont appelés à constituer, pendant de nombreuses années, la majorité de la population âgée, de sorte que la situation économique effective des personnes âgées ne répondra pas aux dispositions légales. Pour mieux connaître cette situation économique et pour évaluer l'état de dépendance de ce groupe social et le rôle incombant à l'État, il faudra procéder à des études approfondies sur les sources et les niveaux de revenus des personnes âgées. Bien que la Grande-Bretagne et les États-Unis comptent parmi les pays où les systèmes de retraites de l'État sont le moins ambitieux, les études consacrées dans ces deux pays à la situation économique effective des personnes âgées ont mis en lumière un certain nombre de faits intéressants.

1. *Provision for old age*, London, HMSO, 1958. (Cmd. 538.)

2. Kurt Jantz, « La réforme du régime des pensions de la République fédérale d'Allemagne », *Revue internationale du travail*, vol. 83, 1961.

3. *Ibid.*

## GAINS ET REVENUS DES PERSONNES ÂGÉES

Les études relatives aux problèmes financiers et aux problèmes d'emploi qui sont associés au vieillissement dans une société moderne portent, le plus souvent, sur un groupe de personnes ayant dépassé un certain âge chronologique, généralement choisi en fonction de l'âge qui ouvre droit aux pensions de l'État (âge de la retraite). Dans l'enquête que j'ai faite récemment sur la situation économique des gens âgés de Grande-Bretagne, je me suis servie de ce critère de l'âge ; les chiffres cités concernent les femmes de 60 ans ou plus et les hommes de 65 ans ou plus. Quant aux données financières dont on dispose pour les États-Unis, elles portent, pour la plupart, sur des hommes et des femmes de 65 ans ou plus. Dans l'exposé qui suit, les données concernant la Grande-Bretagne proviennent de mon enquête, sauf indications contraires<sup>1</sup>, et elles se rapportent à la période 1959-1960. Les données concernant les États-Unis sont puisées à diverses sources et se rapportent à diverses périodes.

La première chose que l'on remarque au sujet de la situation financière des personnes relativement âgées, dans des pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, est le fait que l'emploi reste une source importante de revenus, même après l'âge de la retraite. Les données dont je fais état pour la Grande-Bretagne indiquent quelle est la situation des « unités de revenus », c'est-à-dire des ménages où le mari a 65 ans ou plus, des hommes célibataires ou veufs de 65 ans ou plus et des femmes célibataires ou veuves de 60 ans ou plus. (Dans la suite de cet article, j'appellerai hommes seuls ou femmes seules, respectivement, les hommes ou femmes qui n'ont pas de conjoint — ce qui ne signifie pas, nécessairement, qu'ils vivent seuls.) Les revenus d'un emploi, au sens le plus large du terme (traitement ou salaire, produit d'un travail indépendant, d'un travail à temps complet ou d'un travail irrégulier ou occasionnel), constituaient le quart de l'ensemble des revenus dont disposaient les unités de l'échantillon ; un quart de ces unités jouissaient d'un revenu de ce genre. Aux États-Unis, la situation des personnes âgées est très voisine :

« Après les assurances sociales, l'emploi reste, de loin, la principale source de revenus des personnes âgées. On estime que 24 % des personnes âgées de 65 ans ou plus (y compris les épouses sans profession) percevaient, en juin 1961, le revenu d'un emploi<sup>2</sup>. »

Il existe une différence marquée, quant au montant total des revenus, entre les retraités et les personnes âgées travaillant encore à temps complet. D'après les données relatives à la Grande-Bretagne, les « unités » constituées par des personnes travaillant encore disposaient de revenus totaux qui étaient d'une fois et demie à deux fois et demie supérieurs aux revenus des « unités » constituées de retraités. Le cinquième environ des hommes

1. Dorothy Cole Wedderburn ; John Utting, *The economic circumstances of old people*, Welwyn, The Codicote Press, 1962.

2. Lenore A. Epstein, « Sources and size of money income of the aged », *Social security Bulletin*, 1962.



mariés et 13 % des hommes seuls travaillaient à temps complet, contre 7 % seulement des femmes seules. Aux États-Unis, la situation générale est sensiblement la même, bien que les écarts soient peut-être plus marqués :

« En 1957, un cinquième environ de tous les hommes âgés de 65 ans ou plus et 4 % seulement des femmes âgées avaient, d'un bout à l'autre de l'année, un emploi rémunéré à plein temps. Leur revenu annuel était, *grosso modo*, de deux fois et demie à trois fois supérieur à celui de l'ensemble des personnes âgées<sup>1</sup>. »

Il ne faudrait cependant pas croire que ces chiffres indiquent exactement la baisse de revenu que l'individu subit au moment où il prend sa retraite. Les membres des professions non manuelles ou libérales et les travailleurs indépendants ont souvent des revenus élevés. Si, comme nous l'avons dit, ils continuent à travailler plus longtemps que d'autres gens âgés, la catégorie des personnes continuant à travailler au-delà de l'âge de la retraite comprendra souvent un plus fort pourcentage de gens à revenus élevés que la catégorie des retraités ne comprend de personnes ayant eu autrefois de gros revenus. De même, il y aura proportionnellement plus de célibataires parmi les femmes seules travaillant encore que parmi les femmes seules qui ne travaillent pas à temps complet. Nombre de ces dernières, en effet, sont des veuves qui ont cessé, depuis leur mariage, d'appartenir à la population active. Les modifications de leur situation financière résultent non de leur retraite, mais d'abord de la retraite, puis du décès de leur mari. D'autres facteurs interviennent également. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, où certains employeurs ont une caisse de pensions autonome, ces pensions sont généralement versées à partir du moment où le travailleur cesse de travailler pour l'employeur qui doit payer la pension ; mais rien, en règle générale, n'empêche alors l'intéressé de prendre, s'il le désire, un autre emploi ailleurs. Ce système diffère des régimes de retraites de l'État en vigueur dans ces deux pays : la pension de l'État est réduite lorsque l'intéressé continue à gagner de l'argent, jusqu'à 70 ans au Royaume-Uni et 72 ans aux États-Unis. Dans l'enquête relative à la Grande-Bretagne, certaines des personnes qui avaient les revenus les plus élevés cumulaient des gains avec une pension privée. Il est assez piquant d'observer que, dans ces cas particuliers, la vieillesse peut fort bien entraîner un accroissement des revenus.

Nous pouvons en conclure que, même après l'âge officiel de la retraite, l'emploi reste une source importante de revenus. Il y a un écart considérable entre le niveau des revenus des gens âgés qui continuent à travailler à temps complet et le niveau des revenus de ceux qui cessent de travailler. Cet écart donne une idée, mais une idée imprécise seulement, de la chute de revenus qui se produit au moment de la retraite. Pour mieux connaître ce changement, il faudrait des enquêtes qui permettent

1. Lenore A. Epstein, « Money income of aged persons: A 10 year review, 1948 to 1958 », *Social security Bulletin*, 1959.

de suivre l'évolution du train de vie des mêmes personnes avant et après la retraite ; mais c'est là un domaine qui n'a guère encore été exploré.

#### SITUATION ÉCONOMIQUE DES HOMMES, DES FEMMES ET DES MÉNAGES

Dans la plupart des pays industrialisés, la population active comprend, à tout âge, plus d'hommes que de femmes. Le tableau 1 donne quelques chiffres pour un certain nombre de groupes d'âge de la population britannique<sup>1</sup>.

TABLEAU 1. Total de la population active, en pourcentage de la population totale (Grande-Bretagne, 1961).

Groupe d'âge	Hommes	Femmes	
		Célibataires et veuves	Mariées
	%	%	%
50-54 ans	95	73,5	39
55-59 ans	94,5	61	31
60-64 ans	90	31	16,5
65 ans et plus	27	6	6

Il est à peu près certain que ces chiffres ne tiennent pas suffisamment compte des emplois occasionnels ou à temps partiel, qui ne sont pas déclarés et qui constituent probablement une source de revenus plus importante pour les femmes que pour les hommes. Cependant, même si l'on tient compte de cette disparité, il paraît normal, en se basant simplement sur la continuation de l'emploi au-delà de l'âge de la retraite, qu'il existe une différence marquée, quant au niveau des revenus, entre les ménages et les hommes seuls, d'une part, et les femmes seules, d'autre part. En fait, même parmi les gens qui ont cessé de travailler régulièrement (bien qu'ils puissent tirer certains revenus d'emplois occasionnels ou irréguliers), les ménages sont favorisés. Leur revenu est deux fois ou plus de deux fois supérieur à celui des femmes seules (voir tableau 2).

TABLEAU 2. Revenu annuel total (livres sterling) des personnes âgées ayant pris leur retraite (Grande-Bretagne, 1959-1960).

Revenu	Revenu annuel total		
	Ménages	Hommes seuls	Femmes seules
	£	£	£
Total médian (toutes sources)	386	230	182
Total moyen (toutes sources)	489	313	240

1. « Estimates of the future working population », *Economic trends*, London, HMSO, 1962.

Un élément de différenciation intervient aussi du fait que de nombreux régimes de pensions d'État (notamment le régime britannique) accordent une allocation spéciale au retraité qui a un conjoint à charge. Abel-Smith a étudié dans quelle mesure cette charge est ainsi reconnue<sup>1</sup>. En Grande-Bretagne, les besoins supplémentaires de l'épouse sont estimés à 60 % environ de ceux d'une personne seule. Ce chiffre semble provenir des calculs auxquels se sont livrés avant la guerre, au sujet du minimum vital, des chercheurs qui, comme Rowntree, ont étudié le paupérisme ; il sous-entend que les besoins d'une personne seule comprennent le coût d'un train de maison indépendant : loyer, chauffage, etc.

Les chiffres du tableau 2 font apparaître une différence bien supérieure à 60 %. Une étude des sources et des niveaux de revenus des ménages et des femmes seules montre que cette différence s'explique par la multiplicité et la diversité beaucoup plus grande des revenus dont disposent les ménages (voir tableau 3).

TABLEAU 3. Pourcentages de personnes âgées ayant pris leur retraite et disposant d'une source déterminée de revenus (Grande-Bretagne, 1959-1960)<sup>1</sup>.

Source de revenus	Ménages	Hommes seuls	Femmes seules
	%	%	%
Pension et secours de l'État	94	91	92
Pension versée par l'employeur du retraité lui-même	48	46	7
Pension versée par l'employeur du mari	2	2	4
Pension d'un syndicat ou allocation d'un fonds charitable	5	7	3
Emploi occasionnel ou irrégulier	18	7	3
Loyers et fermages, intérêts, dividendes	69	61	52

1. Les ménages sont considérés comme retraités lorsque le mari a cessé de travailler régulièrement.
2. Non applicable.

Non seulement les ménages tirent plus souvent des revenus de ces différentes sources, mais ces revenus sont supérieurs à ceux des femmes.

Il en va de même en ce qui concerne la possession de biens meubles et immeubles. En Grande-Bretagne, la moitié des femmes seules ne possèdent rien (ou possèdent une quantité négligeable de biens, d'une valeur inférieure à 50 livres sterling), alors qu'un tiers seulement des hommes et un tiers des ménages se trouvent dans la même situation. A l'autre bout de l'échelle, 3 % seulement des femmes seules possèdent des biens d'une valeur supérieure à 10 000 livres sterling, tandis que 6 % des ménages et des hommes seuls possèdent des biens d'une valeur supérieure à cette somme.

Aux États-Unis, les différences sont peut-être plus grandes encore. Dans

1. Brian Abel-Smith, « Pensions for dependent wives », in : *Social and psychological aspects of Ageing*, op. cit.

leur étude de la situation économique des personnes âgées, Steiner et Dorfman, utilisant des données datant de 1951, traitent de toutes les personnes âgées, et non pas seulement de celles qui ont pris leur retraite :

« Les *receipts*<sup>1</sup> médians des femmes sans famille ont été de 420 dollars ; leur revenu médian (*medium income*) a été de 273 dollars, soit pas tout à fait la moitié du revenu médian des hommes célibataires et moins du quart de celui des ménages. La modicité du *receipt* des femmes sans famille est apparue étroitement liée au petit nombre de ces *receipts*<sup>2</sup>. »

Des données plus récentes ont été fournies, en ce qui concerne les États-Unis, pour les bénéficiaires de pensions versées au titre du système d'assurance dit Old Age Survivors and Disability Insurance (OASDI), du gouvernement fédéral. Il est fait une distinction, dans ces données, entre les gens mariés, les travailleurs célibataires à la retraite et les veuves âgées. En 1957, les ménages avaient un revenu total médian deux fois et demie supérieur à celui des veuves âgées. Deux pour cent seulement des veuves recevaient une pension d'un employeur ou d'un syndicat, contre 25 % des ménages ; 52 % d'entre elles tiraient un revenu de biens qu'elles possédaient, contre 60 % des ménages ; 14 % d'entre elles avaient des gains, contre 39 % des ménages ; dans tous les cas, le revenu médian tiré d'une source particulière était inférieur au revenu correspondant des ménages<sup>3</sup>.

Le corollaire de cette situation, en ce qui concerne les autres sources de revenus, est évidemment que les femmes seules, qu'elles soient célibataires ou veuves, dépendent beaucoup plus des revenus que leur assure l'État. D'après l'étude déjà citée, relative à l'OASDI :

« Les prestations d'assurance vieillesse et survivants représentaient la quasi-totalité des revenus en argent d'un sur quatre environ des bénéficiaires âgés<sup>4</sup>. »

On peut lire ensuite dans cette étude :

« En dehors des prestations reçues au titre de l'OASDI, un sur cinq des ménages âgés, plus d'un sur quatre des travailleurs célibataires en retraite et plus d'une sur trois des veuves âgées n'avaient perçu aucun autre revenu au cours de l'année sur laquelle a porté l'enquête. »

Un autre fait qui confirme la pauvreté des femmes âgées, tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, est le pourcentage relativement élevé de celles qui bénéficient de l'assistance publique. Aux États-Unis, l'assistance publique relève des États ; en Grande-Bretagne, c'est le gouvernement central qui l'administre, par l'entremise d'un organisme appelé National Assistance Board. Dans les deux pays, l'octroi d'une aide est subordonné aux résultats d'une enquête sur les ressources dont disposent les intéressés.

1. Les *receipts* sont les sommes que les femmes âgées reçoivent, sans considération d'origine ; elles comprennent même les dons et secours reçus de leurs enfants ou d'autres sources. [N. du T.]

2. Peter O. Steiner ; Robert Dorfman, *op. cit.*

3. *National Survey of Old-Age and Survivors Insurance Beneficiaries. Highlights from Preliminary Tabulations - Income, Number 1*, U.S. Department of Health, Education and Welfare, 1957.

4. *Ibid.*

En Grande-Bretagne, 30 % des femmes seules, 20 % des hommes seuls, mais 11 % seulement des ménages recevaient une aide du National Assistance Board. Aux États-Unis, lors de l'enquête menée en 1957 sur les bénéficiaires de l'OASDI, 12 % des veuves, 14 % des travailleurs célibataires à la retraite et 6 % des ménages ont déclaré recevoir, pendant l'année en cours, des versements au titre de l'assistance publique<sup>1</sup>.

Dans l'enquête britannique, j'ai distingué les cas où les bénéficiaires tiraient soit la majeure partie, soit la totalité de leurs ressources de prestations de l'État, c'est-à-dire d'une pension de l'assistance publique ou des deux à la fois. Toute personne disposant de moins de 5 livres sterling par an en plus de ces prestations était considérée comme « totalement » à la charge de l'État. Toute personne disposant de moins de 52 livres sterling par an en plus de ces prestations était considérée comme « essentiellement » à la charge de l'État. Parmi toutes les personnes ayant dépassé l'âge de la retraite et travaillant ou non, 58 % des femmes seules étaient totalement ou en majeure partie à la charge de l'État, tandis que 23 % seulement des ménages se trouvaient dans cette situation.

Si j'ai tant insisté sur la pauvreté relative des femmes célibataires ou veuves, c'est parce que, de minorité, elles deviennent majorité lorsque l'âge s'accroît. En Grande-Bretagne, les femmes célibataires ou veuves représentaient, en 1961, 6 % du groupe d'âge 30-39 ans, 8 % du groupe d'âge 40-49 ans, et 13 % du groupe d'âge 50-59 ans ; au-dessus de 65 ans, elles représentaient 41 % de la population totale.

Dans ces conditions, une politique des pensions qui tient compte presque uniquement du sort d'un travailleur au moment où il cesse de travailler risque de ne pas être très réaliste. En Grande-Bretagne, les veuves âgées ont généralement cessé de travailler à temps complet au moment de leur mariage. Certes, dans la plupart des pays industrialisés, les femmes mariées qui travaillent sont de plus en plus nombreuses, de sorte qu'à la longue la proportion des femmes âgées qui ont travaillé finira par s'élever ; mais il ne faut pas s'attendre à un changement radical. En raison de la nature du travail que font les femmes mariées, souvent à temps partiel, il semble également peu probable que le nombre des femmes mariées ayant droit à une pension de leur ancien employeur s'élève beaucoup.

L'enquête britannique a révélé que 2 % seulement des veuves percevaient une pension de ce genre, correspondant à un ancien emploi, alors que près de la moitié des ménages et un cinquième des femmes célibataires en percevaient une. Si les régimes de pensions d'État sont appelés à tenir compte de plus en plus du travail antérieur des intéressés, il devient important que la situation des veuves soit garantie par référence aux droits de leur mari. Cette remarque, valable pour les pensions d'État, qui permettent généralement à la veuve de maintenir partiellement, sinon entièrement, son train de vie antérieur, l'est encore plus pour les pensions privées. Dans l'échantillon britannique, 5 % seulement des veuves recevaient une

1. *National Survey of old-age*, op. cit.

pension de l'ancien employeur de leur mari. En ce qui concerne la situation des femmes, un autre point mérite qu'on s'y arrête ; il a trait à la situation économique des femmes célibataires, telle qu'elle ressort de l'enquête britannique. Aussi longtemps que les salaires des femmes resteront inférieurs d'un tiers environ à ceux des hommes, toute formule du genre « pourcentage des anciens gains », même si elle assure aux hommes des pensions d'un montant convenable, risque de laisser les femmes dans le besoin. Si les pensions sont fonction des salaires, il devient plus nécessaire que jamais d'obtenir un salaire égal pour un travail égal.

#### LE PROBLÈME DE L'ÉQUITÉ

Les différences qui existent, quant au niveau des revenus, entre divers groupes de gens âgés ont également mis en lumière la complexité des sources de revenus de cette catégorie de personnes. Aux États-Unis, il n'y a peut-être rien d'étonnant à cela, étant donné que, malgré l'extension récente des catégories d'ayants droit, les bénéficiaires des prestations de l'OASDI ne constituent encore que les deux tiers de la population âgée de plus de 65 ans<sup>1</sup>. Mais, en Grande-Bretagne, la pension de retraite de base est perçue par près des trois quarts des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite.

Dans ces conditions, on comprend aisément pourquoi le problème de l'équité a pris une telle importance, tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, si différents que soient, dans ces deux pays, les régimes de pensions d'État. Par problème de l'équité, nous entendons la difficulté de concilier le désir de concentrer des ressources limitées sur les catégories de personnes âgées qui ont le plus besoin d'une aide avec le désir de faire en sorte que quiconque a fait les versements requis ait droit à une pension, quelles que soient ses ressources.

Tant que les taux des pensions d'État restent au voisinage du minimum vital, le problème se pose bien, mais sans grande acuité. Il deviendrait aigu le jour où l'on voudrait relever sensiblement le montant des pensions, en valeur réelle. En Grande-Bretagne, où l'opinion est très hostile à toute enquête sur les moyens d'existence, un sur trois des pensionnés d'État ayant droit à l'assistance publique préfère ne pas la demander<sup>2</sup>. Cependant, si l'on cherche à réduire le rôle de l'assistance, on se heurte à une situation paradoxale. Si l'on augmente le taux des pensions d'État sans relever proportionnellement celui des allocations d'assistance, ce sont les plus pauvres des pensionnés (c'est-à-dire les 20 % qui bénéficient de l'assistance publique) qui sont le moins avantagés financièrement, étant donné que les prestations qu'ils reçoivent au titre de cette assistance sont diminuées dans la mesure où leur pension est relevée au-dessus du niveau

1. Lenore A. Epstein, *op. cit.*

2. Dorothy Cole Wedderburn ; John Utting, *op. cit.*

qui ouvre droit à l'assistance. Au cours des dernières années, les relèvements des taux d'assistance ont souvent été moindres que les relèvements des taux de pension. Dans quelques cas marginaux, on peut dire que certaines personnes qui ont cessé d'avoir droit à l'assistance nationale y ont gagné, en ce sens que c'est « de plein droit », sans enquête sur leurs moyens d'existence, qu'elles touchent maintenant la totalité de leur revenu. En revanche, les autres bénéficiaires de cette assistance n'ont pas profité des relèvements de taux autant que les pensionnés, plus à l'aise, par définition, même sans les prestations de l'assistance publique.

Il ne faudrait pas croire, toutefois, qu'un pensionné soit à l'aise du fait qu'il tire d'une source quelconque un revenu complémentaire. Des données britanniques comme des données américaines, il ressort que le montant des revenus provenant des biens des intéressés, des pensions versées par les employeurs et même des emplois se répartit de façon extrêmement inégale. Le tableau 4 illustre la répartition des revenus supplémentaires dont disposent, en Grande-Bretagne, les pensionnés d'État en plus de leur pension et, éventuellement, des prestations d'assistance publique. Dans ce tableau, la ligne brisée marque la limite à partir de laquelle ces sources supplémentaires de revenus doublent approximativement le montant des revenus constitués par les pensions. Ici encore, la prospérité relative des ménages apparaît : 30 % d'entre eux se trouvent au-delà de cette ligne de démarcation, contre 19 % seulement des hommes et femmes seuls. La concentration vers le bas de l'échelle est très nette. On voit difficilement comment, avec une telle répartition, on pourrait concentrer les secours sur les secteurs où ils sont le plus nécessaires sans recourir à une échelle mobile, le montant des pensions variant suivant l'importance des revenus déjà perçus par les intéressés.

C'est d'ailleurs ce qui se passe déjà, en fait, dans divers pays, notamment la Grande-Bretagne, pour les revenus provenant d'un emploi. Il faut trouver un système qui permette d'étendre ce principe à d'autres sources de revenus, en supprimant du même coup toute discrimination, fort critiquable du point de vue de la justice sociale, entre revenu salarial et revenu non salarial.

TABLEAU 4. Répartition des revenus (en livres sterling par an) autres que les pensions de retraite et les prestations d'assistance, parmi les pensionnés d'État (Grande-Bretagne, 1959-1960).

		Revenus annuels supplémentaires							
		Jusqu'à 25	26-51	52-103	104-155	156-207	208-259	260-311	312 et plus
Hommes et femmes seuls	100	56	8	11	9	5	3	3	6
Ménages	100	21	5	17	11	10	6	5	25

## SOLUTIONS AUTRES QUE LES SYSTÈMES DE PENSIONS D'ÉTAT

Dans certains pays, comme la République fédérale d'Allemagne et la Suède, le régime des pensions d'État s'est renforcé et consolidé au cours de ces dernières années. Dans d'autres pays, en revanche, comme la Grande-Bretagne, il a fait l'objet de nombreuses critiques. Depuis l'instauration par l'État d'un régime de pensions proportionnelles, 4 millions et demi de travailleurs ont renoncé à une pension d'État<sup>1</sup>. Est-il possible d'affirmer, d'après l'exemple des deux pays dont nous avons examiné les données, qu'une solution autre que le système des pensions de l'État est en train d'apparaître ?

Les données américaines concernant la fortune mobilière et immobilière des personnes âgées sont particulièrement intéressantes pour la Grande-Bretagne, où l'on soutient souvent qu'un relèvement du niveau des revenus réels mettra les gens mieux en mesure de pourvoir eux-mêmes aux besoins de leur vieillesse. Or, s'il est vrai que les Américains âgés ont joui, pendant leur existence active, d'un niveau de vie plus élevé que les Britanniques âgés, il n'est pas moins certain que les deux groupes sont dans une situation remarquablement analogue pour ce qui est des biens qu'ils possèdent et du revenu de ces biens. Aux États-Unis, une personne âgée sur trois ne possède rien d'autre que sa maison<sup>2</sup> ; le pourcentage est donc presque exactement le même qu'en Grande-Bretagne. En outre, parmi les bénéficiaires de prestations de l'OASDI, les deux tiers ne tirent qu'un revenu nul ou insignifiant d'intérêts, de dividendes ou de loyers<sup>3</sup>. Le degré d'importance des biens que possèdent les gens âgés, dans l'ensemble de leurs ressources, dépend, en partie, de la mesure dans laquelle les intéressés sont disposés à grignoter leur capital. Il n'en est pas moins certain, en Grande-Bretagne du moins, que les possesseurs d'une grosse fortune constituent une faible minorité des gens âgés (6 % possèdent 70 % de la richesse globale), et qu'ils ont acquis leur fortune par héritage plutôt que par accumulation au cours de leur vie active. Au surplus, il ressort de données recueillies en Grande-Bretagne au sujet d'un groupe de personnes n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite, que la génération qui se retirera et sera admise au bénéfice d'une pension d'ici une dizaine d'années se trouvera probablement dans la même situation<sup>4</sup>.

Les pensions versées par d'anciens employeurs peuvent, dans la mesure où elles sont financées par le versement de cotisations, être considérées comme un moyen pour l'intéressé de parer, au moins en partie, aux besoins de sa vieillesse. Mais c'est négliger le fait que le travailleur est rarement libre de décider s'il adhérerait ou non à une caisse de pensions. Chose

1. Arthur Seldon, « Contracting out of State pensions », *The Times*, London, 23 janvier 1963.

2. Ethel Shanas, *The health of older people*, Harvard University Press, 1962.

3. *National survey of old-age...*, *op. cit.*

4. Étude non publiée sur les ressources financières concernant un groupe d'âge de 50 ans jusqu'à la retraite, Cambridge, Department of Applied Economics.



assez surprenante, les pensions professionnelles semblent plus répandues en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis. Dans l'échantillon britannique, de 40 à 50 % des hommes âgés percevaient une pension de ce genre, contre 25 % seulement des bénéficiaires de l'OASDI, d'après l'enquête faite aux États-Unis<sup>1</sup>. Il est possible que les personnes qui ne bénéficient pas d'allocations de vieillesse aient plus souvent des pensions de ce genre, ou que l'écart apparent entre les deux pays soit dû à quelque différence de définition. Aux États-Unis, d'après une évaluation récente, 40 % des travailleurs seraient actuellement affiliés à des caisses de ce genre<sup>2</sup> ; mais on a également calculé que 40 à 50 % des participants ne percevront jamais, en réalité, aucune prestation en espèces, pour diverses raisons : non-transférabilité des droits, faillite des entreprises, etc.<sup>3</sup>. Ce problème se pose également en Grande-Bretagne pour ce qui est des pensions privées. Nous ne pouvons pas tenir pour acquis que la totalité des 4 millions et demi de personnes qui ont opté pour une autre assurance que celle de l'État auront, en fait, lorsqu'elles prendront leur retraite, une pension privée suffisante. Bien qu'en général les prestations versées par des caisses privées puissent atteindre des sommes assez élevées, il est difficile de réunir toutes les conditions requises pour toucher le maximum. En effet, le travailleur qui se déplace, ou qui perd son emploi, risque de perdre ses droits, ou tout au moins le montant des versements faits en son nom par son employeur. Dans son nouvel emploi, il peut être astreint à un stage probatoire avant de pouvoir adhérer à la caisse de pensions, s'il en existe une ; s'il n'en existe pas, le travailleur est réintégré dans le système de pensions d'État. Nous avons déjà parlé des difficultés dues au fait que les caisses de pensions privées n'assurent pas de revenu aux veuves. Il n'y a qu'un petit nombre de ces caisses qui offrent à leurs adhérents la possibilité d'opter pour une rente viagère également valable pour le mari et la femme ; mais le taux de cette rente est inférieur à ce qu'il serait si le mari était seul à en bénéficier.

Il reste à dire un mot de cette institution qui est peut-être la forme la plus ancienne d'assurance-vieillesse, à savoir la famille. En Grande-Bretagne, des études récentes<sup>4</sup> ont montré de façon concluante que le soutien économique familial (nous ne tenons pas compte ici de l'aide fournie sous forme de services) reste important, mais seulement comme complément d'autres sources de revenus, qu'il ne remplace pas. Ce genre de soutien consiste généralement dans le fait que des parents âgés vivent avec leurs enfants. En Grande-Bretagne, les personnes qui n'ont pas d'enfants survivants représentent entre le cinquième et le quart de la population

1. *National survey of old-age...*, *op. cit.*

2. D. M. Holland, « What can we expect from pensions? », *Harvard business review*, vol. 37, 1959.

3. D. H. McGill, *Pension problems and trends*, University of Pennsylvania, 1955. Cité in : Paul Harbrecht, *Pension funds and economic power*, The Twentieth Century Fund, New York, 1959.

4. Dorothy Cole Wedderburn ; John Utting, *op. cit.* ; Peter Townsend, *The family life of old people*, Routledge au Kegan Paul, 1957.

âgée. Un peu moins de la moitié du reste vit avec au moins un enfant. L'autre moitié est constituée de personnes qui ont de fréquents contacts avec leurs enfants et en reçoivent souvent une aide en espèces et en nature. Mais, si l'on tient compte du fait que ces dons sont souvent réciproques, c'est seulement dans un petit nombre de cas que l'aide nette fournie à des personnes vivant seules a une importance économique. Cette aide remplace souvent l'assistance publique.

Les gens âgés — qu'il s'agisse de ménages, d'hommes seuls ou de femmes seules — qui vivent avec leurs enfants semblent moins à l'aise, sinon du point de vue des revenus, du moins du point de vue des biens propres, que ceux qui ont une maison à eux. Telle semble être également la situation aux États-Unis, où il y a toutefois moins de gens qui cohabitent avec leurs enfants<sup>1</sup>. Dans ce pays, le manque de ressources est, paraît-il, une des principales raisons pour lesquelles des gens âgés vivent avec leurs enfants.

En Grande-Bretagne, les facteurs qui interviennent sont peut-être beaucoup plus complexes. Tout d'abord, nous constatons que les gens âgés qui vivent avec leurs enfants ont, pour la plupart, toujours vécu ainsi ; pour ceux qui se sont retirés chez leurs enfants une fois l'âge venu, la question d'argent est rarement invoquée comme une des principales raisons de cette décision. Les intéressés invoquent leur mauvaise santé ou une infirmité nécessitant des soins, ou la crainte de la solitude. En outre, les personnes qui ont toujours vécu avec leurs enfants semblent appartenir à la couche inférieure de la classe ouvrière urbaine. Il s'agit généralement de gens qui ont toujours été dans une situation financière plutôt difficile au cours de leur vie active ; beaucoup sont d'anciennes victimes de la crise économique de l'entre-deux-guerres. De toute évidence, cette situation ne dépend pas d'une cause unique, facile à démêler. Il n'en est pas moins vrai que le revenu réel dont disposent effectivement de nombreuses personnes âgées, en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, est supérieur à celui que ferait apparaître une étude des ressources financières indépendantes dont elles disposent, pour la raison qu'elles logent avec leurs enfants. Le degré d'importance qu'on accorde à ce fait dans l'élaboration de la politique d'assistance dépend de jugements de valeurs, qui sont eux-mêmes partiellement déterminés par les mœurs et les habitudes du pays considéré. En Grande-Bretagne, l'opinion publique est généralement hostile à l'idée d'inscrire les responsabilités familiales dans la législation. On attache un grand prix à l'initiative individuelle et à l'indépendance au cours de la vie active, et cet idéal reste valable pour la vieillesse. Les vieillards ne veulent pas avoir à compter sur leur famille pour vivre. Mais, en pratique, les gouvernements successifs ont compté sur la famille pour leur éviter les protestations qui les auraient certainement assaillis si les vieux n'avaient eu pour vivre que les ressources en argent dont ils disposent.

1. Ethel Shanas, *op. cit.*

## CONCLUSION

Dans une société moderne, à mesure que l'homme vieillit, son aptitude au travail dépend de l'action de forces sociales nombreuses et complexes. Depuis quelques années, l'élaboration et la planification des régimes de retraites, dans les pays industrialisés, s'inspirent de plus en plus du souci de réduire l'écart entre le niveau économique atteint au cours de la vie active et celui des années de retraite. Diverses théories politiques justifient le calcul des pensions d'État en fonction des salaires. A propos du système de pensions allemand qui est fondé sur ce principe, on a dit :

« La politique sociale n'est pas une politique administrée par les riches pour le compte des pauvres ; elle vise à harmoniser les relations sociales de l'ensemble de la population et à garantir à chacun la situation sociale qu'il s'était acquise par ses efforts personnels dans le cadre de l'ordre général<sup>1</sup>. »

Pour le parti travailliste britannique :

« Le calcul des pensions en fonction des salaires répond aux exigences sociales de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, exactement comme des pensions à taux uniforme convenaient à la première moitié de ce siècle... Seul un système universel peut transformer ce qui est actuellement le privilège d'une minorité en un droit dont puisse jouir chaque citoyen<sup>2</sup>. »

Mais le présent article montre que les nombreux textes législatifs récemment consacrés aux pensions, s'ils s'inspirent de principes louables, laissent trop souvent subsister un écart entre les conditions d'existence effectives de la population âgée actuelle et les objectifs que la loi définit pour les futurs pensionnés. Cet écart est dû, en partie, à ce que, dans la plupart des régimes, les intéressés ne peuvent jouir de l'intégralité des droits à pension que s'ils ont rempli certaines conditions de versements, et, en partie, à ce que, dans certains cas, on ne cherche pas à améliorer radicalement la situation des retraités actuels.

Des données incomplètes dont nous disposons pour la Grande-Bretagne et pour les États-Unis, il ressort que, malgré la multiplicité des sources de revenus des gens âgés, les pensions et prestations de l'État conservent une importance capitale. On n'a guère lieu de penser qu'un accroissement du bien-être s'accompagnerait d'une augmentation de l'épargne personnelle suffisante pour financer les retraites. En outre, sans une revision radicale, les régimes de pensions professionnelles privés resteront, eux aussi, insuffisants. En attendant, à cause de la multiplicité des sources de revenus et de la répartition inégale de ces prestations, le régime des pensions d'État se heurte à un grave problème : Comment concilier les exigences de l'équité avec celles de l'économie sans recourir, sous une forme ou une autre, à une enquête générale sur les ressources ?

1. Kurt Jantz, *op. cit.*

2. National Superannuation, *Labour policy for security in old age*, London, Labour Party, 1957.

Autre point important : la situation vulnérable des femmes dans la vieillesse. Lorsqu'il y a inégalité de rémunération au détriment des femmes, celles-ci sont toujours dans une certaine mesure économiquement vulnérables ; mais la plupart se marient et beaucoup de celles qui restent célibataires continuent à recevoir de l'argent de leurs parents tant qu'ils sont vivants. C'est seulement lorsque les parents ou le mari meurent, ou tombent malades, que nous nous rendons compte du faible pouvoir de gain de la femme dans la société contemporaine et des problèmes que pose cet état de choses. Dans la vieillesse, les femmes célibataires et les veuves deviennent la majorité et des mesures spéciales s'imposent pour garantir leur situation économique.

Enfin, depuis quelques années, le niveau réel des prestations de vieillesse versées par l'État dans des pays comme la Grande-Bretagne et les États-Unis s'est amélioré, bien que cette amélioration n'ait pas été aussi radicale que dans certains autres pays. Toutefois, malgré cela, malgré l'importance des revenus tirés d'un emploi et de pensions privées et malgré l'aide fournie par la famille, les personnes âgées constituent aujourd'hui l'un des groupes sociaux les plus défavorisés, dans ces deux sociétés industrialisées et riches<sup>1</sup>. La pauvreté est une notion relative. Mais il n'est pas besoin de définir la pauvreté d'après des normes d'une ambitieuse complexité pour pouvoir qualifier de pauvres beaucoup des vieillards qui vivent aujourd'hui en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

---

1. Dorothy Cole Wedderburn, Poverty in Britain today, *The sociological review*, vol. 10, n° 3, 1962.

# ESSAI D'UNE THÉORIE SOCIOLOGIQUE DE LA VIEILLESSE ET DE LA FAMILLE

LEOPOLD ROSENMAYR et EVA KÖCKEIS

Si l'on comprend dans les théories les modèles qui ont des rapports d'interaction avec les généralisations de faits d'expérience, il peut être intéressant, étant donné que les enquêtes sociologiques sur la vieillesse menées en Europe et en Amérique — c'est-à-dire dans des milieux culturels nationaux et régionaux différents — autorisent de telles généralisations, de tenter de formuler certaines thèses.

D'après notre conception de l'élaboration des théories sociologiques<sup>1</sup>, les thèses ne prennent tout leur sens que si elles se fondent sur un ensemble cohérent de données concordantes. Nous nous efforcerons donc, dans cette première partie, de dégager les principaux points d'accord qui sont apparus au sujet d'une série de questions relatives à la coexistence des générations et aux relations familiales des personnes âgées.

Nous nous appuierons sur les résultats des recherches que nous avons effectuées nous-mêmes en Autriche au cours des dernières années<sup>2</sup>, sur des enquêtes et des sondages faits à Vienne, et sur un microrecensement auquel nous avons procédé pour le compte de l'Institut de recherches sociales de l'Université de Vienne et qui a fourni aussi des indications précieuses sur les problèmes de la vieillesse dans d'autres provinces de la République fédérale d'Autriche<sup>3</sup>. Toutefois, l'intérêt de cette première partie ne réside pas dans l'analyse détaillée des données recueillies, mais bien dans la convergence étonnante de nos propres observations concrètes avec les attitudes et les faits sociaux que révèlent d'autres enquêtes sur le thème « Les personnes âgées et la famille ».

---

1. Voir les chapitres sur l'élaboration des théories in : Leopold Rosenmayr, *Familienbindungen und Freizeitgewohnheiten jugendlicher Arbeiter*, p. 135 et suiv. Wien, Verlag für Geschichte und Politik, 1963 ; et le chapitre intitulé « On axiomatic theories in sociology », in : Hans L. Zetterberg, *On theory and verification in sociology*, p. 16-28, New York, 1954.

2. Voir Leopold Rosenmayr ; Eva Köckeis, « Wohnen in Heimstätten », in : *Der Aufbau*, Stadtbauamt Wien, 16<sup>e</sup> année, fasc. 3, 1961, p. 94-101 ; *id.*, « Sozialbeziehungen in höheren Lebensalter », in : *Soziale Welt*, vol. 12, fasc. 3, 1962, p. 214-229 ; *id.*, *Familie und Umwelt bejahrter Menschen*, dans la collection « Soziologische Texte », Neuwied et Berlin, Hermann Luchterhand Verlag, 1963 (en préparation).

3. Quelques-unes des données mentionnées ici sont extraites de l'analyse des résultats de ce microrecensement effectuée par M. Albert Kaufman.

## VIEILLISSEMENT OU SECONDE JEUNESSE

On sait dans quelle mesure spectaculaire se sont accrus les espérances moyennes de vie ainsi que le pourcentage des vieillards et des grands vieillards dans l'ensemble de la population.

Il n'est pas nécessaire de nous attarder sur les raisons pour lesquelles nous rejetons l'expression « vieillissement », mais il convient de les mentionner brièvement, à titre d'introduction. La notion de vieillissement évoque l'idée que nous nous trouvons étouffés ou accablés par une armée anonyme de vieillards. Les obligations croissantes que représentent les allocations et les pensions de retraite de la sécurité sociale donnent, sans doute, parfois à l'économiste l'impression d'un « fardeau social » ; mais il ne faut pas considérer à priori comme une norme à atteindre ou comme un signe de santé la structure par âges des sociétés « jeunes », où les jeunes et les enfants représentaient un pourcentage élevé de la communauté (bien qu'une telle structure dénote une grande vitalité et un sens particulier de la famille). Comme l'ont montré les recherches de certains démographes français, cet élargissement à la base de la pyramide des âges tenait essentiellement au fait que, dans la société pré-industrielle, un peu plus de la moitié à peine des individus atteignaient 21 ans<sup>1</sup>.

La transformation spectaculaire de la structure par âges au profit des vieux est aussi l'effet des progrès de la médecine et de la politique sociale. Elle constitue une véritable révolution dans la composition de la population. Notre mentalité — et même notre éthique — n'y sont pas encore adaptées, bien que l'on commence à voir apparaître dans les magazines illustrés l'expression « seconde jeunesse » appliquée aux grand-mères. Le mariage des enfants et leur départ du foyer marquent actuellement, pour des millions de personnes, dans les sociétés industrielles de l'Europe et de l'Amérique, le début d'une vie nouvelle. Il ne faut donc pas désigner du terme péjoratif de vieillissement ce gain d'années de vie et ce mûrissement de la population et évoquer à ce propos un « péril gris ». Mais il importe d'étudier de façon plus précise, du point de vue sociologique, les modes de coexistence des générations et l'essaimage des jeunes, c'est-à-dire qu'il faut déterminer à quel moment et dans quelles conditions cet essaimage se produit ou peut se produire au cours de la vie, et quels facteurs favorisent ou contrarient ces phénomènes sociaux.

Il est passionnant, et nécessaire, pour le théoricien d'étudier la famille, non seulement dans son rôle d'éducation et de formation sociale des enfants — comme on le fait malheureusement presque toujours — mais aussi en partant de la dernière phase du cycle vital. Une telle approche est d'ailleurs indispensable pour la politique sociale, pour la planification de la construction, pour la santé publique et pour la prévoyance sociale.

1. Voir : Edmonde Vedrenne-Villeneuve, « L'inégalité sociale devant la mort dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », in : *Population*, vol. 16, n° 4, 1961, p. 665-698.

L'étude des modes de vie domestique et familiale des personnes âgées se justifie particulièrement, d'autre part, par le fait que, dans une ville comme Vienne, qui compte 1 700 000 habitants, 16 % de la population — soit près de 280 000 personnes — ont plus de 65 ans, et que ce problème (même si l'on fixe arbitrairement le début de la vieillesse à 65 ans) concerne donc un groupe important, représentant un sixième environ de la population. Nous commencerons par exposer les données sur lesquelles nous fondons pour évaluer les modes de coexistence entre personnes âgées et groupes plus jeunes — c'est-à-dire entre ascendants et familles de descendants. A cet effet, nous nous efforcerons d'opérer la synthèse des données que nous avons recueillies nous-mêmes et de celles qui résultant de nombre d'autres enquêtes, pour fonder sur cette base notre essai de théorie. Pour les statistiques détaillées et la description des enquêtes, le lecteur est prié de se reporter aux travaux cités en note.

#### DONNÉES CONCERNANT LA NATURE DES RELATIONS FAMILIALES

Pour comprendre la situation familiale des vieux, il faut se rappeler à quel point la structure démographique des groupes d'âge supérieurs diffère de celle de l'ensemble de la population. D'une part, le pourcentage des personnes seules (célibataires, divorcés et veufs) s'accroît en raison de la mort des conjoints : à Vienne, par exemple, il passe de 21 %, pour les groupes d'âge compris entre 21 et 65 ans, à 58 %, pour les hommes et les femmes de plus de 65 ans. D'autre part, la répartition par sexe se modifie en raison de la plus grande longévité des femmes (il faut tenir compte aussi de la mortalité masculine pendant les deux guerres mondiales). Alors que, pour l'ensemble de la population autrichienne, on compte 113 femmes pour 100 hommes, la proportion est de 155 % dans les groupes d'âges supérieurs. A Vienne, la population de plus de 65 ans comprend 19 femmes pour 10 hommes ; il en est de même à Berlin-Ouest.

La plus grande longévité des femmes et le fait que le mari est habituellement plus âgé de quelques années ont pour conséquence que, dans la grande majorité des cas, le mari meurt le premier ; par suite, le pourcentage des veuves est presque deux fois plus élevé que celui des veufs. Les femmes seules (qu'elles aient ou n'aient pas été mariées) représentent donc le groupe de loin le plus important parmi les personnes âgées<sup>1</sup>.

A Vienne, la structure de la population de plus de 65 ans se présente ainsi (sur un total de 280 000 personnes) : femmes seules, 50 % ; femmes mariées, 17 % ; hommes seuls, 7 % ; hommes mariés, 26 %.

Toutes les considérations qui suivent au sujet des relations familiales des personnes âgées découlent de cette prédominance des femmes, particulièrement importante à Vienne.

1. Voir par exemple les chiffres cités pour le Danemark par Jorgen Alexandersen et par Poul Milhoj, in : *De Aeldre Aldersklassen*, p. 22 et suiv., Kopenhagen, 1962.

Le mode de vie des personnes âgées sans conjoint diffère considérablement de celui des personnes mariées.

*Mode de vie de la population de plus de 65 ans* (non compris les pensionnaires des maisons de retraite).

Modes de vie	Vienne <sup>1</sup>	Cologne <sup>2</sup>	Autriche <sup>3</sup>	États-Unis <sup>4</sup>
	%	%	%	%
Personnes mariées				
Habitent avec leur conjoint	33	32	35	37
Habitent avec leur conjoint et leurs enfants	9	11	12	12
Habitent avec leur conjoint et d'autres personnes (surtout des parents)	2	—	—	3
Personnes qui ne sont pas ou ne sont plus mariées.				
Habitent seules	32	29	23	21
Habitent avec leurs enfants	14	23	20	16
Habitent avec d'autres personnes (surtout des parents)	10	5	10	11
	100	100	100	100
	(2 784)	(—)	(821)	(1 734)

1. Chiffres calculés par le Centre de recherches sociales de l'Université de Vienne sur un échantillonnage représentatif de 1 % de la population recensée en 1961.

2. Otto Blume, *Alle Menschen in einer Grossstadt*, Göttingen, 1962, p. 21. Les bases de calcul ne sont pas indiquées avec précision.

3. Enquête du DIVO-Institut, 1958 ; échantillonnage probabiliste.

4. Ethel Shanas, « Living arrangements of the older people in the United States », *The gerontologist*, vol. 1, n° 1, 1961, p. 28.

Ce tableau montre que, dans les régions industrialisées, la grande majorité des personnes mariées vivent avec leur conjoint seul ; dans un quart seulement des cas, elles partagent leur logement avec leurs enfants et, dans des cas très rares, avec d'autres personnes. Les personnes seules, au contraire, vivent de préférence avec leurs enfants ou avec des parents ; dans la moitié seulement des cas, elles vivent complètement seules. Les personnes âgées ne continuent à vivre avec des parents ou ne vont s'installer chez des parents que lorsqu'elles n'ont plus leur conjoint.

La cohabitation des générations n'est manifestement plus le mode de vie prépondérant. Un tiers seulement des personnes âgées qui ont des enfants (deux tiers des cas à Vienne et quatre cinquièmes aux États-Unis) vivent avec eux<sup>1</sup>.

Néanmoins, les recherches récentes montrent que la notion de famille nucléaire isolée (*isolated nuclear family*) est fautive. Il se manifeste chez les

1. Voir par exemple : L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Familie und Umwelt bejahrter Menschen*, op. cit. ; Ethel Shanas, *The health of older people*, Cambridge, Mass., 1962, p. 96.



enfants une nette tendance à s'établir au voisinage de la demeure des parents. Townsend constate à Bethnal Green (quartier ouvrier de Londres) que, dans la moitié des cas de personnes âgées ayant des enfants, un de ces enfants au moins vit à une distance de 1 mille (1,6 km) au maximum de ses parents<sup>1</sup>. Même aux États-Unis, où la mobilité géographique de la population est particulièrement grande, Ethel Shanas a pu démontrer, sur un échantillon représentatif de la population âgée, que les parents vivent avec leurs enfants dans 36 % des cas, à proximité immédiate d'un enfant, dans 24 % des cas, et dans 15 % des cas seulement à plus d'un jour de voyage de l'enfant établi le plus près<sup>2</sup>.

En général, les enfants et les petits-enfants ont des rapports fréquents avec leurs parents et leurs grands-parents. A Vienne, dans 40 % des cas, les petits-enfants rendent visite à leurs grands-parents au moins une fois par semaine et, au cours de l'enquête sur les personnes âgées (non compris les pensionnaires des maisons de retraite), les deux tiers de tous les sujets interrogés ont indiqué que leurs enfants ou des parents leur rendaient visite au moins deux fois par mois<sup>3</sup>. Friis et Manniche<sup>4</sup> ont recueilli à peu près les mêmes chiffres à Copenhague, ainsi que Beyer et Langford<sup>5</sup> dans certaines régions des États-Unis. Shanas estime même que 9 parents âgés sur 10 voient leurs enfants une fois par semaine<sup>6</sup> et, à Bethnal Green, 78 % des pères et mères âgés voient leurs enfants une fois par jour<sup>7</sup>. Toutes les études montrent aussi que les enfants et les petits-enfants sont les visiteurs les plus fréquents chez les personnes âgées, qui les voient plus souvent que des voisins ou des amis<sup>8</sup>, sauf s'ils habitent trop loin<sup>9</sup>. Quant aux personnes âgées sans enfants elles ont souvent des contacts plus étroits avec d'autres parents.

La persistance de la cohésion familiale, après que les enfants ont fondé leur propre foyer, est attestée aussi par les nombreux cas d'entraide entre les parents et leurs enfants adultes. Pendant la période qui suit immédiatement le mariage et la fondation d'un foyer, ce sont surtout les parents qui aident leurs enfants — financièrement, en gardant les petits-enfants, etc<sup>10</sup>. — mais, par la suite, ce sont plutôt les parents qui demandent et reçoivent l'aide de leurs enfants. A Vienne, nous avons constaté que,

1. Peter Townsend, *The family life of old people*, London, 1957, p. 32.

2. Ethel Shanas, *The health of older people*, op. cit., p. 98.

3. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Familie und Umwelt bejahrter Menschen*, op. cit.

4. Henning Friis et Erik Manniche, *Enlige Aeldre*, Kopenhagen, 1961, p. 35.

5. Marilyn Langford, *Community aspects of housing the aged*, Ithaca, New York, 1962, p. 14.

6. Ethel Shanas, « Living arrangements of older people... », op. cit., p. 29.

7. Peter Townsend, *The family life of old people*, op. cit., p. 37.

8. Voir Marilyn Langford, *Community aspects...*, op. cit., p. 13 : 46 % des personnes âgées qui ont été interrogées reçoivent régulièrement la visite de parents, 18 % celle de voisins et 15 % celle d'amis.

9. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Familie und Umwelt...*, op. cit.

10. Voir Elisabeth Pfeil, *Die Berufstätigkeit von Müttern*, Tübingen, 1961, p. 328 et 330 ; voir aussi les nombreuses études américaines (par exemple : Marvin B. Sussmann et Lee Burchinal, « Parental aid to married children : implications for family functioning », in : *Marriage and family living*, vol. 24, n° 4, 1962, p. 320

même lorsque des personnes âgées quittent leur milieu habituel pour une maison de retraite — ce qui, dans la majorité des cas, les éloigne de leurs enfants et de leurs autres parents — c'est encore aux membres de leur famille qu'elles recourent le plus souvent, en cas de maladie, pour divers services, par exemple pour tenir leur ménage, les soigner, etc.<sup>1</sup>. Parmi celles de ces personnes qui vivent dans des conditions normales, 62 % comptent, pour les soigner, sur des membres de leur famille ou sur d'autres parents et 9 % seulement sur des amis. Au cours de l'enquête sur les personnes âgées à Cologne, 84 % des sujets ont déclaré que leurs enfants les aident de bon cœur s'ils le leur demandent<sup>2</sup>.

Langford et Shanas constatent également que les personnes âgées s'adressent d'abord à leurs enfants et à leurs parents en cas de besoin<sup>3</sup>. L'aide des enfants est surtout demandée pour des soins personnels et aussi pour des conseils, enfin pour tout ce qui implique une certaine intimité dans les relations. Pour une aide financière, on compte plutôt sur l'État et les services sociaux.

#### ATTITUDES CONCERNANT L'ENTRAIDE ENTRE LES GÉNÉRATIONS ET LA VIE EN COMMUN DES PARENTS ET DE LEURS ENFANTS ADULTES

Selon toute vraisemblance, les relations entre les parents âgés et leurs enfants présentent plus d'importance pour les premiers que pour les seconds. Ainsi les parents, en parlant de leurs enfants, emploieront plutôt le terme *family*, et les enfants, en parlant de leurs parents, diront *relatives*. Les gens âgés estiment aussi, beaucoup plus souvent que les jeunes, qu'ils ne voient pas assez les membres de leur famille<sup>4</sup>. Mais le sens de l'obligation morale est si fort chez les enfants qu'ils sont — ou, du moins, se déclarent — prêts à voir leurs vieux parents et à les aider chaque fois que ces derniers le demandent. C'est ce que montrent de façon particulièrement claire les réponses à une série de questions clés posées par Ethel Shanas à des vieillards et à des « personnes de confiance » désignées par eux et qui étaient, dans la majorité des cas, leurs enfants, leurs gendres ou leurs brus. Ainsi, 42 % des « personnes de confiance » et 30 % seulement des personnes âgées déclarent que les vieillards doivent, s'ils se trouvent dans le besoin, avoir recours à leurs enfants<sup>5</sup>. A la question de savoir si une vieille femme ayant besoin de soins devrait, malgré de graves difficultés, venir s'installer

---

et suiv. ; Marvin B. Sussmann, « The help pattern in the middle class family », in : *American sociological review*, vol. 18, 1953, p. 22-28.

1. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Familie und Umwelt...*, op. cit.

2. Otto Blume, *Alte Menschen...*, op. cit., p. 40.

3. Marilyn Langford, *Community aspects...*, op. cit., p. 16 ; Ethel Shanas, *The health of older people*, op. cit., p. 111 et suiv.

4. Paul J. Reiss, « The extended kinship system: correlates of and attitudes on frequency of interaction », in : *Marriage and family living*, vol. 24, n°4, 1962, p. 337.

5. Ethel Shanas, *The health of older people*, op. cit., p. 135.

chez sa fille (cas hypothétique, imaginé pour l'enquête), le pourcentage des réponses positives a été à peu près le même chez les vieillards (44 %), chez les « personnes de confiance » (46 %) et dans un échantillon de la population (46 %)¹.

Dans l'ensemble, cependant, il apparaît, contrairement à l'opinion qui était courante chez les réformateurs sociaux à l'ancienne mode, que la base des relations entre les vieux et leurs enfants adultes n'est pas la vie en commun et que, même à distance, la bonne entente peut se concrétiser sous diverses formes. Toutes les observations faites jusqu'ici confirment que les personnes âgées, séparées de leur famille, continuent à entretenir avec elle des relations effectives. De nombreuses enquêtes, y compris les nôtres, permettent même de formuler la conclusion suivante : la cohabitation entre des personnes âgées et leurs enfants adultes est acceptée, dans certains cas, lorsque les circonstances l'exigent, mais n'est généralement pas considérée comme souhaitable. Avant que des enquêtes aient été effectuées sur ce point, on croyait généralement que les personnes âgées ne vivent séparées de leurs enfants que lorsqu'elles y sont forcées — soit parce que la jeune génération ne souhaite pas la cohabitation, soit parce que le logement est trop petit. Mais, chaque fois que l'on a posé la question, dans les pays les plus différents, les réponses positives n'ont constitué qu'un faible pourcentage du total, chez les vieux comme chez les jeunes. Le pourcentage des vieillards qui se sont prononcés pour la cohabitation est de 10 seulement à Bethnal Green (Londres), bien que les relations familiales y soient particulièrement étroites², de 17 chez Glenn Beyer³, de 8 chez Shanas⁴, de 27 à Cologne⁵, de 29 à Vienne. Ces variations ne permettent pas de conclure à des différences nationales ; elles tiennent sans doute à la formulation des questions.

Nous avons constaté, de même que Blume⁶, que le pourcentage des réponses favorables à la cohabitation est plus élevé lorsque la question est posée de façon impersonnelle (Cologne et Vienne) que lorsqu'on interroge les sujets sur leurs préférences personnelles. Il existe donc un certain écart entre les attitudes de principe et les préférences personnelles en ce qui concerne la cohabitation avec les enfants, le désir de cohabitation se manifestant encore plus rarement que l'approbation du principe en général.

Au cours de l'enquête effectuée par Friedeburg et Weltz sur des groupes d'âge intermédiaires (ouvriers et employés de 21 à 65 ans, de sexe masculin), dans l'ensemble de la République fédérale d'Allemagne, on a obtenu, en posant sous une forme impersonnelle la question relative à la cohabita-

1. Ethel Shanas, *The health of older people*, op. cit., p. 121.

2. Peter Townsend, *The family life of old people*, op. cit., p. 26.

3. Glenn H. Beyer, *Living arrangements, attitudes and preferences of older persons*, Report to the 5th World Congress of Gerontology, New York, 1960, p. 11 et 25, photocopié.

4. Ethel Shanas, *The health of older people*, op. cit., p. 103.

5. Otto Blume, *Alte Menschen...*, op. cit., p. 83.

6. *Ibid.*, p. 64 et 83.

tion entre les parents et leurs enfants adultes, un pourcentage de réponses positives à cette question à peu près égal à celui qui était obtenu chez les personnes âgées (11 %), et 20 % des sujets ont déclaré envisager une telle cohabitation pour leur vieillesse<sup>1</sup>. Il apparaît donc une fois de plus que les attitudes des jeunes sont largement conformes, sur ce point, à celles des vieux. Ce n'est pas l'attitude négative des jeunes générations qui fait obstacle à la cohabitation : les vieillards eux-mêmes ne la souhaitent que rarement — en fait bien plus rarement qu'elle n'existe.

On dispose déjà d'une série de données concernant les facteurs qui favorisent la cohabitation ou le désir de cohabitation. La cohabitation ou le désir de cohabitation sont — du moins en Allemagne, et aussi en Autriche — d'autant plus fréquents que la localité est plus petite et que la région est moins industrialisée<sup>2</sup>. Ce fait indique clairement, à notre avis, que les générations continuent surtout à vivre ensemble dans les régions où la famille exerce normalement en commun une activité économique. Les ménages comportant trois générations ou même davantage sont particulièrement fréquents dans les familles paysannes<sup>3</sup>.

Il importe de noter, pour la suite de notre exposé, que les personnes âgées qui n'ont pas de conjoint vivent ou souhaitent vivre avec leurs enfants plus souvent que celles qui sont mariées. D'après les observations de Shanas, la proportion des pères ou mères âgés qui vivent avec leurs enfants représente près de la moitié chez les veufs (ou les divorcés), mais dépasse à peine le quart chez ceux qui sont mariés<sup>4</sup>. Blume constate le même écart à Cologne<sup>5</sup>. Ces deux enquêtes montrent aussi que le désir de cohabiter avec les enfants devient beaucoup plus fort en cas de veuvage<sup>6</sup>. A Cologne, le pourcentage des personnes âgées qui souhaitent continuer à vivre avec leurs enfants est de 77 % chez celles qui sont restées seules, et de 29 % seulement chez celles qui sont mariées. Dans les cas où les deux générations vivent séparément, le pourcentage des vieux qui souhaitent vivre avec leurs enfants est de 17 % chez les personnes seules, et de 6 % seulement chez les personnes mariées. Le désir de cohabitation s'accroît aussi avec l'âge.

En revanche, il semble qu'il n'existe aucune corrélation entre la cohabitation et l'esprit de famille. Friedeburg et Weltz notent, chez des sujets ayant un sens de la famille très développé, exactement la même proportion d'attitudes défavorables à la cohabitation que chez des sujets pour

1. Ludwig von Friedeburg ; Friedrich Weltz, *Altersbild und Altersvorsorge der Arbeiter und Angestellten*, Frankfurt am Main, 1958, p. 32 et 76.

2. Rudolf Tartler, *Das Alter in der modernen Gesellschaft*, Stuttgart, 1961, p. 42 ;

Ludwig von Friedeburg ; Friedrich Weltz, *Altersbild...*, *op. cit.*, p. 36 et suiv.

3. G. Baumert, « Changes in the family and the position of older persons in Germany », *International journal of comparative sociology*, vol. 1, n° 2, 1960, p. 207.

4. Ethel Shanas, *The health of older people*, *op. cit.*, p. 96.

5. Otto Blume, *Alte Menschen...*, *op. cit.*, p. 21.

6. Ethel Shanas, *The health of older people*, *op. cit.*, p. 104 ; Otto Blume, *Alte Menschen...*, *op. cit.*, p. 64 ; voir aussi Glenn H. Beyer, *Living arrangements...*, *op. cit.*, p. 25.

qui la famille présente moins d'importance<sup>1</sup>. Et Tartler a pu démontrer, en se fondant sur des faits, que les personnes qui vivent seules ou avec leur conjoint seulement entretiennent de bonnes et harmonieuses relations avec leur famille dans un plus grand nombre de cas (80 %) que celles qui partagent un logement avec leurs enfants ou petits-enfants (61 %)².

#### INTIMITÉ A DISTANCE

Il semble donc que, souvent, la cohabitation ne favorise pas les bonnes relations avec les enfants. Les données qui précèdent permettent déjà de comprendre pourquoi les vieux ne souhaitent pas vivre avec leurs enfants adultes, bien qu'ils reçoivent et acceptent volontiers leur aide et qu'ils aient avec eux des contacts plus étroits qu'avec tout autre groupe de personnes. Il est manifeste que, pour les personnes âgées, les relations avec leurs enfants présentent une importance extrême. Pour les vieux, la plus grande joie, c'est de voir leurs enfants³ ; en cas d'éloignement, ceux-ci leur manquent beaucoup plus que n'importe quelle autre personne et que n'importe quelle commodité, par exemple : l'épicier, l'arrêt du tramway, etc.<sup>4</sup>. Les premières évaluations des études gérontologiques faites à Vienne, en 1957, ont déjà montré à la fois la grande importance, réelle et affective, des relations familiales pour les personnes âgées et le désir de celles-ci de conserver une certaine distance<sup>5</sup>. Cette observation a d'abord paru paradoxale, mais on s'est vite aperçu qu'une attitude un peu distante dans les relations humaines est précisément caractéristique de la vieillesse. Même dans l'aménagement intérieur de leur habitation — que nous avons étudié en détail — les vieux manifestent le souci de se protéger et de s'isoler quelque peu du monde extérieur, sans renoncer pour autant à participer à ses activités ou, au moins, à les observer<sup>6</sup>. Ils souhaitent des contacts, mais pas d'ingérence (*but resent interference*). C'est l'attitude générale que nous avons caractérisée par la formule « intimité, mais à distance » et que de nombreux autres auteurs — en particulier J. H. Sheldon — ont décrite en termes analogues<sup>7</sup>.

Cette constatation a conduit aussi à formuler la question relative au

1. Ludwig von Friedeburg ; Friedrich Weltz, *Altersbild...*, *op. cit.*, p. 36.

2. Rudolf Tartler, *Das Alter...*, *op. cit.*, p. 65.

3. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Familie und Umwelt...*, *op. cit.* ; Marilyn Langford, *Community aspects...*, *op. cit.*, p. 19.

4. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Familie und Umwelt...*, *op. cit.* ; Glenn H. Beyer, *Living arrangements...*, *op. cit.*, p. 9 et 21.

5. Sozialwissenschaftliche Forschungsstelle der Universität Wien, *Alte Menschen in der Grossstadt*, Wien, 1958, p. 58 et suiv., photocopié.

6. Voir par exemple B. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, « Family relations and social contacts of the aged in Vienna, in : C. Tibbitts *et al.* (ed.), *Ageing around the world*, vol. 1, New York, 1962.

7. Voir : Eva Köckeis, Compte rendu critique de : R. Tartler, « Das Alter in der modernen Gesellschaft », *Kölner Ztschr. f. Soziologie und Sozialpsychologie*, 14<sup>e</sup> année, fasc. 4, 1962, p. 794.

mode d'habitation souhaité d'une façon beaucoup plus précise, qui éclaire complètement les attitudes apparemment paradoxales. Comme il est apparu dans une phase ultérieure de notre enquête et dans l'étude de Glenn H. Beyer, les personnes âgées ne tiennent pas à partager un logement avec leurs enfants, mais, dans un grand nombre de cas (48 % à Vienne, 50 % aux États-Unis), ce qui correspond le mieux à leurs vœux, c'est d'habiter à proximité de leurs enfants<sup>1</sup>. Elles attachent la plus grande importance aux relations familiales, mais, simultanément, elles tiennent à mettre une certaine distance entre elles-mêmes et leurs enfants.

Ces observations d'un parallélisme si frappant, que nous avons brièvement présentées, permettent de formuler une synthèse générale, pouvant servir de base à l'élaboration d'une théorie.

#### PEUT-ON PARLER D'UNE DÉSOCIALISATION ?

Il ne nous semble pas incompatible avec les exigences de la méthode scientifique d'associer, voire de combiner, les données de la sociologie de la vieillesse et celles de la sociologie de la famille ; une telle approche nous apparaît, au contraire, significative et nécessaire, étant donné notre sujet. En étudiant le thème « vieillesse et famille », nous laissons de côté le problème, particulièrement important pour la prévoyance sociale, des vieillards socialement isolés, mais nous avons déjà traité ce problème ailleurs de façon détaillée<sup>2</sup>.

Nous considérons ici les familles comme des configurations sociologiques réelles, comme des communautés de relations. Il apparaît aussitôt que la famille — contrairement aux théories de Parsons et Bales — représente une *little society*<sup>3</sup>, mais, il est vrai, une communauté de relations très souples, qui peut, dans la réalité, se constituer et se défaire chaque fois différemment.

Certes, le concept de « désocialisation », mis en avant par René König, est séduisant parce qu'il fait correspondre un processus de dissociation au processus d'éducation et de préparation des enfants et des jeunes à une pleine participation à la vie sociale et culturelle.

Mais, à supposer qu'on puisse parler, de façon générale, d'une dissolution des relations sociales (alors qu'il s'agit surtout de la limitation de nombreuses activités, pas seulement physiques), ce processus nous apparaît encore plus irrégulier et plus variable du point de vue sociologique que celui de la participation aux différentes institutions et aux différents groupes sociaux extrafamiliaux, qui commence à la puberté. Par conséquent, si l'on veut établir une correspondance formelle entre le concept de

1. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Sozialbeziehungen im höheren Lebensalter*, op. cit., p. 219 et suiv. ; Glenn H. Beyer, *Living arrangements...*, op. cit., p. 11 et 25.

2. L. Rosenmayr ; E. Köckeis, *Familie und Umwelt...*, op. cit.

3. T. Parsons ; R. F. Bales, *Family, socialization and interaction process*, Glencoe, Ill., 1955, p. 19.

désocialisation et celui de socialisation, il faut, en tout cas, bien comprendre les limites du premier. La désocialisation, ou détachement, paraît se situer plutôt sur le plan professionnel — ce qui permet de justifier les théories du « désengagement » — que sur le plan familial. Nous verrons, en effet, que, dans la grande majorité des cas, la famille élargie peut jouer son rôle, même dans une grande ville (entraide, coopération, rencontres entre ascendants et descendants).

Nous nous bornerons à indiquer brièvement les possibilités de variation, sans suivre un ordre systématique et en recourant à des exemples. Voyons d'abord comment le processus de dissociation de la famille varie selon la classe sociale. Les premiers résultats du microrecensement mentionné plus haut montrent qu'à Vienne — bien que les variations soient faibles — c'est, en fait, dans les classes moyennes que la cohabitation des parents et des enfants adultes intervient un peu plus fréquemment. Alors que, dans la classe supérieure, les conditions économiques et de logement favorisent l'établissement indépendant des jeunes ménages, la tradition de la continuité familiale apparaît plus forte dans les classes moyennes (aux points de vue économique et culturel) de la population viennoise. Nous avons déjà montré, dans une autre étude, que les enfants tiennent soigneusement compte de l'avis des parents pour certaines décisions importantes concernant l'organisation de la vie familiale<sup>1</sup>. Cette valeur exemplaire du comportement des parents s'explique par une introjection<sup>2</sup> de la personnalité des parents, et par une identification avec eux. Parallèlement il subsiste, procédant du même attachement profond aux parents, une disposition à aider ces derniers et à faire revivre éventuellement des liens affectifs et instinctifs jamais entièrement abolis. Les sentiments de devoir et de culpabilité — associés à des valeurs éthiques reconnues — garantissent pleinement aux vieux parents aide et protection.

Certes, on constate aussi l'existence de liens familiaux très étroits dans les classes inférieures de la population viennoise, mais ces liens se limitent, le plus souvent, à la famille nucléaire. Dans les familles ouvrières, de nombreux facteurs économiques, mais aussi culturels et idéologiques, sont moins favorables à la persistance des liens entre les générations. Andrée Michel<sup>3</sup> l'a montré de façon frappante chez certains groupes défavorisés de la classe ouvrière parisienne, où les relations de voisinage remplacent les relations parentales.

1. L. Rosenmayr, *Der Wiener Geburtenrückgang im Lichte soziologischer Forschung* assemblée générale de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population, Vienne, 1959.

2. Incorporation et transposition, dans la conscience des enfants, des modes de comportement et des traits de caractère concrets qu'ils ont observés chez leurs parents pendant leur enfance et qui deviennent alors des facteurs indépendants, influençant leur comportement de façon durable.

3. Andrée Michel, « Relations parentales et relations de voisinage chez les ménages, ouvriers de la Seine », in : *Cahiers internationaux de sociologie*, XVII, 1954, p. 140 et suiv.

Dans les familles viennoises de travailleurs indépendants<sup>1</sup> (principalement artisans et détaillants), la cohabitation des générations est plus courante que chez les ouvriers et les employés. Dans le cas d'une entreprise familiale, la communauté de travail favorise la communauté de vie. Il faut tenir compte aussi de l'enchevêtrement des rapports de propriété.

#### LA CONTINUITÉ DES RELATIONS FAMILIALES AFFECTIVES, CONDITION NÉCESSAIRE DE LA SOUPLESSE FONCTIONNELLE

Dans la sociologie de la famille, aucun thème n'a sans doute été plus souvent repris que celui de la dissociation des membres ou des fonctions de la famille. L'industrialisation et l'urbanisation ont fait que, le plus souvent, le père exerce son activité professionnelle hors du cadre familial et que la famille a cessé d'être l'unité de production normale dans la plupart des sociétés. Au siècle dernier déjà, on parlait de la désagrégation de la famille en tant qu'institution sociale. Cependant, la théorie selon laquelle la dissociation fonctionnelle (formation professionnelle extra-familiale, déplacements professionnels, participation active et affectivement significative à des groupements d'intérêts et à des groupes politiques) entraîne nécessairement une dissolution de fait de la communauté de relations et de la structure sociologique que représente la famille apparaît insoutenable à la lumière des recherches récentes. Elle provient d'un pessimisme culturel, imputable à un sentiment d'impuissance devant les transformations profondes de la société.

Diverses études sur le rôle de la femme<sup>2</sup> nous ont convaincus qu'il ne faut pas voir, en général, dans l'activité professionnelle extrafamiliale de la femme mariée, fonctionnellement indépendante, un signe de désagrégation de la famille. En effet, chez un type qui nous apparaît dominant, même quantitativement<sup>3</sup>, l'activité professionnelle s'exerce dans l'intérêt de la famille, en vue d'un certain « bien-être moyen » de la famille ; c'est seulement chez un type secondaire de femmes mariées et de mères de famille que l'activité professionnelle répond à des goûts ou à des besoins individuels, parmi lesquels le désir d'un certain luxe personnel n'est qu'un mobile parmi bien d'autres. Rien ne confirme donc qu'en règle générale

1. Pour les statistiques sur lesquelles se fondent ces thèses et ces généralisations et quelques-unes de celles qui suivent, voir : L. Rosenmayr ; E. Köckeis ; A. Kaufmann, *Intergenerational relations in the course of the life cycle*, rapport présenté au sixième Congrès mondial de gérontologie, Copenhague, 1963.

2. Voir L. Rosenmayr, « Values and roles in Viennese family life : Some research examples to demonstrate the inner connection between « pure » and « applied » research », IV<sup>e</sup> Congrès mondial de sociologie, Milan-Stresa, 1959 ; « La femme autrichienne, son rôle et l'image qu'on s'en fait », in : « Images de la femme dans la société », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XIV, n° 1, 1962.

3. L. Rosenmayr, « La femme autrichienne, son rôle et l'image qu'on s'en fait », *op. cit.*, p. 165 et suiv.



le travail au-dehors de l'épouse ou de la mère de famille contribue à la désagrégation de la famille<sup>1</sup>.

Dans un autre domaine aussi — la sociologie de la jeunesse — nous avons constaté, au cours d'une enquête portant sur un groupe de jeunes gens, que la forte dissociation fonctionnelle résultant de l'activité professionnelle, des amitiés et des contacts sociaux, et surtout des nombreuses activités de loisir extrafamiliales, est parfaitement compatible avec un attachement profond à la famille, qui reste une constante de la configuration familiale. Ces observations sont à rapprocher, à certains égards, de celles que nous avons faites sur la dissociation familiale chez les personnes âgées (voir plus haut). Dans la majorité des familles interrogées par nous ou par d'autres auteurs, les liens affectifs conservent leur vigueur malgré la séparation des ménages. Les données ci-après le prouvent clairement.

Les enquêtes ont montré que les liens affectifs sont assez forts pour pouvoir contrebalancer la dissociation fonctionnelle. On aurait tort de considérer que la séparation des générations est un processus irréversible. C'est l'inverse qui est vrai ; il faudrait plutôt parler d'une dissociation « réversible ». En cas de maladie ou d'infirmité, en particulier, il est hautement probable que l'intensification des rapports aboutira à la réunification des ménages<sup>2</sup>. Il est de même en cas de veuvage<sup>3</sup>. Ce processus se produit d'ailleurs dans les deux sens : en cas de divorce, la fille retourne chez ses parents, dans un nombre de cas assez élevé pour justifier l'hypothèse d'une constante sociologique<sup>4</sup>.

Ce double « mouvement de retour » — des parents vers leurs enfants, et des enfants vers leurs parents — en cas de dissolution de la communauté matrimoniale, montre la grande importance de la cohésion entre les générations (*inter-generational cohesion*) que les sociologues négligeaient, ou contestaient même, il y a seulement quinze ans.

L'idée que le processus de dissociation est réversible, que le retour à la cohabitation est possible, parce que les relations familiales sont restées étroites, n'est nullement en contradiction avec la théorie du désengagement, soutenue notamment par Elaine Cumming<sup>5</sup>.

1. C'est là évidemment un problème extrêmement délicat, pour l'étude duquel il faudrait considérer aussi la fréquence des divorces et la fécondité matrimoniale. Sur ce dernier point, les enquêtes conduites par nous à Vienne pendant plusieurs années n'ont fait apparaître aucune relation entre le taux de fécondité et l'activité professionnelle chez les femmes mariées.

2. Ethel Shanas, *The health of older people*, *op. cit.*, p. 116 et suiv.

3. Ethel Shanas, *op. cit.*, p. 104 ; Otto Blume, *Alte Menschen...*, *op. cit.*, p. 64 ; voir aussi Glenn H. Beyer, *Living arrangements...*, *op. cit.*, p. 25.

4. Notre microrecensement a fait apparaître qu'à Vienne 27 % des femmes veuves ou divorcées, âgées de 30 à 50 ans, et 8 % seulement des femmes mariées appartenant au même groupe d'âge vivent avec leurs parents (ou avec l'un d'eux).

5. D'après les résultats de notre microrecensement, parmi les mères de famille viennoises âgées de moins de 50 ans, celles qui habitent avec la grand-mère ont une activité professionnelle dans 58 % des cas, et les autres dans 47 % des cas seulement. Voir aussi : Elisabeth Pfeil, *Die Berufstätigkeit von Müttern*, *op. cit.*, p. 333.

Dans la présente étude et dans *Familie und Umwelt bejahrter Menschen*, nous avons déjà signalé la limitation des déplacements et des activités chez les personnes âgées. Le désir d'isolement physique, et aussi social, que nous avons constaté à cette occasion, nous a amenés à caractériser les relations sociales des vieux par la formule générale : intimité à distance.

La dissociation n'est pas seulement réversible : il existe certains facteurs qui y font obstacle à priori. Ainsi, la cohabitation avec les parents ou les beaux-parents est plus fréquente lorsque la jeune mère de famille travaille que lorsqu'elle ne travaille pas<sup>1</sup>. En fait, la séparation des ménages n'empêche nullement la grand-mère de jouer le rôle sociologique d'auxiliaire ou de remplaçante de la mère. A Vienne, la famille élargie à plusieurs générations (dont les membres n'habitent pas nécessairement ensemble) s'est révélée, dans les conditions économiques actuelles, une institution durable et utile<sup>2</sup> dans presque toutes les classes sociales (moins généralement, cependant, d'après nos conclusions, aux extrémités supérieure et inférieure de l'échelle sociale), lorsque la mère exerce une activité professionnelle<sup>3</sup>, comme il arrive fréquemment. C'est seulement lorsqu'elles travaillent elles-mêmes que les grand-mères se montrent moins disposées à décharger leurs filles de leurs obligations maternelles, ou ne peuvent le faire, faute de temps.

#### INSUFFISANCE DES NOTIONS DE « RÔLE » ET DE « FONCTIONS » SUR LE PLAN THÉORIQUE

La souplesse des rapports entre générations (*intergenerational relations*) rend nécessaire une définition théorique des relations familiales fondée sur une conception sociologique de la famille en tant que système coordonné de rôles. Mais, depuis la tentative faite par R. Dahrendorf pour fonder la sociologie sur une théorie des rôles<sup>4</sup>, il apparaît aussi nécessaire de définir les limites de la notion de rôle. Cette notion, comme celle de fonction — même si l'on a recours à la notion de « fonction latente »<sup>5</sup> — ne paraît pas tenir suffisamment compte du fait que les relations peuvent être réanimées et activées. Les rôles existent ou n'existent pas, mais les

1. Voir en particulier Elaine Cumming ; William E. Henry, *Growing old*, New York, 1961.
2. Y. Talmon-Garber, in : « Ageing in a planned society », *American journal of sociology*, vol. LXVII, n° 3, 1961, p. 286-295, montre la persistance des liens familiaux dans les kibboutzim.
3. Voir L. Rosenmayr, « La femme autrichienne, son rôle et l'image qu'on s'en fait », *op. cit.*, p. 163 et suiv.
4. Ralf Dahrendorf, *Homo sociologicus*, Köln ; Opladen, 1961. Voir en particulier, p. 41, 51 et 61.
5. Robert K. Merton emploie cette notion de « fonction latente » pour désigner non pas des fonctions qui ne sont pas exercées présentement mais peuvent être réanimées — ce qui répondrait encore éventuellement à notre propos — mais bien des fonctions qui ne sont ni prévues ni reconnues (*neither intended, nor recognized*). Voir : *Social theory and social structure*, édition revue et augmentée, Glencoe, Ill., 1957, p. 51.

relations peuvent se manifester à des degrés et à des niveaux divers dans des conditions déterminées. Il semblerait plus juste, d'après nos propres observations et d'après les autres études mentionnées ci-dessus, de préférer à la notion de rôle social, pour rendre compte des contacts et des liens sociaux au sein de la famille, celle de relation sociale, qui implique que les individus ne se définissent pas uniquement par leurs tâches et leurs fonctions régulières, mais aussi par la nature de leurs rapports mutuels. Cette conception présuppose une étude de l'interaction psychologique par laquelle les éléments constitutifs des personnalités (modèles, normes morales, qualités, désirs et instincts, etc.) contribuent à l'établissement et au maintien de ces relations personnelles.

La notion de relation sociale<sup>1</sup> peut s'appliquer à un lien affectif qui se concrétise progressivement dans l'accomplissement d'une fonction ou dans l'exercice d'un rôle nettement délimité, alors que la notion de rôle n'est pas applicable aux liens qui n'ont pas une valeur fonctionnelle ou qui ne se concrétisent que sporadiquement, mais qui sont affectivement solides (qu'ils aient été formés dès l'enfance ou à un autre âge de la vie).

#### LA FEMME, FACTEUR DE COHÉSION FAMILIALE

Nous venons de souligner que le sociologue doit tenir compte des traits de la personnalité pour comprendre les relations sociales. L'étude des relations des vieillards avec leur famille montre combien est fécond un tel mode d'approche lorsqu'on veut approfondir les résultats des recherches. Les femmes — mères et filles — jouent, dans le maintien des relations familiales et des relations entre générations, un rôle beaucoup plus important que les hommes. Les jeunes couples habitent plus souvent chez les parents de l'épouse, ou dans leur voisinage, que chez ceux du mari<sup>2</sup>. Les parents âgés demandent une aide à leurs filles près de deux fois plus souvent qu'à leurs fils<sup>3</sup>, et voient aussi leurs filles tous les jours dans deux fois plus de cas<sup>4</sup>. Notre enquête sur les relations familiales des jeunes travailleurs<sup>5</sup> montre également que la mère représente, fonctionnellement et affectivement, le personnage central de la famille nucléaire et joue ainsi un rôle clé dans le maintien de la cohésion entre les générations. Young et Wilmott ont voulu expliquer les liens particulièrement étroits qu'ils ont constatés

1. La notion de « relation », telle que nous la concevons, n'est pas identique à celle qu'emploie Leopold von Wiese dans son ouvrage *Beziehungslehre* (1924).

2. Peter Townsend, *The family life of old people*, op. cit., p. 33 ; Charles Vereker ; John Harron Mays, *Urban redevelopment and social change*, Liverpool, 1961, p. 82 et 90.

3. Ethel Shanas, *The health of older people*, op. cit., p. 111.

4. Michael Young ; Hildred Goertz, « Old age in London and San Francisco : some families compared », in : *British journal of sociology*, vol. 12, n° 1, 1961, p. 131.

5. L. Rosenmayr, *Familienbeziehungen und Freizeitgewohnheiten jugendlicher Arbeiter*, Wien, 1963.

à Bethnal Green <sup>1</sup> entre mères et filles dans les familles ouvrières en disant que mères et filles s'entendent si bien parce que les unes et les autres accomplissent chaque jour les mêmes tâches — ce qui leur fournit immanquablement un sujet d'intérêt commun. Il ne faut certes pas négliger ce parallélisme des tâches, mais il semble que cette conception présente le même défaut fondamental que la théorie des rôles. Ce n'est pas le lieu d'étudier ici la forme particulière que prend l'attachement à la mère chez les femmes adultes, mais il paraît nécessaire de souligner que cet attachement est antérieur (puisqu'il date de l'enfance) aux relations de travail et présente un caractère affectif plus général et plus profond — ce qui confère précisément à ces relations la permanence et la solidité que l'on a observées. Notons simplement que la conception sociale des devoirs de la femme fournit aux filles, dès l'enfance, un idéal qui, si elles s'y attachent, développe chez elles l'aptitude à cette fonction — ou, si l'on veut, à ce rôle — sociologique de coordination familiale.

#### STADES SOCIOLOGIQUES DE LA VIEILLESSE

Nous ne nous sommes occupés jusqu'ici que des relations familiales et de leur influence sur les personnes âgées, autrement dit des processus de dissociation et de réassociation chez ces personnes. Ce n'est là qu'un premier pas vers un essai de sociologie de la vieillesse. Il apparaît que la dissociation fonctionnelle, ou la séparation des générations, se produit à un âge qui, du point de vue de la gérontologie, n'est pas encore la vieillesse. D'après l'enquête que nous avons faite à Vienne, ce phénomène aurait lieu vers 50 ans et l'on peut se demander si cette coupure familiale et sociologique marque le début d'une phase de prévieillesse, ou d'une phase intermédiaire, marquée par un éloignement maximum des parents par rapport aux enfants, qui se terminerait, dans un nombre non négligeable de cas (25 % environ des gens âgés de plus de 70 ans, à Vienne), par la réunion des ménages. Le pourcentage le plus élevé de ménages « indépendants » d'ascendants se trouve dans le groupe d'âge de 50 à 60 ans. A un âge plus avancé, le nombre des ménages communs recommence à croître — manifestement, dans de nombreux cas, du fait du retour à la cohabitation.

#### VERS UNE CONCEPTION SOCIOLOGIQUE DE L'ÂGE

Ces considérations et ces observations nous permettent, en tout cas, de dépasser, en partant de données de sciences sociales, une définition purement chronologique de l'âge. L'âge de la retraite chez les travailleurs salariés, qui représentent la grande masse des ouvriers et des employés,

1. Michael Young ; Peter Wilmott, *Family and kinship in East London*, London, 1957, p. 187.

est fixé par la législation sociale de telle sorte que la coupure sociologique marquée par la cessation de l'activité professionnelle et l'abandon du milieu habituel de travail se situe à un âge uniforme — qui est généralement 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. Mais, sur le plan privé, il se produit déjà des coupures familiales et sociologiques avant cet âge. Dans quelle mesure et par quels moyens est-il possible de donner une interprétation théorique du seuil sociologique ainsi observé sur le plan privé?<sup>1</sup> L'avenir le montrera. On peut se demander à ce propos s'il ne convient pas de définir la vieillesse au sens étroit, par opposition à une sorte de prévieillesse, d'après des critères qui tiendraient compte aussi des formes sociales, c'est-à-dire des conditions de vie familiale et domestique. Seule, l'application concrète de cette idée permettra de voir s'il s'agit là d'un schéma utilisable pour la prévoyance sociale, ou d'une notion sociologique applicable en gériatrie. Mais il est d'ores et déjà certain que, si l'on distingue depuis longtemps en gériatrie l'âge biologique de l'âge chronologique, on peut maintenant aller plus loin et tenter de définir les critères d'un âge sociologique. En tout cas, nous avons la possibilité de déterminer l'âge sociologique d'une personne d'après ses relations sociales sur le plan professionnel, d'une part, et sur le plan domestique et familial, d'autre part — ce qui représente un progrès sensible par rapport au complexe de données médicales et économiques utilisé jusqu'ici pour caractériser la vieillesse. Les données de la sociologie peuvent ainsi fournir des bases de mesure et d'évaluation qui, combinées avec les données biologiques et médicales, permettront certainement d'élargir notre connaissance de ces questions.

---

1. Voir aussi Wayne E. Thompson ; Gordon F. Streib, « Meaningful activity in a family context », in : Robert W. Kleemeier (ed.), *Ageing and leisure*, New York, 1961, et, en particulier, le chapitre « The life cycle of the family through the later years », p. 183 et suiv.

# FAUT-IL RENONCER AUX MAISONS DE RETRAITE ?

PETER TOWNSEND

On entend généralement par « maison de retraite » un établissement où un certain nombre de personnes, non apparentées les unes aux autres et n'ayant besoin ni d'une surveillance médicale ni de soins constants, prennent leurs repas en commun, partagent la jouissance de divers locaux — salles de séjour, chambres à coucher, salles de bains, W.-C. — et où les travaux du ménage sont faits par un personnel rémunéré. Ces employés rendent aussi aux pensionnaires certains services personnels ; par exemple, dans de nombreux cas, ils les aident à marcher ou à s'habiller, et les soignent à l'occasion. Pour cela, une ou plusieurs infirmières diplômées sont généralement attachées à l'établissement, à moins que la directrice ne soit elle-même infirmière diplômée. De tels établissements existent, depuis longtemps déjà, dans différents pays ; mais c'est seulement depuis la guerre qu'ils constituent un instrument d'action sociale distinct des hôpitaux, maisons de convalescence, etc. Cependant le nom de *home* (foyer) qu'on leur donne en anglais paraît quelque peu euphémique, et l'étude des fonctions véritables de ces établissements montre qu'ils représentent un compromis pas très heureux entre le confort qu'on peut trouver chez soi et les soins qu'on peut recevoir dans une institution publique. Il serait souhaitable d'examiner leurs fonctions avec soin avant d'en construire un trop grand nombre, au cours des années qui viennent. Ce que nous nous proposons de démontrer ici, c'est qu'on peut valablement considérer ces maisons de retraite comme un expédient provisoire dans l'élaboration d'une politique à l'égard des vieux, dans des sociétés industrielles dont la prospérité va croissant.

Il y a lieu de souligner, d'abord, que les maisons de retraite ne sont pas les seules institutions au sujet desquelles certains doutes s'expriment actuellement. Dans toutes les sociétés occidentales, il existe diverses institutions d'hébergement prolongé — hôpitaux psychiatriques et hôpitaux pour incurables, maisons de repos, établissements pour diminués physiques ou mentaux, maisons d'enfants et maisons de retraite. Ces institutions seront-elles encore nécessaires au siècle prochain, ou conviendrait-il de les abandonner rapidement et de chercher d'autres moyens de satisfaire les besoins des gens qu'elles hébergent à présent ? Leur rôle justifie-t-il leur existence dans des sociétés qui deviennent plus riches et, il faut l'espérer, plus civi-

lisées? Pourra-t-on, à la longue, remplacer les hôpitaux psychiatriques d'hébergement prolongé par la combinaison : *a)* de salle de psychiatrie dans les polycliniques ; *b)* de consultations quotidiennes pour malades externes ; *c)* de soins donnés à domicile par des auxiliaires psychiatriques? Pourra-t-on renoncer aux foyers d'enfants en ayant plus largement recours au placement chez des parents nourriciers ou en créant davantage de familles de remplacement et en faisant vivre davantage d'enfants dans des maisons ordinaires sous l'autorité d'un « père » et d'une « mère »? Il y a cinquante ans, voire dix ans seulement, ces questions auraient pu paraître absurde-ment théoriques. Aujourd'hui, je n'en suis pas si sûr. Elles sont péniblement réelles, particulièrement pour ceux que leur travail met en contact avec les malades ou les pensionnaires de ces établissements. Pour ma part, j'estime qu'elles ont autant d'importance que toute autre question de politique sociale. Tout le développement ultérieur des services sanitaires et sociaux dépend des réponses que nous y ferons.

En Grande-Bretagne et dans d'autres pays, pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le principal instrument d'aide sociale était l'hôpital-hospice, accueillant indistinctement hommes, femmes et enfants. Les malades y étaient mêlés aux vieillards infirmes, aux orphelins et aux mères célibataires. L'évolution de la médecine et les expériences rudimentaires de divers services sociaux, notamment des services d'aide à l'enfance, allaient progressivement fournir les bases d'une différenciation entre divers genres d'établissements. Des distinctions plus précises furent établies entre des situations et des besoins différents. En Grande-Bretagne, trois grandes catégories d'hôpitaux apparurent — polycliniques, hôpitaux psychiatriques et hospices pour incurables — mais de nombreux hôpitaux spécialisés s'ouvrirent également (pour enfants, pour femmes, pour tuberculeux, pour malades infectieux, etc.). De même, les divers genres d'établissements assurant un hébergement prolongé (maisons de repos, maisons de convalescence, etc.) se multiplièrent, certains d'entre eux étant réservés à des pensionnaires d'un âge ou d'un sexe déterminé. En principe, chaque catégorie d'établissement s'adressait à un groupe distinct de la population et avait pour objet de répondre à un besoin précis et facilement identifiable, qu'il ne semblait pas possible de satisfaire dans la vie courante.

A certains égards, cette tendance favorable aux établissements spécialisés s'est poursuivie depuis la guerre. A ma connaissance, dans la plupart des pays, le nombre de catégories distinctes d'établissements et de maisons de retraite s'est accru. Certaines administrations seraient disposées à accentuer encore cette spécialisation. Les arguments cliniques et administratifs sont puissants, parce que les spécialistes et le personnel qualifié sont rares, et le matériel cher. Les consultants n'ont pas à perdre du temps en déplacements pour visiter leurs malades. En outre, la tâche des organismes qui font appel à la générosité du public par l'intermédiaire de la radio et de la presse s'en trouve simplifiée.

Mais on a soutenu la thèse contraire, et contesté les arguments invoqués pour placer, par exemple, les malades chroniques, les aveugles, les spas-

tiques, les débiles mentaux dans des établissements spéciaux. La société moderne se trouve ici devant un dilemme fondamental. On peut dire, en simplifiant, qu'elle est partagée entre deux désirs : isoler les inadaptés, pour leur donner un traitement correspondant à leur état physique et à leur condition sociale, et les faire bénéficier des avantages qu'il y a à vivre dans un milieu « normal ».

J'ai tenté de préciser certaines des raisons pour lesquelles il faudrait remplacer progressivement de nombreux établissements d'hébergement prolongé par un mode de logement et des services différents. Les observations sur lesquelles je me suis fondé sont nécessairement limitées à la Grande-Bretagne, mais je crois que la situation est, à bien des égards, identique dans d'autres pays. Les renseignements que j'ai utilisés ont été recueillis, en grande partie, au cours d'une enquête nationale sur les maisons de retraite, effectuée en 1957-1961, en Angleterre et au pays de Galles<sup>1</sup>, par une petite équipe de recherche de l'Université de Londres et financée par la Fondation Nuffield. Les enquêteurs ont visité près de 200 établissements et interviewé des centaines d'administrateurs, de directeurs et directrices, d'infirmières et de pensionnaires.

#### LES MAISONS DE RETRAITE EN ANGLETERRE

En Angleterre et au pays de Galles, les hôpitaux et cliniques psychiatriques et autres hébergent un peu moins de 150 000 personnes ayant atteint ou dépassé l'âge de la retraite, soit 2 % de la population de ce groupe d'âge ; 100 000 autres vieillards, soit 1,5 %, vivent dans des maisons de retraite qui, dans le tiers des cas, dépendent d'organismes privés, religieux ou autres, ou de particuliers, et, dans les autres cas, sont administrées par les pouvoirs locaux — en l'occurrence, les conseils provinciaux ou municipaux. L'État exerce, par l'intermédiaire du Ministère de la santé publique, un droit de regard sur la façon dont sont gérés ces établissements.

A la fin de la dernière guerre, le gouvernement travailliste avait essayé de supprimer les derniers vestiges de l'ancienne législation sur l'assistance publique. Certains hospices furent reclassés parmi les hôpitaux relevant du National Health Service. D'autres restèrent subordonnés aux pouvoirs locaux et constituèrent les bases d'un nouveau réseau d'établissements destinés aux vieillards et aux infirmes qui, pour reprendre les termes de la loi, avaient « besoin de soins et d'attention ». En 1947, Aneurin Bevan, ministre de la santé publique, déclarait que l'hospice était une institution désuète appelée à disparaître. « Bien qu'on se soit efforcé de l'humaniser, cette institution est mauvaise à bien des égards... Ce qui est trop grand n'est pas humain. » Il décrivait ensuite les nouvelles maisons de retraite qui allaient s'ouvrir — et qui n'accueilleraient chacune que 25 ou 30 pen-

1. P. Townsend, *The last refuge : a survey of residential institutions and homes for the aged in England and Wales*, London, Routledge and Kegan Paul, 1962.



sionnaires au maximum « de manière que tous les vieux qui le désirent puissent s'y retirer exactement comme nombre de gens riches vont finir leurs jours dans une pension de famille ». Les porte-parole officiels sont souvent démentis par les événements : au cours des quinze années qui ont suivi, peu d'anciens établissements ont été, en fait, désaffectés. Ces établissements représentent encore près de la moitié des maisons de retraite dépendant des pouvoirs locaux, et comptent, pour la plupart, 100 ou 200 lits, voire davantage.

Mais, depuis 1948, les pouvoirs locaux ont aménagé plus de mille maisons de retraite dans de grandes demeures transformées ou dans des bâtiments spécialement construits pour cet usage. Au début, on transformait surtout des maisons particulières, situées à la ville ou à la campagne, et pouvant recevoir 35 lits au maximum. Vers 1955, on s'aperçut des inconvénients que comportait l'utilisation de vieux bâtiments, éloignés des centres urbains, et le gouvernement recommanda de faire construire, de préférence dans les villes, des bâtiments pouvant contenir 60 lits au maximum, répartis pour la plupart dans des chambres à 4 ou à 6 lits. Depuis quelques années, une nouvelle orientation se dessine, en faveur de maisons plus petites, contenant uniquement des chambres à 1 ou 2 lits. La politique gouvernementale a donc été assez hésitante. Les maisons de retraite construites depuis la guerre sont nettement supérieures aux anciennes, elles sont relativement confortables, bien meublées, dotées d'un personnel plus nombreux et plus compétent. Néanmoins, comme les établissements analogues d'autre pays, elles laissent encore à désirer, et leur rôle devient de plus en plus difficile à définir.

Sont-elles destinées à recevoir, outre les infirmes, des gens actifs mais qui souffrent de leur solitude ? Répondent-elles de manière satisfaisante aux besoins des personnes seules et des infirmes ? Les vieillards sont-ils mieux dans une collectivité de ce genre que dans des appartements indépendants, situés à proximité d'un petit restaurant et où des services sociaux sont constamment à leur disposition ? En outre — pour citer une seule conséquence de cette imprécision pour le personnel — la directrice d'une maison de retraite doit-elle se comporter comme une infirmière-major, comme une gérante d'hôtel ou comme la fille dévouée de ses pensionnaires ? Il se pose quantité de questions de ce genre.

#### QUESTIONS A ÉTUDIER

Il n'est pas facile de se procurer les renseignements nécessaires pour répondre à ces questions. La documentation scientifique déjà recueillie et publiée au sujet des maisons de retraite est relativement peu abondante. Afin d'évaluer leurs fonctions et de déterminer le rôle qu'elles sont appelées à jouer dans la politique sociale de l'avenir, il faut étudier les points suivants.

1. *Causes d'admission.* Facteurs matériels, psychologiques et sociaux qui déterminent l'entrée des vieillards dans des maisons de retraite.

2. *Qualité des services sociaux à domicile.* Mesure dans laquelle les vieillards bénéficient effectivement de l'aide des services sociaux publics et privés ou d'organismes privés avant d'entrer dans une maison de retraite (et après en être sortis) ; nature générale et étendue de ces services.
3. *Qualité des services sanitaires à domicile.* Mesure dans laquelle les vieillards, avant d'entrer dans une maison de retraite et après en être sortis, bénéficient effectivement d'une surveillance et de soins médicaux, assurés par les pouvoirs publics ou par des organismes privés ; nature générale et étendue de ces services.
4. *Qualité des installations et services existant dans les maisons de retraite.* Mesure dans laquelle les différentes catégories de maisons de retraite répondent à certaines normes précises de commodité et de confort (nombre de W.-C., de salles de bains, de lavabos, de meubles de différentes catégories, de mètres cubes et de mètres carrés par lit, etc.) ; effectif du personnel par rapport au degré d'infirmité des pensionnaires ; niveau des services médicaux, infirmiers et auxiliaires ; qualité et fréquence de ces services par rapport aux services analogues assurés à domicile.
5. *Degré d'infirmité des pensionnaires.* Évaluation de la mobilité et de l'infirmité, à l'aide des échelles d'évaluation utilisées par le personnel (notamment le personnel médical et psychiatrique), ainsi que de mesures et d'indices indépendants.
6. *Sociologie de l'établissement.* Relations entre les pensionnaires, entre les membres du personnel, entre les pensionnaires et les membres du personnel, entre les pensionnaires et leurs parents et amis ; évaluation de la mesure dans laquelle la population de l'établissement a une composition analogue à celle d'une société ordinaire.
7. *Influence de la vie en commun dans un établissement.* Modification de l'état physique et psychologique ainsi que de la condition sociale des pensionnaires après leur admission : alimentation, aspect, comportement, participation aux activités communes, etc. ; mesure dans laquelle des modifications de ce genre peuvent être attribuées au milieu et au régime de l'établissement.
8. *Attitude générale des pensionnaires à l'égard de la vie en commun.* Attitudes à l'égard des possibilités d'isolement, du confort matériel, des occupations, de l'indépendance et de la dépendance, de la camaraderie, de l'amitié, de la famille, du personnel et de la perte du foyer.

Telles paraissent être les huit grandes catégories de questions à étudier. Il ne semble pas inutile de résumer certains résultats de l'enquête menée en Angleterre, en les classant sous ces rubriques, afin d'en dégager un objectif assez précis pour des recherches ultérieures et peut-être plus complètes.

## RÉSUMÉ DES CONSTATATIONS FAITES AU SUJET DES MAISONS DE RETRAITE

*L'enquête a montré que, dans une forte proportion, les vieillards entrent dans une maison de retraite principalement parce qu'ils n'ont pas de foyer, manquent de relations ou ne disposent pas de ressources économiques suffisantes.* Dans un échantillon de vieillards récemment admis dans des maisons de retraite de l'Angleterre et du pays de Galles, plus du quart se trouvaient sans logement. Ils menaient encore, pour la plupart, une existence active. Ils avaient été expulsés ou menacés d'expulsion, contraints de renoncer à une sous-location par le départ du locataire principal ou par un avertissement des services d'hygiène (surpeuplement) ; ils n'avaient pas trouvé à se loger en garni et avaient couché à la belle étoile ou dans quelque abri de fortune ; parfois aussi, ils avaient été dépossédés de leur logement pendant un séjour à l'hôpital. Ils n'avaient pas pu, le plus souvent, s'adresser à des parents ou à des amis parce qu'ils n'en avaient pas, ou qu'ils les avaient perdus de vue. Dans 59 % des cas, les pensionnaires de maisons de retraite sont célibataires, ou n'ont pas d'enfants. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de frères, de sœurs ni d'autres parents, ou n'entretiennent plus guère de relations avec eux. Certains ont vainement cherché à se loger à proximité des parents qui leur restent. Les cas où la famille des vieillards refuse de les aider sont rares ; mais, très souvent, les vieillards se trouvent dans une situation difficile parce qu'ils n'ont pas de descendants, qu'ils ont perdu leurs proches, que le seul membre de leur famille encore en vie est tombé malade ou est lui-même infirme. Enfin, certains vieillards ne peuvent pas continuer à vivre seuls parce qu'ils sont trop pauvres ou trop mal logés.

*Les services d'assistance sociale et médicale à domicile ne sont pas utilisés au maximum par les vieillards avant leur entrée dans une maison de retraite ; ils n'offrent d'ailleurs pas toujours partout aux intéressés tous les secours souhaitables.* Moins d'un pensionnaire sur cinq a reçu une aide à domicile (repas ou autres services) avant son entrée dans la maison de retraite, et il est rare qu'il ait bénéficié d'une telle aide plusieurs fois par semaine. Dans certains cas, les pensionnaires n'ont pas vu leur médecin au cours des mois qui ont précédé leur admission et, très souvent, ils n'ont pas les appareils — appareils acoustiques, lunettes, prothèses, etc. — qui auraient peut-être permis à certains d'entre eux de vivre seuls plus longtemps. Si les services d'assistance à domicile pour les vieillards sont beaucoup plus développés en Angleterre que dans la plupart des autres pays, ils n'en sont pas moins manifestement insuffisants, et il faudrait en tripler, en quadrupler ou en quintupler l'ampleur au cours des dix années à venir.

*Certains des services assurés dans les maisons de retraite sont très insuffisants et de nombreuses personnes infirmes, ou atteintes de troubles mentaux, reçoivent rarement les soins de spécialistes.* Beaucoup de vieux établissements sont en mauvais état ; les installations sanitaires et autres y sont insuffisantes (il en va de même dans beaucoup de maisons de retraite créées depuis la guerre).

Même dans les maisons de retraite modernes, les pensionnaires doivent souvent utiliser à tour de rôle des objets ou aménagements qui devraient être individuels. Le personnel, trop peu nombreux, n'est presque jamais spécialisé. Il est rare que des visites médicales soient organisées régulièrement. Les pensionnaires ont moins facilement que des malades hospitalisés la possibilité de suivre un traitement physiothérapique, psychothérapique, etc., et les appareils (prothèses et autres) font cruellement défaut. Le personnel et les pensionnaires se plaignent souvent du partage imprécis des attributions entre l'hôpital et la maison de retraite. Certains vieux sont passés plusieurs fois de l'un à l'autre.

*Dans un grand nombre de cas, les pensionnaires des maisons de retraite pourraient vivre chez eux presque sans aide.* On a interrogé un échantillon de plusieurs centaines de pensionnaires récemment entrés dans une maison de retraite et vérifié, auprès des membres du personnel et d'après les dossiers, les renseignements ainsi recueillis. En employant une mesure de l'infirmité définie à cet effet, on a constaté que, dans plus de la moitié des cas, les sujets étaient physiquement et mentalement capables de vivre seuls et n'avaient guère besoin d'aide. Certains aident même le personnel dans ses travaux, font les chambres et les lits, préparent et servent les repas. Dans 20 % des cas, les vieillards pourraient vivre seuls, à condition de recevoir une assistance régulière ; mais, dans le reste des cas, c'est tous les jours qu'ils auraient besoin d'aide, car ils sont très faibles. Cette conclusion, après comparaison avec les constatations faites d'autre part, s'est révélée applicable, dans l'ensemble, à toute la population des maisons de retraite.

*L'admission dans une maison de retraite a des effets décisifs sur le comportement et les attitudes des vieillards.* Notre enquête a montré qu'en Angleterre ceux-ci se plaignent d'être inactifs. Beaucoup d'entre eux avaient, par exemple, l'habitude de faire leur cuisine eux-mêmes. Maintenant, ils n'ont plus qu'à attendre qu'on les serve et l'ergothérapie ne donne que des résultats médiocres. Ils se plaignent d'être séparés de leur famille, de leurs amis et de la société. Certains vivent dans des maisons de retraite éloignées des centres urbains. D'autres se trouvent très loin de leurs parents et de leurs amis. Ils ne peuvent pas recevoir de visites fréquentes, et les quelques-uns qu'ils reçoivent se font de moins en moins nombreuses. Les visiteurs peuvent rarement les voir seuls, ou prendre le thé avec eux, par exemple, et ils ne sont pas encouragés à leur rendre de menus services, le personnel voyant vite là une ingérence dans ses affaires. Les nouvelles relations sociales que nouent les pensionnaires sont superficielles. Un sur cinq seulement s'est lié d'amitié avec un autre pensionnaire. Pour la plupart, les vieillards observent une attitude réservée à l'égard des autres pensionnaires, ainsi qu'à l'égard du personnel. Certains sont carrément hostiles et cherchent à être seuls aussi souvent que possible. Ils ne montrent que trop clairement qu'il ne suffit pas, pour créer une communauté, de réunir sous un même toit un grand nombre de personnes du même âge. Dans près de la moitié

des cas — proportion beaucoup plus forte que parmi les vieillards qui vivent dans leur foyer — les pensionnaires se plaignent d'éprouver, plus ou moins fréquemment, un sentiment de solitude. Un tel sentiment peut souvent s'expliquer par un deuil récent, une infirmité, ou la perte du logement et des effets personnels ; mais il semble parfois renforcé par les inconvénients de la vie en commun. Les pensionnaires se plaignent aussi de n'avoir plus aucune vie privée et de se sentir dépersonnalisés. Beaucoup regrettent de n'avoir pas de vêtements à eux, de ne pas être dans leurs meubles, de ne pas avoir autour d'eux des objets familiers. Trois sur quatre déclarent qu'ils préféreraient avoir une chambre particulière, alors qu'un sur cinq seulement bénéficie de cet avantage. Tous ces sentiments paraissent communs aux pensionnaires des différentes catégories d'établissements, même si leur intensité varie d'une catégorie à l'autre.

*Il semble que les vieillards qui entrent dans une maison de retraite ne souhaitent pas, pour la plupart, y passer le restant de leurs jours, bien qu'ils soient généralement censés accepter cette condition en entrant.* Parmi les pensionnaires récemment admis dans des maisons de retraite relevant des pouvoirs locaux, un sur six seulement déclare avoir pris l'initiative de solliciter son admission. Un sur trois seulement souhaite rester dans une maison de retraite, et certains préféreraient être transférés dans un autre établissement. Il est, bien entendu, extrêmement difficile de déceler les sentiments véritables des pensionnaires. Certains sont impénétrables. D'autres semblent penser qu'ils n'ont pas le choix. Beaucoup ont une attitude ambivalente, ce qui est facile à comprendre ; ils déclarent qu'ils sont très contents d'être dans une maison de retraite et que leur condition s'est sensiblement améliorée, puis ils se plaignent d'avoir perdu leur foyer et leurs amis, et disent qu'ils feraient n'importe quoi pour retourner où ils étaient. Ils s'efforcent de concilier au mieux des exigences contradictoires : attachement à leur famille, loyauté envers les services sociaux et le personnel de la maison de retraite, fidélité à leur idéal personnel. Il ne semble pas que les sujets soient, en général, grincheux ou grognons. Certains se plaignent amèrement du personnel ou de l'aménagement de la maison où on les a placés ; mais ils représentent une minorité et, même dans leur cas, les critiques sont souvent compensées par des louanges. Les autres répugnent à formuler des critiques et, au contraire, rendent généreusement hommage au personnel. Beaucoup, enfin, ajoutent pourtant qu'ils voudraient bien retrouver un chez-soi, et il est difficile de méconnaître l'intensité de ce désir d'indépendance.

#### LES INCONVÉNIENTS DES MAISONS DE RETRAITE

Les observations brièvement résumées dans cet article demanderaient à être développées et confirmées. On connaît trop mal les aptitudes, les opinions et les relations sociales des pensionnaires des maisons de retraite,

et il reste énormément à faire dans les huit secteurs de recherche indiqués ci-dessus.

Mais, en attendant, les gouvernements, les pouvoirs locaux, les organisations privées, religieuses ou autres, doivent prendre des décisions et assurer les services dont les vieillards ont besoin. Les responsables ne peuvent pas attendre les résultats de nouvelles enquêtes. Parfois, ils fondent leur action sur une documentation très sommaire ; et les chercheurs leur rendraient un grand service en dégageant de la documentation qu'ils possèdent (si pauvre soit-elle) des conclusions provisoires mais précises, plutôt qu'en s'abstenant de conclure. Dans le cas présent, les premières conclusions apparaissent clairement. On pourrait, par divers moyens, améliorer les maisons de retraite de manière que les pensionnaires y trouvent un cadre et un mode de vie plus semblables à ceux qu'ils auraient chez eux. On pourrait en améliorer, par exemple, la construction et l'aménagement : prévoir des chambres particulières, un plus grand nombre de petits salons, de placards-cuisines, d'installations sanitaires, d'ateliers, etc. On pourrait en réduire les dimensions, y limiter le nombre de lits à 25. Le personnel pourrait suivre de petits stages de formation accélérée. Les pensionnaires pourraient avoir plus de latitude dans l'aménagement de leur vie quotidienne. Par exemple, ceux qui prévoient un long séjour à la maison de retraite pourraient être autorisés à installer leurs propres meubles dans leur chambre (même s'il faut, pour cela, enlever les meubles appartenant à la maison) ; on pourrait leur permettre de préparer eux-mêmes le repas de midi, de se baigner sans surveillance ni aide. Mais de telles réformes seraient-elles suffisantes ? Cela me paraît peu probable.

Après avoir dégagé les conclusions des recherches indiquées ci-dessus, je voudrais considérer la nature même des établissements d'hébergement prolongé. Des personnes d'origines géographiques et sociales différentes sont rassemblées sous un même toit et censées vivre ensemble la majeure partie de leur vie quotidienne. Ce sont souvent des personnes du même sexe, qui se ressemblent par l'âge et par l'état physique ou mental. Un personnel rémunéré s'occupe d'elles et un *modus vivendi* s'établit. Mais la « communauté » qui en résulte est, à bien des égards, artificielle. Elle n'est pas formée par des personnes des deux sexes et de tous âges, unies par un réseau de liens familiaux, professionnels et de voisinage, et dont les relations soient renforcées par l'aide qu'elles peuvent s'apporter mutuellement. Leurs possibilités d'expression et la marge d'initiative qui leur est laissée sont limitées. On n'attend pas d'elles qu'elles se rendent mutuellement des services et elles sont rarement autorisées à le faire. La directrice et le personnel leur évitent d'avoir à prendre des décisions sur les détails de la vie quotidienne, soit par souci exagéré de les protéger (risques d'accidents), soit parce qu'on trouve plus rapide et plus efficace de faire soi-même certains travaux au lieu de les laisser faire aux vieillards. Une fois le processus engagé, il est difficile de l'arrêter. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des pensionnaires rêvent de vie privée, d'indépendance, des lieux

qui leur sont familiers, d'une occupation qui donne un sens à leur vie — même s'ils apprécient le chauffage, le confort relatif et la bonne nourriture de l'établissement.

D'autres considérations nous inspirent certaines inquiétudes quant à l'avenir des établissements d'hébergement prolongé. Les vieillards souffrent généralement de divers troubles physiques ou mentaux. Il arrive que leur état de santé s'améliore ou empire d'une semaine à l'autre. Aussi est-il difficile de les classer dans des catégories administratives bien définies. Vouloir le faire à toute force, c'est semer le désordre dans l'administration, surtout à une époque où la population âgée s'accroît rapidement, et exposer certains des intéressés à ne pas bénéficier, le jour où ils en auraient besoin, des soins ou de la surveillance de médecins ou de psychiatres qualifiés. On ne peut pas transférer brutalement des êtres humains d'une catégorie d'établissements dans une autre, chaque fois que leur état de santé s'améliore ou s'aggrave, sans créer chez eux un sentiment d'insécurité.

En outre, les milieux spécialisés se montrent de plus en plus hostiles à l'idée d'enfermer certains malades dans des établissements spéciaux pendant de longues périodes ; ils estiment souhaitable de leur donner, au contraire, toutes possibilités de mener une existence normale. Les progrès de la chirurgie et de la chimiothérapie, ainsi que de la psychiatrie et de la gériatrie, ont largement contribué à cette évolution. On a beaucoup plus fréquemment recouru aujourd'hui au traitement par les méthodes actives et à la rééducation, même pour les malades déjà hospitalisés depuis longtemps. Le Ministère britannique de la santé publique estime, à présent, que la population totale des hôpitaux psychiatriques est appelée à diminuer de plus d'un tiers au cours des quinze années à venir et que, malgré l'augmentation du nombre des vieillards, il ne sera pas nécessaire d'augmenter le nombre des lits de gériatrie dans les hôpitaux<sup>1</sup>. Dans deux ou trois régions, les incurables ont été placés dans des logements spécialement construits et équipés, et cette expérience a donné de bons résultats. Dans tous les pays, cependant, il reste encore beaucoup à faire à cet égard. Les services de visite ou de consultation sont encore loin d'être assez développés. La tâche est digne des plus grands efforts. Étant donné la hausse constante des frais d'hospitalisation, il est à craindre que trop de malades ne soient autorisés à rentrer chez eux, ou transférés dans des établissements moins onéreux, avant qu'on se soit suffisamment attaché à les faire soigner et suivre par des spécialistes. L'argument selon lequel il est moins coûteux de soigner les gens chez eux que dans des établissements est souvent d'une hypocrisie méprisante. Car cela revient généralement à dire : « Il est moins coûteux de laisser les gens presque sans soins chez eux que de leur dispenser un minimum de soins dans un établissement d'État. »

---

1. Ministry of Health, *A hospital plan for England and Wales*, London, HMSO, 1962 (Cmnd-1604).

Il semble donc nécessaire de changer radicalement l'orientation de la politique actuelle. On peut soutenir que, au moins dans les régions très peuplées, tous les services hospitaliers devraient être réorganisés sous la forme de véritables « polycliniques » répondant aux divers besoins<sup>1</sup>. Ces polycliniques recevraient surtout, pendant un temps limité, les malades qui doivent subir une intervention chirurgicale ou suivre un traitement qu'ils ne peuvent pas suivre chez eux. Elles auraient de vastes services de consultation et comprendraient certains services médicaux, psychiatriques ou gériatriques pour les convalescents. Les salles de gériatrie recevraient certaines des catégories de vieux qui vivent actuellement dans les maisons de retraite — ceux qui ont besoin de soins pendant quelque temps (cas de sous-alimentation par exemple), ceux qui sont presque incurables et ceux à qui des soins sont nécessaires pendant la journée.

On pourrait renoncer progressivement à la plupart des autres catégories d'établissements, en créant des cités « protégées » et des services à domicile beaucoup plus nombreux et plus diversifiés. Les établissements qui subsisteraient auraient pour objet d'aider leurs pensionnaires à surmonter l'adversité ou à accéder progressivement à une vie domestique indépendante. Par cités « protégées », j'entends de petits groupes d'appartements, ou de maisonnettes construites de plain-pied, où les infirmes pourraient vivre seuls, mais où ils bénéficieraient, sur demande, de certains services communs et auraient une gouvernante à leur disposition. Des expériences de ce genre ont été faites récemment dans plusieurs pays. Les services à domicile seraient assurés par des médecins, des visiteuses d'hygiène et des auxiliaires familiales. Il est urgent de développer les services sanitaires et médicaux, à domicile ou dans des dispensaires locaux, pour les malades sortis de l'hôpital. Dans bien des cas, on dirait que les vieillards et les infirmes sont relégués par les services médicaux au bas de l'échelle des priorités. Ils devraient être suivis régulièrement par des médecins, et l'on pourrait encourager ceux-ci à travailler plus souvent en équipe, de manière à s'assurer l'aide nécessaire (par exemple, celle d'une visiteuse d'hygiène et d'une infirmière de district). Il est urgent aussi de mettre sur pied un vaste service d'assistance familiale, en groupant ceux qui existent déjà dans nombre de régions, mais qui ont généralement besoin d'être renforcés et mieux organisés. Le nouveau service aurait pour rôle de remplacer la famille auprès de ceux qui sont seuls, et de seconder les familles auxquelles la présence de vieux parents au foyer impose une lourde charge. Il aiderait les vieillards et les infirmes de diverses façons : envoi d'auxiliaires familiales, qui feraient le ménage, le marché, la cuisine, la lessive, séances d'ergothérapie, organisation de vacances, fourniture de divers appareils (mains courantes, fauteuils roulants, cannes-trépièdes, etc.). A mon avis,

1. Voir, par exemple : T. McKeown, « The concept of the balanced hospital community », *The Lancet*, 5 avril 1955 ; « Fundamental problems in hospital planning », *The Lancet*, 4 avril 1959 ; S. Smith, « Psychiatry in general hospitals », *The Lancet*, 27 mai 1961.



le fonctionnement de ce service dépendrait du rôle joué par des assistantes sociales qualifiées, qui iraient voir régulièrement tous les vieillards et les infirmes du secteur pour se rendre compte de leurs besoins. Je ne crois pas — et ce point doit être souligné — qu'une telle tâche puisse être accomplie par des organismes privés, religieux ou autres : la population qui a besoin d'aide est trop nombreuse et l'aide dont elle a besoin est trop complexe. Un solide noyau de personnel à plein temps, hautement qualifié, est indispensable. Les organismes privés pourraient cependant jouer un rôle très utile en créant, en association avec les pouvoirs locaux, des services complémentaires — en organisant, par exemple, des visites amicales, et en assurant le fonctionnement de clubs et de centres.

Je me suis contenté d'esquisser le genre de solution qui, à la lumière des recherches déjà faites, semble le meilleur. L'Angleterre commence seulement à prendre conscience des besoins de groupes importants de sa population âgée. L'ampleur du problème dépasse de loin les prévisions de l'après-guerre, et les services sanitaires et sociaux à domicile, en particulier, sont nettement insuffisants — même s'ils sont supérieurs à ceux de certains autres pays occidentaux. Maintenant encore, les responsables des services sociaux donnent l'impression qu'ils arrivent tout juste, au prix de grands efforts, à ne pas se laisser dépasser par les événements. Depuis dix ans, en effet, le nombre des personnes âgées de plus de 80 ans s'est accru de 35 %. Au cours de la même période, les frais d'hospitalisation ont fortement augmenté — en partie à cause de la hausse du coût des médicaments, des interventions chirurgicales et des soins infirmiers — et les logements à bon marché pour une ou deux personnes sont de plus en plus difficiles à trouver. C'est pour ces raisons — parmi beaucoup d'autres — que la maison de retraite est devenue, par force, un des principaux instruments de la politique sociale, et je ne doute pas que des pressions analogues se soient manifestées ailleurs.

Mais l'opinion britannique demeure, au fond, assez hostile aux établissements où la liberté des pensionnaires est limitée — même s'il s'agit de maisons de retraite — et diverses manifestations de cette attitude ont pu être relevées aux cours des dernières années : assouplissement des restrictions imposées aux malades mentaux, amélioration des *homes* d'enfants, espoirs placés dans les résultats des traitements et de la rééducation, etc. Lorsque nous aurons bien compris la sociologie et la psychologie des pensionnaires des hôpitaux et des maisons de retraite, je crois que nous nous efforcerons encore plus énergiquement de réduire la durée de leur séjour.

Les maisons de retraite anglaises étudiées au cours de notre enquête sont supérieures à beaucoup d'établissements étrangers analogues et les organismes locaux ont raison d'être fiers, à certains égards, des maisons de retraite qu'ils ont fait construire récemment, et dont l'aménagement, le confort et les services répondent à des normes satisfaisantes. Je me suis attaché surtout ici à mettre en lumière les inconvénients de ces établissements, que je voudrais voir disparaître progressivement. Cela demandera

évidemment plusieurs années. Mais il est difficilement admissible que la société ne puisse pas, en vingt ans, construire les logements et créer les services sociaux spéciaux qui permettraient d'y parvenir. Je crois qu'on enrichirait ainsi la vie de nombreux vieillards et qu'on supprimerait nombre de leurs problèmes. Une société prospère et, en même temps, sensible aux aspirations psychologiques individuelles ne devrait avoir besoin que d'un très petit nombre d'institutions d'assistance sociale pour « faire le pont » entre le foyer familial et l'hôpital.

# TROISIÈME AGE ET LOISIRS

J. DUMAZEDIER ET A. RIPERT

## L'AGE DU LOISIR

Depuis T. Veblen (*Leisure class*, 1899), lorsque les sociologues ont évoqué le loisir, ils l'ont associé presque exclusivement aux activités des jeunes et au travail de la population active. Le loisir est alors traité comme un complément, un prolongement, une compensation ou une préparation de l'activité professionnelle. Depuis quelques années, la sociologie du loisir s'étend aussi à l'étude de la période correspondant à l'abandon définitif de l'activité professionnelle, qui coïncide, pour la majorité de la population, avec la mise à la retraite.

De son côté, la gérontologie a d'abord porté son attention presque exclusivement sur les problèmes de santé, d'assistance économique et de solidarité sociale. Puis, l'allongement de l'espérance de vie, l'élévation du niveau économique, l'accroissement des possibilités d'activités nouvelles de toutes sortes, le progrès des sciences sociales ont conduit les chercheurs à étudier la vieillesse non plus comme un processus de sénescence, mais comme un nouvel âge social.

Cet âge pose des problèmes qui ne concernent plus seulement le niveau de vie, mais aussi le genre de vie, et ces problèmes se posent tant pour l'individu que pour la société. Il est apparu avec évidence que le loisir occupait une place plus importante dans cette période de la vie que dans les périodes antérieures. On a parlé, jadis, d'une classe du loisir (*leisure-class*). Lorsque l'homme a cessé ses études, puis son travail professionnel, faut-il dire qu'il entre dans l'âge du loisir ? Nous nous contentons de poser la question. Seuls, les progrès de la recherche sur les rapports entre le loisir et la vieillesse nous permettront de répondre.

Mais il nous paraît significatif que, parmi les deux ou trois ouvrages sociologiques importants parus sur le loisir depuis deux ans, l'un des principaux, du point de vue même de la sociologie du loisir, soit un ouvrage collectif consacré aux relations du loisir et de la vieillesse<sup>1</sup>. Les dix-neuf auteurs de ce livre, présenté par R. W. Kleemeier, non seulement apportent les

---

1. R. W. Kleemeier (ed.), *Ageing and leisure: a research perspective into the meaningful use of time*, New York, Oxford University Press, 1961.

premières informations qui aient été recueillies sur ce sujet avec des méthodes scientifiques, mais, en même temps, renouvellent la réflexion théorique sur le loisir lui-même. Le sous-titre de ce livre — « Une perspective de recherche sur l'accomplissement de soi dans l'utilisation du temps » — est pleinement justifié. Même les auteurs qui fournissent surtout des informations statistiques sur les dépenses et les activités du loisir (S. de Grazia, R. Meyersohn, N. Foote, etc.) font preuve d'une préoccupation théorique nouvelle par rapport à leurs écrits antérieurs. Margaret Gordon commence par rappeler qu'aux États-Unis 76 % des retraités ont indiqué, en 1957, qu'ils s'étaient retirés volontairement du travail, 60 % d'entre eux l'ayant fait à cause de leur santé. Mais, en même temps, elle met l'accent sur la variété des normes culturelles de la retraite (*patterns of retirement*) et sur la nécessité d'une étude approfondie des différents effets du travail, du revenu, de tous les facteurs sociaux et culturels de la vie entière sur ces *patterns*. La manière dont l'étude économique incluse dans ce recueil a été conduite est également significative. F. Cottrell part, certes, de la question classique : « Pourquoi pouvons-nous produire aujourd'hui plus de biens qu'avant et dans un temps moindre ? » Mais, après les inévitables considérations sur l'évolution de l'énergie, l'auteur s'interroge sur la nature du travail et le problème des valeurs : faut-il mettre l'accent sur la consommation, la production, ou les possibilités de loisirs (pour écouter une symphonie ou pour se promener dans la fraîcheur du soir, etc.) ? Il termine par une sorte de philosophie du devenir économique des États-Unis, introduite par les questions suivantes : Quelle valeur accorder au temps libre ? Quelle part du temps à préserver pour le loisir faut-il laisser aux personnes âgées ?

Mais la notion même de temps a différentes significations selon les civilisations : plusieurs anthropologues, sous la direction de R. Smith, analysent les différentes conceptions du cycle de vie et du temps en Inde, au Japon, chez les Esquimaux, etc. Les États-Unis eux-mêmes doivent réfléchir aux valeurs du temps libre par rapport à celles de la consommation et de la production. Enfin, plusieurs auteurs formulent différentes conceptions de l'« activité » par rapport à la « passivité ». Une théorie des attitudes actives dans l'emploi du loisir concentre l'attention de plusieurs sociologues et psychologues qui ont collaboré au recueil : Havighurst a repris, dans un article déjà paru dans l'*American journal of sociology*, l'analyse des échelles qu'il avait construites à cet effet ; R. Meyersohn tente de classer les attitudes à l'égard des *mass-media* selon la liberté qui reste à l'individu de structurer le message (texte, son ou image) ; H. Wilensky, analysant le degré de participation volontaire à la vie de la société, précise, plus qu'il ne l'avait fait jusqu'à ce jour, le rôle des associations volontaires dans la réalisation de la démocratie. Son hypothèse principale est la suivante : la participation des masses à toutes les formes de pouvoir central, dans une civilisation marquée par le loisir des masses, est largement conditionnée par la participation aux groupes secondaires, médiateurs entre les groupes primaires (famille, amis), d'une part, et les organisations de masse de la société

(corporations, syndicats, etc.), et les organismes responsables des moyens de grande information (agences de presse, administration de la télévision, groupements cinématographiques, etc.), d'autre part. Enfin, le livre se termine par un article de Max Kaplan, qui a adapté à la circonstance les thèses de son ouvrage *Leisure in America* : « Vers une théorie du loisir en gérontologie sociale » (*Toward a theory of leisure for social gerontology*).

Ainsi, le loisir du troisième âge pose des problèmes d'une étendue et d'une complexité telles que toute la problématique de la sociologie du loisir en est elle-même renouvelée.

### TROISIÈME ÂGE ET CYCLE DE VIE

Cependant, il ne faudrait pas conclure de ces observations générales que tout retraité voit s'ouvrir devant lui brusquement une vie de loisir entièrement changée par la disparition du temps de travail professionnel. Peut-on espérer que la majorité des retraités puissent se livrer à des activités d'un genre tout à fait nouveau par rapport aux occupations de leur période active ? Les recherches ont bien montré que, malgré une structure nouvelle qui appelle un effort d'adaptation, il n'y a pas rupture totale entre le genre d'activité entrepris après la retraite et le genre d'activité qui l'a précédé : le cycle de vie est un. Il forme un tout. Quelles sont, parmi ses activités antérieures, celles qui déterminent le plus les activités du retraité ?

Friedmann et Havighurst ont formulé, en 1955, l'hypothèse suivant laquelle le retraité qui doit renoncer à un gagne-pain ennuyeux ne désire pas le prolonger après la retraite et qu'au contraire celui qui quitte un métier passionnant cherchera à le reprendre d'une manière ou d'une autre. Mais cette hypothèse n'a été que partiellement vérifiée. Certes, les activités de retraite des membres du premier groupe marquent une rupture complète avec leur métier antérieur ; mais, dans le second cas, si la plus grande partie des intéressés sont restés fidèles à leurs intérêts professionnels, une proportion presque égale les a négligés au profit d'autres activités, qui sont elles-mêmes le prolongement des activités de loisir antérieures.

Une enquête italienne portant sur la relation entre les activités d'un certain nombre de femmes retraitées et leurs activités antérieures aboutit à des conclusions voisines. Il apparaît que « le type d'occupation subissant une réduction plus sensible est celui qui a été le plus souvent exercé comme travail normal (professionnel ou domestique) ». Les activités exercées autrefois comme *hobbies* sont, au contraire, beaucoup moins affectées par le vieillissement<sup>1</sup>.

Enfin, M. Wilensky, étudiant la participation volontaire des gens âgés

1. L. Meschieri, Attitudes à l'égard des occupations et des loisirs chez les personnes âgées, suivant leurs activités préalables, in : *Le vieillissement, ses fonctions psychologiques et psychophysiologiques*, CNRS, 1961.

à des groupements secondaires, observe une relation positive dans la participation avant et après la retraite : « Si, à l'âge de 30 ou 40 ans, un individu n'a pas pris racine dans la collectivité, pourquoi attendre de lui qu'il découvre la collectivité après 50 ou 60 ans<sup>1</sup>? »

On peut donc conclure que les occupations entreprises après la retraite prolongent, dans une mesure variable, les activités antérieures, mais que, parmi celles-ci, ce sont des activités de loisir qui ont les relations les plus significatives avec les occupations de l'âge de la retraite. Cette constatation donne une importance nouvelle au loisir de la population active. Que le loisir soit un complément ou un prolongement d'un travail passionnant ou, au contraire, une compensation d'un simple « job », il semble qu'il ait une importance décisive sur l'adaptation des gens âgés à leur retraite. L'influence qu'il a des chances d'exercer sur le genre de vie du troisième âge est capitale. Une des fonctions importantes du loisir de l'âge productif serait donc de préparer les activités de la dernière période du cycle de vie. Cette fonction n'a pas encore été suffisamment mise en lumière. Son étude par les sciences sociales permettrait probablement de prévoir des possibilités majeures d'adaptation ou d'inadaptation de l'homme au troisième âge, possibilités qui sont aujourd'hui sous-estimées.

#### TROISIÈME AGE ET SYSTÈME DE VALEURS

Cependant, de nombreux obstacles matériels et moraux s'opposent à l'accomplissement de la personnalité des retraités dans et par le loisir. Tout d'abord, il n'est pas nécessaire de recourir aux résultats de la recherche pour connaître les difficultés qui découlent de la maladie et de la pauvreté. Rechercher l'utilisation des possibilités du loisir n'est évidemment pensable qu'à partir d'un certain niveau de santé et d'aisance. Dans nos sociétés industrielles, la grande majorité des vieillards restent, selon le terme utilisé en France, « économiquement faibles »<sup>2</sup>. Condamnés à des vies besogneuses et misérables, leur temps libre est occupé par de petits travaux utilitaires ou par l'obsession de la faim ou de la dignité. Leur loisir se réduit souvent à une oisiveté craintive, dans une société qui ne leur offre ni salaire décent, ni logement, ni équipements sociaux<sup>3</sup>.

Nous insisterons ici sur l'influence « négative » d'un système de valeurs élaboré par notre société et diffusé à l'intérieur de celle-ci par le canal des individus aussi bien que des institutions. L'essor industriel du xix<sup>e</sup> siècle nous a laissé en héritage un système de valeurs qui repose sur le travail. La valeur économique d'une vie humaine se mesure principalement en

- 
1. H. Wilensky, « Life cycle work situation and participation in formal associations », in : Kleemeier, *op. cit.*
  2. Selon le sondage I. 1963 de l'Institut français d'opinion publique, 48 % des personnes de plus de 60 ans ont un revenu inférieur à 300 francs par mois (1956).
  3. M. Harrington, « The other America », *Poverty in the USA*, The Macmillan Co., 1962. Voir aussi le film *Umberto D*, réalisé par Vittorio de Sica.

termes de productivité. Les travailleurs revendiquent comme récompense de leurs efforts le droit à la retraite, c'est-à-dire le retrait de la production. Ce faisant, les travailleurs découvrent la contradiction d'une situation longuement ambitionnée, chèrement acquise. L'individu, brutalement soustrait du monde de la production, se sent dévalorisé puisqu'il tente de vivre une situation nouvelle de loisir avec des valeurs toujours attachées au monde du travail. Cette contradiction vécue crée souvent une situation conflictuelle et favorise l'inadaptation du vieillard à une abondance soudaine de temps libre, aussi souhaitée soit-elle.

Havighurst a constaté ce phénomène au cours de ses différentes enquêtes sur l'activité de loisir des hommes de plus de 40 ans<sup>1</sup> : « L'homme du XIX<sup>e</sup> siècle, orienté par la tradition, sentait qu'il devait travailler pour gagner sa vie. Alors, paradoxalement, il réussit si bien à élever son niveau de vie qu'il produisit une économie de l'abondance dans laquelle son petit-fils ne peut plus travailler toute sa vie, mais doit passer un certain nombre d'années comme retraité, bien qu'il persiste à croire que le travail est une bonne chose en soi et qu'il éprouve quelques doutes à l'égard de la valeur du jeu. Ainsi nous sommes confrontés avec la question fondamentale : les hommes peuvent-ils être heureux dans un monde différent du monde du travail ? »

Cependant, on constate aux États-Unis, depuis de nombreuses années, un courant nouveau de valorisation du loisir, du jeu, du plaisir (*fun, enjoyment*). Ce courant s'étend à l'Europe. Le « droit à la paresse » n'est plus seulement une revendication sociale. L'accent est mis sur le bonheur qui devient une valeur plus importante que par le passé. Tout bon citoyen se doit de le rechercher.

Si l'on compare la situation du vieillard dans les sociétés archaïques et dans les sociétés industrielles, on constate une différence fondamentale. Celle-ci n'est pas due au hasard. Elle tient à la nature même de la société industrielle, à son système de valeurs lié à la productivité. En effet, une société comme la nôtre a évolué très rapidement et les changements intervenus en un demi-siècle ne sont pas seulement nombreux : ils se sont effectués à une cadence sans précédent. Le renouvellement incessant de la technique contribue à rejeter le vieillard en marge de cette société, qui ne peut s'embarasser d'individus inaptes à suivre ce mouvement. L'expérience du passé faisait du vieillard, dans la société traditionnelle, un personnage nécessaire et noble. Il jouait un rôle de sage, d'initiateur, de relais entre les générations. Dans la société technicienne, l'individu, avec la retraite, cesse d'assumer le rôle essentiel qui lui était confié et, par voie de conséquences, il ressent la cessation d'activité professionnelle comme une exclusion de la société. La retraite, avec son temps libre permanent et son cortège d'activités gratuites, est alors vécue comme inutile. L'activité de loisir située dans cette perspective se vide de tout contenu positif pour le

1. R. Havighurst, « The nature and value of meaningful free-time activity », in : Kleemeier, *op. cit.*

bien de la personne. Elle n'est plus qu'un passe-temps qui fait écran à l'attente de la mort.

Dans les sociétés archaïques, au contraire, le patriarche atteint le sommet de son existence au moment de la vieillesse. C'est à ce moment-là que, utilisant l'acquis d'une vie d'expérience, il dispose du capital de raison et d'idées qui lui confère l'autorité familiale. Il devient producteur de sagesse et arbitre. A l'inverse de notre contemporain, sauf peut-être en milieu rural où l'on trouve encore ce type d'individu, il a investi et emmagasiné toute sa vie pour redistribuer à son entourage les bienfaits de son expérience.

En conclusion de cette observation, il ne saurait être question de considérer les sociétés archaïques comme un paradis perdu pour les vieillards, mais simplement de constater qu'une place de choix y est faite aux anciens. Cette nouvelle forme d'intégration sociale et culturelle constitue un prolongement naturel de la vie active. Quel pourrait être l'équivalent dans notre société moderne ?

D'après Havighurst, il est possible de transférer les valeurs attachées au travail à des activités de loisir dont le contenu ferait appel aux mêmes valeurs. C'est donc admettre que le loisir du troisième âge peut être davantage qu'un substitut à la vie professionnelle. Il peut prendre la valeur d'une activité centrale. « Les individus peuvent tirer les mêmes satisfactions du loisir que du travail. En conséquence, il est possible et souhaitable, au moment de la retraite, de rechercher des activités de loisir qui procureront les satisfactions qu'on a obtenues par le travail. » Il ne s'agit pas d'offrir toutes les possibilités de loisir, comme si l'âge n'entraînait pas en ligne de compte, mais plutôt celles qui sont adaptées aux valeurs recherchées par les vieillards.

Il serait utile, à ce propos, de faire l'inventaire des valeurs recherchées par les vieillards et de savoir à quelles activités de loisir ils les font correspondre.

## LOISIRS DU TROISIÈME ÂGE

Pour engager la recherche dans cette voie, chaque société devrait d'abord faire le point en ce qui concerne les genres d'activités de loisir choisies actuellement au cours du troisième âge.

Ces activités se confondent-elles partout, comme aux États-Unis, avec celles des autres âges ou bien, au contraire, s'en distinguent-elles ? Nous ne disposons sur ce sujet que d'un nombre insuffisant d'informations. Comme nous l'avons dit, les études de marché et les sondages d'opinion ont plutôt été axés sur les activités de loisir de la population active et, plus récemment, de la population jeune. Néanmoins, les quelques rares enquêtes nationales portant sur le loisir de la totalité des classes d'âge d'une population nationale à partir de 15 ans nous fournissent certaines indications. Nous utiliserons celles qui proviennent d'une des enquêtes les plus connues, faite



en 1956 et portant sur un échantillon de 5 021 individus, représentatifs de la totalité de la population des États-Unis<sup>1</sup>.

Les données que nous allons présenter émanent des réponses à la question : « Quelles activités de loisir avez-vous pratiquées hier ? »

Nous comparerons les réponses des sujets âgés de plus de 60 ans à la moyenne des réponses de la population totale : ainsi les caractéristiques du loisir du troisième âge échapperont aux évaluations fantaisistes. Les différences observées ne révèlent pas les significations qualitatives des activités de loisir, mais elles donnent une mesure relative des comportements.

Comme on pouvait s'y attendre, certaines activités (shopping, sport, audition de disques, cinéma) sont moins pratiquées dans le troisième âge, tandis que d'autres le sont davantage, surtout le jardinage comme le montre le tableau ci-après<sup>2</sup>. Mais ce sont les mêmes genres d'activités qui se retrouvent partout à des degrés divers et, pour beaucoup de ces activités (télévision, visites, lecture, réunions, etc.), les fréquences en ce qui concerne le troisième âge coïncident avec celles que l'on trouve dans la population totale.

Activités pratiquées	Personnes âgées de plus de 60 ans	Population totale (à partir de 15 ans)	Activités pratiquées	Personnes âgées de plus de 60 ans	Population totale (à partir de 15 ans)
	%	%		%	%
Rien	9	7	Conférences	1	1
Télévision	53	57	Jardinage	42	33
Visites	37	38	Audition de disques	6	14
Lecture de magazines	27	27	Chant et pratique d'un instrument	3	5
Lecture de livres	21	18	Pratique du sport	2	8
Bricolage	12	11	Spectacle sportif	2	4
Jeux (cartes, échecs)	6	7	Shopping	1	6
Réunions	12	11	Cinéma	1	3

Un sondage national (I-63) effectué par l'Institut français d'opinion publique sur les distractions préférées, parmi les gens âgés (1956) et les autres (1945), donne un aperçu des ressemblances et différences. Les résultats sont comparables à ceux indiqués dans ce tableau.

Cependant, les sociologues et les psychologues savent que de telles données, tout en étant nécessaires pour connaître les comportements, sont insuffisantes pour en étudier la signification. Les comportements de loisir observés sont-ils satisfaisants pour l'individu et la société ? Les activités de loisir ont-elles des propriétés telles que leur pratique soit susceptible de retarder, d'atténuer, de compenser ou de transformer les méfaits de la sénescence ? Donnent-elles le sentiment de participation réelle à la vie familiale et sociale ? Nous n'en savons rien. Cependant, on sait que des phéno-

1. Étude effectuée pour la Motion Picture Association of America, Inc., Opinion Research Corporation Princeton, New Jersey, déc. 1957. Cité par S. de Grazia, *Work time and leisure...*

2. Sondage effectué aux États-Unis en 1956. La question posée était la suivante : « Quelles activités de loisir avez-vous pratiquées hier ? »

mènes d'inadaptation sociale sont révélés dans toutes les enquêtes portant sur le troisième âge. Quoique le taux de suicide soit un indice d'échec, correspondant à des facteurs multiples, extérieurs à notre sujet, on ne peut s'empêcher de se remémorer les chiffres donnés pour les États-Unis par S. de Grazia. Le taux de suicide, qui est de 22/100 000 chez les hommes de 40 ans, ne cesse de croître jusqu'à la fin de la vie, pour atteindre 60,7/100 000 à 80 ans. Ne trouverions-nous pas des tendances comparables dans les autres sociétés industrialisées ? Malgré colloques et enquêtes, les problèmes fondamentaux du troisième âge dans notre société sont loin d'être résolus, même sur le plan théorique. Dans le champ du loisir, on peut se demander même s'ils ont été posés dans toute leur ampleur et leur profondeur.

### CRITÉRIOLOGIE

Au début de la section précédente, nous avons souligné combien les informations relatives aux loisirs du troisième âge se trouvaient limitées, du fait même de la situation actuelle des vieillards dans la société. Si les valeurs et les structures dominantes se transformaient, quels seraient les loisirs possibles du troisième âge ? Aucune recherche ne permet de répondre à cette question<sup>1</sup>. Même si les comportements de loisir du troisième âge ne diffèrent pas sensiblement de ceux d'une population adulte, on peut au moins formuler l'hypothèse que leur contenu culturel peut présenter des différences importantes. Quelles en seraient les significations ?

Le problème essentiel du loisir des vieillards ne résiderait-il pas précisément dans ses significations pour l'individu et la société ? Quelles sont les valeurs que la société et l'individu associent au loisir et veulent y associer ? Nous reprenons un problème déjà posé au début de cette réflexion : Comment la sociologie du loisir peut-elle formuler une problématique de recherche appliquée à la gérontologie ?

Se plaçant dans une perspective globale, certains<sup>2</sup> ont essayé de préciser les critères d'une adaptation à la retraite valable pour l'ensemble des activités, y compris les loisirs. J. R. Treanton les résume ainsi : a) participation à certaines activités sociales ; b) satisfaction tirée de ces activités ; c) bonheur subjectif ; d) absence de certains comportements non adaptés ; e) degré de réalisation des désirs.

D'autres<sup>3</sup> se bornent à étudier les déterminants sociaux de l'adaptation : travail antérieur, santé, aisance matérielle, etc.

Mais le problème qui se pose aujourd'hui à la recherche est de savoir

- 
1. Max Kaplan dit justement qu'il n'est pas possible de savoir « ce que les gens âgés peuvent faire par des enquêtes sommaires sur ce qu'ils font maintenant », in : Kleemeier, *op. cit.*
  2. Cavaïr ; Shoule ; Burgess ; Havighurst ; Godnamer, *Personal adjustment in old age*, 1949.
  3. Friedmann et Havighurst.

quelle méthode il faudrait employer pour aller plus loin. Les résultats acquis dans l'étude du loisir des vieillards sont partiels.

1. Ce sont souvent des réponses à des questions sans relation explicite les unes avec les autres. Il est difficile de les comparer. Ils ne se recouvrent pas et ils ne sont pas complémentaires.
2. Il est difficile de les utiliser pour éclairer les choix à faire en matière d'intervention sociale ou culturelle pour satisfaire les besoins du troisième âge. Ils sont souvent négatifs. Ils concernent l'inadaptation et ses causes. Ils sont parfois positifs mais ils sont alors mal reliés à l'ensemble des déterminants sociaux qui permettent ou interdisent leur application. Ils ne sont pas étudiés en fonction des situations nouvelles à créer.

Il nous semble que, dans chaque société, la recherche devrait essayer de formuler les principales options d'une politique sociale et culturelle correspondant aux différents besoins du milieu et compatibles avec les différentes contraintes historiques. Certes, il nous semble prématuré d'élaborer soit une théorie, soit une doctrine des loisirs du troisième âge, bien que certains aient courageusement tenté de le faire<sup>1</sup>. Mais les implications de ces options devraient faire l'objet d'une étude expérimentale en fonction de critères multiples, culturels, sociaux et économiques, tant sur le plan individuel que sur le plan collectif. Les propriétés de ces critères devraient susciter une recherche. Il est nécessaire et possible d'apprécier la validité de ces critères par rapport aux questions les plus importantes, leur valeur respective dans un système logique, leur recevabilité par rapport aux données dont nous pouvons disposer, enfin leur applicabilité par rapport aux décisions possibles dans le cadre des contraintes existantes<sup>2</sup>.

Voici quelques-unes des options qu'il semble possible de formuler sur les rapports du loisir et de la vieillesse. Elles pourraient constituer à la fois un premier point d'arrivée et un nouveau point de départ pour le progrès de la critériologie des loisirs du troisième âge.

1. Si la production peut croître malgré la diminution des heures de travail, dans quelle mesure est-il possible d'affecter le temps libéré à la prolongation de la scolarité des jeunes, à l'accroissement du temps de loisir des adultes (productifs au sens économique du terme), à l'avancement de l'âge de la retraite?
2. Au cours du troisième âge, dans quelle mesure vaut-il mieux faire assumer par les vieux le maximum de responsabilités dans un travail professionnel prolongé ou en dehors de ce travail?
3. En dehors de ce travail, dans quelle mesure vaut-il mieux favoriser la

---

1. M. Kaplan, « Toward a theory of leisure for social gerontology », in : *Ageing and leisure*, *op. cit.*

2. Avant d'être appliqués au réel, les critères doivent, selon Bachelard, constituer un système hypothétique déductif, doué de propriétés logiques. Même si un seul d'entre eux est retenu, il est situé par rapport aux autres et la structure de l'ensemble est telle que les informations qu'il permet d'obtenir ont une valeur, à la fois théorique et pratique.

participation des vieillards aux responsabilités du travail familial, civique, politique, ou bien aux loisirs?

4. A l'intérieur du loisir, vaut-il mieux favoriser l'extension d'activités liées au travail et aux obligations diverses (artisanat à la fois utilitaire et désintéressé, etc.) ou bien l'extension des loisirs complets (promenade ou télévision)?
5. Dans les loisirs complets, les activités à forte participation sociale (jeux collectifs, association, etc.) conviennent-elles mieux que le loisir plus individualisé (*hobbies*, art)?
6. Faut-il favoriser les activités plutôt récréatives ou plutôt instructives? Que peut signifier l'entretien culturel ou le développement culturel du troisième âge?
7. Les contenus culturels à base de fiction (film, roman) sont-ils plus appropriés que les contenus à base d'information cognitive?
8. Dans l'effort d'information à l'intention du troisième âge, vaut-il mieux isoler un contenu spécial pour compenser un certain retard culturel sur les besoins du moment, ou bien cet effort doit-il se confondre avec l'effort d'information destiné à tous les âges?
9. Dans quelle mesure les anciens peuvent-ils assumer des responsabilités dans des organismes socioculturels destinés à tous et dans quelle mesure les jeunes devraient-ils assumer une part de responsabilité dans les organismes où dominent les anciens?

D'autres problèmes seraient encore à formuler.

La réponse à de telles questions exige évidemment qu'une équipe de recherche interdisciplinaire soit constituée. Historiens, économistes, sociologues et psychologues non seulement échangeraient des informations concernant leur propre domaine, mais construiraient ensemble, en fonction des mêmes problèmes, selon le même système, des critères coordonnés, des unités significatives communes, étudiées avec des données diachroniques ou synchroniques différentes selon les disciplines.

Pour que cette recherche interdisciplinaire ait un caractère positif, il serait nécessaire qu'elle allie l'imagination créatrice et la rigueur scientifique. Elle devrait prendre la forme d'une étude coordonnée des différents types de réussites sociales et culturelles du troisième âge selon les différents critères, dans les différentes sociétés modernes et dans les différents milieux sociaux à l'intérieur de chaque société. De telles études synchroniques seraient utilement complétées par une analyse diachronique qui révélerait dans quelles conditions et par quels processus certains vieillards ont une participation sociale et culturelle accrue. L'alliance des méthodes objectives de la sociologie historique et des méthodes subjectives de l'autobiographie pourrait, à notre avis, faire progresser la connaissance théorique et pratique de notre problème.

D E U X I È M E   P A R T I E

LES SCIENCES SOCIALES DANS LE MONDE

# I. ÉTUDES EN COURS ET CENTRES DE RECHERCHE

## LES RECHERCHES DE GÉRONTOLOGIE COMPARÉE

HENNING FRIIS

L'examen de la situation actuelle dans le domaine de la gérontologie sociale fait apparaître un aspect qui mérite d'être souligné. Les problèmes que posent les personnes âgées retiennent de plus en plus l'attention du grand public et de ceux qui ont des responsabilités en matière de travail et de protection sociale. Cependant, malgré les grands progrès de la recherche, les données qui permettraient de fonder une politique sont encore très imparfaites. Il est évident que la situation des personnes âgées varie d'un pays à l'autre ; mais, faute de connaître les faits essentiels dans beaucoup de pays et de disposer actuellement de données comparables, il est difficile d'analyser de façon précise les différences et leur substrat économique et culturel. Depuis quelques années, un nombre croissant de spécialistes de diverses disciplines se livrent à des recherches sur la gérontologie, mais, en général, dans un isolement relatif ; l'absence de moyens de communication réguliers hors des États-Unis d'Amérique (revues, réunions fréquentes ou stages de recherche), sans parler des difficultés de langue et des obstacles financiers, empêche la plupart d'entre eux de connaître les travaux de leurs collègues étrangers.

C'est pour améliorer cette situation que l'Association internationale de gérontologie a créé, en 1955-1956, un comité de recherche sociale composé d'économistes, de sociologues, de psychologues et de médecins et comprenant une section pour l'Europe et une pour les États-Unis d'Amérique. La création du comité a été suivie d'une réunion de la section américaine à Mexico, en septembre 1956, et d'une conférence de recherche organisée par la section européenne, au mois d'octobre de la même année, à Copenhague. La conférence de Copenhague a examiné et adopté un certain nombre de suggestions visant à entreprendre des recherches comparées<sup>1</sup>. Plusieurs problèmes et sujets d'ordre général y ont été évoqués et l'on a formulé, à titre d'exemples, un certain nombre de propositions pratiques qui répondraient aux conditions minimales indispensables à une recherche comparative effectuée dans divers pays. Bien qu'ils n'aient pas

---

1. Voir le rapport intitulé *Cross-National surveys on old age*, publié en 1958 par la Division de gérontologie de l'Université du Michigan, Ann Arbor, Mich. (États-Unis d'Amérique).

examiné en détail les méthodes de recherche, les participants ont été d'avis que les deux principales étaient les suivantes : les enquêtes fondées sur un échantillonnage national, et les études intensives localisées, notamment les études diachroniques.

En juillet 1957, un stage d'études organisé à Merano par les comités américain et européen de recherches sociales s'est livré à une étude plus approfondie des propositions de recherches<sup>1</sup>. Certaines de ces propositions ont été examinées au cours d'autres conférences internationales et un stage d'études réuni à Königswinter, en octobre 1958, sous les auspices de l'administration de l'assistance technique des Nations Unies, a abouti à des résultats particulièrement intéressants<sup>2</sup>.

Avec l'aide de l'administration de l'Assistance technique des Nations Unies et des Attività Assistenziali Italiane e Internazionali, le Comité européen a organisé une réunion spéciale d'experts à Assise (Italie), en septembre 1959, afin d'examiner en détail un programme de recherches et de présenter une demande d'assistance financière à une fondation ou à un organisme de recherche. Une enquête pilote destinée à préparer une étude éventuelle sur les personnes âgées dans divers pays avait été effectuée en Angleterre au début de la même année avec l'assistance financière de la Fondation Gulbenkian<sup>3</sup>. Enfin, un stage international de recherches organisé par le comité américain, grâce à une subvention de l'Institute of Mental Health des États-Unis, a eu lieu à Berkeley (août 1960) et a poursuivi l'examen des propositions<sup>4</sup>.

#### L'ENQUÊTE GÉRONTOLOGIQUE AMÉRICANO-BRITANNO-DANOISE

Les nombreuses propositions présentées au cours de ces réunions ont servi de base à un essai pratique de recherches plurinationales, mené depuis 1960 sous la forme d'enquêtes par sondage entreprises de concert sur le plan national. Le Danemark, les États-Unis et la Grande-Bretagne participent maintenant à l'exécution de ce projet, qui bénéficie d'une importante subvention accordée par les National Institutes of Health des États-Unis. Les enquêteurs responsables sont : pour les États-Unis, Ethel Shanas, de l'Université de Chicago ; pour la Grande-Bretagne, Peter Townsend, de la London School of Economics and Political Science, et Dorothy Cole Wedderburn, de l'Université de Cambridge ; pour le Danemark, Henning

1. Voir le *Report on ageing and social health in the USA and Europe*, publié en 1959 par la Division de gérontologie de l'Université du Michigan, Ann Arbor, Mich. (États-Unis d'Amérique).

2. Stage d'études européen organisé par l'ONU : *Individual and social importance of activities for the elderly*, Königswinter, 1958 (UN/TAA/SEM/1958) ; Genève, 1959 (multigraphié).

3. P. Townsend, B. Rees, *The personal, family and social circumstances of old people: report of a survey to pilot a future cross-national survey*, London School of Economics, 1959.

4. Le rapport de ce stage de recherches doit paraître sous le titre : *Psychological and social processes of ageing: an international research seminar*.

Friis, Poul Milhoj et Jan Stehouwer, de l'Institut national danois de recherches sociales. Aux États-Unis, des enquêtes sur le terrain sont effectuées par le National Opinion Research Center, et l'exploitation des données est assurée par l'Operational Analysis Center (l'un et l'autre appartenant à l'Université de Chicago). Une assistance de caractère technique est assurée, en Grande-Bretagne, par le Government Social Survey, et, au Danemark, par l'Institut national de recherches sociales.

L'objet de cette enquête plurinationale est, tout d'abord, d'apporter des éléments de comparaison entre les conditions de vie et les attitudes des personnes âgées de 65 ans et plus dans des pays aux structures sociales, économiques et culturelles différentes. Elle permettra de dégager certaines conclusions concernant l'influence de facteurs externes sur la vie des personnes âgées et contribuera, par conséquent, à la connaissance des facteurs liés au vieillissement en tant que tel et indépendants de situations nationales déterminées.

La méthode suivie est celle des enquêtes auprès d'échantillons probabilistes nationaux de la population de 65 ans et plus ne vivant pas dans des établissements collectifs.

Les domaines d'enquête sont les suivants :

1. *Aptitudes physiques et mentales générales.* a) Niveau général de la santé physique et mentale (symptômes, maladies) ; b) degré d'incapacité de l'individu à prendre soin de lui-même (évalué à l'aide d'un taux donné de mobilité et de capacité à accomplir des actes individuels et domestiques) ; c) nature et fréquence des services courants rendus au foyer ; d) soins donnés en cas de maladie.
2. *Situation économique de la personne âgée.* a) Volume et source des revenus ; b) importance et composition des avoirs.
3. *Emploi et retraite.* a) Nature de l'emploi actuel ou passé (profession, branche d'activité économique, nombre d'heures de travail, emploi régulier ou saisonnier, etc.) ; b) âge et motifs de la retraite ; c) quelques attitudes à l'égard de la retraite et à l'égard d'un emploi de remplacement.
4. *Famille et autres relations sociales.* a) Données fondamentales sur la situation conjugale de la personne âgée, la durée du veuvage, etc. ; b) cadre social où vit la personne âgée (composition du ménage et description de la structure et de la cohésion familiales, y compris le nombre d'enfants, de frères et sœurs et autres proches parents, ainsi que les proches parents de cette famille, distance de leur habitation) ; c) relations familiales, c'est-à-dire fréquence et nature des contacts entre la personne âgée et ses enfants et autres parents ; d) mesure de l'isolement social de la personne âgée au sens objectif de l'absence de contact avec d'autres personnes ; indications sur son sentiment subjectif de solitude.
5. *Logement.* A l'exception des États-Unis, où un recensement spécial sur les conditions de logement des personnes âgées a été effectué à l'occasion du recensement de 1960. a) Catégorie de logement (ménage composé d'une ou plusieurs personnes, maison d'habitation, apparte-



ment ou pavillon, etc.) ; b) état ou type du logement (âge, confort) ; c) attitudes à l'égard du logement actuel et d'autres possibilités à cet égard.

De ces questions, 75 à 90 % sont valables pour plusieurs pays. En outre, chaque questionnaire national contient un certain nombre de questions concernant particulièrement le pays intéressé. Les questions générales sont comparables par leur contenu, mais non par leur formulation dans les questionnaires nationaux. Chaque questionnaire national tient compte des différences de genre de vie, de langage et de conception entre les pays. On n'a pas essayé de « traduire » les questions mot à mot. Les individus sont *dizzy* aux États-Unis, *giddy* en Grande-Bretagne et *svimmel* au Danemark. *Giddy* ne signifie rien aux États-Unis, pas plus que *svimmel* n'a de signification en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Mais le contenu de chaque question a été examiné longuement et à maintes reprises, afin d'assurer la comparabilité des réponses. En outre, afin que les personnes interrogées aient la même attitude pendant toute l'enquête (pour créer la même « atmosphère »), les questions suivent le même ordre dans les questionnaires utilisés dans chacun des trois pays.

Outre l'utilisation de questionnaires comparables, on s'est efforcé d'atteindre le degré maximum de comparabilité par les moyens suivants :

1. Plan de sondage comparable. Dans chaque pays, on utilise un échantillon probabiliste par aires stratifiées.
2. Définitions identiques des variables, concepts et termes importants.
3. Mêmes instructions données aux enquêteurs sur les questions posées dans les différents pays.
4. Enquêtes effectuées approximativement à la même époque de l'année : États-Unis d'Amérique (du milieu de mai à août 1962) ; Royaume-Uni (du milieu de mai à juillet 1962) ; un second sondage national sur les personnes âgées a été effectué en novembre-décembre 1962 ; Danemark (du milieu d'avril au début de juillet 1962).
5. Même méthode de codage, y compris un accord sur le codage de toutes les « questions ouvertes » posées dans les différents pays.

Il va de soi que certains problèmes de comparabilité n'ont pu être entièrement résolus. En premier lieu, les recherches ont été limitées aux personnes vivant dans des ménages ordinaires ; l'enquête n'a pas porté sur les personnes âgées vivant dans des établissements collectifs (sauf en Grande-Bretagne). Au Royaume-Uni et aux États-Unis d'Amérique, 3 à 4 % des personnes âgées vivent dans de tels établissements ; au Danemark, on estime que leur pourcentage est plus élevé. Les personnes les plus âgées et les plus infirmes ne sont donc pas entièrement représentées dans les résultats. En outre, certains écarts constatés entre les trois pays, par exemple dans les proportions des personnes âgées, membres de ménages ordinaires, qui étaient alitées ou isolées de leur famille, peuvent s'expliquer partiellement par la différence des pourcentages de la population âgée vivant dans les divers types d'établissements collectifs.

En second lieu, il y a eu des défaillants dans les trois pays (personnes que

l'enquêteur n'a pas pu joindre ou qui ont refusé de répondre). Certaines données ont toutefois été recueillies à leur sujet, avec, peut-être, des différences d'un pays à l'autre en ce qui concerne certaines caractéristiques. Mais il est probable que la comparabilité générale des résultats n'en a pas été sensiblement affectée, car le taux des non-réponses, peu élevé d'ailleurs, était à peu près constant. Cependant, il n'est pas permis de négliger ces aspects en étudiant les petits écarts entre les résultats des enquêtes effectuées dans les différents pays.

Peut-être ceux qui envisagent d'organiser des enquêtes plurinationales aimeront-ils savoir quelles mesures ont dû être prises pour parvenir à une action concertée :

1960. Première demande de subvention adressée par chaque pays aux National Institutes of Health des États-Unis (après les travaux préliminaires de Copenhague, Merano, Assise et Berkeley).

Janvier 1961. Réunion consacrée à la planification générale.

Mai 1961. Réunion consacrée à la rédaction d'un document commun sur les objectifs, les hypothèses, les définitions et les méthodes de sondage, destiné aux National Institutes of Health.

Octobre-novembre 1961. Réunions consacrées au questionnaire destiné aux enquêtes pilotes nationales.

Mars 1962. Réunion consacrée au contenu définitif et à la structure du questionnaire à utiliser dans les différents pays, établi d'après les résultats et les leçons des enquêtes pilotes nationales. Accord sur quelque 150 questions et sous-questions et sur le précodage. Accord sur les définitions utilisées dans les directives données à l'enquêteur.

Avril 1962. Préparation des enquêtes sur le terrain dans chaque pays. L'Organisation britannique de recherche (Government Social Survey) envoie un observateur pour assister aux instructions données par l'enquêteur danois.

Juin 1962. Réunion consacrée au codage des questions ouvertes.

Septembre 1962. Réunion consacrée au codage.

Mars 1963. Réunion consacrée à l'exploitation et à l'analyse des données. Présentation de distributions marginales sur tableaux à entrées multiples par sexe et groupe d'âge et travaux préliminaires en vue d'une nouvelle exploitation et d'une nouvelle analyse des données nationales et plurinationales.

Plusieurs autres réunions consacrées à l'exploitation et à l'analyse des données se tiendront en 1963-1964.

La présentation finale des résultats se fera sur une base nationale et sur une base plurinationale.

Les participants espèrent que le travail qu'ils auront accompli intéressera non seulement les spécialistes de la gérontologie, mais aussi les chercheurs qui s'occupent d'études plurinationales en général.

Tous les pays qui voudraient effectuer une enquête analogue peuvent avoir communication des questionnaires et peuvent entrer en contact avec le groupe d'enquêteurs actuellement en fonctions.

Nous souhaiterions voir entreprendre des études analogues dans des pays ayant une structure plus rurale et des systèmes sociaux différents. Si d'autres pays mènent des enquêtes dans les mêmes conditions que l'enquête actuelle, les résultats ajouteront aux connaissances scientifiques que nous possédons sur la gérontologie plus que ne le feraient de nouvelles études plus spécialisées. Toutefois, si un autre groupe de chercheurs préfère effectuer des recherches gérontologiques dans plusieurs pays selon une méthode entièrement différente, il va de soi que ses travaux pourraient également être très utiles.

Il convient de ne pas perdre de vue que des recherches plurinationales au sens strict, telles que celles que nous avons essayé de faire, constituent une entreprise assez difficile, qui exige beaucoup de temps. Et ces recherches ne sont possibles que dans un esprit de pleine coopération, qui suppose une grande franchise dans les discussions portant sur les méthodes et un désir de la part de chaque groupe national de comprendre les problèmes qui se posent aux autres participants.

## ORGANISATION DE LA RECHERCHE DANS QUELQUES PAYS

P. PAILLAT

Nous nous proposons de donner ici un aperçu des recherches effectuées par les principaux organismes spécialisés (universités de plusieurs pays, instituts, centres, associations). Les renseignements recueillis à cet effet sont incomplets et assez disparates. Ils sont incomplets pour plusieurs raisons. D'abord, même dans un pays comme le Royaume-Uni, qui est seul à posséder un recueil mis à jour (voir ci-dessous), on est mal informé de ce qui se passe tant que les auteurs ou les responsables ne publient rien. Ensuite, certains projets dont on connaît l'existence n'aboutissent pas. Dans d'autres cas, le volume des recherches, la variété des organismes et l'étendue du pays (États-Unis) sont autant d'obstacles. On peut ajouter que se pose le problème du choix quand la gamme est étendue. Or, précisément, les travaux sont disparates. Tantôt il s'agit d'une enquête auprès de 2 000 personnes, tantôt d'une monographie consacrée à un groupe restreint ; tantôt il s'agit d'études socio-administratives, tantôt de tests médicosociaux. Effectués par une équipe bien dotée, ou par un spécialiste isolé, portant sur un moment donné ou sur une longue période, ces travaux permettent rarement les comparaisons ou les extrapolations ; cependant,

pièce à pièce, le domaine du connu s'agrandit, de-ci de-là, un peu comme les clairières dans une forêt qu'on défriche.

Les renseignements qui suivent ne prétendent donc pas être exhaustifs. Ils ont toutefois le mérite de faire connaître les principaux organismes pour lesquels on possède une documentation, inégale d'ailleurs. Ils aident à comprendre les efforts entrepris. Ils montrent que la gérontologie sociale prend de plus en plus l'allure d'une discipline distincte, en pleine expansion, qui ne peut toutefois progresser sans le concours de nombreuses spécialités, de la médecine à la sociologie, en passant par la statistique mathématique. Les adresses qui sont indiquées doivent permettre aux lecteurs de se mettre en rapport avec les organismes qui les intéressent.

#### ÉTATS-UNIS

Les principaux travaux émanent soit de services de l'administration fédérale, soit d'universités, soit de ces deux sources à la fois. Les fondations, dont on sait le rôle important qu'elles jouent dans ce pays, apportent leur concours soit en subventionnant des études et des colloques scientifiques, soit en accordant des bourses de recherche. C'est ainsi que la Fondation Ford a un programme spécial dans ce domaine : en 1962, elle a accordé plus de 2 600 000 dollars à des universités, à des associations scientifiques ou à des services d'aide sociale, afin, dans la plupart des cas, d'améliorer la qualité de l'aide que la communauté apporte à ses anciens, notamment en matière de logement et de services (la recherche psychologique présente, à cet égard, une grande importance). Il va de soi qu'à l'échelon local les autorités prennent aussi des initiatives dans ce domaine, afin de mieux connaître, notamment, les problèmes que leur pose la vieillesse.

Le gouvernement des États-Unis est pleinement conscient de l'importance immédiate et surtout à long terme du vieillissement de la population. On peut en voir la preuve, d'une part, dans l'existence d'un Conseil interministériel chargé de suivre cette question (*Federal Council on Ageing*) et, d'autre part, dans la convocation à Washington, en janvier 1961, d'une vaste conférence (White House Conference on Ageing), qui a groupé 2 800 délégués, venus examiner en commun les rapports établis dans 51 États et territoires. Les questions économiques et sociales ont naturellement occupé une bonne part des discussions. On peut, en outre, apprécier l'effort des services fédéraux en examinant la liste ci-dessous qui indique, en face du nom de l'organisme intéressé, les thèmes de recherche abordés directement par lui ou sous son égide.

Ministère de l'agriculture

Économie ; diététique ; santé en zone rurale

Ministère du commerce

Bureau du recensement

Recensement (tableaux spéciaux) ; appui à des études spécialisées

*Ministère de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale*

Service spécial du vieillissement, fondé en 1956	Direction de recherches statistiques, préparation de la conférence de 1961
Administration de la Sécurité sociale	Relations familiales ; systèmes étrangers ; dépenses en matière de santé ; niveau des ressources
Administration de l'assurance vieillesse	Efficacité du système des pensions
Administration de l'assistance publique	Caractéristiques de l'assistance aux personnes âgées ; besoins médicaux
Administration de la santé publique (y compris les instituts de la santé)	Aspects socio-économiques des soins médicaux
Service de la réadaptation professionnelle	Recherche et démonstration
Administration de l'éducation	Besoins en matière de formation professionnelle
Office du logement	Besoins et désirs dans ce domaine ; conférence sur ce sujet

*Ministère du travail*

Bureau des statistiques	Qualité du travail et âge des travailleurs ; influence des modifications technologiques ; budgets des couples âgés
Bureau de la protection de l'emploi	Emploi ; placement ; meilleures méthodes de protection de l'emploi

Sur le plan universitaire, l'éventail est encore plus riche. La liste ci-dessous donne les noms des universités qui accordent une place importante à la gérontologie et dans lesquelles existent des centres de recherche et de formation spécialisés :

Université de l'Arizona	Université de l'Illinois	Université de Caroline du Nord
Université de Boston	Université de l'Iowa	Université de Pennsylvanie
Université Brandeis	Collège d'État de Los Angeles	Université d'État de Pennsylvanie
Université Brigham Young	Université d'État de Louisiane	Université Purdue
Université Brown	Université de Miami	Université de Syracuse (N.Y.)
Université de Californie (Berkeley et Los Angeles)	Université du Michigan	Université du Texas (Galveston)
Université de Chicago	Université d'État du Michigan	Université de Washing- ton
Université du Connec- ticut	Université du Minnesota	Université Washington (Saint-Louis)
Université Cornell	Université du Missouri	Université de la Réserve occidentale
Université Duke	Collège de Mount Angel (Oregon)	Université du Wisconsin
Université de Floride Université d'État de Floride		

Parmi les nombreux organismes de coordination, il existe aussi un Conseil interuniversitaire de gérontologie sociale, dont le siège est à l'Université du Michigan.

A titre d'exemple, on peut prendre l'Université de Chicago. Au sein de sa Division des sciences sociales a été créé un Comité d'étude du développement de l'homme (Committee on Human Development, 5835 S. Kimbark Avenue, Chicago 37), dirigé par M<sup>me</sup> Bernice L. Neugarten (Ph. D.). Ce comité se propose, d'une part, d'étudier comment évolue le comportement de l'homme tout au long de sa vie et, d'autre part, de former des chercheurs et des professeurs. A ce titre, il donne onze cours spéciaux de gérontologie. Parmi les travaux actuellement en cours figurent : une étude des adultes de 40 à 90 ans à Kansas City ; une étude des facteurs de la santé mentale chez les femmes d'âge moyen ; la recherche des normes d'âge dans la vie sociale des adultes ; une étude sur l'adaptation des personnes âgées à la vie dans les foyers de vieillards et une autre sur les vieillards vivant hors de ces établissements (en liaison avec des travaux analogues entrepris au Royaume-Uni et au Danemark). Aux travaux de ce comité participent notamment, outre sa directrice, M<sup>lle</sup> Ethel Shanas, MM. James E. Birren, Robert J. Havighurst, William E. Henry, Robert A. Levine et Mortar A. Lieberman.

L'Université du Michigan (Ann Arbor) aurait, elle aussi, pu servir d'exemple puisqu'elle a créé, au sein de son Institut de l'adaptation humaine (Institute for Human Adjustment, 1510 Rackham Building, Ann Arbor, Mich.), une Division de gérontologie dont la direction a été confiée à M<sup>me</sup> Wilma Donahue (Ph. D.), qui est l'une des principales animatrices de l'Association internationale de gérontologie. Sur son initiative, Ann Arbor est souvent le siège de colloques scientifiques. Une quinzaine de chercheurs collaborent au programme de recherches, de consultations et de formation de l'Institut, qui bénéficie de l'appui de plusieurs fondations et organismes publics. Les travaux portent principalement sur la préparation à la retraite, la réadaptation des malades âgés, le logement et même la religion.

#### ROYAUME-UNI

A défaut d'une société de gérontologie, une fondation permet de susciter des recherches et — travail très remarquable — de tenir à jour le catalogue des recherches en cours ou à l'état de projet. En effet, la National Corporation for the Care of Old People (Nuffield Lodge, Regent's Park, Londres, N.W.), dont le secrétaire est M. R. F. Simson, édite un recueil intitulé *Old age. A register of social research*, dans lequel les travaux sont présentés de façon uniforme. On y trouve le titre, le but et la méthode de chaque étude, le nom des organismes en cause, le nom et les qualités de la personne responsable, les dates. Dans un bulletin trimestriel, cette fondation publie, en outre, des analyses des projets en cours, qui sont l'œuvre du Groupe

consultatif des enquêtes et recherches. Cet organisme a été créé par le Conseil national pour l'action sociale en faveur des personnes âgées (National Old People's Welfare Council), afin de donner des avis sur les travaux à entreprendre et les méthodes à suivre. C'est sur la base du recueil de la fondation qu'a été dressée la liste ci-dessous :

Université d'Aberdeen, Département de la santé publique et de la médecine sociale :

D<sup>r</sup> J. M. Richardson [2]<sup>1</sup>.

Université de Belfast, Département des études sociales : C. R. Duff.

Université de Belfast, Département de la santé mentale : John Graham White.

Université de Birmingham, Département de la médecine sociale : professeur Thomas McKeown.

Université de Bristol, Département de psychologie : K. F. Murrell.

Université de Cambridge, Département d'économie appliquée : J. E. G. Utting

Université de Cambridge, Département d'écologie humaine : professeur Leslie Banks, D<sup>r</sup> James A. Hislop.

Université de Cambridge, Laboratoire de psychologie : Rev. A. T. Welford.

Université de Durham, Département d'architecture : professeur J. H. Napper.

Université de Durham, Département de la médecine psychologique : professeur Martin Roth.

Université de Durham, Département des études sociales : J. B. Cullingworth.

Université d'Édimbourg, Département de la santé publique et de la médecine sociale : Cecil Gordon, J. G. Thomson.

Université d'Édimbourg, Département de la santé publique et de la médecine sociale : Cecil Gordon.

Université d'Exeter, Laboratoire de psychologie : Jacek Szafran.

Université de Glasgow, Département de la recherche économique et sociale : T. Brennan.

Université de Glasgow, Institut de physiologie : J. V. G. A. Durnin.

Université de Liverpool, Département des sciences sociales : professeur T. S. Simey, M<sup>lle</sup> M. P. Hall, D<sup>r</sup> Raymond Brock.

Université de Londres, École d'économie et de science politique : P. Townsend, Brian Rees, M<sup>lle</sup> K. M. Slack, M<sup>lle</sup> R. Chambers, M<sup>lle</sup> C. Woodroffe.

Université de Manchester, Département d'administration sociale : professeur T. E. Chester, S. K. Ruck, W. A. J. Farndale, R. G. S. Brown, M<sup>me</sup> B. N. Rodgers.

Université de Manchester, Département de la médecine sociale et préventive : M<sup>me</sup> Suzanne M. Lempert [2], J. Hajnal.

Université de Nottingham, Département des sciences sociales : A. R. Emerson [2], M<sup>me</sup> D. Barley.

Université de St. Andrews, Département de la santé publique et de la médecine sociale : professeur A. Mair.

Université de Swansea, Département des sciences sociales : R. Huws Jones [3].

Acton Society Trust : M<sup>lle</sup> Rosemary, Stewart.

Centre de recherches du bâtiment, Watford, Herts. : M<sup>lle</sup> Vere Hole, M<sup>me</sup> P. G. Allen.

Institut d'études de la vie collective, Londres : P. Willmott [2], Michael Young [2], P. Townsend.

Conseil de la recherche médicale, Groupe d'étude des aspects professionnels du vieillissement, Liverpool : Alastair Heron.

Conseil de la recherche médicale, Service d'études du climat et de l'efficacité du travail, Oxford : J. S. Weiner.

---

1. Le chiffre figurant entre crochets indique le nombre d'études.

A ces organismes, déjà nombreux, viennent s'ajouter les administrations locales de 21 circonscriptions diverses, 13 hôpitaux, 5 comités d'action sociale en faveur des personnes âgées, plusieurs autres institutions (y compris le service central de l'état civil) et, naturellement, quelques chercheurs isolés, comme M. F. Le Gros Clark, le Dr John Fry, M. Geoffrey Gibson, M. H. C. Miller, le Dr J. H. Sheldon et M. D. R. Snellgrove. La liste ci-dessus ne concerne que les travaux terminés ou entrepris après 1955.

Quoique très variés dans le détail et même dans la méthode, on peut classer les travaux en cours sous les grandes rubriques suivantes : Travail, emploi et âge ; Problèmes familiaux ; Aide aux personnes âgées (aide ménagère, soins à domicile, hôpitaux de jour, services de repas, autres types d'aide) ; Logements et foyers ; Incidences de la retraite (budgets, santé, préparation à cette situation, etc.).

#### PAYS NORDIQUES

##### *Danemark*

C'est l'Institut national d'études sociales (Socialforskningsinstitutet, Nyhavn 38, Copenhague K), dirigé par M. Henning Friis, qui étudie les questions de gérontologie sociale. Parmi les 13 chercheurs qualifiés que cet institut public emploie à plein temps, 3 se consacrent exclusivement à ces problèmes. Ils ont déjà publié des études, notamment celle qui porte sur un secteur de Copenhague habité par des gens de condition modeste. L'institut procède actuellement à une vaste enquête coordonnée avec des travaux anglais et américains, en vue de permettre des comparaisons internationales.

##### *Finlande*

La Finlande dispose d'une société gérontologique (Societas Gerontologica Fennica r.y.) depuis 1948. Présidée par M<sup>me</sup> Eeva Jalavisto, cette société compte parmi ses membres des représentants de disciplines variées, de la statistique à la médecine en passant par la sociologie. Elle dispose d'une polyclinique (Haartmanikatu 1, Helsinki) et d'une publication annuelle, *Geron*. Il existe, en outre, une Fédération finlandaise d'action sociale en faveur des personnes âgées, dont le siège est le même que celui de la société, mais qui, sous la direction de M<sup>me</sup> Anni Seppänen, s'adonne surtout à l'action sociale.

##### *Norvège*

Depuis 1957, un Institut national de gérontologie a été chargé d'exécuter et de susciter des recherches dans ce domaine. Dirigé par M<sup>me</sup> Eva Beverfelt, cet organisme privé est subventionné, en partie, par la municipalité



d'Oslo, par l'Association nationale pour la santé publique et par la Fondation nationale scientifique. Dans son équipe de chercheurs, le Nasjonalforeningens Gerontologiske Institutt compte un médecin, trois psychologues et un travailleur social, sans compter les collaborateurs extérieurs. Il procède depuis deux ans à une enquête psychomédicale portant sur deux groupes, l'un dont les membres sont âgés de 55 à 64 ans et l'autre dont les membres ont de 70 à 74 ans.

L'Institut de médecine sociale (Sosialmedisinsk Institutt, Universitet i Oslo, directeur : professeur A. Ström) et l'Institut de sociologie (Sosiologisk Institutt, Lökkevein 7, Oslo) collaborent avec l'Institut de gérontologie. Ils ont même constitué des équipes communes et publié, en 1961, une étude sur les possibilités d'emploi des vieux travailleurs.

### *Suède*

Deux universités suédoises, celles de Lund et d'Upsal, s'occupent de gérontologie dans leurs départements de médecine sociale. Une division du Bureau d'action sociale (Socialstyrelsen) s'intéresse à l'équipement mis à la disposition des personnes âgées, tandis que la Division de la santé professionnelle au sein de la Confédération des employeurs suédois (Svenska Arbetsgivareföreningen, S.a Blasieholmshamnen 4 A, Stockholm) suit les problèmes de l'âge et de l'emploi. Son directeur, le professeur Sven Forssman, est en même temps le président du comité scientifique du Conseil des services du personnel (Personaladministrativa Radet, Warfvinges väg 26, Stockholm K), qui s'intéresse aussi aux problèmes sanitaires et sociaux que posent les travailleurs d'âge moyen ou plus âgés.

### RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Parmi les organismes qui étudient les problèmes sociaux de la vieillesse, on peut citer, d'une part, la section d'hygiène sociale de l'Institut d'hygiène de Dusseldorf et, d'autre part, l'Institut d'hygiène sociale, d'orientation professionnelle et de médecine du travail, de Bad Godesberg. Ces deux organismes sont dirigés par le professeur Ewald Gerfeldt (Ziethenstrasse 29, Bad Godesberg 532).

La gérontologie sociale est aussi un domaine de recherche du Divo, Institut de recherches économiques et sociales et de mathématiques appliquées (Institut für Wirtschaftsforschung- Sozialforschung und Angewandte Mathematik, Am Hauptbahnhof 12, Francfort-sur-le-Main), dont le Dr Gerhard Baumert est un des dirigeants. Il faut mentionner aussi l'Institut de recherche et d'action sociales de Cologne (Institut für Selbsthilfe und Sozialforschung e.v., Apostelnstrasse 9, Cologne), qui a étudié les niveaux de vie des vieillards dans deux grandes villes de la République fédérale d'Allemagne.

## PAYS-BAS

Les Pays-Bas disposent d'une Fédération d'aide à la vieillesse, ainsi que d'une Société de gérontologie (Nederlandse Vereniging voor Gerontologie, Laan van Oud Poelgeest 4, Oegstgeest), dont le secrétaire est le Dr Robert J. van Zonneveld.

Parmi les travaux récents de quelque importance, on peut citer une étude sur le degré et les raisons d'isolement des vieillards à Amsterdam. Les auteurs, avec l'appui du Ministère des affaires sociales, de la municipalité d'Amsterdam et de la Fédération d'aide à la vieillesse, se sont efforcés de dégager les remèdes à cet isolement. Parallèlement, la municipalité de cette ville a fait dresser l'inventaire de tous les moyens mis à la disposition de la population âgée. L'Institut de psychologie de Nimègue a aussi abordé certains problèmes sociaux dans une enquête, dont les résultats ont été publiés il y a quelque temps. Une autre enquête, sur les besoins des vieillards, a été publiée par la municipalité de Meppel, dans le nord-est du pays. Comme ces travaux sont souvent entrepris en ordre dispersé, la Fédération d'aide à la vieillesse a le souci de les coordonner et de leur assurer l'aide des pouvoirs publics ou d'une grande fondation nationale.

Parmi les sujets récemment traités ou à l'étude figurent les besoins en matière de logement et d'aide ménagère, ainsi que l'influence de la retraite. En outre, de vastes enquêtes psychomédicales font intervenir des facteurs sociaux. C'est ainsi qu'une de ces études va porter sur des personnes âgées de 55 à 65 ans et essayer de déceler l'effet de la retraite sur l'évolution des fonctions physiologiques et psychologiques.

## AUTRICHE

En tant qu'organisme, seul le Centre d'études sociales de l'Université de Vienne (Sozialwissenschaftliche Forschungstelle, Dr Karl Lueger-Ring, Vienne I) procède à quelques travaux sur les personnes âgées, notamment sur les questions de logement.

## HONGRIE

L'Académie des sciences a confié à un comité (Magyar Tudományos Akadémia Gerontológiai Bizottsága, Széchenyi rakpart 3, Budapest V) le soin de coordonner les recherches gérontologiques, sous la présidence du Dr László Haranghy. Les problèmes sociaux sont particulièrement suivis par le professeur Andor Weltner (Département de droit du travail de l'Université de Budapest), par le Dr György Acsádi, du Bureau central de statistique, et par M<sup>me</sup> R. Kadar, chef du département IX au Ministère de la santé publique. Les travaux des 12 membres du comité et de plusieurs

savants étrangers doivent paraître dans la revue la *Folia gerontologica*, dont la fondation a déjà été autorisée.

## SUISSE

Les deux grandes institutions qui s'occupent de gérontologie sociale dans ce pays sont : la fondation nationale suisse « Pour la vieillesse » (Seestrasse 2, Zurich 2) et la Société suisse de gérontologie. La première, qui est une organisation de droit privé présidée par M. Ph. Etter, compte 27 comités cantonaux et régionaux, 20 employés à plein temps et près de 3 000 collaborateurs occasionnels. Elle publie une revue trimestrielle, *Pro senectute*, et a créé en 1961 une Commission d'étude des problèmes de la vieillesse.

La société de gérontologie a pour principale activité d'organiser des réunions, dont certaines sont consacrées à la gérontologie sociale.

## ITALIE

L'Association italienne de gérontologie (Associazione Gerontologica Italiana, AGEI, 8 via Piatti, Milan) a pour but de dégager les meilleures méthodes d'action sociale en faveur des personnes âgées et de les mettre en œuvre, notamment dans les établissements d'accueil. C'est une fondation, présidée par M. E. Vigorelli, dont une des sections s'occupe plus spécialement des problèmes sociaux. Elle publie une revue bimestrielle, sous le titre *Longevita*.

## FRANCE

Le volume des recherches est assez limité. Toutefois, on doit citer la création récente du Centre de gérontologie « Claude-Bernard » (11, rue Chardon-Lagache, Paris-16<sup>e</sup>), que dirige le professeur Bourlière. Il étudie attentivement le processus du vieillissement et recherche notamment l'influence des facteurs sociaux ou professionnels. A l'Institut national d'études démographiques (23, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>), une section s'occupe du vieillissement sous son aspect démo-économique et participe à l'élaboration des programmes d'action publique en faveur des personnes âgées. L'Institut national de la statistique et des études économiques (29, quai Branly, Paris-7<sup>e</sup>) a souvent mis en lumière l'influence de l'âge sur certains aspects de la vie économique (logement, consommation). Responsable des recensements, il dispose d'une documentation indispensable. En 1961, il a effectué une vaste enquête sur les conditions de vie de la population âgée dans la région parisienne.

Par vocation, le Bureau d'études administratives de l'Assistance publique (administration des hôpitaux et de l'aide sociale dans le département de

la Seine) étudie la situation sanitaire et économique des vieillards, dont beaucoup bénéficient de l'aide de cette administration ou sont hébergés dans ses établissements.

Devant l'ampleur du vieillissement en France, le gouvernement a chargé une commission spéciale, présidée par M. Laroque, de lui fournir les éléments d'une politique de la vieillesse. Cette commission a présenté son rapport en janvier 1962. Au cours des dix-huit mois qu'ont duré ses travaux, elle a interrogé une centaine d'organismes et entendu les représentants de plusieurs d'entre eux (notamment les confédérations syndicales). D'autre part, elle a fait procéder, par l'Institut français d'opinion publique, à deux enquêtes dont les résultats ont été publiés récemment dans un volume spécial. Même si toutes ses recommandations ne sont pas entérinées, — il s'en faut de loin — le rapport de la Commission Laroque n'en fournit pas moins une documentation et des bases de réflexion sans précédent en France.

D'une manière permanente, le Ministère de la santé publique et de la population peut consulter le Comité national de la vieillesse en France, où siègent des parlementaires, des représentants de l'administration, des organismes sociaux, des syndicats et des associations de personnes âgées, ainsi que quelques spécialistes. De son côté, la Société française de gérontologie (Paris) et les sociétés de province (Aix, Bordeaux, etc.) se préoccupent d'organiser des confrontations interdisciplinaires sur des sujets touchant la vieillesse et la politique à suivre à son égard.

#### JAPON

De la documentation très copieuse fournie par le Japon, il ressort que la grande majorité des travaux entrepris par ce pays ont un caractère médical, mais il convient de noter que la Société japonaise de gérontologie (Nippon Rōnen Shakai Kagaku-Kai, 1235, 2-chome, Soshigaya, Setagaya-ku, Tokyo) est présidée par le professeur Sadamu Watanabe. C'est une société savante réunissant 102 spécialistes et disposant d'un bulletin mensuel (*Rōnenbyō*) ; depuis 1959, elle organise chaque année une conférence générale.

Pour sa part, l'Institut de médecine et de biologie nucléaire d'Hiroshima a étudié, sur le double plan médical et social, les survivants âgés de l'explosion atomique qui détruisit cette ville.

## CONTACTS UNIVERSITAIRES INTERNATIONAUX POUR L'ENSEIGNEMENT DE L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (IUC)

D. J. PRINS

*Considérations sur l'enseignement de l'administration des entreprises, sur son importance économique et sociale, et sur quelques autres questions*

Dans les pays hautement industrialisés comme dans ceux qui sont en voie de développement, on se préoccupe de plus en plus de disposer constamment, et en nombre suffisant, de cadres supérieurs de valeur dans les divers secteurs de la société, car on estime que c'est là un facteur essentiel d'un développement économique et social équilibré. Ce souci résulte certainement, en partie, de l'analyse du processus de développement dans plusieurs pays. Il se reflète également dans un nombre croissant de publications de qualité très variable, consacrées à une gamme étendue de sujets, ainsi que dans les multiples efforts déployés dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, pour promouvoir le développement de diverses catégories d'administrateurs. Au moins trois considérations fondamentales, explicites ou implicites, semblent être à la base de ces efforts.

Bien que certains cadres supérieurs possèdent des compétences naturelles qui leur permettent d'exercer des fonctions de direction, même à l'échelon le plus élevé, sans avoir fait beaucoup d'études, l'effectif de ces administrateurs est très insuffisant pour répondre aux besoins en personnel de direction de diverses catégories.

Il est possible d'aider un nombre limité de personnes — celles qui ont les aptitudes requises — à devenir des administrateurs, tant au cours de leurs études qu'en leur donnant, par la suite, les moyens de se perfectionner. Mais il faut, pour cela, que certains aspects de l'administration des entreprises puissent être étudiés scientifiquement.

Sans vouloir décider si l'administration des entreprises est un art ou une science, ou l'un et l'autre, ni si elle est ou n'est pas en passe de devenir une profession, il paraît certain que les conditions à remplir par les administrateurs, maintenant et, plus encore, dans l'avenir, sont telles qu'il sera de plus en plus difficile, dans de nombreux cas, de répondre à ces exigences, sans avoir fait des études poussées et s'être perfectionné par la suite.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans des discussions de détail. Si l'on admet ces postulats, il semble entièrement justifié de dire que diverses formes et étapes de l'enseignement de l'administration des entreprises méritent une attention particulière.

Malheureusement, les connaissances théoriques et pratiques et la compréhension profonde des problèmes de l'administration des entreprises et de l'enseignement qui s'y rapporte n'ont pas toujours marché de pair avec la prolifération rapide des activités éducatives dans un certain nombre de pays. Il ne s'agit évidemment pas d'abandonner ce qui a été entrepris d'utile pour la formation des cadres, mais il serait souhaitable de faire de plus grands efforts de recherche et de réflexion.

Le problème de l'enseignement et du perfectionnement de l'administration des entreprises peut être abordé, notamment, sous l'angle des multiples besoins à satisfaire et sous celui des moyens mis en œuvre.

En ce qui concerne les besoins, il convient de noter, d'une part, que l'élaboration d'un programme équilibré de développement de la fonction d'administration, lié à la structure, à la phase de croissance et à d'autres caractéristiques des entreprises et d'autres unités économiques plus larges, est une condition indispensable du succès des activités d'enseignement. D'autre part, l'enseignement se préoccupant,

par définition, de répondre aux besoins futurs — c'est certainement le cas des études universitaires préparant à des fonctions de direction — il n'est pas possible de laisser aux seules entreprises commerciales, industrielles et autres le soin de déterminer les besoins et de traduire ces besoins sous forme de programmes d'enseignement et de recherches. Les institutions qui offrent des moyens éducatifs ont aussi un rôle à jouer.

En ce qui concerne les moyens d'enseignement et de perfectionnement, il est évident que, pour diverses raisons que nous n'avons pas à énumérer ici, le rôle des établissements chargés de l'enseignement et du développement des activités de direction ou de gestion est très variable. Des universités et d'autres institutions analogues, des associations patronales, des experts-conseils, des associations de cadres de direction, des organisations internationales de divers types et quelques entreprises (relativement peu) prennent une part plus ou moins importante à ces activités. Très rares sont les pays où les efforts des organismes compétents ont atteint ou même sont en voie d'atteindre un degré de coordination suffisant.

### *Les buts de l'IUC*

Dans ces conditions, quels sont les buts de l'IUC (Contacts universitaires internationaux pour l'enseignement de l'administration des entreprises) ? D'une manière générale, cette institution se propose d'améliorer et d'encourager toutes les formes d'enseignement de l'administration, y compris la recherche au niveau de l'université, et de favoriser la coopération entre les organismes chargés d'assurer cet enseignement. Cela suppose le développement d'activités propres à contribuer à tous les efforts visant à répondre de façon satisfaisante — qualitativement et quantitativement — aux besoins en matière d'enseignement de l'administration des entreprises. Un objectif plus particulier de l'IUC est d'obtenir que les institutions chargées, au niveau universitaire, de cet enseignement et de la recherche dans ce domaine soient encouragées à : a) créer des contacts personnels et autres, tant à l'échelon individuel que sur le plan institutionnel, par exemple entre l'université et l'industrie ; b) utiliser au mieux ce qui a déjà été conçu et mis en pratique ailleurs ; c) développer encore leurs activités d'enseignement et de recherche en vue d'introduire de nouvelles idées, d'expérimenter de nouvelles méthodes d'enseignement, etc.

L'IUC, organisation internationale à but non lucratif, visant exclusivement les objectifs définis plus haut, n'est liée à aucun intérêt de groupe.

*Terminologie.* Par enseignement de l'administration (*management education*) au niveau universitaire, on entend toutes les activités de formation méthodique, c'est-à-dire à la fois la préparation des futurs administrateurs et le perfectionnement de ceux qui sont déjà en fonctions.

Le niveau universitaire se rapporte au niveau de l'enseignement proprement dit et, dans le cas du perfectionnement, au niveau des fonctions de direction effectivement exercées.

L'enseignement de l'administration des entreprises au niveau universitaire comprend donc : a) des études universitaires, de licence et de doctorat, relatives, en partie ou en totalité, à la direction ou la gestion d'entreprises privées ou d'administrations publiques ; b) dans le cadre de l'entreprise ou sous une autre forme, des programmes de perfectionnement de niveaux différents, à l'intention des administrateurs en fonctions ; c) des recherches intéressant l'administration des entreprises en tant qu'objet de connaissance, domaine d'application et matière d'enseignement. Il convient de mentionner particulièrement les recherches qui portent sur l'administration des entreprises envisagées simultanément sous l'angle de plusieurs disciplines telles que l'économie, la sociologie, la psychologie, le droit et les sciences techniques.

Il est évident que l'ampleur du succès dans la direction des entreprises ne dépend pas seulement de la qualité de la formation reçue, mais que d'autres éléments,

tels que les aptitudes personnelles, l'expérience, le milieu social, etc., jouent un rôle très important.

### *Composition de l'IUC*

Créé en 1952, l'IUC formait, à l'origine, un groupe très peu nombreux de professeurs de l'enseignement supérieur chargés d'enseigner l'organisation industrielle et des matières analogues, principalement dans des universités ou dans des écoles d'ingénieurs. Depuis, son champ d'action s'est largement développé et l'effectif de ses membres s'est beaucoup accru. En 1956, cet organisme a pris un caractère plus officiel et, à l'heure actuelle, plus de 400 personnes en font partie à titre individuel, notamment des universitaires et des chercheurs appartenant à diverses facultés, des spécialistes, de rang comparable, travaillant dans d'autres établissements d'enseignement ou dans différentes industries, des experts-conseils en matière d'administration des entreprises et d'autres personnes s'intéressant directement ou indirectement à l'enseignement dans ce domaine. Environ 70 établissements (universités, entreprises industrielles, etc.) en font également partie. A l'heure actuelle, pour des raisons évidentes, les membres de l'IUC se recrutent surtout dans les pays hautement industrialisés, puisque l'enseignement de l'administration des entreprises en est encore à ses débuts dans les pays en voie de développement. Cependant, l'IUC est ouvert à tous ceux qui sont prêts à soutenir son action, et il a adopté récemment des mesures pour mieux venir en aide aux pays encore peu développés.

### *Activités internationales*

Au cours des années, un certain nombre d'activités ont été entreprises, afin d'atteindre les objectifs que s'est fixés l'IUC. On peut les résumer ainsi :

1. Conférences internationales destinées à permettre aux membres de l'IUC de discuter de problèmes d'intérêt commun et de tirer mutuellement profit de leurs expériences personnelles. On y étudie des problèmes particuliers tels que les contrôles de gestion, l'évolution récente de l'enseignement et de la recherche en matière d'administration des entreprises dans divers pays, l'utilisation des données quantitatives dans l'enseignement de l'administration des entreprises, l'évaluation des résultats de l'enseignement de cette discipline, la collaboration entre les universités et le monde des affaires en ce qui concerne les diverses phases de l'enseignement et du perfectionnement, l'enseignement du processus de gestion et, plus particulièrement, la coordination et l'intégration des différents aspects de ce processus (voir, dans le précédent numéro de la *Revue internationale des sciences sociales*, l'annonce de la conférence prévue pour 1963).
2. Réunions d'étude consacrées à des sujets particuliers, notamment : les méthodes d'enseignement « actives », la recherche dans le domaine de l'administration des entreprises, l'utilisation des jeux dits *business games* pour l'enseignement et la recherche, enfin (en préparation) les questions de méthode que pose l'enseignement de l'administration des entreprises dans les pays en voie de développement.
3. Une bibliographie, comprenant actuellement environ 350 études de cas — d'origine européenne pour la plupart — et tenue à jour régulièrement. Un service analogue a été créé en ce qui concerne les *business games*.
4. Publication, depuis 1961, sous les auspices de l'IUC et en collaboration avec d'autres organisations internationales, d'une revue bimensuelle plurilingue, intitulée *Management international*, qui s'adresse à la fois aux enseignants, aux chercheurs et aux praticiens de l'administration des entreprises. On y trouve une bibliographie des publications récentes et des nouvelles de l'IUC et d'autres organisations.

5. Publication de documents et rapports de conférences et, à l'occasion, d'autres documents.
6. Établissement d'un répertoire des membres de l'IUC, donnant des renseignements sur les professeurs et les autres experts spécialisés dans l'enseignement de l'administration des entreprises (domaines de spécialisation, publications, etc.).
7. Fonctionnement d'une bibliothèque de prêt, comptant environ 4 000 volumes et une centaine de revues, signalés dans la bibliographie de *Management international*. On y trouve aussi de nombreux programmes de cours donnés dans des universités et d'autres établissements, ainsi qu'une documentation concernant des sujets déterminés, des programmes de recherches, des voyages d'études, etc.

Depuis quelques années, l'IUC procède, dans plusieurs pays, à une étude comparative portant sur divers aspects de l'enseignement et de la recherche en matière d'administration des entreprises au niveau universitaire. Ce programme a trois buts : a) réunir et analyser des données et des idées pouvant aider les membres de l'IUC, dans leurs travaux, ainsi que d'autres chercheurs spécialisés dans le même domaine ; b) contribuer à une meilleure connaissance des problèmes pertinents en matière d'enseignement et à la diffusion des expériences et autres réalisations dans ce domaine ; c) encourager des travaux de recherche analogues dans d'autres secteurs, donner des avis et participer, dans la mesure du possible, à ces recherches. On peut mentionner ici un article spécial, destiné à la *Revue internationale des sciences sociales* et relatif aux travaux de recherche de l'IUC.

Tous les services mentionnés sont destinés principalement, mais non exclusivement, aux institutions membres de l'IUC ; quelques-uns de ces services sont offerts aux membres individuels, notamment la participation aux conférences et aux réunions d'étude, et le service de la revue *Management international*.

#### *Activités nationales*

Les buts de l'IUC en tant qu'organisation internationale ne peuvent être pleinement atteints que si des activités appropriées sont entreprises à l'échelon national. Dans chaque pays, le groupe de l'IUC peut se proposer les tâches suivantes :

1. Assurer, sur le plan national, la collaboration entre tous les professeurs et tous les spécialistes qui s'occupent, au niveau universitaire, d'enseignement ou de recherches portant sur l'administration des entreprises.
2. Exécuter des travaux scientifiques, notamment pour préparer des échanges de vues internationaux ou pour y faire suite.
3. Représenter l'enseignement de l'administration des entreprises au niveau universitaire devant les pouvoirs publics et d'autres institutions telles que des centres nationaux de productivité et des établissements non universitaires enseignant cette discipline.
4. Favoriser la coopération entre l'université et l'industrie, afin de parvenir à de fructueux contacts entre la théorie et la pratique.
5. Contribuer, grâce à ces activités, au progrès de l'enseignement de l'administration des entreprises dans le pays et soutenir l'action de l'IUC en tant qu'organisation internationale compétente dans ce domaine.

#### *Coopération avec d'autres organisations internationales*

A propos de la revue *Management international*, il a été fait mention de la coopération avec d'autres organismes internationaux s'intéressant à l'enseignement de l'administration des entreprises. L'IUC entretient des rapports réguliers avec la plupart de ces organismes, au sein du Comité européen de liaison pour l'enseignement et le développement de l'administration des entreprises (ELC). Ce comité comprend actuellement l'Association européenne des centres de perfectionnement dans la direction des entreprises, le Conseil européen du Comité international de l'orga-



nisation scientifique, la Fédération européenne des associations de consultants pour l'administration des entreprises, le Bureau international du travail, par l'intermédiaire de sa Division du perfectionnement des cadres dirigeants, l'IUC, l'Organisation de coopération et de développement économiques, par l'intermédiaire de sa Division de la productivité, et The Institute of Management Science. Le comité a pour but d'assurer régulièrement des échanges d'information entre ses membres, d'assurer l'examen continu des possibilités de coopération et des moyens d'éviter les doubles emplois, enfin, de parvenir à une utilisation optima des ressources limitées en personnel et en moyens financiers. Là où la coopération internationale s'exprime quelquefois davantage par des mots que par des actes, les membres de l'ELC estiment qu'ils doivent encourager systématiquement des formes de coopération appropriées, en ce qui concerne l'enseignement de l'administration des entreprises, y compris la recherche.

L'IUC et l'Unesco (par l'intermédiaire de son Département des sciences sociales) ont pris récemment des dispositions en vue de procéder à des échanges d'informations réguliers. D'autres formes de coopération avec l'Unesco, comme avec d'autres organisations internationales compétentes, peuvent être envisagées pour l'avenir.

#### *Siège de l'IUC*

Le secrétariat exécutif et le centre de documentation de l'IUC sont installés 94, Oosterstraat, à Delft (Pays-Bas). Pour tous renseignements, on est prié de s'adresser au secrétariat.

## INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES POUR LA PAIX

Un institut scientifique chargé de faire des recherches sur les causes de la guerre et les moyens de la prévenir a été créé au Canada en 1962 ; il est doté d'un personnel à plein temps, composé de spécialistes des sciences physiques et sociales.

Il s'agit d'un organisme de caractère non politique et non gouvernemental, qui se livre à des études objectives ; il est dirigé par des savants et des philanthropes de réputation mondiale, qui sont persuadés que la science, après avoir aidé l'humanité à forger les instruments de la guerre, peut aussi contribuer au règne de la paix dans le monde.

Au nombre des administrateurs de l'institut figurent le Dr Brock Chisholm, ancien directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Hugh L. Keenleyside, ancien directeur général de l'Administration de l'assistance technique (Nations Unies), Franc R. Joubin, géologue et spécialiste de l'extraction de l'uranium qui fait autorité dans le monde entier, et Gérard Pelletier, rédacteur en chef de *La presse*, le plus important des journaux français d'Amérique du Nord.

Le promoteur de l'entreprise a été Norman Alcock, d'Oakville (Ontario), spécialiste de la physique nucléaire, qui a abandonné, il y a trois ans, la recherche industrielle pour stimuler les recherches en faveur de la paix. Les administrateurs de l'institut espèrent que sa création incitera les habitants d'autres pays à fonder des centres de recherche analogues, pour faciliter la mise en commun des données scientifiques utilisables dans la lutte contre la guerre nucléaire.

La création de l'institut devait être complétée par celle d'un Fonds de recherches internationales pour la paix chargé de favoriser l'établissement d'instituts du même

genre dans le plus grand nombre de pays possible. Les administrateurs de l'institut se proposent d'y accueillir, en 1963, 25 hommes de science travaillant à plein temps, et ils espèrent qu'en 1965 un millier de spécialistes se consacreront, dans des instituts situés sur le territoire de nombreux pays, à des recherches visant à éliminer la guerre.

« Nous continuons, déclare Alcock, à dépenser des milliards de dollars pour préparer la guerre, tandis que nous affectons des sommes insignifiantes aux recherches en faveur de la paix.

» Quand les hommes ont dû faire face à d'autres problèmes qu'ils jugeaient urgent de résoudre, ils ont consacré aux recherches nécessaires une somme considérable d'efforts et de ressources — tant matérielles qu'intellectuelles — et, en général, ils ont résolu ces problèmes. Rappelons-nous, par exemple, les efforts déployés pour vaincre la poliomyélite, pour fabriquer les bombes atomiques et les bombes à hydrogène, ou pour améliorer les relations entre employés et employeurs. L'organisation de recherches scientifiques qui permettraient d'appliquer systématiquement les ressources de l'intelligence humaine à l'étude des problèmes de la paix et de la guerre pourrait également nous aider à trouver des solutions. »

Dans son ouvrage intitulé *The bridge of reason*, dont 20 000 exemplaires se sont vendus ces derniers mois et qui contient un programme de recherches scientifiques en faveur de la paix, M. Alcock propose que les instituts de recherche pour la paix soient des organismes non gouvernementaux et indépendants les uns des autres ; mais il souligne qu'ils devront jouir de la confiance et de l'appui de leurs gouvernements respectifs, pour que les résultats de leurs travaux puissent être mis à profit. Il recommande, en outre, que les chercheurs n'utilisent pas de données confidentielles, afin que toutes leurs conclusions puissent être communiquées librement au personnel des autres instituts, aux gouvernements et à l'Organisation des Nations Unies.

L'Institut canadien et le Fonds international ont entrepris une collecte en vue d'obtenir de la population canadienne des dons s'élevant au total à 2 millions de dollars, et ils se proposent de demander une aide d'un montant équivalent au gouvernement canadien, pour les quatre années à venir. Une somme de 250 000 dollars a déjà été souscrite par quelque 22 000 personnes, et des comités ont été créés, dans des villes de différentes parties du pays, afin de recueillir le reste de la contribution attendue du public.

Il est prévu que le siège de l'institut sera installé dans les locaux d'une université ; pour le moment, les bureaux se trouvent à l'adresse suivante : 341 Bloor Street West, Toronto (Ontario).

## CONSELHO DE CIENCIAS SOCIAIS DU BRÉSIL

Le Conseil des sciences sociales du Brésil, qui a son siège à Rio de Janeiro (rua Marquês de Olinda, 64), a été créé pour coordonner, au Brésil, les activités qui s'exercent dans le domaine des sciences sociales. Son action vise essentiellement à instaurer une division des compétences et du travail qui soit plus rationnelle et plus efficace.

Organisation non gouvernementale, le conseil groupe, conformément à ses statuts, les membres fondateurs suivants : l'Institut de sciences sociales de l'Université du Brésil ; l'École de politique et de sociologie de l'Université catholique de Rio de

Janeiro; le Centre brésilien de recherche pour l'éducation; l'Institut de droit public et de science politique de la Fondation Getulio Vargas; l'Institut de sciences économiques de l'Université de l'État de Guanabara; le Centre latino-américain de recherche en sciences sociales; le Service national pour l'apprentissage commercial; le Conseil national des statistiques; le Mouvement pour la défense du folklore brésilien et la Société d'analyse des projets et de la mécanographie.

Le conseil vise à rationaliser et à coordonner les moyens d'action existants, ainsi qu'à appliquer les connaissances appropriées à la solution des problèmes nationaux présentant un caractère aigu d'actualité et d'urgence.

La responsabilité de son programme de travail appartient au comité directeur, qui, outre le président — le professeur Themistocles Cavalcanti — comprend deux vice-présidents — le professeur Evaristo de Morais F<sup>o</sup>, et le professeur M. Diégues Junior — et quatre membres. Les questions administratives relèvent d'un secrétaire général.

Deux commissions spécialisées, composées de personnalités choisies parmi les institutions membres, s'occupent respectivement de la coordination des activités du conseil et des questions de documentation.

Le conseil se propose principalement les tâches suivantes :

1. Maintenir une liaison permanente entre les institutions qui s'intéressent aux diverses disciplines des sciences sociales et assurer entre elles une meilleure coopération en matière d'échange d'information et de documentation.
2. Coordonner, chaque fois que cela paraît utile, les études et recherches entreprises par ses différents membres ; étudier avec eux les projets qui peuvent être réalisés en commun et opérer à cet effet une répartition du travail.
3. Préconiser, encourager et exécuter des travaux de recherche de nature à apporter une solution aux problèmes qui se posent dans le domaine des sciences sociales au Brésil.
4. Stimuler la formation de personnel de recherche au sein des universités brési-liennes et collaborer avec les différents professeurs de sciences sociales pour assurer les moyens nécessaires à l'exécution des différents projets entrepris par ceux-ci, compte tenu des besoins qui se font sentir dans le domaine de la recherche.
5. Faire en sorte que chaque catégorie professionnelle bénéficie de la considération et du soutien nécessaires pour assurer le respect et le prestige des sciences sociales.
6. Stimuler les travaux de recherche des stages d'études et les activités des cours de perfectionnement dans le domaine des sciences sociales et informer le public des résultats ainsi obtenus en publiant des rapports, des monographies, etc., afin de mieux faire connaître les besoins des sciences sociales au Brésil, et de contribuer à leur développement.
7. Assurer une liaison permanente avec les organisations internationales et nationales dans le domaine des sciences sociales.

Le Conseil des sciences sociales du Brésil a demandé son affiliation au Conseil international des sciences sociales, dont le siège est à Paris.

## FACULTÉ INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE COMPARÉE

13, rue du Rost, Luxembourg

La Faculté internationale d'économie comparée a pour objet de fournir aux licenciés en sciences économiques ou aux titulaires d'un autre diplôme jugé équivalent par le conseil de la faculté, outre un complément de connaissances en sciences économiques, un enseignement à la fois théorique et concret, indispensable à ceux qui se destinent aux organismes internationaux ou visent à mieux comprendre les problèmes économiques internationaux.

La durée des études y est actuellement de deux années. Les sujets traités, ainsi que le niveau des études, sont ceux de l'enseignement postuniversitaire et le corps professoral est recruté en conséquence.

Les cours *ex cathedra* doivent être complétés, dans le cadre de séminaires et de colloques, par des discussions et des travaux écrits relatifs à des cas concrets.

Les cours sont donnés en français et en anglais ; dans les séminaires et colloques, on utilise également l'allemand. Les examens ont lieu, au choix des candidats, dans l'une des trois langues.

Les étudiants doivent donc posséder des connaissances de français et d'anglais suffisantes pour pouvoir suivre les cours et prendre part aux séminaires.

L'enseignement de chaque année est axé sur un thème déterminé : 1959, Les problèmes économiques de l'énergie (charbon, gaz naturel, électricité, pétrole et énergie atomique) ; 1960, L'ordre monétaire international. Problèmes et solutions politiques depuis 1945 ; 1961, Unions douanières et intégration économique dans le contexte européen ; 1962, Les réformes monétaires depuis 1920 ; 1963, Répartition des revenus et politiques économiques.

À la fin de chaque session, les étudiants sont soumis à un examen, portant sur les matières traitées. S'ils sont reçus, ils obtiennent, à la fin de la première année, le diplôme de sciences économiques comparées, et, à la fin de la seconde, le diplôme supérieur de sciences économiques comparées.

Des bourses d'un montant forfaitaire de 5 500 francs luxembourgeois (110 dollars) sont accordées par l'université aux étudiants qui présentent une demande (sur une formule à réclamer au secrétariat) et dont la demande est agréée par la Commission des bourses.

Les droits académiques s'élèvent à 300 francs luxembourgeois (6 dollars).

Sur demande expresse de la part des intéressés, le secrétariat s'occupera du logement des étudiants.

Adresser les demandes de renseignements au secrétariat de l'université.

## INSTITUTO NACIONAL DE ANTROPOLOGÍA E HISTORIA

Cordoba, 45-47, Mexico DF

L'Institut national d'anthropologie et d'histoire du Mexique (INAH) a été créé par la loi du 31 décembre 1938, en tant qu'organisme autonome rattaché au Secrétariat d'État à l'éducation publique. Ses buts consistent à explorer les zones archéo-

logiques, à conserver et restaurer des monuments intéressants, ainsi qu'à procéder à des études scientifiques et à la préparation de publications dans les domaines de l'archéologie, de l'anthropologie et de l'ethnographie.

Il reçoit à cet effet des subventions de l'État, dispose du Musée national (Castillo de Chapultepec) et détient la propriété virtuelle des monuments artistiques, archéologiques et historiques enregistrés comme tels par la loi. Il est habilité à acquérir des dons et héritages, et à utiliser les revenus constitués par le produit des droits d'entrée dans les monuments historiques.

L'institut comprend 17 sections : citons notamment celles des monuments préhispaniques et coloniaux, l'École nationale d'anthropologie et d'histoire, le Musée national d'anthropologie ; les services de restauration, celui du catalogue du patrimoine artistique, les archives et laboratoires, etc. Il fait également fonction d'organisme consultatif, en ce qui concerne notamment le classement comme « monument historique », la conservation des monuments ou la préservation des sites, l'octroi du permis de construire ou de l'autorisation de démolir.

L'augmentation continue du budget de l'institut (plus de 22 millions de dollars en 1962 contre 597 476 dollars en 1939) et l'accroissement ininterrompu de l'effectif de son personnel (848 membres en 1961 contre 298 en 1939) témoignent de son développement.

L'institut est responsable d'environ 11 000 sites archéologiques, dont il administre la plupart directement. La conservation de 81 zones lui est également confiée. En 1962, des fouilles ont été effectuées dans 12 secteurs, principalement dans les régions de Yucatán, Chiapas et Oaxaca.

D'autre part, 246 élèves (180 Mexicains et 66 étrangers, dont 28 boursiers de l'OEA) se sont présentés, en février 1962, aux examens d'admission à l'École nationale d'anthropologie et d'histoire, fondée en 1938. Une cinquantaine de cours portant sur diverses matières — dont 12 sont faits par des professeurs invités à cet effet — ont lieu chaque semestre. Dans le domaine de l'anthropologie socioculturelle, les recherches et l'enseignement de l'école concernent l'anthropologie, l'ethnologie, la linguistique et la psychologie, une attention spéciale étant accordée aux problèmes sociaux des zones agricoles et à la mise sur pied d'un service d'archives anthropologiques.

Le Département des recherches historiques assure la reproduction sur microfilm de certaines collections d'archives et s'attache particulièrement à l'histoire des populations autochtones.

L'institut dispose aussi d'une importante bibliothèque : 6 343 pièces figurent à l'inventaire du Musée national d'anthropologie, qui a reçu en 1962 plus de 200 000 visiteurs, alors que le Musée national d'histoire, pendant la même période, en recevait 600 000 environ.

Au cours de la même année, 26 publications ont été diffusées à plus de 100 000 exemplaires.

L'institut exerce aussi son contrôle sur 33 musées régionaux et leur apporte son aide (conseils en matière de muséographie, organisation d'expositions itinérantes, etc.).

L'action éducative entreprise par l'institut comporte la formation muséologique des instituteurs, ainsi que d'élèves de l'enseignement secondaire, dont certains sont employés comme guides ou conservateurs dans les musées régionaux ; 4 923 instituteurs et 160 148 élèves ont suivi les cours de l'institut en 1962.

## COUNCIL ON ECONOMIC AND CULTURAL AFFAIRS, INC.

14 West 49th Street, New York 20, N.Y.

Le Council on Economic and Cultural Affairs (CECA) s'occupe de trois programmes relatifs au développement économique et culturel des régions rurales d'Asie.

L'essentiel de ces programmes vise à faciliter aux chercheurs et aux administrateurs des pays d'Asie la solution des problèmes que pose le développement rural. A cette fin, le CECA s'attache surtout à fournir temporairement des professeurs d'économie agricole ou de sociologie rurale aux facultés d'économie agricole des universités d'Asie. Ces professeurs invités sont tantôt des membres associés du conseil, tantôt des professeurs d'universités américaines en congé temporaire. Depuis 1954, des professeurs ont ainsi été attachés, pour une durée variable (un à six ans), à l'Université nationale de Taïwan, à Taïpeh (Taïwan), à l'Université provinciale Tchoung Hsing, à Taïtchoung (Taïwan), au College of Agriculture de l'Université des Philippines, à Los Banos (Philippines), à l'École nationale d'agriculture de Bao Loc (Viêt-nam), à l'Université Kasetsart de Bangkok (Thaïlande), à l'Université de Malaisie (Kuala Lumpur et Singapour), à l'Université du Nord de Sumatra, à Medan (Indonésie), et à la Faculté d'agriculture de l'Université d'Indonésie, à Bogor. Les professeurs invités ont aidé ces établissements à entreprendre des recherches et à améliorer leur enseignement dans les domaines de l'économie agricole, de la sociologie rurale et du développement communautaire. Le conseil a, en outre, accordé un certain nombre de subventions pour des recherches portant sur l'économie agricole et pour l'organisation de réunions sur des sujets du même ordre. Il convient, notamment, de mentionner une série de subventions destinées à encourager des études expérimentales d'agriculture au Japon. Les bénéficiaires en ont été l'Université de Tokyo, l'Institut national de recherches agricoles et l'Institut national des sciences agricoles, de Tokyo, l'Université de Kyu-shu, l'Université d'Hokkaido, l'Université de Tottori, et l'Université de Kyoto. D'autres subventions ont été accordées au Pakistan-Oriental et au Pakistan-Occidental, ainsi qu'en faveur de recherches sur les problèmes ruraux des pays où ont séjourné, aux frais du conseil, des professeurs invités.

C'est surtout par l'octroi de subventions que le conseil a cherché à promouvoir l'appréciation réciproque des valeurs culturelles. Il en a accordé, par exemple, au Centre d'étude de la langue anglaise, de Tokyo, aux Rencontres musicales Orient-Occident, de Tokyo (1961), ainsi que pour le transport à New York d'une maison japonaise destinée au Musée d'art moderne.

Un nouveau programme, financé grâce à un don de la Fondation Ford, a pour objet de faire progresser la connaissance des méthodes de modernisation agricole. Il prévoit l'octroi de subventions à des universités des États-Unis ou d'autres pays pour procéder à des recherches sur des problèmes de modernisation agricole des pays à faible revenu. Il vise, notamment, à accroître le nombre des universités qui étudient les problèmes de développement rural, en subventionnant certaines recherches confiées à une ou plusieurs personnes du même établissement, qui n'abandonnent pas, pour autant, leurs autres travaux. Un autre élément de ce programme vise à élaborer des ensembles complets de plans d'études et de matériel d'enseignement, destinés à permettre aux administrateurs de niveau moyen, dans les pays à faible revenu, de perfectionner leur connaissance des questions de modernisation agricole, de crédit agricole, de commercialisation des produits agricoles, de régime foncier, etc.

Pour compléter ces trois grands programmes, le conseil a institué un programme de bourses. Dès janvier 1963, 131 chercheurs, administrateurs ou artistes de 9 pays

d'Asie en avaient bénéficié. Ces bourses peuvent être accordées aux candidats qui désirent faire à l'étranger des études supérieures d'économie agricole ou de sociologie rurale, aller se documenter *in situ* sur des recherches, un enseignement ou l'application d'un programme, ou encore visiter certains centres d'activité artistique pour se perfectionner. Elles sont réservées aux ressortissants des pays dont s'occupe le conseil et les bénéficiaires doivent s'engager à rentrer chez eux au terme de leur séjour à l'étranger comme boursiers ; de leur côté, leurs employeurs doivent accepter de les réintégrer dans leur ancien poste de responsabilité ou de leur donner un poste analogue.

Le conseil publie de temps à autre des études ou des réimpressions de documents intéressant les spécialistes de l'économie agricole et de la sociologie rurale qui s'occupent des problèmes de l'Asie. Il diffuse aussi d'autres publications qu'il estime devoir être utiles à beaucoup des personnes avec lesquelles il travaille. Il a dressé une liste des publications disponibles et rend compte de son activité dans un bulletin périodique, intitulé *Newsletter*.

Le conseil a été fondé en 1953 par John D. Rockefeller, troisième du nom. Son personnel comprend, outre le directeur exécutif, 7 membres associés, spécialistes de l'économie agricole et du développement communautaire. Au cours de l'année universitaire 1962-1963, 5 professeurs invités ont fait, dans divers pays d'Asie, des séjours de courte durée.

Toute correspondance concernant le conseil peut être adressée au Dr A. T. Mosher, Executive Director, 14 West 49th Street, New York 20, N.Y. (États-Unis d'Amérique).

## II. DOCUMENTS DES NATIONS UNIES ET CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

### DOCUMENTS ET PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES <sup>1</sup>

#### ORGANISATION DES NATIONS UNIES

##### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

##### RICHESSSES NATURELLES

*État de la question de la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles.*

Décembre 1960. 731 p. (A/AC.97/5/REV.2).

[Ej. Pr. Dp.] Ce volume résume tout d'abord les dispositions d'ordre national touchant le droit des étrangers ou des entreprises étrangères à détenir ou à exploiter des ressources naturelles. Il expose ensuite les principales dispositions des accords internationaux se rapportant au même objet, notamment en ce qui concerne les nouveaux États. Jurisprudence.

##### TERRITOIRES DÉPENDANT DU PORTUGAL

*Quelques mesures relatives aux territoires administrés par le Portugal, promulguées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1961.* Octobre 1962. 41 p. (A/AC.108/L.5)

[Pr.] Document établi par le Secrétariat des Nations Unies. Description générale des mesures prises récemment par le gouvernement portugais en vue de favoriser l'intégration raciale dans les territoires portugais d'outre-mer. Leurs effets possibles. Analyse des réformes déjà appliquées. Mesures législatives d'ordre économique et social. Un additif de 95 pages (A/AC.108/L.5/ADD.1) reproduit le texte des dispositions en cause.

*Mozambique.* Octobre 1962. 77 p. (A/AC.108/L.8)

*Guinée portugaise.* Octobre 1962. 45 p. (A/AC.108/L.9)

*Iles du Cap-Vert.* Novembre 1962. 42 p. (A/AC.108/L.10)

*Saint-Thomas et île du Prince.* Novembre 1962. 29 p. (A/AC.108/L.11)

*Macau.* Décembre 1962. 40 p. (A/AC.108/L.12)

---

1. En règle générale, nous ne signalons pas les publications et documents qui paraissent de manière en quelque sorte automatique : rapports administratifs réguliers, comptes rendus de réunions, etc.

Nous avons traduit librement le titre de quelques publications et documents que nous n'avons pu nous procurer à temps en français.

Les titres que nous avons traduits nous-mêmes sont désignés par un astérisque (\*) en marge.

Pour la signification des abréviations conventionnelles utilisées dans ce chapitre, voir p. 515.



*Timor*. Décembre 1962. 38 p. (A/AC.108/L.13)

[Ej. Pr. Dp. St.] Chacun de ces documents décrit la situation du territoire considéré, du point de vue démographique, politique, économique et éducatif.

#### CONSEIL DE TUTELLE

*Conseil de tutelle : résolutions*. 1962. 8 p. 0,35 dollar. (T/1602)

[Ej. Pr. Org.] Résolutions prises par le Conseil de tutelle à sa 29<sup>e</sup> session. Elles concernent notamment les méthodes de travail et la procédure, ainsi que les rapports de la mission de visite envoyée dans les territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée.

*Rapport sur Nauru*. 1962. 31 p. 0,50 dollar. (T/1603)

[Ej. Pr. St.] Rapport soumis au Conseil de tutelle par la mission de visite envoyée en 1962 dans le territoire sous tutelle de Nauru. Description de l'administration et de l'économie générale du territoire. Problème de la réinstallation de la population. Participation des indigènes à la vie publique.

#### CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

##### DISCRIMINATION, MINORITÉS

*Commission des Droits de l'homme (Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités) : Étude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son propre pays*. Novembre 1962. 167 p., y compris annexes. (E/CN.4/SUB.2/220)

[Ej. Pr. Dp.] Cette étude, présentée par M. José D. Ingles, comprend, tout d'abord, un historique de ce droit, ainsi qu'un exposé des mesures prises sur le plan national et sur le plan international pour le mettre en œuvre. Le rapport analyse ensuite les causes des entorses faites à ce droit et il en évalue la fréquence.

*Commission des droits de l'homme (Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités) : Protection des minorités*. Décembre 1962. 18 p. (E/CN.4/SUB.2/221)

[Ej. Pr. Org.] Ce mémorandum, présenté par le Secrétaire général des Nations Unies, énumère et classe les mesures spéciales de caractère international prises en faveur de groupes ethniques, religieux ou linguistiques.

##### POPULATION, STATISTIQUE

*Rapport de la commission préparatoire de la Conférence asiatique de la population*. Novembre 1962. 25 p. (E/CN.9/175)

[Ej. Pr. Org.] Ce rapport propose l'ordre du jour suivant pour la conférence qui doit avoir lieu en décembre 1963 à New Delhi : situation démographique en Asie et en Extrême-Orient et évolution future ; conséquences économiques et sociales de ces tendances démographiques ; mesures destinées à une meilleure utilisation des ressources humaines ; moyens d'agir sur l'évolution démographique ; développement de la recherche ; formation des spécialistes ; diffusion des connaissances démographiques. Liste des documents dont le Comité recommande l'élaboration.

*Cycle d'études sur les problèmes démographiques en Afrique (Le Caire, 29 octobre - 10 novembre 1962) : une série de documents*. (E.CN.14/ASPP/L.1 et suivants, et E/CN.14/ASPP/G.1 et suivants)

[Pr. Ej. Dp. St.] A l'occasion de ce cycle, une trentaine d'études ont été préparées. Il s'agit de documents techniques à diffusion limitée. Les uns font le point du déve-

loppement des statistiques démographiques dans les différents pays africains. D'autres analysent les tendances de l'évolution de la population de ces mêmes pays, les courants migratoires, l'urbanisation, la répartition professionnelle, etc. Ces documents sont complétés par d'autres qui traitent de questions méthodologiques (analyses démographiques et planification générale, utilisation de la technique des sondages, planification de l'éducation) et de la formation professionnelle des statisticiens dont l'Afrique a besoin.

*Rapport sur la douzième session de la Commission de statistique (24 avril - 10 mai 1962).* 1962. 27 p. 0,35 dollar. (E/3633)

[Ej. Pr. Org.] Examen de l'ensemble des activités de l'organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière de statistique. Recommandations.

*Bibliographie des publications statistiques sur l'Afrique.* Avril 1962. 206 p. (E/CN.14/112) [Pr. Bl. Dp.] Liste aussi complète que possible des publications statistiques relatives aux divers pays africains. Cependant, cette bibliographie ne comprend ni les publications non périodiques qui ont paru avant 1930, ni les publications périodiques qui ont cessé de paraître avant 1950. La classification est effectuée par pays et par sujets.

#### LA SCIENCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

*Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées (Genève, 4-20 février 1963) : Programme et bulletin d'information.* 1963. 152 p. (E/CONF.39/INF.2/REV.1)

[Pr. Org.] Cette conférence d'une ampleur exceptionnelle a fait le point des progrès récents dans les divers domaines de la science et de la technique, en se plaçant au point de vue du profit que les pays en voie de développement peuvent en tirer. Des spécialistes mondialement connus ont exposé leurs idées sur cette question. D'autres experts très nombreux ont présenté des rapports. La brochure dont il s'agit ici expose les buts et l'organisation de la conférence, sur le programme de laquelle le Secrétariat de l'ONU a publié, d'autre part, une note succincte (OP/105, 19 p. 1962).

*Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées (Genève, 4-20 février 1963) : Liste des mémoires.* Janvier 1963. 360 p. (E/CONF.39/INF.3)

[Ej. Pr. Sc. St. Org. Bl. Dp.] Un très grand nombre de mémoires ont été présentés. Ils sont énumérés dans cette publication (titre de chaque mémoire, nom et qualités de l'auteur), et classés par sujets, selon le schéma suivant : a) ressources naturelles (389 documents, sur l'énergie classique et nucléaire, les ressources hydrauliques, les usines, les combustibles, les barrages et les centrales de production, la prospection) ; b) ressources humaines (76 documents sur les tendances démographiques, la formation professionnelle, la gestion des entreprises, la politique de l'emploi, les conditions de travail) ; c) agriculture (517 documents sur la réforme agraire, le crédit agricole, les coopératives, la commercialisation, la diffusion des connaissances en milieu rural, la gestion des entreprises agraires, l'irrigation, l'assolement, la génétique végétale et animale, l'élevage, l'industrie laitière, les machines agricoles, la sylviculture, la pêche) ; d) développement industriel (196 documents, sur les problèmes de financement, de structure et d'implantation des industries, l'artisanat, les différents genres de produits) ; e) transports (108 documents, sur les transports par rail, route, eau et air) ; f) santé et nutrition (147 documents, sur les services de santé publique, l'hygiène, les remèdes, la médecine, la formation du personnel sanitaire, la recherche médicale, l'alimentation) ; g) problèmes sociaux posés par le développement et l'urbanisation (61 documents, sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme, le développement communautaire) ; h) organisation, planifi-

cation et programmation du développement économique (98 documents, sur les méthodes de planification, les expériences nationales et régionales de planification, les statistiques économiques); *i*) organisation et planification de la politique en matière scientifique et technique (50 documents, sur les relations entre le progrès des connaissances et celui de la pratique, sur la formulation et l'organisation des programmes de recherche, la diffusion des résultats); *j*) coopération internationale et problèmes de transfert et d'adaptation (90 documents, sur les moyens d'encourager les échanges internationaux de nature à accélérer le progrès, l'assistance technique et les missions d'experts); *k*) formation du personnel scientifique et technique (99 documents, sur les divers aspects du problème de la pénurie de cadres scientifiques et techniques, le genre de formation qui convient à ces cadres, les nouvelles conceptions de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, la place de la science et de la technique dans les programmes); *l*) communications (79 documents, sur les télécommunications considérées comme facteurs d'unification et d'expansion, sur leur rôle dans les régions peu développées, sur les émissions éducatives et les nouvelles techniques de transmission et de réception).

## FONDS SPÉCIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

*Conseil d'administration du Fonds spécial : Rapport sur la huitième session (21-29 mai 1962).* 1962. 14 p. 0,35 dollar. (E/3646/REV.1)

[Ej. Pr. Org.] Examen des activités du Fonds. Programme recommandé pour la prochaine période.

*Rapport annuel du directeur général du Fonds spécial pour 1961.* Juin 1962. 75 p., y compris annexes. (E/3650)

[Ej. Pr. Dp. Org.] Aperçu général de l'évolution de la politique et des activités du Fonds spécial en 1961. Situation financière du Fonds spécial au 31 décembre 1961. État détaillé des contributions et autres recettes. Liste des nouveaux projets approuvés. Tableau des experts travaillant en relation avec le Fonds. Valeur du matériel commandé pour les projets, par pays fournisseurs, au 31 décembre 1961.

## TECHNIQUES BUDGÉTAIRES ET PLANIFICATION

*Commission économique pour l'Amérique latine : Rapport du groupe de travail sur la classification budgétaire et la direction d'entreprise en Amérique du Sud (3-14 septembre 1962).* 1962. 62 p. (E/CN.12/634/REV.1)

[Ej. Pr. Dp.] Le but de la réunion était d'analyser les modifications de conception et de procédure qu'il conviendrait d'introduire dans l'établissement des systèmes budgétaires des pays d'Amérique du Sud pour faciliter la planification. Le groupe a également passé en revue les progrès réalisés dans ce domaine depuis 1959.

## RESSOURCES HYDRAULIQUES

*Centre de mise en valeur des ressources hydrauliques : Deuxième rapport annuel.* 1962. 30 p. 0,35 dollar. (E/3587)

[Ej. Pr. Org.] Ce rapport rend compte de l'évolution des travaux du centre au cours des deux dernières années. Principaux facteurs de cette évolution. Projets.

## PRODUITS DE BASE

*Conférence du blé, 1962.* 1962. 41 p. 0,75 dollar. (E/CONF./38/9)

[Ej. Pr. Dp.] Travaux de la Conférence du blé des Nations Unies, qui a eu lieu à Genève, du 31 janvier au 10 mars 1962. Procès-verbaux résumés des séances plénières. Texte de la convention internationale du blé de 1962 et de différentes résolutions.

*Convention internationale sur le café, 1962.* Octobre 1962. 52 p. (E/CONF.42/7)

[Ej. Pr.] Texte de la convention adoptée à la onzième séance plénière de la Conférence sur le café. En annexe, quotas d'exportation par pays.

*Conférence de la Commission économique pour l'Afrique sur la stabilisation des produits (Lagos, 30 juillet - 7 août 1962) : une série de documents.* (E/CN.14/STC/CS/1 à 20)

[Ej. Pr. Dp. St.] Une vingtaine de documents sur les tendances de la production, des échanges et de la consommation du coton, des fibres naturelles et synthétiques, du caoutchouc, du café, des arachides, de l'huile de palme et des produits agricoles en général. Politique à suivre pour stabiliser, autant que possible, les branches de l'économie africaine qui dépendent le plus directement du marché de ces produits de base.

*Tendances et perspectives de l'industrie du bois en Amérique latine.* Septembre 1962. 362 p. (E/CN.12/624)

[Ej. Pr. Dp. St.] Le but de cette étude, qui porte sur l'ensemble de l'Amérique latine, est d'estimer quantitativement la consommation de produits forestiers et, par conséquent, les nécessités de production, en fonction des probabilités de changements démographiques et sociaux. Recommandations à l'intention des planificateurs.

#### MINES

*Développement minier en Asie et en Extrême-Orient en 1960.* 1962. 85 p. 1,50 dollar. (E/CN.11/596)

[Dp. Ej. Pr. St.] Ce rapport se divise en deux parties. La première expose le développement de la production par matières (charbon, pétrole, gaz naturel, métaux, soufre, etc.). La deuxième traite de l'activité minière des différents pays et territoires (Afghanistan, Birmanie, Bornéo, Cambodge, Ceylan, Chine (Taïwan), République de Corée, Hong-kong, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Laos, Fédération de Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, République du Viêt-nam). Nombreuses cartes et statistiques.

#### DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

*Comité pour le développement industriel, deuxième session, 5-28 mars 1962.* 1962. 41 p. 0,50 dollar. (E/C.5/23/REV.1 ; E/3600/REV.1)

[Ej. Pr. Org.] Examen des activités des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation. Tendances et problèmes de l'industrialisation dans les pays en voie de développement.

#### COMMERCE

*Commission économique pour l'Afrique : Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (Addis-Abéba, 12-22 septembre 1962).* Septembre 1962. 56 p., y compris annexes. (E/CN.14/174)

[Ej. Pr. Org. Bl.] Discussions sur les relations commerciales des pays africains entre eux et avec les autres continents, ainsi que sur le développement du commerce intérieur des divers pays de la région et la stabilisation des prix des produits de base.

*Développements récents du commerce africain.* Août 1962. 82 p. (E/CN.14/STC/2)

[Dp. Ej. Pr. St.] Ce rapport, présenté par le comité permanent du commerce de la Commission économique pour l'Afrique, comprend essentiellement des tableaux statistiques relatifs au commerce intérieur et extérieur des pays et territoires suivants : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Sénégal, Mali, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Dahomey, Guinée, Togo, Sierra Leone, Ghana, Nigeria,

Cameroun, Union douanière équatoriale, Congo (Léopoldville), Angola, Fédération Rhodésie-Nyassaland, République sud-africaine, Union douanière est-africaine, Tanganyika, Ouganda, Kenya, Éthiopie. Problèmes que pose la détermination statistique des courants commerciaux en Afrique.

*Développements récents et tendances du commerce de l'Amérique latine avec la communauté économique européenne.* Septembre 1962. 88 p. (E/CN.12/631)

[Ej. Pr. Dp. St.] Met en évidence l'importance, pour l'Amérique latine, de son commerce avec la Communauté économique européenne. Obstacles à ces échanges. Problèmes discutés à la Conférence du GATT.

*Les résultats de la coopération dans le domaine du commerce en Amérique latine : Les relations avec la communauté économique européenne.* Août 1962. 125 p. (E/CN.12/632)

[Ej. Pr. St. Dp.] Cette étude, présentée par un groupe d'experts, contient des analyses et des recommandations relatives à l'évolution du commerce de l'Amérique latine avec l'Europe. Elle décrit les dangers qui menacent son développement, montre comment les surmonter et formule des recommandations à l'intention des gouvernements.

#### ASSISTANCE TECHNIQUE

*Programme élargi d'assistance technique, dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution pour 1963.* Octobre 1962. 39 p. (E/TAC/119)

[Ej. Pr. Org.] Projet de budget établi par le Bureau de l'assistance technique pour l'exercice 1963. Accroissement prévu des activités et des dépenses. Raisons de cet accroissement.

*Programme d'assistance technique des Nations Unies.* Octobre 1962. 236 p. (E/TAC/120)

[Ej. Pr. Org.] État des programmes d'assistance technique financés par le budget ordinaire. Demandes déjà admises pour la prochaine période d'exécution. Demandes encore à l'étude. Les programmes concernent les sujets suivants : développement économique ; fonctions consultatives en matière de service social ; administration publique ; envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration ; service consultatif dans le domaine des droits de l'homme ; lutte contre l'abus des stupéfiants.

*Méthodes d'évaluation du programme élargi d'assistance technique.* Novembre 1962. 14 p. (E/TAC/122)

[Ej. Pr. Org.] L'évaluation des effets de l'assistance technique dans leurs rapports avec les différents aspects des programmes nationaux de développement économique et social présente de grandes difficultés. Moyens de les surmonter. Question des effets indirects, résultant de l'influence quotidienne que l'assistance technique peut avoir sur les méthodes et l'optique des activités de la population et des autorités.

#### SECRÉTARIAT

#### CARTES ET CADASTRES

\* *Cartes et statistiques climatologiques établies en vue de faciliter le développement économique de l'Islande.* 1961. 27 p. (TAO/ICE/3)

[Ej. Pr.] Étude relative à l'établissement d'une documentation précise sur les précipitations et les températures en Islande.

*Établissement d'un cadastre aux Seychelles.* Mars. 1961. 95 p. (TAO/SEY/1)

[Ej. Pr.] Rôle d'un cadastre. Tentatives antérieures. Action de l'Organisation des Nations Unies. Suggestions relatives à un projet de loi et de règlement concernant le cadastre.

#### QUESTIONS STATISTIQUES

*Conférence des statisticiens européens.* 1962. 40 p. 0,35 dollar. (CONF./EUR./STAT./174)  
[Ej. Pr. Org.] Rapport sur la dixième réunion plénière (15 au 19 octobre 1962). Décisions récentes de la Commission de statistique des Nations Unies et d'autres organismes statistiques internationaux. Rapports sur les activités statistiques internationales actuellement en cours en Europe : dépenses des consommateurs, enquêtes sur les budgets familiaux, indices de la production industrielle, statistiques agricoles, recensements de population, indicateurs de la conjoncture, productivité, traitement électronique des données, cycles régionaux d'études. Programme futur.

#### PLANIFICATION, DÉVELOPPEMENT

*Politique de développement industriel et planification en Thaïlande.* Janvier 1961. 101 p. (TAO/THA/14)

[Ej. Pr.] Nécessité d'un plan d'ensemble. Possibilités de financement. Analyse de certains aspects de la politique gouvernementale et de leur influence sur le développement industriel. Caractéristiques essentielles d'un programme de développement industriel applicable à ce pays.

*Quelques aspects de la programmation du développement en Indonésie.* Juillet 1961. 20 p. (TAO/IN/24)

[Ej. Pr.] Ce rapport est essentiellement consacré à exposer l'utilité d'un atlas des ressources indonésiennes et la forme qu'il devrait prendre. Cela permettrait de grouper une grande quantité d'informations actuellement dispersées dans les diverses administrations. La deuxième partie de ce rapport est consacrée à l'utilité des comptes de revenu national. En annexe, projet d'atlas.

\* *Problèmes de développement régional en Inde, concernant particulièrement le territoire de Himachal Pradesh, l'État du Pendjab, et la région de Rourkela.* Juillet 1961. 15 p. (TAO/IND/39)

[Ej. Pr.] Aperçu du travail administratif accompli pour réaliser le plan de cinq ans dans les régions considérées et étude de la possibilité d'établir une industrie lourde à Rourkela, dans l'État d'Orissa.

#### URBANISATION

*Développement des communautés urbaines au Pakistan-Oriental.* Mai 1961. 64 p. (TAO/PAK/26)

[Ej. Pr.] Principes généraux du développement communautaire. Application aux villes du Pakistan-Oriental. Situation actuelle. Programmes futurs à envisager.

*Problèmes d'administration publique dans les villes nouvelles et de croissance rapide en Asie.* 1962. 90 p. 1 dollar. (ST/TAO/M/18)

[Ej. Pr. Dp.] Tendances et causes de la croissance urbaine. La nature des nouvelles villes asiatiques. Leur intégration dans leur région. Planification et financement de leur développement. Description de cas typiques (Delhi, Faridabad, Jamshedpur, Rourkela Khulna et Hitachi, notamment).

## DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

*La création d'un centre de développement communautaire en Grèce.* 20 p. (TAO/GRE/15)  
[Ej. Pr.] Étude préparée pour le gouvernement de la Grèce par M. Peter Kuenstler. Situation des communautés existant déjà. Programme proposé en vue de l'établissement d'un centre de développement communautaire.

## COMMERCE AGRICOLE

*Dix années de commerce des produits agricoles en Europe (1951-1960) : tendances récentes et perspectives.* 1962. 236 p. 2 dollars. (ST/ECE/AGRI/8)  
[Ej. Pr. Dp. St.] Mouvement du commerce européen des produits suivants : blé, orge, maïs, viande, beurre, fromage, œufs, sucre, fruits frais. Matrices d'importation pour chacun des neuf produits. Les statistiques d'importation des pays européens ont été utilisées comme données de base.

## TECHNIQUE BUDGÉTAIRE

*Étude sur la situation budgétaire et sur l'organisation des services financiers du Togo.* Août 1961. 61 p. (TAO/TOG/2)  
[Ej. Pr.] Situation budgétaire du Togo au moment de son accession à l'indépendance. Organisation des services financiers du nouvel État. Recommandations concernant les dépenses publiques et les recettes budgétaires d'origine nationale.

## MÉCANISATION AGRAIRE

*Mécanisation des travaux de défrichement des terres nouvelles.* 1961. 41 p. (AGRI/MECH/22)  
[Ej. Pr. Dp.] Méthodes de mécanisation du défrichage des terres nouvelles. Exemples de travaux réalisés en URSS, notamment en Sibérie, ainsi qu'en Grèce et en Finlande. Choix des terrains. Défrichage. Mise en culture.

## CIRCULATION

*Programme de sécurité du trafic en Turquie.* Juin. 1961. 79 p. (TAO/TUR/29)  
[Ej. Pr. St.] Cette étude débute par des informations générales sur la sécurité du trafic (routier essentiellement) en Turquie, puis définit le problème, et traite du programme national de sécurité, de la revision des règlements, de l'organisation administrative.

## FORCE ÉOLIENNE

*Force éolienne (Nil).* Juillet 1961. 11 p. (TAO/UAR/9)  
[Ej. Pr.] Conclusions d'un expert, M. Ed. W. Golding, de l'Organisation météorologique mondiale, sur l'utilisation de la force du vent dans le delta du Nil, pour le pompage de l'eau notamment.

## CONSTRUCTION NAVALE

*Constructions navales aux Philippines.* Avril 1961. 41 p. (TAO/PHI/10)  
[Ej. Pr. Bl.] Ce rapport a pour but de montrer les avantages que présenterait, pour l'économie nationale, l'ouverture de chantiers de construction navale aux Philippines.

## FONCTIONNAIRES

*Formation de fonctionnaires en Iran.* Février 1960. 32 p. (TAO/IRA/52)

[Ej. Pr.] Rapport préparé par M. A. Linsell à l'intention du gouvernement iranien. Historique des programmes de l'ONU relatifs à la formation de cadres administratifs en Iran. État actuel de ces programmes. Recommandations.

## INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

## ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

## CHANGEMENTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX, SALAIRES, CHÔMAGE

*Chômage et évolution des structures.* 1962. 245 p. 2 dollars.

[Ej. Pr. Dp.] Causes diverses de l'évolution des structures. Processus d'ajustement. Répercussions sur les travailleurs. Réactions de ces derniers. Mesures correctives prises par les employeurs que menace un fléchissement de la demande de leurs produits. Rôle des systèmes que les conventions collectives mettent sur pied pour faire face aux excédents de main-d'œuvre. Action des gouvernements en vue de faciliter l'adaptation des travailleurs.

*Les incidences du commerce international des textiles sur les salaires et l'emploi dans l'industrie textile.* Janvier 1963. 34 p. (Extrait de la *Revue internationale du travail*.)

[Ej. Pr. Dp: St.] Étude tendant à déterminer, à l'aide de nombreuses données statistiques, jusqu'à quel point les craintes suscitées par les profondes transformations de la structure du commerce international des textiles sont justifiées. Mesures nationales et internationales déjà adoptées pour résoudre ce problème.

## SOCIOLOGIE ET URBANISME

*Les facteurs sociologiques dans la planification de la construction de logements en Tchécoslovaquie,* par Jiri Musil. Décembre 1962. 25 p. (Extrait de la *Revue internationale du travail*.)

[Ej. Pr.] L'auteur expose les efforts de la Tchécoslovaquie en vue d'élaborer un programme à long terme de construction d'habitations répondant à des exigences techniques, sociales et économiques déterminées. Cette action tient compte des facteurs essentiels que sont la structure et l'évolution de la famille, les changements probables de mode de vie, l'indispensable indépendance de chaque cellule familiale et de chacun de ses membres, et l'encouragement nécessaire à la participation de tous à la vie sociale de la collectivité locale.

## ASSURANCES, SÉCURITÉ SOCIALE, HYGIÈNE DU TRAVAIL

*Prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles.* 1962. 200 p. 1,75 dollar.

[Ej. Pr. Dp.] Étude des grandes tendances de la pratique des différents pays, en vue d'une discussion qui doit avoir lieu lors de la 47<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail, en 1963.

*L'hygiène dans les établissements de commerce et les bureaux.* 1962. 99 p. 0,75 dollar.

[Ej. Pr. Dp.] Étude analogue à la précédente, mais portant sur une autre question.



*La sécurité sociale des travailleurs migrants*, par Fr. Netter. Janvier 1963. 22 p. (Extrait de la *Revue internationale du travail*.)

[Ej. Pr.] Analyse détaillée des solutions qu'offre, en ce qui concerne les travailleurs migrants, la convention sur l'égalité de traitement adoptée par la Conférence internationale du travail à sa 46<sup>e</sup> session, en 1962.

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

### SITUATION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE MONDIALE

*L'agriculture dans l'économie mondiale*. 1962. 65 p. 1 dollar.

[Ej. Pr. Dp. St.] Brochure de vulgarisation à base de graphiques. Image du développement agricole. Tendances de la production. Place de cette production par rapport à l'ensemble des ressources mondiales. Incidences de la croissance rapide de la population.

*Structure de l'agriculture dans le monde*. Étude n° 1 : *Introduction générale : nombre et superficie des exploitations*. 1962. 76 p., plus annexes.

[Ej. Pr. St. Dp.] Première publication d'une série relative à l'état actuel de l'agriculture. Cette étude se fonde sur l'importante documentation statistique qu'ont réunie les divers pays lors des derniers recensements de l'agriculture. Tableaux consacrés au nombre et à la superficie des exploitations et précédés d'une introduction générale qui contient des renseignements sur les sources et le traitement des données utilisées.

*Structure de l'agriculture dans le monde*. Étude n° 3 : *Utilisation des terres*. 1961. 56<sup>p</sup>.

En annexe, nombreux graphiques.

[Ej. Pr. Dp. St.] Utilisation de l'ensemble du territoire. Répartition des terres en trois grandes catégories (terres à cultures, surface en herbe permanente, terrains boisés et forêts), corrélations entre l'utilisation des terres et divers facteurs climatiques, analyses détaillées de l'utilisation des terres, utilisation des terres d'après la taille des exploitations, évolution entre 1930 et 1950, essai de synthèse.

*Six milliards à nourrir*. 1962. 41 p. 0,50 dollar.

[Ej. Pr. St. Dp.] Cette brochure expose en des termes simples les problèmes d'ordre alimentaire que pose l'accroissement de la population du globe. Extension de la faim dans le monde. Ce que mangent les peuples. Quantité de nourriture nécessaire.

### QUESTIONS AGRICOLES

*Niveaux de production des récoltes et emploi des engrais*. 1962. 51 p. 0,50 dollar.

[Ej. Pr. Dp. St. Bl.] Cette brochure est la première publication qui paraît dans le cadre du programme des engrais de la campagne contre la faim. Ce programme comporte deux grandes parties : a) les activités sur le terrain, consistant à effectuer en plein champ un très grand nombre d'essais et de démonstrations dans les pays en voie de développement ; b) les études de commercialisation et de développement, qui doivent permettre de définir les relations entre l'utilisation des engrais et divers facteurs économiques et sociaux d'ordre international et national. La brochure dont il s'agit ici fait partie de ces études. Incidences des engrais sur les récoltes.

*Politiques nationales céréalières, 1962, n° 4*. 1962. 111 p. 0,50 dollar.

[Ej. Pr. Dp. St.] Évolution de la situation céréalière dans les pays suivants : République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Équateur, Cambodge, Dahomey, Espagne, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Islande, Israël, Italie, Libéria,

Mauritanie, Niger, Norvège, Pérou, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Yougoslavie, Canada, États-Unis, Argentine, Uruguay, Venezuela, Inde, Iran, Japon, Pakistan, Roumanie, Sénégal, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Turquie, République sud-africaine, Australie. Le plan adopté pour chaque pays est le suivant : mesures intéressant la production et la commercialisation, mesures intéressant la consommation, mesures intéressant le commerce extérieur.

*Influences exercées par la forêt sur son milieu.* 1962. 3 dollars. (Études des forêts et des produits forestiers, 15.)

[Ej. Pr. Dp. St. Bl.] Cet ouvrage entre dans le cadre général d'une étude de tous les éléments d'une politique rationnelle d'utilisation des terres. Rôle de la forêt dans un tel programme. L'action de la forêt ne consiste pas seulement à protéger le sol et le régime des eaux, mais aussi à produire des eaux limpides et à assurer diverses ressources économiques.

*Rapports sur les produits. Riz*, n° 13. Août 1962. 36 p. 0,50 dollar.

[Ej. Pr. Dp. St. Bl.] Situation mondiale d'après les statistiques disponibles au 30 juillet 1962. Tendances du marché du riz en 1961. Faits nouveaux survenus en 1962. Perspectives à long terme. Bibliographie des ouvrages consacrés à l'économie du riz.

*Le pin de Monterey.* 1962. 341 p. 3,50 dollars. (Études des forêts et des produits forestiers, 14.)

[Dp. Ej. Pr. St.] Cette monographie traite d'un arbre particulièrement intéressant du fait de sa croissance rapide, de sa production élevée (bois de sciage et bois à pâte) et de son adaptabilité aux terres arides. Il a été introduit plus particulièrement dans les pays de l'hémisphère sud. Méthodes de culture. Résultats.

## ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS)

### PROGRÈS DE LA MÉDECINE DANS LE MONDE

*Deuxième rapport sur la situation sanitaire dans le monde. 1957 - 1960.* 1963. 314 p. 2,75 dollars.

[Ej. Pr. Dp. St. Org.] Principales caractéristiques de l'évolution de la collaboration médicale internationale. Grandes découvertes d'intérêt médical survenues récemment. Leurs applications. La partie générale est suivie d'analyses succinctes de l'évolution de la situation sanitaire dans 163 pays et territoires.

### STATISTIQUES

*Rapport épidémiologique et démographique.* 1962. Vol. 15, n° 11, 85 p., 2,25 dollars ; Vol. 15, n° 12, 29 p., 1 dollar.

[Ej. Pr. Dp. St.] Fascicules d'un recueil permanent de statistiques portant sur le monde entier et relatives au mouvement de la population et à l'incidence des diverses maladies et causes de décès. A signaler, dans le n° 11, des études récapitulatives sur les décès par gastrite, duodénite, entérite et colite (1950-1960) et sur l'incidence des tumeurs malignes et de la grippe (1950-1961). Dans le n° 12, incidence de l'hépatite infectieuse (1956-1961).

### HYGIÈNE MENTALE

*Le but de l'épidémiologie en psychiatrie.* 1962. 82 p. 1 dollar.

[Ej. Pr.] Étude présentée par le professeur Tsung-yi Lin et M<sup>me</sup> C. C. Standley. Se fondant sur les statistiques hospitalières et les données de la pratique psychia-

trique, les auteurs étudient la morbidité mentale des populations, ainsi que l'étiologie et l'évolution des maladies psychiques.

## ÉTUDES DIVERSES

*Comité mixte FAO-OMS d'experts de la nutrition.* 1962. 70 p. 1 dollar. (Série des rapports techniques, 245.)

[Ej. Pr. Dp.] Sixième rapport sur la question. Importance d'une préparation minutieuse des programmes (conférences, stages d'études, etc.). Pour organiser cette préparation, il est nécessaire d'avoir des renseignements sur la production et le potentiel agricole du pays, ainsi que sur sa situation économique générale, sur les habitudes sanitaires de la population et sur son genre de vie.

*Comité d'experts de la trypanosomiase.* 1962. 63 p. 0,60 dollar. (Série des rapports techniques, 247.)

[Ej. Pr. Dp. St.] Ce premier rapport expose la répartition géographique de la maladie et de ses vecteurs, notamment socio-économiques. Méthodes de lutte.

*Gravité relative des dangers créés par les rayonnements.* 1962. 42 p. 0,60 dollar. (Série des rapports techniques, 248.)

[Ej. Pr.] Étude comparée d'un groupe d'agents chimiques et physiques dont font partie les rayonnements ionisants.

*Hygiène du lait.* 1962. 12 dollars. (Monographie, 48.)

[Ej. Pr. Dp. St.] Ce volume est le fruit du travail d'un groupe d'étude constitué conjointement par la FAO, l'OMS et l'Unicef. Il contient des articles sur les maladies transmises par le lait et sur les moyens de lui conserver sa pureté sous les divers climats.

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (UNESCO)

## ACTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT

*L'aide internationale pour le progrès : Le rôle de l'Unesco.* 1962. 19 p. (Documentation sur l'Unesco, 4.)

[Ej. Org. Bl.] Aperçu d'ensemble de l'aide internationale pour le progrès des pays insuffisamment développés, que fournissent les institutions spécialisées des Nations Unies, et, plus particulièrement, l'Unesco. Les pays sous-développés. L'assistance technique. L'action internationale pour le développement. La répartition des tâches entre les diverses institutions. Les programmes de l'Unesco. Exemples concrets.

## ASPECTS SOCIAUX ET CULTURELS DU DÉVELOPPEMENT

*Transformations sociales et développement économique.* 1962. 231 p. 4 dollars. (Extraits du *Bulletin international des sciences sociales* présentés par Jean Meynaud.)

[Ej. Sc. Bl.] Depuis sa création, la *Revue internationale des sciences sociales* (primitivement *Bulletin international des sciences sociales*) a accordé une large place à l'analyse des conséquences sociales du progrès technique, notamment dans les pays sous-développés. Il a paru utile de rassembler en un volume quelques-unes des contributions publiées à ce titre dans des numéros épuisés depuis longtemps. Après une introduction de Jean Meynaud sur les leçons générales qui se dégagent de cette documentation, les études sont rangées sous les rubriques suivantes : motivations psychologiques et problèmes culturels, facteurs du développement économique

à long terme, monographies et études documentaires. Une bibliographie indique les principaux travaux consacrés, au cours des dix dernières années, au problème considéré.

*La recherche sociologique et le problème du développement rural en Asie du Sud-Est.* 1963. 300 p. 4 dollars.

[Ej. Pr. Dp. Bl.] Comptes rendus d'un stage d'études organisé par la commission nationale vietnamienne pour l'Unesco sous les auspices de l'Unesco et de la FAO (Saigon, mars 1960). Le volume a été mis au point par M. M. Vu Quoc Thuc et K. F. Walker. Il est consacré à l'examen des problèmes de la vie rurale en Asie du Sud-Est et à la contribution que la recherche sociologique peut apporter à la solution de ces problèmes. Environ 75 experts et observateurs ont pris part au stage. Les communications reproduites dans cet ouvrage concernent des sujets tels que l'initiative locale et ses stimulants, l'éducation en vue du changement, la diffusion des techniques, le développement des communautés rurales, enfin les recherches en cours et les recherches souhaitables dans ces domaines. Une introduction générale présente la synthèse des travaux du stage.

\* *Le rôle de l'épargne et les causes de la formation de la richesse en Asie du Sud-Est et dans le monde occidental.* Publié sous la direction de Richard D. Lambert et Bert F. Hoselitz. 1963. 432 p. 4,50 dollars.

[Sc. Ej. Dp. St. Bl.] Recueil d'études sur les attitudes psychologiques, les conditions culturelles et sociales et les autres facteurs qui font varier l'aptitude des peuples à engendrer des richesses et à les investir productivement. Les directeurs de cette publication ont soumis un plan et des réflexions préliminaires à un certain nombre d'experts. Ceux-ci se sont réunis ensuite à Calcutta (décembre 1959) et sont convenus de la forme et du contenu de leurs contributions. Ces dernières constituent autant de monographies sur les aspects économiques du système de valeurs et de pratiques constituant la culture de différents peuples, étant entendu que cette culture s'intègre à des structures sociologiques déterminées. Les différents chapitres se présentent comme suit : Le monde occidental (B. F. Hoselitz et R. D. Lambert), Ceylan (S. J. Tambiah), Hong-kong (M. Topley), Inde (M. S. Gore), le paysan malais (M. Swift), Pakistan (A. F. A. Husain), Philippines (A. P. Pal), Viêt-nam (Vu Quoc Thuc), comparaison systématique entre l'Occident et l'Asie du Sud-Est, sur la base des travaux précédents (R. D. Lambert et B. F. Hoselitz).

#### GÉOGRAPHIE HUMAINE : NOMADES

*Nomades et nomadisme au Sahara.* 1963. 195 p. 3 dollars. (Recherches sur la zone aride, xix.)

[Sc. Ej. Bl. St. Dp.] Recueil établi par une équipe de chercheurs français, afin de donner une vue d'ensemble, à jour, de la situation des nomades au Sahara. Introduction générale. Description des diverses formes du nomadisme traditionnel. Évolution due au contact avec le monde moderne. Nombreuses monographies présentant des exemples concrets. Cartes. Glossaire des termes locaux. Bibliographie commentée.

#### PSYCHOLOGIE ET DÉLINQUANCE JUVÉNILE

*La psychologie de l'adolescent et l'inadaptation sociale : tendances, méthodes et problèmes de recherche (réunion d'experts, Paris, 4 - 8 juin 1962).*

[Pr. Sc. Org.] Une douzaine d'experts (République fédérale d'Allemagne, Argentine, Pologne, République arabe unie, URSS, Royaume-Uni, Japon, Inde, Israël, États-Unis, Turquie, France, organisations internationales) ont assisté à la réunion, consacrée à l'étude de la délinquance juvénile du point de vue psychologique. État

du problème dans les divers pays représentés. Méthodes d'action. Recherches nécessaires. Rôle des organisations internationales.

## SONDAGES

*Répertoire international des instituts d'enquête sociale par sondages (en dehors des États-Unis d'Amérique).* 1962. 46 p. 0,50 dollar. (Rapports et documents de sciences sociales, 17.)

[Pr. Dp.] Établi par le Comité international pour la documentation des sciences sociales, avec l'appui de la World Association for Public Opinion Research. Nom, adresse, organisation, activités des instituts d'opinion publique et organismes semblables (à l'exclusion de ceux qui se livrent uniquement aux études de marché), en ce qui concerne une douzaine de pays d'Europe occidentale, ainsi que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine (Taiwan), la Colombie, Cuba, l'Inde, Israël, le Japon, la Norvège, le Panama, les Philippines, la Pologne, la République arabe unie et l'Uruguay.

## QUESTIONS DE DOCUMENTATION

*Les comptes rendus de congrès scientifiques (contenu, rôle, valeur, accessibilité),* par la Fédération internationale de documentation. 1963. 31 p.

[Pr.] Considérations techniques sur les problèmes de documentation que posent l'organisation des réunions scientifiques internationales et la diffusion des conclusions de ces réunions. Recommandations relatives à la solution de ces problèmes. Nature des congrès scientifiques internationaux. Documents préliminaires. Édition et distribution. Documents publiés après le congrès. Diffusion, Classement. Accessibilité. Données statistiques diverses sur le volume de la documentation publiée à l'occasion de congrès internationaux et sur son utilisation.

## STATISTIQUES SCOLAIRES

*Statistiques des effectifs scolaires,* n° 9. Septembre 1962. 49 p. 1 dollar.

[Pr. St. Dp.] Tableaux présentant les plus récentes données qu'a recueillies l'Unesco sur le nombre d'élèves inscrits dans les écoles des divers pays, avec subdivisions selon le genre d'école (maternelle, primaire, secondaire, technique, normale, supérieure) et le sexe des élèves.

## PLANIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT

*Principes de la planification de l'enseignement.* 1963. 43 p. 0,50 dollar. (Études et documents d'éducation, 45.)

[Pr. Org. Dp. Ej.] Aperçu des éléments à considérer lors de la mise au point d'un plan de développement de l'éducation en fonction des changements économiques et sociaux en cours dans une collectivité donnée. Tendances de la planification de l'éducation dans les diverses parties du monde. Étapes de l'élaboration d'un plan. Principaux résultats des réunions internationales qui ont esquissé des programmes-cadres de ce genre à l'échelle des continents.

*La planification de l'enseignement : Répertoire préliminaire.* 1962. 36 p. 0,60 dollar. (Revue analytique de l'éducation, vol. xiv, n° 2.)

[Pr. Dp. Bl.] Recueil bibliographique où sont présentées et commentées 180 publications relatives à la question de la planification de l'enseignement : études d'ordre international, puis études parues dans les divers pays. Une cinquantaine de pays appartenant à toutes les régions du monde sont pris en considération. Les États-Unis sont laissés de côté une publication spéciale devant leur être consacrée. Le répertoire sera complété progressivement.

*L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique (Conclusions et recommandations de la Conférence de Tananarive, 3-12 septembre 1962).* 34 p. 1962.

[Ej. Pr. Dp. St. Org.] Les représentants d'une trentaine de pays africains ont pris part à la réunion. Analyse des besoins culturels, sociaux, économiques et techniques auxquels l'enseignement supérieur africain devrait pouvoir répondre. Esquisse d'un plan de développement de cet enseignement pour la période 1961-1980. Énoncé des objectifs chiffrés. Liste des participants et observateurs.

#### FORMES NOUVELLES D'ÉDUCATION, MACHINES A ENSEIGNER

*Nouvelles méthodes et techniques d'éducation.* 1963. 55 p. 1 dollar. (Études et documents d'éducation, 48.)

[Ej. Dp. Bl. Org.] Machines à enseigner. Éducation programmée. Télécommunications et films éducatifs. Des spécialistes, réunis à Paris du 12 au 20 mars 1962, ont confronté leurs points de vue sur les questions qui se posent dans ces divers domaines, compte tenu de la nécessité de former plus rapidement davantage de personnes à des tâches complexes. Le document dont il s'agit ici reproduit certaines des communications présentées : état actuel des nouveaux moyens d'enseignement aux États-Unis (W. Schramm), utilisation de la radio et de la télévision à des fins d'enseignement (H. Dien Zeide), machines à enseigner et instruction programmée (A. A. Lumsdaine), recherches sur l'utilisation des moyens techniques dans l'enseignement en URSS (N. Shakmaev, N. Jilkin, S. Pétouchine). Rapport sur la réunion de Paris. Liste des participants. Bibliographie.

#### ÉDUCATION DES ADULTES

*Deuxième Conférence mondiale sur l'éducation des adultes.* 1963. 51 p. 0,50 dollar. (Études et documents d'éducation, 46.)

[Pr. Org. Dp. Ej.] La conférence s'est tenue à Montréal, en août 1960. Compte rendu des travaux et reproduction de certains documents de travail. Analyse des rapports des États membres. Liste des délégués.

#### SIGNIFICATION DES ABRÉVIATIONS CONVENTIONNELLES UTILISÉES

- Bl. : Contient une bibliographie développée.
- Dp. : Le document décrit les faits pays par pays (ou région par région).
- Ej. : Fournit aux éducateurs et aux journalistes qui traitent de questions sociales les éléments d'un bon exposé documentaire.
- Org. : Particulièrement utile pour se tenir au courant des activités de l'organisme international intéressé.
- Pr. : Peut fournir d'utiles indications concrètes aux praticiens (éducateurs, fonctionnaires, membres d'organisations internationales, d'institutions économiques et sociales, etc.) dont les activités sont en rapport avec la question traitée.
- Sc. : Mérite de retenir l'attention des personnes qui ont en chantier des travaux scientifiques dans le domaine considéré.
- St. : Contient des statistiques.

## CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

ARON, R. *Dix-huit leçons sur la société industrielle*. Paris, Gallimard, 1962, 383 p. 4,80 francs.

En *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, reprenant un cours professé à la Sorbonne en 1955-1956 et s'adressant, par conséquent, davantage à l'étudiant et au public cultivé qu'au spécialiste, Raymond Aron entreprend d'étudier, à l'aide des instruments d'analyse du sociologue, le problème du devenir de la société industrielle. Quel degré de diversité peuvent atteindre des sociétés dotées d'un même équipement technique? Les phases de la croissance économique sont-elles comparables d'un système social à un autre? La société industrielle moderne apparaît-elle, en d'autres termes, une ou multiple? C'est à de telles questions que se propose de répondre, en dehors de toute controverse idéologique, cet ouvrage lucide et attachant.

Quatre leçons servant d'introduction générale sont consacrées à la définition des objectifs de cette recherche et de cette réflexion; elles visent essentiellement, en fonction des schémas élaborés par les grands théoriciens du XIX<sup>e</sup> siècle, à situer les structures économiques par rapport aux structures globales de la société.

Pour y parvenir, Raymond Aron s'efforce de dégager les traits communs à toutes les sociétés industrielles en les opposant aux caractéristiques de chacune d'elles ou de chaque groupe d'entre elles. C'est l'occasion de passer en revue les critiques adressées aux deux grands systèmes sociaux: exploitation ouvrière, recherche exclusive du profit, inégalité des revenus, anarchie ou déséquilibre du marché, risque permanent de crise, sont les griefs le plus fréquemment retenus à l'encontre du capitalisme; au système planifié, on reproche au contraire le pouvoir trop absolu dévolu au planificateur, qui risque de favoriser le despotisme et la bureaucratie, et rend impossible tout calcul économique.

Après avoir souligné la portée limitée et trop exclusivement théorique de ces critiques, Raymond Aron réduit à quelques caractéristiques fondamentales les différences essentielles entre les deux systèmes: a) survivance, au sein du système capitaliste, de la petite et moyenne entreprise privée dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, les oppositions étant beaucoup moins marquées au niveau des grandes firmes industrielles; b) absence de séparation radicale au sein du système capitaliste entre l'économie nationale et l'économie mondiale et nécessité corrélative de se plier aux exigences du commerce international; c) influence dominante des consommateurs, dans le système capitaliste, sur la répartition du revenu national; d) rôle et situation des syndicats ouvriers par rapport à l'État.

Au-delà des condamnations de principe, on constate donc d'étroites similitudes entre les deux systèmes, qui doivent tous les deux faire face au problème fondamental de la croissance. Sans doute, l'analyse de ce problème est-elle rendue difficile du fait que la croissance est un processus

dont les résultats se mesurent en termes quantitatifs, tandis que ses déterminantes sont de nature essentiellement qualitative. La forme du progrès, s'il varie d'un type d'économie à un autre, dépend, en dernière analyse, du comportement des hommes.

Condition de la croissance, l'attitude favorable des sujets économiques vis-à-vis du progrès apparaît tributaire de trois caractéristiques fondamentales de la civilisation industrielle : esprit scientifique et technique, science du calcul économique, goût de l'innovation. Ainsi il n'existe pas de relations simples entre la nature de systèmes sociaux opposés et la vigueur de la croissance économique.

L'auteur aborde, dans la seconde partie de son ouvrage, l'étude comparative des phénomènes de croissance à l'intérieur d'unités historiques données — c'est-à-dire de sociétés industrielles de différents types. L'analyse des modèles de croissance américains et soviétiques conduit à constater qu'il existe autant de facteurs favorables que défavorables à la croissance dans chacun des deux systèmes. Les différences entre la croissance américaine et la croissance soviétique ne s'expliquent pas seulement par l'inégalité des ressources naturelles, les dimensions du marché, le volume du capital investi. Il faut tenir compte aussi des facteurs psychologiques, qui constituent une cause essentielle des différences de productivité.

En définitive, il est difficile, et peut-être vain, de chercher à définir le système le plus efficace si l'on ne s'entend pas, au préalable, sur le concept d'efficacité. Faut-il préférer une économie de bien-être à une économie de puissance ? Doit-on sacrifier au niveau de vie d'aujourd'hui un niveau plus élevé pour demain ? Autant de problèmes de valeurs auxquels l'évolution actuelle des régimes ne permet pas encore d'apporter de solution définitive.

Au demeurant, le sociologue, conclut Raymond Aron, par les méthodes qu'il emploie, cherche moins à résoudre ces problèmes qu'à définir une problématique qui permette de les poser clairement et objectivement.

HEIMANN, Eduard. *Reason and faith in modern society. Liberalism, Marxism and democracy*. Middletown (Conn.), Wesleyan University Press, 1961. x + 342 p. Index. 6,50 dollars.

L'auteur, à la fois sociologue et théologien, examine, dans la première partie de son étude, l'individualisme capitaliste et libéral, et, dans la deuxième, le communisme marxiste, pour les renvoyer dos à dos et appeler de ses vœux, dans une troisième partie, un socialisme communautaire d'inspiration chrétienne. Selon lui, la démocratie, en tant qu'elle unit liberté et égalité, trouve sa source dans la religion. Mais le libéralisme capitaliste et l'égalitarisme marxiste, issus l'un et l'autre de l'optimisme rationaliste du XVIII<sup>e</sup> siècle, ont rompu avec cette source religieuse et, du même coup, avec l'équilibre qu'elle rendait possible. La doctrine de la liberté est devenue, en Occident, de plus en plus individualiste, jusqu'à sacrifier l'égalité et la communauté ; réciproquement, le marxisme a été amené à sacrifier la liberté à l'égalité pour aboutir à l'uniformité et à l'étatisme totalitaire. Dans aucun des deux cas, il ne s'agit d'un véritable socialisme ;



la personne ne peut être réconciliée avec la communauté que grâce à une renaissance spirituelle qui retrouverait les sources religieuses de la démocratie. L'auteur voit, dans certains phénomènes contemporains comme, d'une part, le plan Marshall et la décolonisation volontaire de l'Inde par le Royaume-Uni, d'autre part, les progrès récents de l'Union des Églises, des motifs d'espérer une pareille évolution.

*Industrialisation et société.* Symposium publié sous la direction de Bert F. Hoselitz et Wilbert E. Moore (Actes de la Conférence de Chicago sur les implications sociales de l'industrialisation et du changement technique, 15-22 septembre 1960). Unesco, Paris, Mouton, 1963. 448 p. Tabl. (Conseil international des sciences sociales, École pratique des hautes études, VI<sup>e</sup> section).

La transformation rapide des sociétés sous la pression d'un changement économique induit est un fait empirique important à l'époque contemporaine ; en effet, l'étude du développement économique et de ses implications sociales dans les pays pauvres touche la totalité des aspects de la société dans ces pays. On peut d'abord analyser les divers facteurs qui, dans toute société primitive, permettront l'amorce du processus de développement, en particulier le rôle du comportement traditionnel comme frein au progrès, ou, au contraire, comme facteur de progrès. Dans le domaine de l'économie et de la technique, l'élargissement progressif de la petite communauté traditionnelle en une plus grande société et les transformations des liens sociaux qui en résultent s'accompagnent d'un processus de différenciation des rôles économiques et d'un adoucissement des règles d'attribution de ces rôles ; à mesure que ce processus gagne en ampleur, des institutions nouvelles se créent, qui prennent le relais des anciennes : à la différenciation structurelle, c'est-à-dire à la formation d'unités sociales plus diversifiées et autonomes, succède une « intégration » qui transforme le caractère de la société à mesure que les nouvelles structures s'établissent : mise en place d'organisations politiques, formation de nouveaux groupes, rôle croissant de l'État.

Dans l'amorce du développement, un élément fondamental est d'ordre psychologique : c'est la motivation qui pousse l'homme à entreprendre des innovations constructives. L'action de l'entrepreneur dans un pays en voie de développement peut être analysée comme un processus continu fondé sur une modification constante du comportement, plutôt que comme une série de grands changements instaurés par une élite ; le processus des investissements se déroule sur la base d'incertitudes, et l'étude de l'incertitude permet de mesurer l'influence de l'environnement global sur la prise de décisions ; l'action de l'entrepreneur fournit donc une source qui permet de classer et d'étudier les modèles de développement et leurs implications en ce qui concerne le changement technologique. Dans toutes les sociétés encore non industrialisées, ce facteur psychologique est d'une importance primordiale pour la transformation de l'économie. Le problème de l'épargne dans ces sociétés est lié à ces variations dans la motivation ;

les formes traditionnelles d'investissements peuvent être irrationnelles et certains emplois de l'épargne ne pas conduire à une augmentation substantielle de la productivité économique et du bien-être ; il faut en voir la cause essentielle dans les divers systèmes traditionnels de réciprocité.

A un niveau plus strictement structurel, la signification de la hausse des revenus doit être mise en relation avec les mutations de la structure économique. Il existe une corrélation directe entre le revenu par habitant et le degré d'industrialisation, celui d'urbanisation et le niveau de la consommation ; cependant, les interrelations entre ces divers termes de la croissance économique ne peuvent être interprétées avec le maximum d'efficacité que si l'analyse économique se combine avec l'examen des conditions politiques, de la structure sociale, du milieu culturel, qui tous modifient plus ou moins ces rapports.

Si l'on se penche sur le problème des relations de l'organisation politique et administrative avec le développement économique, on constate la grande variabilité des structures politiques associées à une croissance économique apparemment réussie, et il semble difficile d'apporter une seule réponse aux questions fondamentales du rôle de l'esprit d'entreprise politique, de la place de l'entreprise d'État dans la croissance, du degré de centralisation nécessaire à l'essor de l'économie, etc. On retrouve une certaine similitude des problèmes dans l'établissement des bureaucraties, c'est-à-dire des structures administratives rationnelles, mais le rôle que jouent ces dernières, en tant qu'agents du pouvoir politique, dans le bouleversement des structures sociales et la mise en place de nouvelles structures économiques dénature ou contrarie souvent leur activité.

Dans le cas où de nouvelles activités économiques s'élaborent et où de nouveaux régimes apparaissent — donc lorsque la nature du loyalisme doit se transformer — on peut aborder les problèmes en termes de « groupes d'intérêt » et de conflits entre ces groupes. En société préindustrielle, la question essentielle devient celle de l'identification des attitudes et des loyalismes entre les intérêts ascendants et les groupes émergents, les attitudes « positives » apparaissant chez certaines élites non liées aux structures traditionnelles, chez les entrepreneurs et, parfois, dans des minorités ethniques remplissant des fonctions commerciales.

Les problèmes sociaux, économiques et techniques de l'urbanisation rapide prennent une acuité particulière dans les pays sous-développés qui, pour la plupart, souffrent de phénomènes de « sururbanisation », alors qu'ils ne possèdent pas une base économique suffisante pour faire vivre des populations urbaines à un niveau de vie équivalant à celui du monde occidental ; ces problèmes, d'ailleurs, vont forcément en s'aggravant, du fait de l'explosion démographique qui marche de pair avec l'effort d'industrialisation. L'incidence de la technologie sur le mouvement démographique des pays sous-développés a été décisive dans la lutte contre la mortalité ; elle n'en met que mieux en relief l'urgence d'un contrôle des naissances dans ces pays. On assiste actuellement à une sorte de concu-

rence entre croissance démographique et croissance industrielle dans le Tiers Monde, mais cette question de contrôle démographique est encore étroitement liée aux comportements traditionnels et à l'état des relations sociales. Dans le domaine des structures familiales, le mouvement vers l'industrialisation paraît correspondre à une évolution du système familial vers un certain type de famille « nucléaire » et un relâchement des liens de parenté avec les alliés lointains ; cependant, il est difficile d'évaluer dans quelle mesure l'industrialisation répond aux besoins de la famille de type nucléaire, et dans quelle mesure ce type de famille répond aux exigences de l'industrialisation.

Dans une société en voie de développement, l'éducation n'est plus un simple « bien de consommation », mais peut devenir un instrument de la transformation économique. D'autre part, aux anciennes formes d'éducation, lorsque les ressources en sont limitées, peut se substituer l'action nouvelle des grands moyens d'information.

Toutes ces analyses font apparaître l'utilité et la nécessité d'une approche interdisciplinaire de ce phénomène complexe qu'est le développement économique.

McCLELLAND, David C. *The achieving society*. Princeton, Van Nostrand Cy, 1961. xvi + 512 p.

Le titre de l'étude de David McClelland évoque à coup sûr celui du livre de K. Galbraith sur la société de l'abondance. Tous deux traitent de la « richesse des nations », mais, tandis que Galbraith considère la société économique dans sa maturité, McClelland l'envisage du point de vue de sa croissance.

Parmi les divers facteurs qui permettent de rendre compte du développement économique, l'auteur tente d'isoler ceux qui relèvent d'une analyse psychologique, menée suivant les techniques les plus rigoureuses des sciences sociales. Il met plus particulièrement l'accent sur un facteur clé, le « besoin d'entreprendre » ou l'esprit d'entreprise, si l'on peut traduire librement le concept d'*achievement* qu'on retrouve dans le titre du livre et qui comporte en plus, semble-t-il, une idée d'accomplissement.

Afin d'isoler ce facteur et d'éclairer ses relations avec la croissance de l'économie, on a effectué trois séries de recherches sur une base comparative.

Dans le premier type de recherches, l'auteur s'efforce de mesurer l'esprit d'entreprise au sein de divers groupes — en étudiant notamment certains aspects de la culture de groupe, comme les contes et légendes, la littérature enfantine ou l'ensemble de la production littéraire — et d'en établir la relation avec le taux de croissance de l'économie. La seconde série de recherches vise à mettre en lumière les structures individuelles de cette relation. Elle porte essentiellement sur les motivations, les valeurs et les représentations d'échantillons de mères et de leurs enfants dans divers pays. L'auteur cherche l'origine du besoin d'entreprendre des fils dans certaines normes de comportement de leurs mères, certaines valeurs reconnues

par elles, et il tente d'évaluer les effets de cette disposition de la personnalité des enfants sur leur vocation et leur comportement général. Comme il était presque impossible de suivre ces enfants jusqu'à l'âge adulte pour apprécier l'effet des variations individuelles de l'esprit d'entreprise, une dernière série de recherches a été effectuée sur un échantillon d'« entrepreneurs » avérés ; analysant la personnalité d'un certain nombre d'hommes d'affaires, l'auteur tente de mesurer la force de leur « besoin d'entreprendre » et de la comparer à leur réussite économique.

Utilisant de nombreuses données de fait — concernant aussi bien la Grèce de Périclès que les sociétés industrielles de notre temps, l'Inde en voie de développement que les États-Unis suréquipés — cette étude est assez convaincante pour qu'on puisse voir dans l'esprit d'entreprise — très précisément défini par un psychologue — un des facteurs les plus importants du développement économique des nations.

MEYNAUD, J. *Destin des idéologies*. Lausanne (6, chemin de Mornex), 1961.

163 p.

L'ouvrage soumet à un examen critique la thèse du déclin des idéologies dans les sociétés contemporaines. On sait que cette thèse rencontre, depuis quelques années, un vif succès, à la fois dans les milieux intellectuels — comme en témoignent par exemple les discussions des Colloques de Rheinfelden — et dans le grand public.

On constate, dans les sociétés industrielles développées, une certaine dépréciation des valeurs autrefois tenues pour essentielles, une certaine indifférence vis-à-vis des batailles doctrinales. Faut-il en conclure à la fin des idéologies, à un apaisement définitif ? A l'objection que certains problèmes continuent de faire l'objet de conflits, les tenants de cette thèse affirment que les vieilles querelles subsistent quand leurs causes réelles ont disparu et que les attitudes idéologiques survivent aux idéologies elles-mêmes.

Il existe incontestablement, dans les démocraties occidentales, des signes de cet apaisement : évolution des partis socialistes dans un sens réformiste, baisse du taux de participation des citoyens à la vie politique, tendance « technocratique » des gouvernants, pour qui la politique doit être subordonnée à des considérations d'efficacité. Mais d'autres éléments contredisent ces tendances : rejet d'une partie de la clientèle socialiste vers le parti communiste, transfert de l'activité politique à d'autres formations que les partis (syndicats, groupements économiques, Églises). On peut dire aussi que l'apolitisme du technicien se réduit souvent à une illusion ou à un prétexte.

Les phénomènes sur lesquels s'appuie la thèse de l'apaisement restent donc encore vagues et sont souvent contredits. Leur ampleur est, en outre, restreinte à la fois dans l'espace et dans le temps. Qu'ils soient limités aux démocraties occidentales et que, dans les États nouveaux, par exemple, les problèmes de l'industrialisation, la place de la religion, la nature des institutions politiques suscitent de vives controverses idéologiques, cela

signifie-t-il nécessairement que l'apaisement accompagne un développement avancé, qu'il est l'étape finale du progrès des sociétés industrielles? Doit-on conclure d'autre part à une tendance permanente, à une évolution définitive? N'est-il pas plus sage de croire, puisque ces faits ne sont guère observés que depuis une dizaine d'années, qu'il s'agit seulement d'une pause, d'une phase transitoire pendant laquelle la critique des vieilles idéologies l'emporte encore sur la formulation de principes nouveaux?

J. Meynaud souligne, en conclusion à la première partie de son ouvrage, qu'à vouloir préciser la nature et l'ampleur du phénomène de l'apaisement on s'expose à des affirmations simplistes.

Dans une seconde partie, il analyse les explications fournies par les tenants de la thèse de l'apaisement. Permettront-elles d'éclairer le problème? Un premier mode d'explication consiste en un raisonnement proprement économique. Il se fonde sur la prodigieuse expansion des forces productives à l'époque contemporaine, et les perspectives de croissance illimitée qui en résultent. A l'ère de l'opulence, les conflits idéologiques n'auraient plus de raison d'être. Dans son célèbre livre *The affluent society*, J. K. Galbraith constate que la société américaine est passée de la pauvreté à l'abondance et que l'augmentation de la production a enlevé beaucoup de son acuité au problème de l'inégalité en tenant lieu d'une « redistribution des richesses ». Les idéologies forgées dans un monde de pauvreté ne subsistent que parce que les idées sont en retard sur les faits, mais il ne s'agit plus que de principes conventionnels. Ce schéma appelle bien des réserves. Outre que les pays d'Europe sont loin d'atteindre à une abondance généralisée, même l'*American way of life* ne s'étend pas à tous les secteurs de la population (il ne faut pas oublier, par exemple, que le revenu moyen des Noirs reste inférieur de moitié à celui des Blancs). Enfin, Galbraith a formulé des critiques contre certains aspects de la société opulente, comme le gaspillage des forces productives et le fait qu'on néglige des besoins fondamentaux au profit de la satisfaction de désirs artificiellement créés. Si la thèse de la paupérisation, opposée par les marxistes au thème de l'opulence, est actuellement difficile à soutenir, si l'évolution du niveau de vie peut effectivement influencer les attitudes politiques, il n'en reste pas moins que l'enrichissement des sociétés n'a pas encore supprimé les problèmes sociaux et que l'opulence est encore, au  $xx^e$  siècle, un phénomène à implantation limitée. L'explication de l'apaisement idéologique par l'opulence est donc très incertaine.

Un second type d'explication met l'accent sur les transformations sociales entraînées par le développement industriel moderne : le « néo-capitalisme », par des réformes de structure, apporterait une solution aux conflits idéologiques en supprimant les causes. Ainsi conduirait-il non plus à l'exploitation, mais à l'intégration de la classe ouvrière. A l'appui de cette thèse, on montre les changements intervenus dans la structure et la mentalité de la direction capitaliste : l'entreprise a cessé d'être contrôlée par les détenteurs de capitaux, des efforts sont faits pour associer les travailleurs au capital des entreprises, de larges avantages sociaux leur sont accordés,

le développement des techniques dites des « relations humaines » permet de prévenir ou d'apaiser les conflits ; on souligne que l'évolution de la grande industrie, mécanisée, et demain automatisée, la sépare de plus en plus de la petite industrie manufacturière, et qu'elle entraîne le cloisonnement de l'action syndicale ; on affirme, enfin, que la mentalité de la classe ouvrière a elle-même changé, que sa conscience de classe et son dynamisme révolutionnaire disparaissent. Mais on peut avancer des arguments qui vont à l'encontre de ces affirmations dire que les *managers* des grandes entreprises ont pris la place de l'ancienne classe patronale, qu'ils en ont gardé les prérogatives et les avantages matériels ; que l'intégration de la classe ouvrière se produit avec une extrême lenteur, qu'elle est loin d'avoir provoqué la suppression des conflits, comme en témoigne l'importance des grèves qui persistent partout dans le monde. Il ne semble donc pas que le néo-capitalisme soit capable de résoudre tous les problèmes sociaux et d'entraîner le mouvement ouvrier dans le camp réformiste. D'une façon plus générale, il n'est pas prouvé que la société industrielle — telle que l'entend R. Aron — évolue dans l'avenir vers des structures sociales uniformes, dont l'unité même aurait pour effet la pacification des esprits. Les transformations observées restent en outre partielles, et l'on ne dispose pas encore aujourd'hui d'une théorie capable d'exprimer globalement les conséquences de l'industrialisation sur la politique.

J. Meynaud se demande, en conclusion, si la thèse du déclin des idéologies est elle-même idéologiquement neutre, si elle n'exprime pas, dans certains cas, le désir d'apporter aux satisfaits et aux bien nantis des motifs de tranquillité et de réconfort moral, si, impossible à vérifier scientifiquement, elle n'est pas simplement une affirmation tactique.

SAMSON, Anthony. *Anatomy of Britain*. London, Hodder and Stoughton, 1962. xiv + 662 p.

En bon anatomiste, A. Samson ne cherche pas dans cet ouvrage, de bout en bout passionnant, à percer les secrets de l'agencement du pouvoir au Royaume-Uni ; il se contente d'en présenter, sous une forme intégrée, les organes divers et inégalement importants : aristocratie, majorité, opposition, administration, armée, presse, justice, Églises, école (première partie) ; milieux de finances et d'affaires (deuxième partie) ; *managers*, enfin (troisième partie).

Il mène son enquête en journaliste qui excelle à rendre une atmosphère et garde toujours le sens du concret (voir, p. 21-50. la description de la Chambre des Lords, le chapitre sur la Couronne, audiences accordées par la reine pendant une année, sorties de représentation, vacances, goûts, relations, coût de la royauté, pouvoirs de la reine).

L'ensemble manque de conceptions directrices. L'ouvrage se réduit à une juxtaposition plus ou moins arbitraire de développements sans rapports étroits entre eux. On y chercherait en vain une théorie des élites, une méthode d'investigation autre que celle du bon enquêteur, du voyageur averti et doué. Mais, quand précisément le journaliste sait observer,

sentir, exprimer, comme c'est le cas ici, les notations sont intéressantes et les problèmes essentiels apparaissent dans leurs vraies dimensions.

Pour A. Samson, le prestige et le pouvoir s'ignorent aujourd'hui au Royaume-Uni. On honore ce qui n'a plus de pouvoir pour ignorer ce qui en a : la pompe revient au lord-maire, aux lords, à la reine. Ce goût du pittoresque est dangereux car il favorise l'anonymat des véritables responsables. La presse, loin de remédier à cet état de fait, le renforce par son amour du spectacle plutôt que de la réalité des choses.

La vieille aristocratie britannique, formée au pouvoir dans les *public schools*, dans les collèges d'Oxford ou de Cambridge, s'acharne à faire paraître grandes les petites choses, ennuyeuses les choses passionnantes, familières les choses nouvelles. Cela implique un sentiment de supériorité, de sécurité, de permanence dangereuse dans un monde dangereux. Le vieux monde de l'aristocratie, qui est au pouvoir, est coupé du monde nouveau de la « méritocratie ». Le malaise britannique vient des élites du pays, qui ont par trop perdu le goût du combat : « Nous ne croyons plus ni au communisme, ni à l'anticommunisme, ni à la libre entreprise. » La politique est réservée à des amateurs dotés d'une bonne culture générale, incompetents, isolés, séparés des technocrates, sur la défensive. Les fonctions sociales sont stéréotypées comme les carrières. Seuls l'Empire et la guerre ont permis à de grands hommes de s'affirmer. Ils ont maintenant vieilli.

Au total, pour A. Samson, le problème, au Royaume-Uni, n'est pas de savoir qui exerce le pouvoir, mais si quelqu'un l'exerce encore. Les décisions sont toujours prises « ailleurs ». La bureaucratie est reine. Même au sein du Cabinet, on gouverne de moins en moins : on se querelle entre ministères.

Tel est le diagnostic. Quant au remède, il semble que l'auteur ait beaucoup espéré de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun... (p. 637).

THOENES, P. *De Elite in de Verzorgingsstaat* [Les élites dans l'État-providence].

Leiden, Stenfert Kroese N.V., 1962. x + 268 p. (Publicatie van het Sociologisch Instituut der Rijksuniversiteit te Leiden.)

Les élites n'ont guère été étudiées, jusqu'à présent, aux Pays-Bas, si l'on fait abstraction de l'ouvrage politico-littéraire de Ter Braaks. Peut-être la démocratie bourgeoise et égalitaire de ce pays a-t-elle joué dans ce cas un rôle de frein, car le concept même d'élite présente un aspect féodal et aristocratique. A cela s'ajoute le fait que la conception néerlandaise de l'État et de la vie publique a toujours été essentiellement technico-descriptive, et non spéculative. Or l'État-providence s'est superposé peu à peu à la démocratie politique : une coexistence pacifique entre les deux est-elle possible ? Le sociologue qui attire l'attention sur l'éventuelle nécessité d'un choix dépasse l'analyse technique et impose à son lecteur une attitude politique au sens large.

L'étude dont il s'agit ici part de deux définitions : a) une élite sociale

constitue un groupe qui perçoit, réalise ou maintient les règles définissant la structure, les fonctions et l'évolution de la société en général ou de certaines couches de la société ; b) l'État-providence garantit le bien-être social tout en maintenant un système capitaliste de production. Cela posé, il faut noter qu'il existe différents types d'élites : l'idée même d'élite a évolué jusqu'à sa forme actuelle, celle d'élite « intellectuelle ». Mais il reste que les élites, en tant que telles, sont toujours orientées vers l'unité de l'esprit et du pouvoir. Trois sociologues illustrent bien les rôles divers attribués aux élites. V. Pareto insiste sur les élites en tant que forces appliquées au maintien du *statu quo* ; pour K. Mannheim, en revanche, les élites sont capables de rompre avec l'ordre ancien et d'introduire une nouvelle période historique (mais il faut souligner, à ce propos, la différence qui existe entre l'État-providence, tel qu'il se développe sous nos yeux, et l'image que Mannheim se faisait de l'avenir) ; enfin, Th. Geiger estime que le pouvoir corrompt les élites, qui, par conséquent, doivent y renoncer et se limiter à un rôle de conseiller critique de ceux qui l'exercent.

Superficiellement, l'État-providence semble exempt de conflits. En fait, il connaît et des conflits entre l'« être » et le « devenir », et des phénomènes d'aliénation, indispensables à la formation des élites. Dans cet État-providence, les élites anciennes, comme les ingénieurs ou les entrepreneurs, ont reculé à l'arrière-plan en ce qui concerne leur prestige, même si leur « pouvoir » n'a pas diminué d'autant. Qui plus est, une nouvelle classe de *managers* et d'administrateurs leur barre la route du pouvoir. Cette classe nouvelle, dont les pouvoirs étendus se manifestent notamment en période de crise, n'est pas composée de représentants élus selon le processus démocratique traditionnel. Elle est d'ailleurs épaulée par tout un appareil d'experts, de conseillers, par une élite de fonctionnaires — la nouvelle élite de la société planifiée dans l'État-providence. Cette élite, de son côté, renforce son autorité en constituant son propre corps de conseillers. Or l'action de ces derniers est profondément politisée et ne s'exerce pas dans un sens « neutre » et « démocratique », comme le prétend F. Hartog dans son étude intitulée *Democracy and economic planning*.

Il en va de même des recherches sociologiques et « sociales », elles aussi fortement marquées et orientées. D'ailleurs, l'idée selon laquelle les sciences sociales ne s'intéresseraient qu'aux faits sociaux pour en déterminer objectivement les lois, et selon laquelle les réalités politiques dans une démocratie résulteraient de la seule volonté du corps électoral, ne résiste pas à l'épreuve des faits. Car la forme et le contenu des sciences sociales dépendent d'engagements idéologiques, alors que, dans le même sens, la démocratie exige non seulement l'assentiment, mais aussi la participation et la compréhension profonde des citoyens. Dans l'État-providence, sciences sociales et politique sont en rapport permanent. Ces contacts devraient être encouragés. Or, dans la situation actuelle, la fausse idéologie de l'« objectivité » des sciences sociales donne à ces contacts un caractère « illégal ». Il y a lieu de penser, au contraire, qu'une sociologie ouvertement « politique » peut contribuer au progrès de la démocratie. Mais



cette sociologie devra se garder de tout dogmatisme, rester « ouverte ». Dans ces conditions, une nouvelle élite — modeste, historique, pluriforme — pourra voir le jour et, avec le temps, porter ses fruits en ouvrant une ère nouvelle et plus démocratique.

WILSON, Francis Graham. *A theory of public opinion*. Chicago, H. Regnery, 1962. xiv + 308 p. Index.

La notion d'opinion publique est une notion fondamentale de la vie politique dans nos démocraties ; la philosophie politique occidentale pose comme principe qu'un gouvernement juste ne peut se fonder que sur le consentement de la communauté ; il y a diverses évaluations de ce que devrait être le rôle de l'opinion publique dans l'élaboration des décisions politiques, mais l'idée d'un accord entre loi et conscience est une des idées auxquelles l'homme a été le plus profondément attaché depuis l'antiquité. Le concept d'opinion publique suppose, en premier lieu, la distinction entre gouvernants et gouvernés, laissant ouverte la question de savoir quelle est l'influence des gouvernés sur les gouvernants ; ce deuxième problème est, d'ailleurs, intimement lié à un jugement de valeur : peut-on faire confiance au citoyen moyen, à l'homme de la rue, dans son jugement sur la chose politique, l'opinion publique représente-t-elle donc un ensemble de sûres traditions et de saines conceptions ou, au contraire, doit-on se méfier du jugement du public et considérer que seuls sont habilités à prendre des décisions d'ordre politique les « techniciens du pouvoir » ? Cette distinction est fondamentale, car c'est sur l'une et l'autre conception que reposent les théories antagonistes de représentativité ou, au contraire, d'irresponsabilité de l'opinion publique.

L'antiquité grecque et romaine a reconnu la valeur du jugement des citoyens et, jusqu'au moyen âge, nombreuses ont été les voies par lesquelles a pu s'affirmer le contrôle des gouvernants par les citoyens. En revanche, la monarchie absolue conférait la représentativité au seul monarque mandaté par Dieu et considérait le peuple comme un ensemble d'individus ignorants, que le pouvoir devait guider vers un avenir meilleur. Cependant, l'évolution de la monarchie vers le parlementarisme redonnait toute sa force à l'idée d'une direction imposée au pouvoir par l'ensemble des gouvernés ; l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle en offre l'exemple le plus clair. Depuis, aucun régime n'a nié ce principe. Cependant, l'application des techniques modernes de la psychologie et de la sociologie à l'étude de l'opinion publique a largement modifié les données du problème. Là encore, on retrouve la même question, qui suppose en fait un jugement de valeur : peut-on croire à la validité de l'opinion publique, c'est-à-dire à la rationalité du jugement individuel, ou faut-il, au contraire, comme le font, dans une certaine mesure, les adeptes de Freud, estimer qu'elle reflète trop l'incohérence de l'esprit humain pour qu'on doive en tenir compte ? On trouve donc, en opposition, la théorie démocratique de la validité de l'opinion publique et les théories totalitaires de domination et de contrôle de l'opinion par les techniques modernes de propagande :

tandis que, dans un vrai régime démocratique, les responsables du pouvoir ont à cœur d'éclairer l'opinion par des formes appropriées d'éducation, en régime totalitaire, les gouvernants considèrent l'opinion comme une force dangereuse qu'il faut contrôler et modeler, de telle sorte qu'elle serve de caution à l'action du pouvoir sans risquer d'y faire obstacle.

Dans les relations entre opinion publique et intellectuels — en tant que « groupe » — on retrouve cette opposition entre les intellectuels qui font confiance au jugement de l'homme de la rue et sont sensibles au poids des traditions véhiculées par l'opinion publique et ceux qui professent à priori un certain mépris pour les non-intellectuels et estiment que c'est à eux, techniciens de la réflexion, qu'il revient de former et de guider l'opinion de leurs concitoyens. Un autre groupe, la classe moyenne, a longtemps été associé à la notion même d'opinion publique ; cela est dû, en particulier, au fait que l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle, longtemps considérée comme un modèle de démocratie, a vu coïncider le développement de l'opinion publique avec l'hégémonie politique de la classe moyenne, et l'opinion publique a longtemps été confondue avec l'opinion de cette classe. Mais l'idéal de la classe moyenne est un idéal dépassé, à l'ère des grands moyens d'information. Enfin, la notion d'opinion publique n'est pas davantage liée exclusivement à la notion de prolétariat. Les mouvements anarchistes et syndicalistes ont milité pour la non-participation des classes laborieuses à la vie politique et les marxistes-léninistes ont réservé le leadership de la révolution à une fraction très restreinte des travailleurs, « l'avant-garde » du prolétariat ; pour eux, la philosophie de l'État ne peut être remise en cause par les controverses au sein du public, les élections ou les campagnes d'opinion ; dans cette mesure, le concept même d'opinion publique perd beaucoup de sa valeur.

Reste à résoudre un problème fondamental : dans quelle mesure l'homme de la rue, le simple citoyen peut-il influencer sur la prise des décisions par le pouvoir ; dans quelle mesure doit-il se soumettre au jugement des « techniciens » ? Le pouvoir est-il une affaire de spécialistes de la science politique, ou une affaire de bon sens et de tradition ? La solution de cet ensemble de problèmes ne peut être trouvée que si l'on crée les conditions pour qu'une vraie démocratie puisse s'instaurer dans une société juste et qu'en toute connaissance de cause chacun puisse efficacement faire entendre sa voix. L'étude de l'opinion publique rejoint celle de la démocratie.

## LIVRES REÇUS

ALMEIDA, Maria Susana G. de. *Motivações no trabalho : inquérito aos operários das indústrias metalomecânicas da região de Lisboa*. Prefácio do Pierre de Bie. Lisboa, 1962. 21 cm, 343 p. Fig., carte dépl., tabl. (Associação industrial portuguesa. Estudos de economia aplicada.)

Les motivations au travail de 370 ouvriers de l'industrie métallurgique et mécanique de la région de Lisbonne : attitudes à l'égard des questions de salaire et des conditions de travail, relations de travail ; variations selon le sexe, la qualification des ouvriers et l'importance de l'entreprise.

BOTTOMORE, T. B. *Sociology : a guide to problems and literature*. London, G. Allen and Unwin [1962]. 22 cm, 331 p. Bibliogr., index. 32 shillings.

Étude comparative des sociétés, qui accorde une attention particulière aux institutions et aux problèmes de l'Inde et de l'Asie.

BOURRICAUD, François. *Changements à Puno : étude de sociologie andine*. Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine [1962]. 25 cm, 241 p. Carte h. t., bibliogr. (Université de Paris. Travaux et mémoires de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, XI.)

L'évolution sociale récente dans la région de Puno (Pérou) : présentation de la communauté, conflits d'intérêts et structure agraire, dynamique culturelle de la population indienne de langue quechua.

BRAHME, Sulabha. *Distribution and consumption of cloth in Poona*. London, Asia Publishing House [1962]. 25 cm, XII + 103 p. Pl., cartes h. t., index. 20 shillings. (Gokhale Institute of Politics and Economics. Gokhale Institute studies, 42.)

Étude du marché du vêtement dans une ville de l'Inde : structures et physionomie du marché de gros et de détail, processus déterminant la fixation des prix, appréciation des facteurs qui régissent la consommation.

BREMBECK, Cole S. ; WEIDNER, Edward W. *Education and development in India and Pakistan : a select and annotated bibliography*. — [S.l.], College of Education and International Programs [1962]. 26 cm, VIII + 221 p. (Michigan State University education in Asia series, 1.)

Bibliographie analytique rassemblant des documents officiels, des ouvrages et des articles récents (tous postérieurs à 1956) sur les problèmes de promotion sociale au sens large (éducation des adultes, technique professionnelle ; universités et professeurs). Plus de 300 documents, de portée très diverse, sont regroupés en dix chapitres.

CANETTI, Elias. *Crowds and power* [Masse und Macht]. Translated from the German by Carol Stewart. New York, The Viking Press, 1962. 21 cm, 495 p. Bibliogr. 7,50 dollars.

Analyse des interactions de plus en plus nombreuses entre les foules et le pouvoir, basée sur l'observation de la vie de plusieurs pays.

Canford families (*The*) : *a study in social casework and group work*. Keele (Staffordshire), University of Keele, 1962. 22 cm, 240 p. Bibliogr. 1 livre 5 shillings. (The sociological review. Monograph, 6.)

A partir de la constatation d'une « inadaptation » d'un certain nombre d'enfants vivant dans une banlieue de grande ville, un groupe de travail social a entrepris d'étudier, entre 1956 et 1960, seize familles de cette localité, et de leur apporter une « aide sociale », en s'intéressant davantage aux problèmes de la famille dans son ensemble qu'à ceux de chaque membre de la famille. L'entreprise avait également pour but d'examiner l'effet de ce genre d'action sociale sur les relations familiales et leur évolution.

CARLIN, Jerome E. *Lawyers on their own : a study of individual practitioners in Chicago*. New Brunswick (N.J.), Rutgers University Press [1962]. 21 cm, XII + 234 p. Bibliogr., index. 6 dollars.

Étude du milieu social, de la formation professionnelle, des conditions de travail des juristes « indépendants » de Chicago, c'est-à-dire ceux dont l'activité profes-

sionnelle n'est pas liée à l'administration ou à des entreprises privées. L'enquête a été menée par interviews auprès d'une centaine de ces juristes.

CARTER, M. P. *Home, school and work : a study of the education and employment of young people in Britain*. Oxford, Pergamon Press, 1962. 23 cm, xii + 340 p. Tabl., bibliogr., index. 50 shillings. (International series of monographs on social and behavioural sciences, 1.)

Enquête menée à Sheffield auprès d'environ deux cents adolescents — garçons et filles — dans la période de transition entre leur dernière année de collège et le début de leur vie professionnelle ; l'enquête a porté sur la psychologie des sujets, leur milieu familial, leur environnement social, leurs motivations dans le choix d'un métier, les méthodes employées pour trouver du travail, etc. Ouvrage utile aux pédagogues, psychologues et sociologues, et sans doute aussi aux parents et aux éducateurs.

*Coexistence: proceedings of the 19th annual. Institute of World Affairs, Political Science Department, San Diego State College, August 7-25, 1961*. San Diego (Calif.), 1961. 28 cm, viii + 219 p.

Compte rendu des exposés faits au cours de la session de 1961 organisée par l'Institute of World Affairs, sur le thème de la coexistence. L'analyse du concept de coexistence et de ses implications en politique intérieure et extérieure est suivie de quelques études de cas.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER. Haute Autorité. *Les systèmes de liaison des salaires à la production, au rendement et à la productivité dans les industries de la Communauté*. Luxembourg, 1962. 23 cm, 146 p. Fig., tabl. (Communauté européenne du charbon et de l'acier. Haute Autorité. Collection d'économie du travail, I.)

Cette synthèse présente les résultats d'études nationales exposant les systèmes — très complexes — de rémunération dans les charbonnages, la sidérurgie et les mines de fer des six pays de la CEEA.

*Contribution des sciences sociales à la formation pour le service social : rapport de la réunion d'experts des Nations Unies et de l'Unesco, Paris, 4-13 juillet 1960*. [Paris], Unesco [1961], 21 cm, 98 p. 4,50 francs.

L'enseignement des sciences sociales dans les écoles de service social, la place de cette discipline dans la formation des travailleurs sociaux et les problèmes pédagogiques et administratifs que pose cet enseignement.

DAVIS, Calvin DeArmond. *The United States and the First Hague Peace Conference*. Ithaca (N.Y.), Cornell University Press [1962]. 23 cm, xiv + 236 p. Pl., bibliogr., index. 5 dollars. (American Historical Association.)

A travers la première Conférence de La Haye, l'auteur étudie les contradictions de la politique extérieure des États-Unis à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, la coexistence d'un désir de créer des procédures d'arbitrage avec une volonté d'hégémonie sur l'hémisphère occidental. Ouvrage également très utile pour comprendre le comportement des grandes puissances européennes à la fin du siècle dernier.

DECARY, Raymond. *La mort et les coutumes funéraires à Madagascar*. Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1962. 23 cm, 306 + 6 + xlii p. Pl., bibliogr. 28 francs.

Étude ethnologique détaillée des types de sépultures et de l'art funéraire de tous les groupes ethniques et tribus de l'île.

*Dépolitisation, mythe ou réalité? (La)* Sous la direction de Georges Vedel [Association française de science politique]. Paris, A. Colin, 1962. 24 cm, 288 p. Tabl. 12 francs.

(Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. Partis et élections, 120.) Cet ouvrage rassemble les travaux d'une table ronde organisée à Paris en novembre

1960, sur le thème de la dépolitisation : étude historique et critique de ce concept, analyse des diverses formes de participation à la vie politique, mutations du contexte sociologique et des images que les citoyens se font de l'activité politique, réactions de quelques catégories sociales.

DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE. *La dix-septième Assemblée générale des Nations Unies* [Genève, Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1962]. 21 cm, 187 p. 2,25 francs suisses ; 2,50 francs.

Cette brochure, consacrée à la dix-septième assemblée générale des Nations Unies, fait le point des travaux de l'Assemblée sur les principales questions dont elle a été saisie : désarmement et crises internationales, questions économiques et sociales, problèmes de décolonisation, droits de l'homme et réfugiés, questions juridiques, rôle du Secrétaire général dans le financement des opérations de l'Organisation.

DUBOIS, Louis. *La théorie de l'abus de droit et la jurisprudence administrative*. Préface d'Eugène Desgranges. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1962. 26 cm, 472 p. Bibliogr. 52 francs. (Bibliothèque de droit public, XLV.) Pratique de l'abus de droit en matière de police, dans les contrats, dans les relations entre les fonctionnaires et l'administration ; différence avec le détournement de pouvoir et position de la jurisprudence administrative dans la théorie générale du droit.

*Enseignement des sciences sociales au niveau préuniversitaire (L') : rapport de la réunion des 16-21 janvier 1961*. Hambourg, Institut de l'Unesco pour l'éducation, 1962. 24 cm, 67 p. (Études pédagogiques internationales.)

Compte rendu d'une réunion qui a groupé 18 experts de 13 pays différents, sous les auspices de l'Unesco, en vue d'examiner l'introduction des éléments de certaines sciences sociales dans les programmes de l'enseignement préuniversitaire. Analyse des rapports nationaux, débats sur les thèmes principaux, travail des groupes et recommandations.

*Essays in Jewish sociology, labour and co-operation in memory of Noah Barou, 1889-1955*. Edited by Henrik F. Infield. London, New York, T. Yoseloff [1962]. 22 cm, xiv + 167 p. Portr. h. t. 30 shillings.

Ce choix de textes écrits par des amis et des admirateurs de Barou retrace l'histoire de sa vie et présente les grandes causes auxquelles il se dévoua.

*Évolution et tendances de la sécurité sociale. Pays-Bas. T. II*. Étude effectuée à la demande de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Genève, 1959. 29 cm, 82 p. Tabl. (Ass. int. de la sécurité sociale.)

Cette brochure explique l'histoire, l'organisation et le financement de l'assurance maladie - soins médicaux aux Pays-Bas, distincte de l'assurance-maladie (prestations en espèces).

FAUCHER, Maurice. *Bibliographie européenne*. Préface de Pierre Vinot. Paris, chez l'auteur, 133, rue du Cherche-Midi [1962]. 28 cm, xvi + 40 f. multigr. Index. 21,50 francs.

Ce répertoire d'études et thèses consacrées à la construction européenne et parues depuis 1949 comprend six grands chapitres : ouvrages généraux, droits de l'homme, Conseil de l'Europe, CEEA, Marché commun, Euratom. A l'intérieur de chaque chapitre, le classement est chronologique. En annexe, une vingtaine de titres d'articles sont cités.

FINKELSTEIN, Lawrence S. *Arms inspection* [New York], Carnegie endowment for international peace, 1962. 20 cm, 89 p. 35 cents. (International conciliation, 540.) Problèmes techniques et politiques soulevés par l'inspection des armements. Il n'existe pas de formule idéale d'inspection, mais chaque accord doit être adapté

aux armes à contrôler. Un système d'inspection destiné à contrôler un accord de désarmement est irréalisable pour l'instant ; il empiéterait trop sur les prérogatives de la souveraineté nationale.

FUTRELL, Michael. *Northern underground: episodes of Russian revolutionary transport and communications through Scandinavia and Finland, 1863-1917*. London, Faber and Faber [1963]. 240 p. Pl., portr. h. t., fac. sim., carte. 32 shillings 6 pence.

Histoire des longues années au cours desquelles les révolutionnaires bolcheviks ont préparé la révolution de 1917, et du rôle qu'a joué la Scandinavie comme lieu de passage entre la Russie et l'Europe occidentale ; c'est par la Suède et la Finlande que les groupes bolcheviks qui travaillaient en Allemagne, au Danemark, etc., ont pu maintenir la liaison avec leurs camarades de Russie.

GADGIL, D. R. *Planning and economic policy in India* [2nd ed.]. Bombay, Asia Publishing House [1962], 24 cm, xviii + 272 p. Index. 38 shillings. (Gokhale Institute of Politics and Economics. Poona.)

Série d'articles et de notes, rédigés entre 1955 et 1962, sur la planification en Inde et la politique économique et sociale du gouvernement. Considérations intéressantes surtout en ce qui concerne l'élaboration des plans.

GARIGUE, Philippe. *La vie familiale des Canadiens-français*. Montréal, Presses universitaires de France, 1962. 23 cm, viii + 144 p. Tabl. 10 francs. (Université de Montréal. Faculté des sciences sociales, économiques et politiques.)

Étude de la situation actuelle de la famille canadienne, à l'aide des méthodes de recherche dites « qualitatives » ; 228 familles ont été touchées par l'enquête : entrevues « structurées » et « non structurées », réponses à des questionnaires, « observation-participation » de l'auteur. La distribution régionale et sociale des familles étudiées est très diversifiée. L'auteur a ainsi recueilli des informations approfondies sur la nature des liens familiaux, la structure et la fonction de la parenté, les valeurs familiales. Quelques études de cas complètent l'ouvrage.

GAUDEMENT, Jean. *Les communautés familiales*. Paris, M. Rivière, 1963. 19 cm, 199 p. 9,60 francs. (Petite bibliothèque sociologique internationale. Série A : Auteurs contemporains, 8.)

Cette analyse de sociologie historique pose le problème de la communauté familiale, puis étudie certaines formes de communautés dans l'antiquité, au moyen âge, et dans les pays slaves. Elle tire quelques conclusions sur le plan de la morphologie et de la dynamique de ces communautés.

GERSFORFF, Ralph von. *Wirtschaftsprobleme Portugiesisch-Afrikas*. Bielefeld, E. und W. Gieseking, 1962. 21 cm, xvi + 359 p. Tabl., bibliogr., index.

Étude complète de tous les problèmes économiques intéressant les provinces portugaises d'Afrique, surtout l'Angola et le Mozambique. Plusieurs chapitres traitent des conditions politiques et internationales qui commandent ces problèmes : la politique du gouvernement Salazar envers les Africains, l'évolution du prix des matières premières, la politique américaine et les investissements américains. Un chapitre supplémentaire constitue une mise à jour de mars 1961 à mai 1962.

GOLDSCHMIDT, Dietrich ; MATTHES, Joachim (ed.). *Probleme der Religionssoziologie*. Köln, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1962. 24 cm, 289 p. Fig., bibliogr. 16 Deutschmarks (Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie. Sonderheft 6.)

Riche recueil d'articles sur la sociologie de la religion, rédigés par des spécialistes renommés, non seulement allemands, mais aussi néerlandais, français, italiens, anglais, belges, suédois, norvégiens, suisses, américains. Trois groupes d'articles : études de problèmes généraux et méthodologiques ; état de la sociologie de la

religion dans plusieurs pays ; problèmes particuliers à certains secteurs de la recherche. En annexe, bibliographie de près de 700 titres.

GOLDSTEIN, Arnold P. *Therapist-patient expectancies in psychotherapy*. Oxford, Pergamon Press, 1962. 22 cm, xvi + 141 p. Bibliogr., index. 30 shillings.

Analyse de l'influence qu'exerce sur le comportement humain l'espérance en l'avenir, et étude du rôle d'un tel facteur psychologique dans la psychothérapie. L'auteur utilise pour cette recherche les résultats de nombreux travaux de psychologie expérimentale et théorique.

GOODE, William J. ; HATT, Paul K. *Metodologia della ricerca sociale* [Methods in social research]. [Traduzione di Anna e Luciano Cavalli], introduzione di Luciano Cavalli. Bologna, Il Mulino [1962]. 21 cm, xx + 571 p. Fig., tabl., bibliogr. 4 000 lires. (Collezione di testi e di studi scienze sociali, 12.)

Les principales traditions de recherche en sociologie et les nouvelles méthodes, en particulier celles qui sont applicables aux problèmes italiens.

GOULDNER, Alvin W. ; PETERSON, Richard A. *Notes on technology and the moral order*. With a foreword by Walter R. Goldschmidt and a methodological note by L. Keith Miller. Indianapolis, New York, Bobbs-Merrill [1962]. 21 cm, xvi + 96 p. Tabl., index. 1,95 dollar. (The advanced studies in sociology.)

Examen de problèmes philosophiques fondamentaux à l'aide des instruments de l'analyse statistique moderne — en particulier l'analyse factorielle.

HELM, Brunhilde. *Social work in a South African city*. [Cape Town], University of Cape Town, 1962. 23 cm, 74 p. Tabl., index. (University of Cape Town. Board of sociological research.)

L'organisation des services sociaux dans la ville du Cap. Deux chapitres originaux sont consacrés aux incidences des facteurs « race » et « religion » sur les organismes d'assistance.

HOFFMAN, Paul G. *World without want*. New York, Harper and Row [1962]. 21 cm, 144 p. Pl., index. 3,50 dollars.

Exposé de ce que peuvent les « nantis » dans la lutte contre la faim, la maladie, l'analphabétisme du Tiers Monde. L'auteur se prononce pour une aide utilisant les organisations compétentes des Nations Unies.

JAYAWARDENA, Chandra. *Conflict and solidarity in a Guianese plantation*. London, The Athlone Press, 1963. 22 cm, xii + 159 p. Bibliogr., index. 25 shillings. (London School of Economics. Monographs on social anthropology, 25.)

Le caractère multiracial de la société de la Guyane britannique et l'importance, dans les plantations de canne à sucre, des communautés indiennes fournissent à l'auteur l'occasion d'étudier un type de conflit social particulier, opposant non seulement les travailleurs à l'entreprise, mais les travailleurs entre eux.

KAÏS, René. *Les ouvriers français et la culture : enquête 1958-1961*. Sous la direction de Marcel David. [Strasbourg, Inst. du travail], 1962. 27 cm, 592 p. Fig., tabl. (Univ. de Strasbourg. Fac. de droit et des sciences politiques et économiques. Inst. du travail.)

Cette enquête, menée en France entre 1958 et 1961, sur une population représentative des principales branches d'activité industrielle, concerne les traits caractéristiques du comportement et des attitudes des ouvriers à l'égard de la culture et la façon dont ils se la représentent et dont ils la jugent. L'auteur pose ensuite le problème de la cohérence ou de l'hétérogénéité des comportements et des représentations.

KING, Stanley H. *Perceptions of illness and medical practice*. New York, Russell Sage Foundation, 1962. 23 cm, 405 p. Index. 6 dollars.

Cet ouvrage, destiné au personnel des services de santé, souligne l'importance de

la sociologie, de la psychologie, de l'anthropologie et des facteurs socioculturels dans les rapports entre les malades et le corps médical. Les problèmes que posent les hôpitaux à cet égard sont traités de façon particulièrement approfondie.

*Kuba : Istoriko-étnograficeskie ocerki.* Moskva, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1961. 23 cm, 600 p. Fig., portr., carte dépl., h. t., tabl., bibliogr. (Akademija Nauk SSSR. Institut étnografii.)

Recueil d'articles sur la révolution cubaine, ses origines historiques et culturelles.

LONDON, Pierre. *Histoire abrégée du recours pour excès de pouvoir des origines à 1954.* Préface de Marcel Waline. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1962. 25 cm, iv + 197 p. 22 francs. (Bibliothèque de droit public, IL.)

L'ouvrage concerne essentiellement la période 1920-1954 et étudie plus précisément, parmi les moyens d'annulation mis à la disposition des citoyens, le « défaut de base légale ».

LIMA SOBRINHO, Barbosa. *A nacionalidade da pessoa jurídica.* [Belo Horizonte], Edições da Revista brasileira de estudos políticos, 1963. 24 cm, 296 p. (Estudos sociais e políticos, 23.)

Le problème de la nationalité de la personne juridique au Brésil, notamment en ce qui concerne les intérêts économiques étrangers dans ce pays.

MAHALANOBIS, P. C. *Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur : la statistique : enquête effectuée au nom de l'Institut international de statistique, La Haye.* [Paris], Unesco [1957]. 21 cm, 238 p. (L'enseignement des sciences sociales.)

A une première partie traitant des buts et des formes de l'enseignement de la statistique, des programmes d'étude et de la recherche, font suite une série d'observations sur ces problèmes, tels qu'ils sont envisagés dans vingt-cinq pays (dont l'URSS, la Pologne et la Yougoslavie).

MARMOL, Charley del ; DABIN, Léon. *L'apport des juristes à la solution des problèmes de la gestion des affaires.* Liège, 1963. 25 cm, 120 p. (Faculté de droit de l'Université de Liège. Commission « Droit et vie des affaires ».)

L'importance du droit dans la vie des affaires est prouvée par le premier bilan des activités de la Commission « Droit et vie des affaires », créée à la Fac. de droit de Liège.

MEIER, Richard L. *A communications theory of urban growth.* [S. l.], M.I.T. Press [1962]. 24 cm, viii + 184 p. Fig., index (Joint Center for Urban Studies of the Massachusetts Institute of technology. Harvard University.)

Étude pilote, ne proposant encore que des hypothèses provisoires, sur l'application des théories modernes des communications et de l'information à la compréhension de la structure et du fonctionnement des villes.

*Mezhdunarodnye ékonomiceskie organizacii. Spravocnik.* Moskva, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1960. 23 cm, 980 p. Tabl., index. (Akademija Nauk SSSR. Institut mirovoj ékonomiki i mezhdunarodnyh otnošenij.)

Ouvrage de référence sur « les organisations économiques internationales » : répertoire très complet et très détaillé des organismes internationaux s'occupant, de près ou de loin, de problèmes économiques. Classement méthodique, index alphabétique en russe, en français et en anglais. Abondante bibliographie à la fin de chaque rubrique.

*Mezhdunarodnye otnosenija posle vtoroj mirovoj vojny. Tom I (1945-1949 gg.).* Radaktor A. G. Milejkovskij. Moskva, Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1962. 22 cm, 759 p. Carte, tabl., index, bibliogr. (Akademija Nauk SSSR. Institut mirovoj ékonomiki i mezhdunarodnyh otnošenij.)



Ce premier volume d'une série consacrée aux relations internationales après la seconde guerre mondiale va jusqu'en 1949. Une abondante bibliographie cite les recueils de documents soviétiques et étrangers utilisés, ainsi que de très nombreuses sources secondaires.

MUKHERJEE, A. K. *Annotated guide to reference materials in the human sciences*. London, Asia Publishing House [1962]. 21 cm, xvi + 267 p. Index. 35 shillings.

Bibliographie commentée de plus de mille ouvrages, répertoires, publications bibliographiques, revues, etc., la plupart en langue anglaise, et intéressant surtout l'anthropologie, accessoirement la sociologie et la psychologie sociale. Des erreurs et des inexactitudes. Deux index (par auteurs et par matières).

*Nacional'no-osvoboditel'noe dvizenie v latinskoj Amerike na sovremenom etape*. Pod redakcij V. J. Avarina i M. V. Danilevič. Moskva, Izdatel'stvo social'no-ekonomičeskoj literatury, 1961. 21 cm, 299 + 1 p. Tabl. (Akademija Nauk SSSR. Institut mirovoj ekonomiki i meždunarodnyh otnošenij.)

Situation idéologique, économique et politique de l'Amérique latine. Quelques données sur la répartition des couches sociales, les investissements étrangers et le commerce avec les pays de l'Est. Études particulières sur Cuba, le Venezuela, le Chili, le Mexique et l'Amérique centrale.

NIZARD, Lucien. *La jurisprudence administrative des circonstances exceptionnelles et la légalité*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1962. 25 cm, 295 p. Bibliogr. 37,40 francs. (Bibliothèque de droit public, XL.)

Définition de la notion de circonstances exceptionnelles à partir des lois et de la doctrine ; confrontation avec les solutions jurisprudentielles adoptées.

OBI, Enuenwemba. *Peace-corpsism*. New York, Pageant Press [1962]. 19 cm, [xxii] + 78 p. 2,50 dollars.

Analyse des bases philosophiques implicites et des principes d'édification d'un véritable *peace corps* ; rôle qu'un tel organisme est capable de jouer dans la construction de la paix.

PAVLOV, Ivan Vasil'evič. *Kolhoznoe pravo*. Moskva, Gosudarstvennoe izdatel'stvo juridičeskoj literatury, 1960. 23 cm, 372 p. (Institut Gosudarstva i Prava Akademii Nauk SSSR.)

Le droit kolkhozien est étudié dans ses fondements théoriques et ses applications pratiques ; le livre fait le point sur la législation en vigueur dans ce domaine au début de l'année 1960.

PHILLIPS, Bernard S. *The ageing in a Central Illinois community*. [Urbana (Ill.)], University of Illinois, 1962. 28 cm, viii + 101 p. Fig., tabl. 2,50 dollars. (University of Illinois. Small Homes Council-building Research Council. Council on Community Development. Research report 62-4.)

Enquête menée par interviews auprès de 346 personnes âgées de plus de soixante ans, à Decatur (Illinois) : habitat, santé, activités professionnelles, sociales, religieuses et politiques ; relations entre les personnes âgées et le reste de la communauté.

POKROVSKIJ, Aleksandr Ivanovič. *Francuzskaja buržuaznaja političeskaja ekonomija Obnovlenie ili krizis?* Moskva, Izdatel'stvo Instituta meždunarodnyh otnošenij, 1961. 20 cm, 224 p. Tabl., index, bibliogr. (Akademija Nauk SSSR. Institut mirovoj ekonomiki i meždunarodnyh otnošenij.)

Cette étude de l'économie politique bourgeoise en France porte en sous-titre : « Renouvellement ou crise? », et conclut à une dégradation de cette science. Une bibliographie la complète.

POSTON, Richard Waverly. *Democracy speaks many tongues: community development around the world*. New York, Evanston, Harper and Row [1962], 21 cm, xviii + 206 p. Pl., bibliogr., index. 4,75 dollars.

En dépit d'une aide à l'étranger généreuse, les États-Unis ont partiellement échoué dans leur tentative en vue de promouvoir la démocratie dans les pays sous-développés. L'auteur analyse ces échecs et propose des solutions permettant aux jeunes États de s'engager sur la voie du développement économique et social.

*Problemy ekonomiki i politiki Francii posle vtoroj mirovoj vojny*. Moskva, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1962. 22 cm, 604 p. Tabl. (Akademija Nauk SSSR. Institut mirovoj ekonomiki i meždunarodnyh otnošenij.)

Les problèmes économiques et politiques de la France après la seconde guerre mondiale sont abordés au niveau de l'infrastructure. L'étude des institutions et de la diplomatie forme une conclusion. L'actif du bilan des principales sociétés françaises est donné en annexe.

*Progrès technique et Marché commun : Perspectives économiques et sociales de l'application des nouvelles techniques. Conférence européenne, Bruxelles, Palais des Congrès, 5-10 décembre 1960*. [Luxembourg] [Services des publications de la Communauté européenne, 1962]. 2 vol. 23 cm, 354 et 736 p. Fig., tabl., dépl. (Communauté économique européenne. Communauté européenne du charbon et de l'acier. Communauté européenne de l'énergie atomique.)

Série de rapports traitant de l'influence du progrès technique sur l'évolution de l'emploi, de la concurrence, des relations professionnelles, des investissements, des salaires, ainsi que sur les divers secteurs de l'industrie et de transports et sur l'administration.

SCALFARI, Eugenio. *Le néocapitalisme italien / Rapporto sul neo-capitalismo italiano*. Traduit de l'italien par Roger Hardy. Paris, Économie et humanisme, Les éditions ouvrières [1962]. 23 cm, 112 p. Tabl. 7,20 francs. (Économie et civilisation, V.)

Reportage sur les principaux aspects de l'économie italienne dans la conjoncture actuelle.

SCHMIDT, Robert H. *Saarpolitik 1945-1957. 3. Bd. Entfaltung der Saarpolitik vom Scheitern der EVG bis zur Wiedervereinigung (1954-1957)*. Berlin, Duncker und Humblot [1962]. 23 cm, xii + 899 p. Fac. sim., cartes, tabl. 86 Deutschmarks. (Veröffentlichung des Instituts für wissenschaftliche Politik der technischen Hochschule Darmstadt.)

Ce troisième et dernier volume d'une monumentale histoire politique de la Sarre après la seconde guerre mondiale couvre la période qui va de l'échec de la Communauté européenne de défense à la réincorporation de la Sarre au territoire de la République fédérale d'Allemagne. Il englobe tous les aspects, économiques, diplomatiques, etc., de cette histoire, en insistant sur les problèmes de politique intérieure : partis et forces politiques, référendum et élections... En annexe, documents officiels. Bibliographie détaillée, index des auteurs et des matières pour les trois volumes.

*Seminar on road accidents in Israel (Jerusalem 16.1.1962 - 13.3.1962). Proceedings... Organized by the Institute of criminology of the Hebrew University of Jerusalem and published with the cooperation of the National council for the prevention of accidents*. Jerusalem, 1962. 27 cm, xxviii + 133 p. Tabl. (The Hebrew University of Jerusalem. Faculty of Law. Institute of Criminology. Publication 2.)

Analyse des causes et étude de la prévention des accidents de la route en Israël, thème d'un stage organisé en Israël au début de 1962 : cette publication de l'Institut de criminologie donne le compte rendu en hébreu des interventions, ainsi qu'un résumé en anglais.

SILVA, Maria Manuela da. *Desenvolvimento comunitário : uma técnica de progresso social*. Lisboa, 1962. 21 cm, 143 p. Pl., bibliogr. (Associação industrial portuguesa. Estudos de economia aplicada, 16.)

Cet ouvrage vise à favoriser la divulgation de la technique du développement communautaire et à éclaircir les concepts qui le définissent : présentation de la méthode, description de quelques expériences types de développement communautaire, rapports du développement communautaire et du développement économique, etc. En annexe, résumés des trois premiers stages d'élèves organisés sur le sujet par les Nations Unies, en 1957, 1958 et 1959, et courte bibliographie.

SMITH, J. H. *The University teaching of social sciences: industrial sociology*. With an introduction by J. D. Reynaud. [Paris], Unesco [1961]. 21 cm, 126 p. Bibliogr. (Teaching in the social sciences.)

Développement de la sociologie industrielle, organisation de son enseignement dans les universités, relations entre enseignement et recherche, portée et limites de la sociologie industrielle. Quelques cas nationaux sont cités : Pays-Bas, Pologne, URSS, Amérique latine.

*Sociétés rurales françaises (Les)*. Éléments de bibliographie réunis par le Groupe de sociologie rurale du CES sous la direction d'Henri Mendras. Préface de Max. Sorre. Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1962. 24 cm, 124 p. Index. 7 francs. (Bibliographies françaises de sciences sociales, 3.)

Bibliographie de plus de cinq cents ouvrages et articles récents (antérieurs toutefois, pour la plupart, à avril 1959) concernant la sociologie rurale, les monographies régionales et locales, la morphologie sociale, la vie économique, la vie sociale, la vie politique et l'organisation agricole, la vie religieuse, la littérature.

SPECTOR, Sherman David. *Rumania at the Paris Peace Conference: a study of the diplomacy of Ioan I. C. Bratianu*. New York, Bookman associates [1962]. 22 cm, 368 p. Carte h. t., bibliogr., index. 15 dollars.

La réalisation de l'unité roumaine à travers la première guerre mondiale et les traités de paix.

STEIN, Jerome L. *The nature and efficiency of the foreign exchange market*. Princeton (N.J.), Princeton University, 1962. 23 cm, 58 p. Fig. (Princeton University. Department of Economics. International Finance Section. Essays in international finance, 40.)

Étude consacrée au fonctionnement du marché international des changes : organisation, rôle, fluctuations ; problèmes de la prévision.

STEUER, Fritz A. *The contribution of Switzerland to the economic and social development of low-income countries*. Winterthur, P. G. Keller [1961]. 23 cm, 63 p. Bibliogr. Pourquoi et dans quelle mesure la Suisse doit-elle aider les pays sous-développés ? Quelle est la structure de l'aide qu'elle fournit actuellement ? Quelle est la part du gouvernement fédéral et celle des organisations non gouvernementales ? Comment étendre le programme d'aide bilatérale ?

TIMASHEFF, Nicholas S. *The sociology of Luigi Sturzo*. Baltimore, Dublin, Helicon Press [1962]. 22 cm, VIII + 247 p. Index. 5,95 dollars.

Interprétation de la pensée de Sturzo et jugement sur sa méthode.

TUNSTALL, Jeremy. *The fishermen*. London, Macgibbon and Kee, 1962. 22 cm, 294 p. Pl., tabl., index. 25 shillings.

Étude sur tous les aspects de la rude existence des pêcheurs au Royaume-Uni : vie professionnelle et syndicale, vie familiale, rapports avec les armateurs, place dans la société.

VETTER, Hermann. *Die Stellung des dialektischen Materialismus zum Prinzip des ausgeschlossenen Widerspruchs*. Berlin, Verlag der Meiler, 1962. 21 cm, 84 p. 4,80 Deutschmarks. (Sozialwissenschaftliche Schriftenreihe. Heft 1.)

Étude théorique et critique de la place que tient dans la pensée marxiste le principe du dépassement des contradictions et des discussions qui se poursuivent à ce sujet parmi les auteurs fidèles aux traditions du matérialisme dialectique de Marx, Staline et Mao Tsé-Toung.

VILAKAZI, Absolom. *Zulu transformations: a study of [the dynamics of social change]*. Pietermaritzburg, University of Natal Press, 1962. 24 cm, x + 168 p. Fig., cartes, bibliogr.

Idees et concepts occidentaux ont considérablement ébranlé certaines sociétés tribales près de Durban, au Natal. L'auteur analyse les problèmes de ces sociétés qui en sont à une phase de transition.

VIL'ČEVSKIJ, Oleg Ludvigovič. *Kurdy : Vvedenie v etniceskiju istoriju kurdsogo naroda*. Moskva, Leningrad, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1961. 27 cm, 167 p. (Akademija Nauk SSSR. Trudy Instituta etnografii im N.N. Mikluho-Maklaja. Novaja serija, tom LXVII.)

Cette étude sur les Kurdes constitue une introduction à l'histoire ethnique de ce peuple, telle qu'on peut la suivre depuis l'Antiquité, et s'appuie sur les apports de l'archéologie, de la sémantique et de la littérature.

VINCER, Jurij Iosifovič. *Anglijskie kapitalovloženija [za granicej] v period imperialisma*. Pod redakciej A.I. Milejkovskogo. Moskva, Izdatel'stvo Instituta meždunarodnyh otnošenij, 1960. 23 cm, 792 p. Tabl., bibliogr. (Akademija Nauk SSSR. Institut mirovoj ekonomiki i meždunarodnyh otnošenij.)

L'étude des investissements britanniques à l'étranger à l'époque impérialiste, c'est-à-dire depuis le début du <sup>xx</sup>e siècle, s'articule par étapes autour des deux guerres mondiales. Un tableau des principales sociétés à participation britannique à travers le monde constitue la seconde partie de l'ouvrage.

WINCH, Robert F. ; GROSS, Harriet Engel. *Identification and its familial determinants: exposition of theory and results of pilot studies*. [By] Robert F. Winch with the collaboration of Harriet Engel Gross. Indianapolis, New York, Bobbs-Merrill [1962]. 21 cm, xvi + 223 p. Tabl., bibliogr., index. 2,95 dollars. (The advanced studies in sociology.)

Étude de psychologie sociale, c'est-à-dire, pour les auteurs, explication de phénomènes psychologiques au moyen de variables d'ordre sociologique. Ici, le phénomène central est celui de l'identification, l'environnement sociologique étudié étant celui de la famille : analyse du concept d'identification, exposé des variables, relations entre ces variables, quelques études pilotes sur ces problèmes.

ZANSTRA, Herman. *The construction of reality: lectures on the philosophy of science, theory of knowledge and the relation between body, mind and personality. Given ... as weekly lectures during the second semester of 1959-1960*. With a commentary by James F. Ross. Oxford, Pergamon Press, 1962. 19 cm, 139 p. Fig., pl., index.

Présentation des principes philosophiques qui permettent d'appréhender la réalité : behaviourisme, cybernétique et même télépathie.

ZUSMANOVIC, Aleksandr Zaharovič. *Imperialisticeskij razdel bassejna Kongo (1876-1894 gg.)*. Moskva, Izdatel'stvo vostočnoj literatury, 1962. 21 cm, 356 p. Carte, tabl., index., bibliogr.

Histoire de l'établissement colonial dans le bassin du Congo, vue sous l'angle marxiste.

### III. INFORMATIONS

#### UN STAGE D'ÉTUDES A MEXICO SUR L'ANALYSE DES COMMUNAUTÉS LATINO-AMÉRICAINES

PETER HEINTZ

Ce stage d'études, financé par l'Unesco, a eu lieu les 27, 28 et 29 août 1962 à l'Universidad Nacional Autónoma de México. Les séances de travail ont été présidées par M. Peter Heintz, directeur de l'Institut latino-américain de sociologie de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO). Les travaux préparatoires avaient été organisés par le professeur Ricardo Pozas, de l'Institut national des sciences politiques et sociales de l'Université de Mexico, en collaboration avec la FLACSO. Les débats ont eu pour thème principal l'analyse des communautés latino-américaines. Gino Germani (Buenos Aires), Luis Costa Pinto (Rio de Janeiro), Lucien Brams (Santiago du Chili), Ricardo Pozas et Calixto Rangel Contla (Mexico), Eugenio Fonseca (San José, Costa Rica) et Peter Heintz (Santiago du Chili) y'ont pris une part très active.

Le choix du thème répondait à une double préoccupation. En premier lieu, on désirait procéder à un classement méthodique des études relatives aux communautés latino-américaines, et mettre ainsi à la disposition des sociologues une importante source de documentation de seconde main. Ces études sont, pour la plupart, l'œuvre d'anthropologues utilisant les méthodes, les techniques et les cadres de référence théoriques les plus divers. Il a néanmoins semblé possible d'entreprendre le classement de ces travaux d'après une série de variables conventionnelles que les anthropologues font généralement intervenir dans leurs études de communautés. Les variables conventionnelles choisies devaient également présenter un certain intérêt sociologique.

Le second objectif était d'élaborer un schéma théorique ou un système d'hypothèses dont la validité pourrait être vérifiée à l'aide des variables conventionnelles mentionnées ci-dessus. Le schéma devait lui-même être d'un grand intérêt sociologique.

Ces objectifs étaient liés l'un à l'autre, l'objectif théorique devant fournir certains critères pour le choix des variables pertinentes.

M. Pozas a élaboré un schéma d'analyse applicable aux études existantes, qui a été envoyé à un certain nombre de collaborateurs, dans plusieurs pays d'Amérique latine : Mexique, Costa Rica, Colombie, Équateur, Pérou, Chili et Brésil. La liste comprenait, à l'origine, plusieurs autres pays, qui n'ont pas répondu. Le nombre total des études analysées de cette façon a été de 65, ce qui ne représente d'ailleurs qu'une faible part

des études de communautés effectuées en Amérique latine. Les analyses de certaines études particulières ont ensuite été résumées et synthétisées par M. Ricardo Pozas, pour être soumises à l'examen critique des participants au stage d'études, dans l'espoir de découvrir selon quels principes on pourrait reviser le schéma d'analyse primitif. C'était même là l'essentiel de la tâche assignée au stage d'études.

Cependant, les participants ont également examiné certains aspects théoriques du problème. Nous aurons tout à l'heure l'occasion de parler du fondement théorique d'une étude comparative reposant sur l'application uniforme du schéma d'analyse.

Nous avons commencé par postuler l'existence d'une dimension dite « traditionalisme-modernisme ». Cette dimension était censée consister en une série de configurations complexes de variables, ces configurations étant reliées entre elles par une sorte de variation systématique et correspondant à différents points de l'axe (ou dimension) en cause. Parler de variation systématique, c'est admettre implicitement l'existence d'une règle selon laquelle s'opère le passage d'un point à un autre. Telle est l'interprétation théorique des quatre catégories graduées de communautés que distingue le schéma d'analyse utilisé pour le stage d'études. Ces quatre catégories sont les suivantes : *a*) communautés indiennes ; *b*) communautés de métis d'Indiens ; *c*) communautés rurales ; *d*) communautés semi-urbaines.

Les niveaux ou configurations considérés étaient déterminés par les sept variables suivantes : *a*) langue et degré d'instruction ; *b*) degré d'isolement ; *c*) technologie ; *d*) destination de la production économique ; *e*) tendance des groupements sociaux existants ; *f*) forme de gouvernement ; *g*) religion dominante.

Les schémas d'analyse définissaient, pour chaque variable, quatre niveaux correspondant aux quatre catégories de communautés rangées entre les deux extrémités de l'axe traditionalisme-modernisme. Les sociologues ne sont pas d'accord sur la nature des variables constituant les configurations complexes qui se modifient de façon systématique tout au long de l'axe considéré. Mais notre choix était limité d'emblée par le fait que nous devions prendre nos variables conventionnelles parmi celles qu'utilisent les anthropologues dans leurs études de communautés. Nous ne savions pas non plus si nous avions raison de distinguer quatre niveaux ou configurations, au sens indiqué ci-dessus. D'autres possibilités s'offraient, en effet, à nous : adopter une échelle continue, ou réduire le nombre de niveaux. C'est pour des raisons pratiques de classification, non pour des raisons théoriques, que nous avons choisi quatre niveaux.

Théoriquement, on peut concevoir la série des configurations comme différents états d'un équilibre mouvant. La règle de la variation systématique définirait alors ce que nous appelons ici un équilibre mouvant.

Nous n'avons aucunement supposé que toutes les communautés analysées se situeraient forcément à l'un ou à l'autre des quatre niveaux considérés. Nous n'avons pas supposé non plus que toutes représenteraient des points

possibles d'équilibre le long d'un ou plusieurs axes d'équilibre. Au contraire, nous avons prévu que nous trouverions des communautés qui, d'après notre schéma théorique, devraient être décrites comme étant en état de déséquilibre par rapport à un ou à plusieurs équilibres mouvants.

Ce point est particulièrement important. Ce qui nous intéressait surtout, c'était l'aspect dynamique de l'évolution des communautés, bien que la dimension temporelle ne fût pas incluse dans notre schéma d'analyse. C'est pourquoi nous avons admis la possibilité d'évolutions inégales au sein d'une même communauté. Nous voulons dire par là que le processus de modernisation n'agit pas nécessairement sur tous les aspects de la communauté au même moment et dans la même mesure. On peut également formuler ce problème en fonction de la théorie exposée par Godfrey et Monica Wilson dans leur ouvrage *The analysis of social change* (Cambridge, 1945). La modernisation apparaît alors comme un agrandissement de l'échelle de l'unité sociale étudiée — l'échelle se définissant comme l'étendue du domaine d'interaction de l'unité considérée (unité qui, dans notre étude, se confond avec la communauté locale). Le processus de modernisation, c'est-à-dire le passage d'un niveau à un autre, peut s'accompagner d'agrandissements d'échelles variables, selon que l'on considère tel ou tel sous-groupe de la communauté. L'expression « niveaux d'évolution inégaux » équivaut donc à « agrandissement différentiel des échelles ».

Ces problèmes de conceptualisation étant réglés, nous pouvons poser deux postulats théoriques :

1. La somme des intensités des relations sociales de l'unité considérée tend à rester constante au cours du temps ;
2. Les relations entre individus tendent à être homogènes en ce qui concerne l'intensité — c'est-à-dire que les intensités avec lesquelles les intéressés participent à des relations de ce genre tendent à être équivalentes.

Ces deux postulats peuvent servir à définir l'équilibre correspondant aux différents degrés, le long de l'axe traditionalisme-modernisme. On peut alors définir le déséquilibre comme un excès ou un défaut d'intensité totale, dans le réseau des relations sociales de l'unité, et comme une disparité entre les intensités avec lesquelles les intéressés participent aux relations sociales considérées. Une série d'hypothèses peut être formulée sur la base de ces deux postulats, dans le cas d'un agrandissement partiel de l'échelle de l'unité considérée, c'est-à-dire d'un agrandissement limité à un secteur de la communauté et sans effet immédiat sur l'échelle des autres secteurs.

1. Un agrandissement partiel de l'échelle entraîne l'une ou l'autre des deux conséquences suivantes :
  - a) Une opposition complexe, c'est-à-dire la convergence d'échelles incompatibles sur les individus qui sont en train d'agrandir partiellement leur échelle. Une opposition complexe produira ce qu'Alvin Boskoff, dans son étude « Social indecision: a dysfunctional focus

of transitional society<sup>1</sup>», appelle de l'indécision sociale, c'est-à-dire une impossibilité de résoudre le problème individuel de tension entre les échelles convergentes. On peut aussi parler de l'existence d'un conflit latent qui ne peut, du fait même de la latence, recevoir de solution rationnelle. Cela est important pour la théorie du changement, car une telle contradiction peut empêcher une évolution vers un nouvel état d'équilibre.

- b) Une *rupture* totale ou partielle des relations entre les sous-groupes qui ont agrandi leurs échelles et ceux qui ne l'ont pas fait. En ce cas, un nouvel équilibre peut être atteint par ceux qui ont agrandi leur échelle et qui, en rompant leurs relations avec les autres sous-groupes, réussissent à réduire l'intensité totale au niveau normal conforme au premier de nos postulats.
2. D'autres hypothèses peuvent se rapporter aux lignes préférentielles d'agrandissement de l'échelle dans le processus de modernisation. Nous pouvons donc admettre que ce développement de l'échelle se produira, de préférence, entre personnes de rang social équivalent — autrement dit horizontalement et non verticalement. On peut admettre aussi que les conditions qui déterminent la mobilité psychologique et géographique délimitent les secteurs de la société locale qui auront plus de chances d'agrandir leur échelle que les autres secteurs de la même communauté.

Cette théorie a été mise à l'épreuve par la Faculté latino-américaine des sciences sociales, à l'occasion d'une étude sur le passage plus ou moins rapide de relations à dominante particulariste à des relations de caractère surtout universaliste. Elle s'applique également aux données de seconde main recueillies et classées à l'intention du stage d'études de Mexico.

Avant de passer à l'examen des premiers résultats de l'analyse préliminaire, il faut noter que les variables choisies demanderaient à être considérablement affinées, non seulement en elles-mêmes, mais aussi par rapport aux différents niveaux que nous avons distingués. De plus, il se peut que la révision de l'étude préliminaire conduise à éliminer certaines des variables choisies et à en ajouter de nouvelles. Les participants au stage d'études avaient pour tâche d'élaborer des critères permettant de poursuivre ce processus de révision des propositions initiales.

Pour comprendre nos résultats préliminaires et leurs rapports avec notre schéma théorique, il est nécessaire d'avoir quelques précisions sur les variables choisies.

La variable « langue et degré d'instruction » se rapporte à la relation entre l'emploi d'un vernaculaire et celui d'une langue européenne. La variable « degré d'isolement » a trait aux moyens de transport disponibles. La variable « technologie » se rapporte aux différentes sources d'énergie utilisées pour la production économique (énergie humaine, énergie animale, et divers genres d'énergie mécanique). La variable « destination

1. Dans *Social forces*, mai 1959, vol. 37, n° 4, p. 305-311.



de la production» se rapporte à la distribution des produits, c'est-à-dire aux proportions suivant lesquelles ces produits se répartissent entre consommation directe et commercialisation. En ce qui concerne la variable « tendance des groupements sociaux existants », il est nécessaire de se reporter aux quatre niveaux. Le premier niveau est celui des relations primaires de la famille étendue, du clan, etc. Au second niveau, ces structures perdent leur cohésion et l'on voit apparaître de nouveaux groupes, portés à la concurrence. Au troisième niveau, on constate une nette séparation entre les couches sociales, définies par l'étendue des propriétés foncières ou le volume des biens de consommation accumulés. Au quatrième niveau, la stratification sociale est plus complexe, car le métier exercé y joue un rôle, aussi bien que le degré de prospérité économique relative au sein de la communauté, et les passages d'une couche sociale à une autre sont plus fréquents. La variable « forme de gouvernement » se rapporte aux différentes formes de gouvernement et d'administration locale, depuis les formes précoloniales et coloniales jusqu'aux pouvoirs locaux rattachés aux institutions politiques nationales. Nous avons exclu la variable « religion dominante », qui ne nous a pas semblé associée aux autres d'une manière significative.

De l'analyse des données disponibles qui, nous l'avons déjà dit, aurait besoin d'être considérablement affinée pour qu'on puisse en tirer des résultats définitifs, se dégagent les tendances suivantes. (Nous appellerons « association » le degré de coïncidence des variables, compte tenu des niveaux ou configurations considérés.)

1. Les variables le plus communément ou étroitement associées à la tendance des groupements sociaux sont la technologie et la destination de la production économique. La variable le plus fréquemment associée à la tendance des groupements sociaux est celle qui concerne la destination de la production.
2. La variable « groupements sociaux » tend nettement vers des niveaux relativement bas, c'est-à-dire vers l'extrémité de l'axe traditionalisme-modernisme qui correspond au traditionalisme.
3. Parmi les variables qui s'écartent le plus (de deux degrés ou davantage) de la variable « groupements sociaux », située à un niveau relativement bas, celles qu'on rencontre le plus fréquemment sont « langue et niveau d'instruction », « gouvernement » et « isolement ».
4. On constate une corrélation relativement étroite entre « destination de la production », d'une part, « langue et instruction » et « isolement », d'autre part.

Si nous considérons maintenant les quatre niveaux des communautés comme des états différents d'un équilibre mouvant, nous pouvons conclure que la variable « destination de la production économique » représente le point de convergence des tensions majeures en tant qu'expressions de déséquilibres entre les variables principales — « langue et instruction » et « isolement » — et la variable secondaire, c'est-à-dire la « tendance des groupements sociaux ». En d'autres termes, la ligne d'agrandissement

préférentiel de l'échelle, d'après les données que nous avons réunies, est représentée par les moyens de communication, tandis que les principales résistances paraissent se rattacher aux variables correspondant aux différents types de structure sociale. En outre, les conséquences éventuelles, déjà mentionnées, des tensions entre échelles incompatibles devraient, de préférence, être recherchées dans le domaine de la production. On peut deviner que les organisations de production économique présentent, au niveau des rangs supérieurs, un état social relativement ouvert à un agrandissement de l'échelle dans des directions correspondant au langage et aux autres instruments de communication, tandis que les rangs inférieurs des mêmes organisations ont tendance à rester liés aux structures sociales périmées. Ces résultats préliminaires semblent parfaitement compatibles avec notre schéma théorique. Toutefois, nous manquons des données qui nous permettraient de distinguer les deux conséquences indiquées ci-dessus, c'est-à-dire l'opposition complexe et la rupture. En d'autres termes, nous ne savons pas dans quels cas l'indécision sociale est le principal facteur qui explique la persistance de déséquilibres dans le complexe de variables considéré.

En tout cas, il serait extrêmement intéressant de poursuivre les recherches dans cette voie, en ce qui concerne l'étude de l'évolution des communautés locales en Amérique latine. L'un des participants au stage d'études a même suggéré qu'il serait bon de rassembler systématiquement des données de première main pour vérifier la théorie proposée, laquelle peut évidemment s'enrichir encore de nouvelles hypothèses.

En conclusion, j'aimerais rappeler que la préparation du stage d'études et les communications des participants sont l'aboutissement d'un remarquable effort de coopération entre les institutions et les spécialistes de divers pays d'Amérique latine, et qu'il existe encore des sources souvent ignorées d'analyse secondaire, qui pourraient intéresser les sociologues et qui seraient utilisables même dans un cadre de références assez complexes du point de vue théorique. Il serait extrêmement souhaitable que les travaux entrepris à l'occasion du stage d'études de Mexico soient poursuivis et même étendus, et que l'on publie des résumés analytiques des études de communautés, classés par catégories et accompagnés des résultats des essais d'application du schéma théorique. Une telle publication serait particulièrement utile aux sociologues d'Amérique latine qui s'intéressent à la dynamique de l'évolution des communautés.

# PUBLICATION DES ACTES DU V<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL DE SOCIOLOGIE

Washington, D.C., 2-8 septembre 1962

Le volume I réunit les principales communications faites au cours des réunions plénières sur les thèmes suivants : « Les sociologues, les *policy-makers* et le public » et « La nature et les problèmes de la théorie sociologique ».

Le premier thème est traité sous l'angle de la communication entre les sociologues et les *policy-makers*, d'une part, entre les sociologues et le grand public, d'autre part. Les exposés relatifs au second thème visent à définir le caractère de l'« explication » en sociologie, à passer en revue l'histoire des théories sociologiques, et à porter un jugement sur leur valeur. Ont collaboré à ce volume : A. Sauvy, D. Ghosh, R. Treves, A. Vratusa, R. Weitz, E. C. Hughes, T. Agersnap, F. Fernandes, S. Groenman, J. Hochfeld, R. König, E. Gellner, H. Lefebvre, A. K. Saran, et P. A. Sorokin.

Le volume II, intitulé « La sociologie du développement », traite d'abord des premières étapes de la croissance et contient des études sur les sujets suivants : les nouveaux groupes, l'esprit d'entreprise, la constitution d'un marché du travail, les exigences économiques de l'industrialisation moderne, l'urbanisation, l'éthique traditionnelle du travail.

La seconde partie concerne le maintien de la croissance et groupe des communications relatives à l'administration et au système bureaucratique, à l'industrialisation et l'industrialisme, ainsi qu'à l'intégration culturelle des sociétés en voie de croissance. Ont collaboré à ce volume : R. F. Behrendt, R. Clémens, B. F. Hosclitz, S. Kuznets, A. Pizzorno, J.-D. Reynaud, M. Crozier, A. S. Feldman et W. E. Moore, J. Maquet et J. Stoetzel.

Outre le compte rendu des débats consacrés à chacun des trois grands thèmes — « Les sociologues, les *policy-makers* et le public », « Rupture avec le traditionalisme, religion et développement, L'évolution des régions urbaines et rurales, Civisme et autorité politique, Élitisme traditionnelles et élites modernes » ; « Études historiques et comparatives, fonctionnalisme, marxisme, utilisation des modèles et élaboration des théories » — le volume III comprendra certaines des communications faites aux trois groupes de travail correspondants.

Le volume IV contiendra, avec un choix de documents de travail, le compte rendu des séances consacrées à la sociologie de la connaissance et des débats des comités de recherches de l'Association internationale de sociologie (AIS) sur la sociologie urbaine et rurale, la sociologie industrielle, la sociologie de la famille, la grande information, la sociologie politique, la sociologie psychiatrique, la sociologie religieuse, et la sociologie des loisirs et de la culture populaire ; on y trouvera aussi le compte rendu de la seconde réunion plénière consacrée à la sociologie du développement, une liste des communications présentées au congrès et la liste des personnes qui y ont participé.

Les volumes I et II sont déjà parus. Les volumes III et IV doivent paraître en juin 1963. Volume I, 7 dollars ; II, 6 dollars ; III, 8 dollars ; IV, 8 dollars ; l'ensemble des quatre volumes, 25 dollars. Adresser les commandes au Secrétariat de l'AIS, 116, rue des Flamands, Louvain (Belgique).

L'INSTITUT ROYAL DES RELATIONS INTERNATIONALES  
*publie tous les deux mois, sur environ 120 pages, la*

# CHRONIQUE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Cette revue, d'une objectivité et d'une indépendance renommées, assemble et analyse les documents et les déclarations qui sont à la base des relations internationales et des institutions internationales.

Juillet-novembre 1958 : **PROBLÈMES DE L'AFRIQUE NOIRE**,  
300 p., 300 FB

Septembre-novembre 1959 : **La ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE**,  
395 p., 300 FB

Juillet-novembre 1960 : **LA CRISE CONGOLAISE : JANVIER 1959 - AOÛT 1960**,  
611 p., 300 FB

Janvier-mai 1961 : **ÉVOLUTION POLITIQUE DE L'AFRIQUE : la Communauté française, la République de Guinée, l'indépendance de la Somalie**,  
485 p., 300 FB

Septembre-novembre 1961 : **ÉVOLUTION DE LA CRISE CONGOLAISE DE SEPTEMBRE 1960 A AVRIL 1961**, 123 documents, 600 p. 300 FB

Janvier 1962 : **La pondération de l'influence des États dans les Organismes internationaux ; la République populaire de Chine en 1961 ; A propos des emprunts congolais ; Le droit de l'espace ; La 50<sup>e</sup> session de l'Institut de droit international.**

Mars 1962 : **Le problème des transports en Europe ; l'État d'Israël en 1961 ; La politique extérieure suisse en 1961 ; La situation politique et économique de Chypre en 1961.**

Mai 1962 : **La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et le fonctionnement des juridictions belges ; L'Occident et les pays en voie de développement ; Britain and the Common Market ; The Commonwealth and the Common Market ; Évolution de la politique américaine en 1961 ; La politique extérieure du Japon en 1961.**

## *Autres publications :*

**LA BELGIQUE ET L'AIDE ÉCONOMIQUE AUX PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS**,  
534 p., 460 FB

**CONSCIENCES TRIBALES ET NATIONALES EN AFRIQUE NOIRE**,  
444 p., 400 FB

**FIN DE LA SOUVERAINETÉ BELGE AU CONGO. RÉFLEXIONS ET DOCUMENTS**, par W. Ganshof van der Meersch,  
600 p., 300 FB

Abonnement annuel : 300 FB.

Vente au numéro : 150 FB.

A verser au numéro de CCP de l'Institut royal des relations internationales (88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5, Belgique) : Bruxelles, 0.20; Paris, 0.03; Milan, c/c/1/35590; Köln, Pschk. 160.860; Den Haag, Giro 82.58; Bern, III 19585.

# REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

SOMMAIRE DU VOLUME XXIX (1963), N° 2

S. PORTNER, Le programme en administration publique de l'Organisation panaméricaine de la santé.\*

C. MIHÇIOĞLU, Les services de la santé publique en Turquie.

T. E. CHESTER, L'administration des hôpitaux : une vue internationale.\*

R. KARPOFF, Les études hydrogéologiques et la prospérité du Sénégal.

K. W. CUPERUS, Les problèmes du contrôle de la pollution des eaux en Europe.\*

A. LAZARO, Le secteur « santé et assistance » comme élément du premier plan espagnol de développement économique.\*

J. HANDLER, L'activité de l'Organisation mondiale de la santé.\*

\* Article rédigé en anglais ou en espagnol, mais suivi d'un résumé détaillé en français.

Recensions et comptes rendus bibliographiques (100 notices) ; informations et nouvelles ; chronique de l'Institut.

Abonnement annuel : 400 FB (ou \$8)

Numéro isolé : 125 FB (ou \$2.50)

INSTITUT INTERNATIONAL DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

25, rue de la Charité, Bruxelles 4 (Belgique)

# SOCIAL RESEARCH

*Revue trimestrielle internationale fondée en 1934 et publiée par la  
GRADUATE FACULTY OF POLITICAL AND SOCIAL SCIENCE  
de la New School for Social Research, New York*

*Contents for April 1963 (Volume 29, No. 4)*

Shakespeare on Jew and Christian: *An interpretation of*

*'The Merchant of Venice'* . . . . . Allan Bloom

The crisis of democracy in France . . . . . André Philip

Cultural nationalism: the idea of historical destiny in

Spanish America (Part II) . . . . . Cesar Graña

Freedom and occupational choice in the Soviet Union . . . Joan Fiss

A market model for the analysis of ecumenicity . . . Peter L. Berger

## Review Notes

Amateur diplomats and the Peace literature . . . Henry M. Pachter

Administered prices . . . . . David Schwartzman

The common sense world of Alfred Schutz . . . Robert Bierstedt

## Book reviews

Revue publiée au printemps, en été, en automne et en hiver.

Abonnement annuel : \$7.50; étranger : \$8; l'exemplaire : \$2.

66 WEST 12TH STREET, NEW YORK 11, N.Y.

# REVISTA DE ESTUDIOS POLÍTICOS

Bimestral

SUMARIO DEL N.º 124 (julio-agosto 1962)

## *Estudios y notas*

- Gerard LEIBHOLZ. La soberanía de los Estados y la integración europea.  
Carle C. ZIMMERMAN. El auge de la intelligentsia.  
Salvador GINER. De la alienación y el pensamiento social.  
Elías DÍAZ. Sentido político del yusnaturalismo.  
Eusebio Jaime BONEU FARRE. Castelar y la fórmula del progreso.  
Tomás MESTRE VIVES. Sociedad y nación en Sales y Ferré.  
Fr. W. von RAUCCHAUP. El derecho divino y el derecho natural en el derecho vigente.

## *Mundo hispánico*

- Félix G. FERNÁNDEZ-SHAW. Evolución del interamericanismo hispánico.  
Emilio MAZA. Castro, la Revolución cubana y la autodeterminación de los pueblos.

## *Sección bibliográfica*

- Notas y réplicas. Recensiones. Noticias de libros. Libros recibidos. Revista de revistas.  
Bibliografía: Sobre la Unión de Africa del Sur.  
Noticias e informaciones.

## *Precios:*

*Numero suelto* : 45 ptas. *Subscripción annual* : España : 175 ptas. Portugal, Iberoamérica, Filipinas : 200 ptas. Otros países : 225 ptas.

INSTITUTO DE ESTUDIOS POLÍTICOS, plaza de la Marina Española, 8-Madrid (España)

# THE PAKISTAN DEVELOPMENT REVIEW

VOLUME III

MARCH 1963

NUMBER I

## *Articles*

- Some Aspects of Intervening Trade and Terms of  
Trade in Pakistan. . . . . Nurul Islam  
Simultaneous Estimations of Population Growth:  
the Pakistan Experiment . . . . . Nazir Ahmad and  
Karol J. Krotki  
The Development of Institutional Agricultural  
Credit in Pakistan. . . . . Mohd. Irshad Khan  
The Weight of Tax Revenue in the Pakistan  
Economy . . . . . A. H. M. N. Chowdhury

## *Review Article*

- Two Years of Pakistan's Second Plan. . . . . John H. Power

## *Summary of Selected Articles*

## *Selected Bibliography*

Published four times a year—Spring, Summer, Autumn and Winter. Subscription: \$4 per annum or equivalent in other currencies; individual copies: \$1 each.  
All communications to be addressed to the Editor, *The Pakistan Development Review*, Old Sind Assembly Building, Bunder Road, Karachi 1, Pakistan.

*Announcing the August 1963 issue of*

# the journal of politics

The Revival of Political Theory . . . . .	DANTE GERMINO
'Freedom' as an Incantation: the Example of Lord Acton . . . . .	E. D. WATT
Foreign Policy and the Stationing of American Forces Abroad . . . . .	GEORGE STAMBUK
The Growth of National Security Research. . .	GENE M. LYONS
Pressure Politics in the Fifth Republic . . .	BERNARD E. BROWN
Conditions for Legislative Control . . . . .	SEYMOUR SCHER
Urbanization and Competitive Party Politics .	PHILLIPS CUTRIGHT
The Scope of Comparative Analysis . . . . .	HOWARD A. SCARROW

Published Quarterly  
by the Southern Political Science Association  
Peabody Hall, University of Florida  
Gainesville, Florida (USA)

Subscription and Membership Fee  
\$5.00 USA, \$5.50 Foreign, \$3.00 Student

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES  
INSTITUT DE SOCIOLOGIE (*fondé par Ernest Solvay*)

## Revue de l'Institut de sociologie

Rédaction-administration :  
Institut de sociologie, parc Léopold, Bruxelles 4.

### *Conditions d'abonnement :*

Revue trimestrielle (Éditions de l'Institut de sociologie) :  
400 FB pour la Belgique.  
450 FB pour le Congo et l'étranger.  
125 FB pour le fascicule.  
250 FB pour le numéro double.

*Articles de fond* : Science politique, économie politique, économie sociale, sociologie du travail, sociologie africaine, psychologie sociale, sociographie, etc.

*Chronique du mouvement scientifique.*

*Notes et documents, comptes rendus critiques. Notices bibliographiques.*

*Acquisitions de la bibliothèque.*

*Chronique de l'institut.*

*Informations.*

# INTERNATIONAL ORGANIZATION

*Volume 17, No. 2, Spring 1963*

## INTERNATIONAL FORCE—A SYMPOSIUM

Edited by Lincoln P. Bloomfield

### Articles

#### I. The International Policeman in an Armed World—Lessons from the Past

UN Peace Forces and the Changing  
Globe—The Lessons of Suez and Congo.  
United Nations Peace Forces and the  
Changing United Nations—An Insti-  
tutional Perspective . . . . .  
The Logistics Problems of a UN Mili-  
tary Force . . . . .

*Herbert Nicholas*

*Brian Urquhart*

*E. H. Bowman and  
J. E. Fanning*

Headquarters-Field Relations: Some  
Notes on the Beginning and End of  
ONUC . . . . .

*Lincoln P. Bloomfield*

#### II. The Internationalization of Force in the Future

The Political Conditions for an Inter-  
national Force. . . . .  
A Critical View of the Idea of Inter-  
nationalized Force . . . . .  
National Loyalty, Identity, and the  
International Soldier . . . . .  
Peace-Keeping in a Disarming—But  
Revolutionary—World . . . . .  
Strategic Problems of an International  
Force in a Disarmed World . . .

*Hans J. Morgenthau*

*Stanley Hoffmann*

*Henry V. Dicks*

*Lincoln P. Bloomfield*

*Thomas C. Schelling*

### Comprehensive Summaries

Recent activities of United Nations organs and of the Specialized  
Agencies  
Recent activities of major regional and functional organizations

### Selected Bibliography

Pertinent books and articles in American and foreign periodicals

\$6.00 a year  
\$2.00 a copy

WORLD PEACE FOUNDATION  
40 Mt. Vernon Street  
Boston 8, Mass.(USA)

Student rate  
\$4.00 a year



# ECONOMICA

PUBLISHED QUARTERLY

by the London School of Economics and Political Science  
Houghton Street, Aldwych, London, W.C.2

MAY 1963, Volume XXX, No. 118

Process Switching in the Theory of Capital . . . . .	M. McManus
Some Seventeenth-Century Contributions to the Theory of Value . . . . .	Marian Bowley
The Transport Bias in Comparisons of National Income . . . . .	Dan Usher
Oligopoly in Risk-Bearing Industries with Free Entry . . . . .	Jerome L. Stein
Classical Monetary Theory Revisited . . . . .	Robert Clower
Expanded Output Under Monopsony . . . . .	K. J. W. Alexander and R. W. Houghton
A Multi-Sectoral Study of Economic Growth: Some Comments . . . . .	Leif Johansen
A Reply . . . . .	Edward Zabel
The Cambridge Model of Economic Growth . . . . .	R. J. Ball

Annual subscription 30/- Single copy 10/-

## international journal of sociometry & sociatry

---

A quarterly, edited by J. L. Moreno. It contains reports from all over the world, with a therapeutic, biological, cultural and political orientation. Emphasis is upon action and group research. It focuses particularly on building scientific bridges between East and West, the USA and USSR, the USA and the Near and the Far East. It tries to show ways to overcome the fatal dilemma between capitalism and communism as forms of government and ways of life.

*Subscription rate:* \$7 per annum in USA; all others \$8 per annum.

Published by: BEACON HOUSE INC., P.O. BOX 311,  
BEACON, N.Y. (USA).

# ÉCONOMIE APPLIQUÉE

---

Tome XIV, n° 2-3

Avril-septembre 1961

- F. RUSSO, Introduction.  
J. FOURASTIÉ, Remarques sur l'introduction de la notion de progrès technique dans la science économique.  
W. G. WAFFENSCHMIDT, Recherche-développement et production.  
R. PRÉ, Des interconnexions de la recherche et des processus de développement dans les pays industrialisés.  
F. MACHLUP, L'offre d'inventeurs et d'inventions.  
F. MACHLUP, Invention et recherche technique.  
P. JACQUEMIN, Élaboration d'un programme de recherches.  
B. R. WILLIAMS, Conditions de l'innovation industrielle.  
B. R. WILLIAMS, Variations par secteurs de l'effort de recherche-développement en Grande-Bretagne.  
J. SCHMOOKLER, La répartition des inventions dans l'industrie.  
Ch. SADRON, Recherche scientifique pure et recherche appliquée : leurs relations.  
F. ROBIN, Recherche officielle et recherche privée.  
Général GUÉRIN, Recherche militaire et économie.  
L. ESTRANGIN, Stratégie de la propagation de l'information technique dans les milieux agricoles.  
R. L. MEIER, La théorie économique de l'éducation dans les sociétés en voie de développement.  
D. B. HERTZ, La recherche-développement considérée comme facteur de production.  
S. S. SENGUPTA, La stratégie et l'économie de la recherche.
- J. GUILLOT, Le développement économique de l'Algérie (Cahier F-15).  
G. LEDUC, Y. LE PORTZ, Y. OULID AISSA, G. de BERNIS, M. FILALI, P. BAUCHET, A. BENKIRANE, M. CAPET, G. d'ARBOUSSIER, L. REY, LE THANH KHOI, K. SAMPHAN, L'investissement dans les pays d'outre-mer (Cahier F-16).  
J. LACROIX, G. GRANGER, H. LEFEBVRE, R. BOIREL, F. MEYER, S. LANTIERI, J. POIRIER, K. E. BOULDING, F. PERROUX, V. MARRAMA, P. LAMBERT, Le Progrès (Cahier M-9).

---

ÉCONOMIE APPLIQUÉE  
ET CAHIERS DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

Directeur : François PERROUX ; Secrétaire général : H. BONJOUR  
(ISEA, 35, boulevard des Capucines, Paris-2<sup>e</sup>)

---

**The American  
Psychological Association**

announces  
publication of

**Some views  
on  
Soviet psychology**

**Raymond A. Bauer, Editor**

Well-known American psychologists report on trends in Russian psychology, conversations with psychologists and visits to psychological laboratories in the Soviet Union during the summer of 1960. Contributors, covering a wide range of interests, are Alexander Mintz, Walter R. Reitman, Urie Bronfenbrenner, Otto Klineberg, Henry P. and Tema S. David, Yvonne Brackbill, Edwin A. Fleishman, Neal E. Miller, Carl Pfaffmann, Harold Schlosberg, and Gardner and Lois Murphy. They describe past and present viewpoints and practices in Soviet psychology.

**Order from**

**American Psychological Association, Inc.  
1333 Sixteenth Street, N.W.  
Washington 6, D.C.**

**Price: \$3.75**

---

# revue tiers-monde

## PROBLÈMES DES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

Directeur : François PERROUX

*Sommaire du tome IV, n° 13-14 (janvier-juin 1963)*

### *Articles*

- Séance inaugurale de l'IEDES du 18 octobre 1962  
Le destin biologique de l'homme, par Jean ROSTAND.  
L'avenir biologique de l'homme, par Henri LAUGIER.
- Alexandre NOVICKI Les contradictions de la croissance et le sous-développement, d'après l'ouvrage de Paul A. BARAN.
- Hubert BEGUIN Aspects structurels du commerce extérieur des pays sous-développés.
- Bakary KAMIAN Les villes dans les nouveaux États d'Afrique occidentale.
- Florin MANOLIU Perspectives d'une intégration économique latino-américaine.
- F. ROSENFELD L'évaluation économique des projets spécifiques d'investissements.

### *Documentation*

- Robert DAVÉE Pour un fonds de développement social.
- Jean DELVERT L'économie cambodgienne et son évolution actuelle.
- Alain MEDAM Propositions de principe pour l'étude des niveaux de vie dans une économie en voie de développement.
- Général NGUYEN CHI THANH Situation de l'agriculture nord-vietnamienne.

### *Chronique internationale*

- Gaston LEDUC L'aide internationale au développement.
- Pierre MARTHELOT Progrès de la réforme agraire.
- Sylvain LOURIÉ Le problème du recrutement du personnel de la coopération technique internationale.
- Gérard BARTHÉLEMY Le nouveau franc CFA et la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
- Philippe COUTY L'assistance pour le développement : points de vue scandinaves.

### *Bibliographie*

- Pierre AUGER Tendances actuelles de la recherche scientifique.
- François PERROUX L'économie des jeunes nations.
- François PERROUX Le quatrième plan français.
- Bernard ORGELS Contribution à l'étude des problèmes agricoles de la Syrie.
- Guy BENVENISTE Handbook of African Economic Development.
- et W. E. MORAN
- Jean LACOUTURE
- et Jean BAUMIER Le poids du Tiers-Monde.

*Direction-rédaction* : Institut d'Étude du développement économique et social, 58, boulevard Arago, Paris-13°. GOB. 28-01.

*Abonnements et ventes* : PUF, 1, place Paul-Painlevé, Paris-5°. ODÉ. 64-10.

*Le numéro* : 7 F. *Abonnement* : France et Communauté : 22 F ; étranger : 26 F.

# LA REVUE DE DROIT INTERNATIONAL

DE SCIENCES DIPLOMATIQUES  
ET POLITIQUES  
(THE INTERNATIONAL LAW REVIEW)

fondée à Genève en 1923 par ANTOINE SOTTILE

est la **SEULE** revue paraissant en Suisse en matière de droit international, de sciences diplomatiques et politiques. Elle préconise la rénovation du droit international, la renaissance de la justice mondiale, la souveraineté **effective** du droit, la solidarité internationale, la morale dans la politique internationale, le développement de l'esprit international, le règlement pacifique des conflits internationaux, la défense des droits des petits États *pour autant que la soi-disant liberté de presse et les devoirs de neutralité le consentent*. Paraissant au siège européen de l'Organisation des Nations Unies, la **REVUE DE DROIT INTERNATIONAL** est à même de faire rapidement connaître et apprécier avec sûreté les règles que stipule la communauté des nations.

La **Revue de droit international** paraît tous les trois mois, en livraisons de 90 à 135 pages. Les articles sont publiés dans la langue de leurs auteurs. **Numéro spécimen (arriéré) contre envoi de 5,90 FS net.** ABONNEMENT: Union postale, 70,50 FS net. — Suisse, 69,50 FS net. Tous les abonnements sont annuels et partent du numéro de janvier. **Toute commande faite par l'intermédiaire de librairies peut être augmentée de 20 %.** (La revue est honorée de souscriptions de gouvernements.)

*Directeur : Dr Juris Antoine Sottile*

c. d. Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, consul, lic. en philos.,  
anc. docent de droit international à l'Université de Genève,  
membre de la Société américaine de droit international, de l'Association  
internationale de droit pénal et de l'Académie diplomatique internationale.

# ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

## SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

### *PUBLICATIONS SUR LES SCIENCES SOCIALES*

#### REVISTA INTERAMERICANA DE CIENCIAS SOCIALES

A quarterly journal, distributed throughout the Americas, focusing on the social sciences applied to the socio-economic and cultural development of Latin America.

#### MONOGRAPHS, TECHNICAL MANUALS, AND DIRECTORIES

*Irrigation Civilizations: A Comparative Study.* (1955, 78 pp.) US\$0.50. Report of a symposium, by J. H. Steward, K. A. Wittfogel and others. Also in Spanish.

*Studies in Human Ecology.* (1957, 138 pp.) US\$1.00. A series of lectures given at the Anthropological Society of Washington. Also in Spanish.

*Plantation Systems of the New World.* (1959, 212 pp.) US\$1.00. Papers and discussion summaries of the seminar held in San Juan, Puerto Rico. Also in Spanish.

Additional titles in the general catalogue of publications (English, French, Spanish, and Portuguese), available upon request.

UNION PANAMÉRICAINNE, Secrétariat général  
de l'Organisation des États américains — Washington 6, D.C.

# acta sociologica

*Scandinavian Review of Sociology*  
*Skandinaviske Zeitschrift für Soziologie*  
*Revue scandinave de sociologie*

Published in May 1963  
Vol. 7, fasc. I

*Henry P. Lundsgaarde*: Differential assimilation and the perpetuation of Sub-cultural goals: a pilot study of a Danish-American village in California.

*Bo Wärneryd*: Some aspects of index formation

*P. T. Herbst*: Organizational commitment: a Decision process model

Book announcements

ACTA SOCIOLOGICA is published quarterly in English and occasionally in German and French. Write for free sample pages to ACTA SOCIOLOGICA, 10, Julius Thomsens Plads, Copenhagen V, Denmark. Subscriptions are by one volume only. Orders should be made to Ejnar Munksgaard, 6, Norregade, Copenhagen K, Denmark, or to any international bookseller. The subscription is Danish kr. 70 (appr. \$10) per volume.

## THE EASTERN ANTHROPOLOGIST

A QUARTERLY RECORD OF ETHNOGRAPHY, FOLK CULTURE AND GENERAL ANTHROPOLOGY

PUBLISHED BY THE ETHNOGRAPHIC AND FOLK CULTURE SOCIETY, U.P.

Editor: D. N. Majumdar

Foreign Editor: Professor C. von Furer-Haimendorf

VOLUME XII, No. 1

### *Notes and Comments*

Social Uses of Funeral Rites . . . . . by David G. Mandelbaum

Features of Kinship in an Asur Village . . . . . by R. K. Jain

'Long Breath' and 'Taking Fire': Cultural

Survivals in Games of Chase . . . . . by Paul G. Brewster

Caste and Occupation in a Malwa Village. . . . . by K. S. Mathur

### *Research News and Views*

### Book Reviews

---

**Rates:** Rs.15, Available from:  
£1.10s. or \$5 The Ethnographic & Folk Culture Society, U.P., Department  
per year. of Anthropology, Lucknow University (India).

# RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE SOCIALI

VOL. XXXIV. FASC. IV

LUGLIO-AGOSTO 1963

- F. VITO, La programmazione economica e la partecipazione del sindacato.  
M. R. MANFRA, L'innesto del fattore spazio nelle quantità economiche secondo un'ipotesi analitica.  
C. BRASCA, Considerazioni tecniche sulla diffusione dell'azionariato e sulla partecipazione agli utili.  
S. SANTOLI, L'economia politica a servizio della politica economica.  
L. FREY, In merito ad una inchiesta belga sulla distribuzione.  
G. COSMACINI, La teoria degli stadi di sviluppo economico di W. W. Rostow.  
B. FERRARI, Vicende e destino dell'equilibrio delle potenze.

*Abbonamento annuo per l'Italia L. 3 000; per l'estero L. 6 000;  
ovvero l'equivalente in valuta estera.*

*Abbonamento sostenitore L. 20 000*

Redazione e Amministrazione: Largo A. Gemelli, 1-MILANO (Italia).

## Dinámica Social

DINÁMICA SOCIAL, publication du  
*Centro de Estudios Económico-Sociales*  
(Centre d'études économiques et  
sociales), paraît mensuellement en  
espagnol et en italien à Buenos Aires,  
calle Libertad 1050.

DINÁMICA SOCIAL, qui est entrée en septembre 1962 dans sa douzième année d'existence, est devenue depuis peu une revue largement illustrée, avec une section de caractère technique, industriel et scientifique, à côté de ses pages politiques et littéraires habituelles.

Dans cette nouvelle section ont été jusqu'à maintenant présentées de grandes entreprises industrielles comme *Pirelli, Fiat, Cinzano, Italmar, Celulosa Argentina, Lepetit, Montecatini, E.N.I., Ansaldo*, etc.



A Canadian Quarterly

# INTERNATIONAL JOURNAL

*The current issue includes:*

CANADIAN EXTERNAL POLICIES SINCE 1945

by John W. Holmes

ROOSEVELT THROUGH STALIN'S SPECTACLES

by Robert H. McNeal

CUBA: THE BIBLIOGRAPHY OF A REVOLUTION

by John D. Harbron

CANADA'S IMMIGRATION POLICY, 1957-1962

by David Corbett

*Subscription rates:*

*One year: \$3.00 (\$2.50 to teachers and students)*

*Three years: \$7.50*

CANADIAN INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS

230 Bloor Street West

Toronto 5, Ontario (Canada)

---

An interdisciplinary journal for  
behavioural and social scientists  
who wish to keep abreast of research  
concerned with the problem of  
peace and international relations

The Journal of

conflict

RESOLUTION

*A quarterly for research  
related to war and peace*

Annual subscription: \$5.50  
per copy: \$2.00

Published by The Center for Research on Conflict Resolution  
820 East Washington, University of Michigan, Ann Arbor, Michigan

---

# PHYLON

*A Review of Race and Culture*

ONLY PUBLICATION DIRECTED EXCLUSIVELY TO TRENDS  
AND EVENTS IN RACIAL AND CULTURAL RELATIONS ON THE  
WORLD SCENE

*Subscription rates:* \$3.00 per year; a two-year subscription or two subscriptions,  
\$5.00. Canada and foreign, \$3.50 per year, two years,  
\$6.00.

Indexed in the *International Index to Periodicals*, *Psychological Abstracts*, *Bulletin of Public Affairs Information Service*, *Sociological Abstracts* and *Index to Selected Periodicals*.

Microfilms beginning with Volume XVII are available to regular subscribers from University Microfilms, 313 N. First Street, Ann Arbor, Michigan.

PUBLISHED BY ATLANTA UNIVERSITY, ATLANTA, GEORGIA

Address all correspondence to: *Phylon*, Atlanta University, Atlanta 14,  
Georgia

---

---

*Centre d'études de politique étrangère, 54, rue de Varenne, Paris-7<sup>e</sup>*

## POLITIQUE ÉTRANGÈRE

*La grande revue des questions internationales*

N° 2, 1962

Henry A. KISSINGER

L'évolution de la doctrine stratégique aux États-Unis.

Charles SALZMANN

La défense civile aux États-Unis.

Barbara WARD

Problèmes africains.

Jacques MAYOUX

Les problèmes agricoles de l'Europe après l'accord de Bruxelles.

Mario LEVI

Sur la 'compétition pacifique'.

*Le numéro : 4,80 F*

<i>France</i>	.	.	.	.	.	.	25 F
<i>Étranger.</i>	.	.	.	.	.	.	33,50 F

Adresser les abonnements au Centre d'études de politique étrangère,  
54, rue de Varenne, Paris-7<sup>e</sup> — C. C. P. 1865-41 Paris

---

---

THE INDUSTRIAL REVOLUTION COMES TO THE MIDDLE EAST

## INDUSTRIALIZATION IN THE MIDDLE EAST

By K. Grunwald and J. O. Ronall

The study is divided into two sections:

*Section I* deals with industrialization problems on a regional basis and with basic issues in the area's growth and development. It covers such topics as social and economic changes during the last 100 years; population, labour, productivity, urbanization; natural resources; petroleum; transport and communications; government development plans; monetary resources and financial requirements; development and industrial banks.

*Section II* discusses industrial development, its problems and outlook, for each of the following countries: Afghanistan, Cyprus, Egypt, Ethiopia, Iran, Iraq, Israel, Jordan, Lebanon, Saudi Arabia, Sudan, Syria, Turkey, and the Persian Gulf sheikhdoms. Comprehensive surveys are presented on the various branches of industry (textile, food, chemical, metallurgical, etc.), on electric power, mining and private enterprise.

Maps, bibliography, index.

Price \$7.00

COUNCIL FOR MIDDLE EASTERN AFFAIRS PRESS

2061 Belmont Avenue, Elmont, N.Y.

---

# SOCIOMETRY

## A JOURNAL OF RESEARCH IN SOCIAL PSYCHOLOGY

*Sociometry* is concerned with the entire range of interests and problems represented by research in social psychology. It is concerned with the socialization process and with the study of the interrelationships of social structure and personality, as well as with studies of group process; it is concerned with conceptualization as well as with measurement. It is as concerned with studies of behaviour in natural settings as with contrived experiments.

*Sociometry* seeks to represent the significant research interests of investigators who are concerned with giving the field of social psychology theoretical structure and reporting research which is clearly focused, well designed and competently conducted.

\$9 per year for four issues - *Special rate to members: \$4.50*

*Order through your subscription agent or*

**THE AMERICAN SOCIOLOGICAL ASSOCIATION**

New York University  
Washington Square,

New York 3, New York

---

# THE MIDDLE EAST INSTITUTE

announces

The XVIIth Annual Conference on Middle Eastern Affairs  
DEVELOPMENTAL REVOLUTION IN THE MIDDLE EAST

May 2, 3 and 4, 1963

Gaston Hall

Georgetown University

Washington, D.C.

Among the speakers:

*Walt W. Rostow*, Counsellor, Department of State and Chairman, Policy Planning Council

*Lucius Battle*, Assistant Secretary of State for Cultural Affairs

*Chester Bowles*, The President's Special Representative

Proceedings will be published

Please direct inquiries to: Conference Office, Middle East Institute,  
1761 N Street, N.W., Washington 6, D.C.

## PARLIAMENTARY AFFAIRS

The Quarterly Journal of the Hansard Society  
for Parliamentary Government

The Spring issue includes articles on:

PARLIAMENTARY DEVELOPMENTS—DECEMBER 1962 TO FEBRUARY 1963

THE BRITISH CONSTITUTION IN 1962. By Peter Bromhead.

BRITAIN AS A PROVINCE. By Malcolm Shaw.

THE BELGIAN ELECTORAL SYSTEM. By U. W. Kitzinger.

PARTY DISCIPLINE IN THE HOUSE OF COMMONS—A COMMENT. By Robert E. Dowse and Trevor Smith.

THE FRENCH REFERENDUM AND ELECTION OF OCTOBER-NOVEMBER 1962. By Philip M. Williams.

THE NEW CONSTITUTION OF PAKISTAN. By K. Sarwar Hasan.

THE SIGNIFICANCE OF PARLIAMENTARY PROCEDURE. By Richard A. Chapman.

THE REVOLT OF THE UNIONIST FREE TRADERS. By H. W. McCready.

SERVICEMEN AND PARLIAMENTARY ELECTIONS. By Nevil Johnson.

BOOK SECTION.

Annual Subscription, including Index (U.K.) 30s. post free  
(U.S.A. and Canada \$4.50 post free)  
Single issue 7s. 6d. post free

Specimen copy from:

**THE HANSARD SOCIETY FOR  
PARLIAMENTARY GOVERNMENT**

162 Buckingham Palace Road, London, S.W.1

Une documentation complète de  
la politique internationale dans  
l'analyse objective des événements  
mondiaux. Tous les documents de  
la politique étrangère italienne.

## RELAZIONI INTERNAZIONALI

*Hebdomadaire de politique étrangère*

24 pages : 200 liras

Abonnement pour l'étranger : 11 500 liras

Publié par :

ISTITUTO PER GLI STUDI DI POLITICA INTERNAZIONALE  
Via Clerici, 5, Milano (Italie)

---

# rural sociology

*Volume 28 - March 1963 - Number 1*

---

A Perspective for Rural Sociology (Presidential Address)

Harold F. Kaufman

Interaction and Collective Identification in a Rural Locality

Peter A. Munch and Robert B. Campbell

Church Affiliation and Attitudes Toward Public Decisions in a Typical Midwest County

Victor Obenhaus  
and W. Widick Schroeder

Kentucky Mountain Migration and the Stem-Family: an American Variation on a  
Theme by Le Play

James S. Brown, Harry K. Schwarzweller  
and J. Mangalam

The Utility of Residence for Differentiating Social Conservatism in Rural Youth

Fern K. Willits and Robert C. Bealer

Role Consensus and Satisfaction of Extension Advisory Committee Members

Bond L. Bible and Emory J. Brown

*Book Reviews—Bulletin Reviews—News Notes—Revised Constitution*

---

Subscriptions to:

Dr. Howard M. Sauer, Secretary-Treasurer  
Rural Sociological Society  
Rural Sociology Department  
South Dakota State College  
Brookings, South Dakota

Editorial Communications to:

Dr. Sheldon G. Lowry, Editor  
*Rural Sociology*  
Sociology and Anthropology  
Michigan State University  
East Lansing, Michigan

\$8.00 per year, Domestic and Foreign

---

Die von RUDOLF PECHEL herausgegebene

# DEUTSCHE RUNDSCHAU

darf nach dem zweiten Weltkrieg das Verdienst für sich in Anspruch nehmen, zur politischen und kulturellen Selbsterkenntnis unseres Volkes einen wertvollen Beitrag geleistet zu haben.

Wenn es die vornehmste Aufgabe einer kulturkritischen Zeitschrift ist, ihre Leser nicht nur zu unterhalten und zu unterrichten, sondern sie auch zur Selbsterkenntnis, zu einer eigenen Urteilsbildung zu erziehen, so hat die DEUTSCHE RUNDSCHAU in ihren letzten Jahrgängen diese Aufgabe in vorbildlicher Weise erfüllt.

Sowohl in der eigentlichen RUNDSCHAU, die den Leser mit aussen- und innenpolitischen, mit sozial- und kulturpolitischen Problemen vertraut macht, wie in der reichhaltigen Auswahl an literarkritischen, philosophischen und schöngeistigen Beiträgen bietet die DEUTSCHE RUNDSCHAU ihren Lesern ein umfassendes Bild unseres gegenwärtigen politischen und geistigen Lebens, immer unter dem Generalaspekt einer radikalen Neubesinnung, die wir als Volk und als Mitglied der westlichen Völkerfamilie zu leisten haben, wenn wir nicht an den unbewältigten und unbereinigten Komplexen unserer jüngsten Vergangenheit weiter leiden und, bei aller Prosperität und scheinbaren Gesundheit an der Oberfläche, von der Wurzel unseres Wesens her absterben wollen.

SUDWESTFUNK, Baden-Baden 1960

## Die DEUTSCHE RUNDSCHAU

Deutschlands älteste politisch-literarische Monatsschrift  
(87. Jahrgang)

Einzelpreis DM 2,10 ; jährlich DM 18,—

In jeder guten Buchhandlung und vom Verlag

**DEUTSCHE RUNDSCHAU Baden-Baden E 7**

Schlosstrasse 8

---

# Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie

begründet durch Leopold von Wiese,  
herausgegeben im Auftrage des Forschungsinstituts für Sozial- und  
Verwaltungswissenschaften in Köln von Prof. Dr. René König.

Der Jahrgang umfaßt 4 Hefte im Gesamtumfang von ca. 700 Seiten  
Einzelheft DM 15,50; jährlich DM 56,—; bei Vorauszahlung bis zum 1. 2.  
des Laufender Jahrgangs DM 58,65,—.

Die Zeitschrift wurde im Jahre 1921 von Prof. Dr. Leopold von Wiese begründet. Sie erschien zunächst als „Kölner Vierteljahreshefte für Soziologie“, in der neuen Folge unter dem Titel „Kölner Zeitschrift für Soziologie“. Mit Jahrgang 7 der neuen Folge wurde eine Titelerweiterung notwendig. Von den Jahrgängen der neuen Folge sind Einzelhefte z. T. lieferbar. Vollständige Jahrgänge können in Leinen gebunden bezogen werden.

Als einziges selbständiges Organ der soziologischen Wissenschaft in Deutschland umfasst die „KZfSuS“ alle Zweige der Soziologie, Beiträge zur Betriebssoziologie, Pädagogik und Sozialpsychologie. Jedes Heft enthält ausserdem Besprechungen aus der deutschen und fremdsprachigen Fachliteratur, Berichte über Tagungen, Kongresse usw.

Ferner erscheint jährlich ein Sonderheft, das den Abonnenten zum Vorzugspreis geliefert wird.

Bisher sind erschienen :

„Soziologie der Gemeinde“,  
232 Seiten, DM 15.

„Soziologie der Jugendkriminalität“,  
188 Seiten, DM 14.

„Probleme der Medizin-Soziologie“,  
336 Seiten, DM 19.

„Soziologie der Schule“,  
200 Seiten, DM 14.

„Soziale Schichtung und soziale Mobilität“,  
346 Seiten, DM 21.

„Probleme der Religions-Soziologie“,  
320 Seiten, DM 17,50.



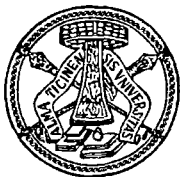
Westdeutscher Verlag — Köln und Opladen

---

# IL POLITICO

RIVISTA TRIMESTRALE  
DI SCIENZE POLITICHE

DIRETTA DA  
BRUNO LEONI



GIUGNO 1963

- G. MARANINI. La crisi della giustizia in Italia.  
E. F. NASH. *Agriculture and the E.E.C.*  
Il ruolo dell'agricoltura nella C.E.E.  
J. M. VAN DER KROEF. *Indonesia and the future of West New Guinea.*  
L'Indonesia e l'avvenire della Nuova Guinea Occidentale.

#### NOTE E DISCUSSIONI

- D. C. HODGES. *Social oppression and identification.*  
Oppressione e identificazione sociale.  
M. STOPPINO. La situazione dell'Occidente e l'unità dell'Europa.  
D. E. ASHFORD. *National organizations and political development in Morocco.*  
Organizzazioni nazionali e sviluppo politico nel Marocco.  
A. FIORETTA. Aspetti odierni dell'Algeria previsti da uno scrittore napoletano dell'Ottocento.  
G. REISMAN. *Contracyclical fiscal policy and the choice between economic systems.*  
Politica fiscale anticiclica e scelta fra i diversi sistemi economici.

*Attività degli istituti*  
*Recensioni e segnalazioni*

ANNO XXVIII

N. 2

Subscriptions for 1963 (4 issues) : Students (foreign) \$4.00 + \$1.00 postage;  
Foreign (regular) \$6.00 + \$1.00 postage.

ISTITUTO DI SCIENZE POLITICHE  
UNIVERSITÀ DI PAVIA, PAVIA (ITALY)



# REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE

*publiée par les soins du Centre d'études sociologiques  
avec le concours du Centre national de la recherche scientifique*

Directeur : J. STOETZEL

Vol. IV, n° 2, AVRIL-JUIN 1963

## ARTICLES

- J. STOETZEL    Un bilan des sciences sociales et humaines est-il possible?  
J. SELOSSE    Perception du changement social au Maroc  
J. FRISCH-GAUTHIER    Les fonctions des délégués du personnel  
C. FLAMENT    Modèles à caractéristiques non monotones dans un questionnaire  
M. MATARASSO    Lecture de C. Lévi-Strauss

## ACTUALITÉ DE LA RECHERCHE, BIBLIOGRAPHIE, REVUE DES REVUES

Résumé des articles en anglais, en allemand, en espagnol, en russe.

Direction, rédaction : Centre d'études sociologiques, 82, rue Cardinet, PARIS-17<sup>e</sup>

Administration, abonnements : Julliard, 30-34, rue de l'Université, PARIS-7<sup>e</sup>

4 numéros de 128 pages par an.

Abonnement : France, 18 F (le numéro, 5,10 F); Étranger, 22 F; USA, \$4.50

# international journal of comparative sociology

*A journal devoted to research, especially in the problems of social change arising out of urbanization, industrialization and cross-cultural contacts.*

A special number devoted to: Family and Marriage

J. H. Moge, Guest Editor, Vanderbilt University, U.S.A.

K. Ishwaran, Editor, Karnatak University, Dharwar.

*Contents of Vol. III, No. 1:*

## I. Articles

- Editorial.  
Introduction . . . . . John Moge.  
The joint family: a terminological classification. . . . . T. N. Madan.  
The Nayar family in a disintegrating matrilineal system. . . . . Chie Nakane.  
Marriage, matriliney and social structure among the Yao of Southern Nyasaland . . . . . J. Clyde Mitchell.  
Family organization in plantations in British Guiana . . . . . Chandra Jayawardena.  
On Portuguese family structure . . . . . Emilio Willems.  
Secondary group relationships and the pre-eminence of the family . . . . . Norman Dennis.  
On mate selection. . . . . Georg Karlsson.  
Mate selection in open marriage systems . . . . . Peter Jacobsohn and Adam Matheny.  
A cross-cultural comparison of attitudes towards marital infidelity . . . . . Harold T. Christensen.  
Nuclear family support and power structure in Sinhalese, Tamil, and Burgher students . . . . . Murray A. Straus and Solomon Cytrynbaum.

## II. Notes and News

The Journal is published twice a year (March and September) by the Department of Social Anthropology, Karnatak University, Dharwar (India).

Annual subscription rates: \$8.00 or equivalent in other currencies.

Order from: E. J. Brill, Leiden (Holland).

# HUMAN ORGANIZATION

*Quarterly Journal  
of the Society  
for Applied Anthropology*

Vol. 20

Spring 1961

No. 1

## SOCIAL SCIENCE APPLIED TO PRACTICAL PROBLEMS

Success and Failure in Technical Assistance. . . . .	<i>James W. Green</i>
Culture Change in Laos and Serbia. . . . .	<i>Joel M. Halpern</i>
Supervision and Group Process. . . . .	<i>Philip M. Marcus</i>
Chiropractic: A Deviant Theory of Disease. . . . .	<i>Thomas McCorkle</i>
The Indian and <i>Mestizaje</i> in Peru. . . . .	<i>Jacob Fried</i>
A Yugoslav Workers' Council. . . . .	<i>Jiri Kolaja</i>
A Persisting Clique of Chronic Mental Patients. . . . .	<i>William R. Morrow</i>
Anthropologists in the Federal Government . . . . .	<i>Margaret Lantis</i>
Institutional Types and Sociological Research. . . . .	<i>William R. Rosengren</i>

HUMAN ORGANIZATION is available through membership in the Society for Applied Anthropology, New York School of Industrial and Labor Relations, Cornell University, Ithaca, New York. Active Membership, \$8; Subscribing Membership, \$8; Student Membership, \$4. Monograph series free to members.

# bollettino delle ricerche sociali

*revue bimestrielle  
de la recherche sociale  
en Italie*

dans chaque numéro :

revue de recherches dans les  
différents domaines des sciences  
sociales

présentation de centres de  
recherches

informations sur l'enseignement des  
sciences sociales

discussions sur le développement  
de la recherche sociale en Italie  
chronique et bibliographies

*Abonnement annuel : 30 F ou \$7*

Adresser les abonnements et toute correspondance à :  
Società Editrice Il Mulino, Via Gramsci 5, BOLOGNA (Italie).

# REVISTA MEXICANA DE SOCIOLOGÍA

Publicada por el Instituto de Investigaciones Sociales  
de la Universidad Nacional Autónoma de México

*Director:* Dr. Lucio Mendieta y Núñez

Se publica un ejemplar cada cuatro meses;  
contiene colaboraciones inéditas de los más  
prestigiados sociólogos latinoamericanos,  
norteamericanos y europeos

Precio del ejemplar suelto: \$1.20

Precio de la suscripción anual: \$3.00

Instituto de Investigaciones Sociales de la Universidad Nacional  
Autónoma de México, Ciudad Universitaria, Edificio de Humanidades,  
5.º piso, Villa A. Obregón 20, México D.F.

---

# DER STAAT

Zeitschrift für Staatslehre  
Öffentliches Recht und Verfassungsgeschichte

Herausgegeben von  
Gerhard Oestreich, Werner Weber, Hans J. Wolff

Heft 3/1963

- |                    |   |
|--------------------|---|
| Jean Rivero        | Zur Verfassungsentwicklung der V. Republik                            |
| Friedrich Jonas    | Probleme des Staatseingriffs bei wirtschaftlichen Strukturanpassungen |
| Roman Schnur       | Weltfriedensidee und Weltbürgerkrieg 1791-92                          |
| Hans-Ernst Folz    | Zur Frage der Bindung neuer Staaten an das Völkerrecht                |
| Georg Roellenbleck | Zum Schrifttum über Jean Bodin seit 1936                              |
| Dieter Groh        | Hundert Jahre deutsche Arbeiterbewegung?                              |

Die Zeitschrift erscheint viermal jährlich. Jedes Heft hat einen Umfang von 128 Seiten.  
Bezugspreis halbjährlich DM 32,—.

DUNCKER & HUMBLLOT/BERLIN-MÜNCHEN

---

## PUBLICATIONS DE L'UNESCO : AGENTS GÉNÉRAUX

- AFGHANISTAN** : Panuzai, Press Department, Royal Afghan Ministry of Education, KABUL.
- ALBANIE** : N. Sh. Botimeve Naim Frasher, TIRANA.
- ALLEMAGNE** (République fédérale) : R. Oldenbourg Verlag, Unesco-Vertrieb für Deutschland, Rosenheimerstrasse 145, MÜNCHEN 8.
- ANTILLES FRANÇAISES** : Librairie J. Bocage, rue Lavoisier, B. P. 208, FORT-DE-FRANCE (Martinique).
- ANTILLES NÉERLANDAISES** : G.C.T. Van Dorp & Co. (Ned. Ant.) N. V., WILLEMSTAD (Curaçao, N. A.).
- ARGENTINE** : Editorial Sudamericana, S. A., Alsina 500, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIE** : Tradco Agencies, 109 Swanston St., G.P.O. Box 2324 V, MELBOURNE C.1 (Victoria). United Nations Association of Australia, Victorian Division, 8th Floor, McEwan House, 343 Little Collins St., MELBOURNE C.1 (Victoria).
- AUTRICHE** : Verlag Georg Fromme & Co., Spengergasse 39, WIEN V.
- BELGIQUE** : Office de publicité, S.A., 16, rue Marq, BRUXELLES 1. N. V. Standaard Boekhandel, Belgielei 151, ANTWERPEN.  
*Pour « Le Courrier »* : Louis de Lannoy, 22, place de Brouckère, BRUXELLES.
- BIRMANIE** : Burma Translation Society, 361 Prome Road, RANGOON.
- BOLIVIE** : Librería Universitaria, Universidad de San Francisco Xavier, apartado 212, SUCRE. Librería Banet, Loayza 118, casilla 1057, LA PAZ.
- BRÉSIL** : Fundação Getúlio Vargas, praia de Botafogo 186, RIO DE JANEIRO, GB ZC-02.
- BULGARIE** : Raznoiznos, 1 Tzar Assen, SOFIA.
- CAMBODGE** : Librairie Albert Portail, 14, avenue Boulloche, PHNOM-PENH.
- CANADA** : L'Imprimeur de la Reine, OTTAWA (Ont.).
- CEYLAN** : Lake House Bookshop, P.O. Box 244, Lady Lochore Building, 100 Parsons Road, COLOMBO 2.
- CHILI** : Editorial Universitaria, S.A., avenida B. O'Higgins 1058, casilla 10220, SANTIAGO.  
*Pour « Le Courrier »* : Comisión Nacional de la Unesco en Chile, calle San Antonio 255, 7.º piso, SANTIAGO.
- CHINE** : The World Book Co., Ltd., 99 Chungking South Road, section 1, TAIPÉI (Taiwan/Formose).
- CHYPRE** : Cyprus National Youth Council, P.O. Box 539, NICOSIA.
- COLOMBIE** : Ediciones Tercer Mundo, apartado aéreo 4817, Bogotá. Librería Buchholz Galería, avenida Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá. Librería Central, carrera 6-A, n.º 14-32, Bogotá. Comité Regional de la Unesco, Universidad Industrial de Santander, BUCARAMANGA. Pío Alfonso García, carrera 40, n.º 21-11, CARTAGENA. J. Germán Rodríguez N., oficina 201, Edificio Banco de Bogotá, apartado nacional 83, GIRARDOT. Escuela Interamericana de Bibliotecología, Universidad de Antioquia, MEDELLÍN. Librería Universitaria, Universidad Pedagógica de Colombia, TUNJA. Librería Caldas Ltda., carrera 22, n.º 26-44, MANIZALES (Caldas).
- CONGO** : La Librairie, Institut politique congolais, B.P. 2307, LÉOPOLDVILLE.
- CORÉE** : Korean National Commission for Unesco, P.O. Box Central 64, SEOUL.
- COSTA RICA** : Trejos Hermanos, S.A., apartado 1313, SAN JOSÉ.  
*Pour « Le Courrier »* : Carlos Valerín Sáenz & Co. Ltda., « El Palacio de las Revistas », apartado 1924, SAN JOSÉ.
- CUBA** : CUBARTIMPEX, apartado postal 6540, LA HABANA.
- DANEMARK** : Ejnar Munksgaard, Ltd., Prags Boulevard 47, KOBENHAVN S.
- RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** : Librería Dominicana, Mercedes 49, apartado de correos 656, SANTO DOMINGO.
- ÉQUATEUR** : Casa de la Cultura Ecuatoriana, Núcleo del Guayas, Pedro Moncayo y 9 de Octubre, casilla de correo 3542, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE** : Librería Científica Medinaceli, Duque de Medinaceli 4, MADRID 14.  
*Pour « Le Courrier »* : Ediciones Iberoamericanas, S.A., calle de Oñate 15, MADRID.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE** : Unesco Publications Center (NAIP), 317 East 34th Street, NEW YORK 16, N.Y.; *et, sauf pour les périodiques* : Columbia University Press, 2960 Broadway, NEW YORK 27, N.Y.
- ÉTHIOPIE** : International Press Agency, P.O. Box 120, ADDIS ABABA.
- FINLANDE** : Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, HELSINKI.
- FRANCE** : Librairie de l'Unesco, place de Fontenoy, PARIS-7.º. CCP 12598-48.
- GHANA** : Methodist Book Depot Limited, Atlantis House, Commercial Street, P.O. Box 100, CAPE COAST.
- GRÈCE** : Librairie H. Kauffmann, 28, rue du Stade, ATHÈNES.
- GUATEMALA** : Comisión Nacional de la Unesco, 5.ª Calle 6-79, zona 1 (Altos), GUATEMALA.
- HAÏTI** : Librairie « A la Caravelle », 36, rue Roux, B. P. 111, PORT-AU-PRINCE.
- HONDURAS** : Librería Cultura, apartado postal 568, TEGUCIGALPA, D.C.
- HONG-KONG** : Swindon Book Co., 64 Nathan Road, KOWLOON.
- HONGRIE** : Kultura, P.O. Box 149, BUDAPEST 62.
- INDE** : Orient Longmans Ltd : Nicol Road, Ballard Estate, BOMBAY 1 ; 17 Chittaranjan Avenue, CALCUTTA 13 ; Gunfoundry Road, Hyderabad 1 ; 36 A Mount Road, MADRAS 2 ; Kanson House, 1/24 Asaf Ali Road, P.O. Box 386, NEW DELHI 1.  
*Sous-dépôts* : Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, CALCUTTA 16 *et* Scindia House, NEW DELHI. Indian National Commission for Co-operation with Unesco, Ministry of Education, NEW DELHI 3.
- INDONÉSIE** : P. N. Fadjar Bhakti, Djalan Nusantara 22, DJAKARTA.
- IRAQ** : McKenzie's Bookshop, Al-Rashid Street, BAGHDAD.
- IRAN** : Commission nationale iranienne pour l'Unesco, avenue du Musée, TÉHÉRAN.
- IRLANDE** : The National Press, 2 Wellington Road, Ballsbridge, DUBLIN.
- ISLANDE** : Sbaebjörn Jonsson & Co., H.F., Hafnarstræti 9, REYKJAVIK.
- ISRAËL** : Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road *et* 48 Nahlat Benjamin Street, TEL AVIV.

- ITALIE : Libreria Zanichelli, Portici del Pavaglione, BOLOGNA. Libreria Commissionaria Sansoni (Agente generale), via Gino Capponi 26, casella postale 552, FIRENZE. Hoepli, via Ulrico Hoepli 5, MILANO. Libreria Internazionale Rizzoli, Galleria Colonna, Largo Chigi, ROMA. Libreria Internazionale Modernissima, via della Mercede 43, 45, ROMA. Librairie française, piazza Castello 9, TORINO.
- JAMAÏQUE : Sangster's Book Room, 91 Harbour Street, KINGSTON. Knox Educational Services, SPALDINGS.
- JAPON : Maruzen Co., Ltd., 6, Tori-Nichome, Nihonbashi, P.O. Box 605, Tokyo Central, TOKYO.
- JORDANIE : Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Salt Road, P.O. Box 66, AMMAN.
- KENYA : ESA Bookshop, P.O. Box 30167, NAIROBI.
- LIBAN : Librairie Antoine, A. Naufal et Frères, B.P. 656, BEYROUTH.
- LIBÉRIA : Cole & Yancy Bookshops, Ltd., P.O. Box 286, MONROVIA.
- LUXEMBOURG : Librairie Paul Bruck, 22, Grand-Rue, LUXEMBOURG.
- MALAISIE (FÉDÉRATION DE) et SINGAPOUR : Federal Publications, Ltd., Times House, River Valley Road, SINGAPORE.
- MALTE : Sapienza's Library, 26 Kingsway, VALLETTA.
- MAROC : Centre de diffusion documentaire du BEPI, 8, rue Michaux-Bellaire, B. P. 211, RABAT.
- ILE MAURICE : Nalanda Co., Ltd., 30 Bourbon Street, PORT-LOUIS.
- MEXIQUE : Editorial Hermes, Ignacio Mariscal 41, MÉXICO, D.F.
- MONACO : British Library, 30, boulevard des Moulins, MONTE-CARLO.
- NICARAGUA : Señor Adan Cuadra hijo, Librería Cultural Nicaragüense, calle 15 de Septiembre y avenida Bolívar, apartado n.º 807, MANAGUA.
- NIGERIA : CMS (Nigeria) Bookshops, P.O. Box 174, LAGOS.
- NORVEGE : A. S. Bokbjørnet, Lille Grensen 7, OSLO. *Pour « Le Courrier »* : A. S. Narvesens Litteraturjeneste, Stortingsgt. 2, Postboks 115, OSLO.
- NOUVELLE-CALÉDONIE : Reprex, avenue de la Victoire, Immeuble Painbouc, NOUMÉA.
- NOUVELLE-ZÉLANDE : The Government Printing Office, Private Bag, WELLINGTON, O. C. 1. The Government Bookshop, WELLINGTON, AUCKLAND, CHRISTCHURCH, DUNEDIN.
- UGANDA : Uganda Bookshop, P.O. Box 145, KAMPALA.
- PAKISTAN : The West-Pak Publishing Co, Ltd., Unesco Publications House, P.O. Box 374, 56-N Gulberg Industrial Colony, LAHORE.
- PANAMA : Cultural Panameña, avenida 7.ª n.º 11-49, apartado de correos 2018, PANAMÁ.
- PARAGUAY : Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Yegros, entre 25 de Mayo y Mcal. Estigarribia, ASUNCIÓN. Albo Industrial Comercial S. A., Sección Librería, Gral. Díaz 327, ASUNCIÓN.
- PAYS-BAS : N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-GRAVENHAGE.
- PÉROU : Distribuidora INCA S.A., Ayacucho 154, casilla 3115, LIMA.
- PHILIPPINES : The Modern Book Co., 508 Rizal Avenue, P.O. Box 632, MANILA.
- POLOGNE : Ośrodek Rozpowszechniania Wydawnictw Naukowych PAN, Pałac Kultury i Nauki, WARSZAWA.
- PORTO RICO : Spanish English Publications, apartado 1912, HATO REY.
- PORTUGAL : Dias & Andrade, Lda., Livraria Portugal, rua do Carmo 70, LISBOA.
- RÉPUBLIQUE ARABE UNIE : La Renaissance d'Égypte, 9 Sh. Adly Pasha, CAIRO (Égypte).
- FÉDÉRATION DE RHODÉSIE ET DU NYASSA-LAND : The Book Centre, Gordon Avenue, SALISBURY (Southern Rhodesia).
- ROUMANIE : Cartimex, Str. Aristide Briand 14-18, P.O. Box 134-135, BUCUREȘTI.
- ROYAUME-UNI : H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON, S.E. 1.
- SALVADOR : Librería « La Luz », 6.ª avenida Norte n.º 103, SAN SALVADOR. Librería Cultural Salvadoreña, SAN SALVADOR.
- SÉNÉGAL : La Maison du livre, 13, avenue Roume, B. P. 20-60, DAKAR.
- SINGAPOUR : Voir Malaisie (Fédération de)
- SOUDAN : Al Bashir Bookshop, P.O. Box 1118, KHARTOUM.
- RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Libri Building, Church Street, P.O. Box 724, PRETORIA.
- SUÈDE : A/B C. E. Fritzes Kungl. Hovbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16. *Pour « Le Courrier »* : Svenska Unescorådet, Vasagatan 15-17, STOCKHOLM C.
- SUISSE : Europa Verlag, Rämistrasse 5, ZÜRICH. Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE.
- TANGANYIKA : Dar es Salaam Bookshop, P.O. Box 9030, DAR ES SALAAM.
- TCHÉCOSLOVAQUIE : Artia, Ltd., 30 Ve Smekách, PRAHA 2.
- THAÏLANDE : Suksapan Panit, Mansion 9, Rajdamnern Avenue, BANGKOK.
- TUNISIE : Société nationale d'édition et de diffusion, 10, rue de Russie, TUNIS.
- TURQUIE : Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL.
- URSS : Mezhdunarodnaja Kniga, MOSKVA G-200.
- URUGUAY : Representación de Editoriales, plaza Gagancha 1342, 1.º piso, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA : Librería Politécnica, calle Villafior, local A, al lado General Electric, Sabana Grande, CARACAS. Librería Cruz del Sur, Centro Comercial del Este, local 11, apartado 10223, Sabana Grande, CARACAS. Oficina Publicaciones de la Unesco, Gobernador a Cardilita n.º 37, apartado postal n.º 8092, CARACAS. Librería Fundavac C.A., apartado del Este 5843, CARACAS. Librería Selecta, avenida 3, n.º 23-23, MÉRIDA.
- VIÊT-NAM : Librairie-papeterie Xuân-Thu, 185-193, rue Tu-Do, B.P. 283, SAIGON.
- YUGOSLAVIE : Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, BEOGRAD.

#### BONS DE LIVRES UNESCO

Utilisez les bons de livres Unesco pour acheter des ouvrages et des périodiques de caractère éducatif, scientifique ou culturel. Pour tout renseignement complémentaire, veuillez vous adresser au Service des bons Unesco, place de Fontenoy, Paris-7<sup>e</sup>.